31761 06979769

Y4/5

124704
26

COLLECTION HISTORIQUE
DE
L'INSTITUT D'ÉTUDES SLAVES
N° 2

ERNEST DENIS
Professeur à la Sorbonne
Fondateur de l'Institut d'Études Slaves

DU VARDAR A LA SOTCHA

Préfaces de

M. Alexandre Bélitch
de l'Académie des Sciences de Belgrade
et de
M. Louis Eisenmann
Professeur à l'Université de Paris

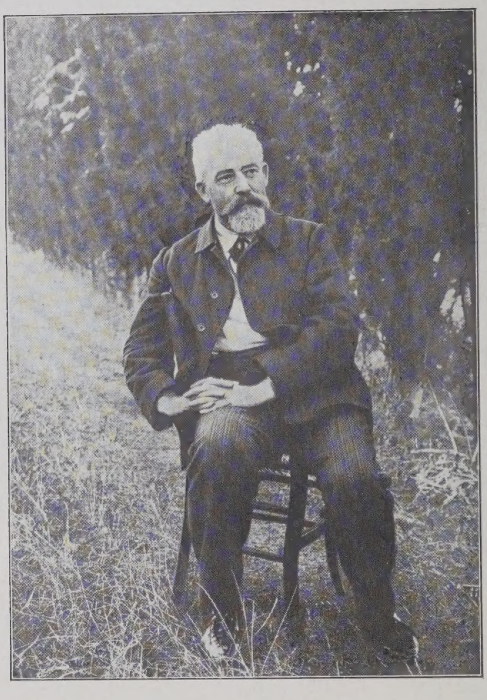
AVEC UN PORTRAIT DE L'AUTEUR

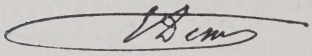
ÉDITIONS BOSSARD
43, RUE MADAME, 43
PARIS
1923

DU VARDAR A LA SOTCHA

Les passages qui, pendant la guerre, avaient été supprimés par la censure ont été rétablis.

Ils sont composés en italique et placés entre crochets. On les rencontre à partir de la page 178.





COLLECTION HISTORIQUE
DE
L'INSTITUT D'ÉTUDES SLAVES
N° 2

ERNEST DENIS
PROFESSEUR A LA SORBONNE
FONDATEUR DE L'INSTITUT D'ÉTUDES SLAVES

DU VARDAR A LA SOTCHA

La Serbie triomphante en 1912 et 1914. — La Yougoslavie (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes). — Du Vardar à la Sotcha. — Un livre sur les Slovènes. — La physionomie morale des Bulgares. — L'Italie, l'Autriche et la Yougoslavie. — La nouvelle Sofia. — Constantin Jireček et la civilisation serbe au Moyen-Age. — Les Tchécoslovaques et les Yougoslaves. — De Varsovie à Belgrade (Petite Entente).

Préfaces de **M. Alexandre BÉLITCH**, de l'Académie des Sciences de Belgrade, et de **M. Louis EISENMANN**, professeur à l'Université de Paris.

ÉDITIONS BOSSARD
43, RUE MADAME, 43
PARIS
1923

DU MÊME AUTEUR

1. **Huss et la guerre des Hussites** (thèse de doctorat). (Paris, 1878. Grand in-8° de 500 pages.) Ouvrage couronné par l'Académie française. Prix Thérouanne.

2. **Histoire des littératures slaves, de Pypine à Spasovitch.** — Traduit du russe (Paris, 1881. Grand in-8° de 628 pages.)

3. **La fin de l'Indépendance bohême.** 1er volume : Georges de Podiébrad. Les Jagellons (Paris, 1890. Grand in-8° de 434 pages.)

   2e volume : Les premiers Habsbourgs. La Défénestration de Prague (Paris, 1890. Grand in-8° de 560 pages).

4. **La Bohême depuis la Montagne Blanche.** 1er volume : Le Triomphe de l'Eglise. Le centralisme (Paris, 1903. Grand in-8° de 644 pages.)

   2e volume : La Renaissance tchèque. Vers le fédéralisme (Grand in-8° de 675 pages.) Ouvrage couronné par l'Académie française. Prix Thérouanne.

5. **L'Allemagne de 1789 à 1810** (Paris, 1896. In-8° de 346 pages.)

6. **L'Allemagne de 1810 à 1852** (Paris, 1899. In-8° de 312 pages.)

7. **La Fondation de l'Empire Allemand** (1852 à 1871.) Paris, 1906, in-8° de 578 pages. Ed.-A. Colin)

8. **La Guerre.** *Causes immédiates et lointaines. L'intoxication d'un peuple. Le traité* (Paris, 1915, in-18 de 356 pages. Ed. Delagrave.)

9. **La Grande Serbie** (Paris, 1915, in-18 de 336 pages. Ed. Delagrave.)

10. **Les Slovaques.** *La Question d'Autriche* (Paris, 1917, in-18 de 283 pages. Ed. Delagrave.)

11. **L'Allemagne et la Paix** (Paris, 1918, in-18 de 341 pages. Ed. Delagrave.)

12. **Du Vardar à la Sotcha** (Paris, 1923, in-8° de 352 pages. Editions Bossard).

LIBRARY
FEB 5 1963
UNIVERSITY OF TORONTO
824714

ERNEST DENIS

Devant moi se dresse dans toute sa grandeur la figure d'Ernest Denis. Chez lui l'esprit dominait toujours la matière, la justice l'emportait sur l'injustice et le bien sur le mal. Il ne s'est point laissé toucher par tant de contradictions de l'horrible guerre ; il a opposé une ferme et belle sérénité aux alarmes pessimistes, et il est resté inébranlable au milieu de toutes les épreuves que ces luttes si longues et presque surhumaines ont imposées à sa nation et à son propre foyer.

Ernest Denis n'était pas l'érudit sec, le savant distant, dont la science se réduit volontairement à l'horizon de ses livres, de son auditoire universitaire et de son cabinet de travail. De même qu'il mettait de la vie dans les résurrections et les tableaux du passé, de même il apportait le souffle multiple de ce passé dans les réalités vivantes d'aujourd'hui. Pour lui, la vie des peuples et des sociétés formait dans le passé et dans le présent un tout indivisible. Il avait un sens égal de l'un et de l'autre et, tantôt, il projetait le présent

dans le passé, tantôt, au contraire, il lisait dans le passé l'avenir. Ensemble ils représentaient pour lui la même continuité de la vie nationale, une image infinie de l'éternelle lutte entre les bons et les mauvais instincts, entre la vraie, la profonde civilisation et l'arrivisme de tout acabit, intellectuel et matériel.

Seul un homme de cette trempe et de cette foi dans la justice et dans la vérité était assez fort pour avoir, dans l'enchevêtrement et la confusion des faits, la vision des prophètes bibliques, pour revendiquer l'indépendance intégrale de la Tchécoslovaquie dès le début de la guerre, alors que personne en Europe n'y a songé, et pour parler de la délivrance et de l'union de notre Nation Yougoslave, de nous autres Serbes, Croates et Slovènes, avec un enthousiasme pareil à celui qui faisait battre son cœur éternellement jeune lorsqu'il prédisait la réalisation des espoirs de son propre peuple.

Tout ce qu'il a pensé, tout ce qu'il a dit porte l'empreinte de sa nature droite et accomplie. Ses articles, écrits souvent dans les heures les plus graves pour le peuple français, en sont un témoignage éloquent. Leur texte morcelé, mutilé par la censure, montre la fermeté avec laquelle DENIS s'élevait contre toutes les injustices, de quelque côté qu'elles vinssent. Le ton à la fois révolté et amical sur lequel il s'adressait aux amis et aux alliés de la France lorsque ceux-ci s'apprêtaient à commettre quelque injustice contre nous est riche en suggestions et continuera dans l'avenir à émouvoir toutes les âmes éprises d'équité, tant que justice entière n'aura pas été faite.

Mais ce qui nous est le plus cher dans ces inoubliables bonnes paroles, c'est l'amour que DENIS éprouvait pour

notre nation et la foi qu'il avait dans sa vitalité et dans son progrès. Toutes ses souffrances de jadis et toutes les peines qu'elle a endurées pendant la Guerre Mondiale n'ont été, à ses yeux, qu'une preuve de plus de notre indomptable vitalité. Aussi s'est-il donné pour mission de révéler la valeur de notre peuple et de montrer quel crime est commis contre la civilisation et la liberté lorsque, cédant aux combinaisons politiques, à l'appétit de territoires et de populations de nos voisins, ou d'autres mirages vains et mensongers, on essaie de barrer la route à cette jeune force civilisatrice. Dans le grouillement politique de l'arrière, dans le vacarme que soulevait le partage de l'Europe et où nos ennemis même s'efforçaient au triomphe de leurs prétentions injustifiables, sa claire voix se faisait entendre et résonnait en notre faveur, proclamant les solutions indispensables, non seulement pour nous, mais aussi dans l'intérêt de tous ceux qui combattaient avec nous la tyrannie dans l'Europe et dans le monde entier...

Le lecteur ne pourra pas ne pas sentir les vérités qui se dégagent souverainement de ces études éloquentes, empreintes d'un sens de la juste mesure pareil à celui des anciens, d'une clrté cristalline, attirantes parce qu'elles sont écrites dans une prose lumineuse et ondoyante qui tient à la fois de la philosophie et de la poésie.

Ce livre où sont réunis ceux des écrits de DENIS qui nous concernent évoque dans notre mémoire les heures où notre pays fut à nouveau délivré et où notre nation entière ressuscita dans la liberté. L'image de la France en est inséparable. Pleins de gratitude, nous revoyons en imagination les glorieuses théories de ses fils qui, luttant pour leur liberté et leur civilisation, ont donné de leur sang et de

leur âme à la liberté et au progrès de notre peuple.

Inclinés aujourd'hui devant l'ombre d'Ernest DENIS, nous rendons en lui hommage au génie français et à l'esprit chevaleresque français qui, dans leur immortalité, ont habité l'âme de ce digne fils de la France. Que sa mémoire soit gardée par toutes nos générations à venir avec le même amour pur et élevé dont il enveloppait notre peuple et dont est empreinte chacune des pages de ce livre.

ALEXANDRE BÉLITCH,
de l'Académie des Sciences de Belgrade.

ERNEST DENIS

ET LA YOUGOSLAVIE

On trouvera pour la première fois réunis dans ce volume les articles que M. Ernest Denis a, pendant et après la guerre, consacrés aux pays et au peuple yougoslaves. C'est le complément de sa Grande Serbie, *parue en* 1915, *qui a conquis aux Serbes, à tous les Yougoslaves, tant d'admirateurs enthousiastes et d'amis ardents.*

A comparer le texte de ce recueil à celui qui a paru dans les revues, on apercevra quelques différences. C'est la censure qui en est cause. Elle n'épargnait pas plus un Denis qu'un Gauvain. Faut-il admirer davantage sa naïveté, ou son audace ? « L'emploi donne l'esprit », dit un proverbe allemand. Il n'y paraît point aux coups de la censure. Au reste, elle se montrait, comme à son ordinaire, « plus bête que méchante » — pour parler avec le dicton — ou, en termes plus choisis, moins dure et malintentionnée que peureuse et ridicule. M. Denis en souriait ; ses collaborateurs, moins indulgents, s'en irritaient : tant de sottise les exaspérait. Mais il se retrouvait d'accord avec eux pour déplorer le mal que certains silences imposés pouvaient faire à la France. Les passages censurés sont, dans ce livre, clairement marqués. On verra ce qui mettait en éveil les scrupules ou les craintes de l'autorité, et on jugera.

Les articles recueillis ici sont rangés non dans l'ordre chronologique où ils ont été publiés, mais dans un ordre logique, selon l'aspect qu'ils éclairent dans l'ensemble de la question yougoslave. Si, au cours de la guerre, la pensée de M. Denis avait évolué, si elle s'était modifiée, précisée, élargie ou restreinte au

gré des événements, une disposition chronologique eût présenté l'intérêt d'en montrer les étapes et de permettre de reconnaître sous quelles influences elles s'étaient accomplies. Mais, grâce à sa longue et vaste étude du monde slave, à sa méditation approfondie, à la fermeté de son esprit et de sa conscience, M. Denis était, au moment où éclata la guerre, en possession d'une doctrine si mûrie, d'une conviction si solidement fondée et si bien assise, que d'emblée elles se trouvèrent adaptées aux conditions nouvelles où allaient se développer les destinées de la Serbie et de la Yougoslavie. Sur son interprétation de leur histoire, il fondait sa prévision de leur avenir, que la suite des événements a entièrement vérifiée. Aux sceptiques, ou à ces matérialistes de la politique qui croient être les seuls réalistes, lorsqu'ils raillaient, si souvent ! la tranquille assurance de l'historien, homme de cabinet, « théoricien », « idéologue », occupé à tracer les grandes lignes du traité de paix et les nouvelles frontières de l'Europe alors que les Allemands tenaient le Nord et le Nord-Est de la France, enfonçaient le front russe, et préparaient l'écrasement de la Serbie, il opposait sa certitude, où le passé lui garantissait l'avenir — et c'est lui, en fin de compte, qui a eu raison.

L'image de la future Yougoslavie était dressée devant ses yeux, nette, fière, vivante, dès le premier jour de la guerre : elle est, sauf quelques traits douloureux, exactement celle que nous avons vue sortir des négociations de la paix.

Dans sa diversité, qui, aux yeux de certains, prendra peut-être une apparence de dispersion, ce recueil, tout animé d'une parfaite unité d'inspiration, offre une vue complète de la question yougoslave, c'est-à-dire, d'une part, de l'ensemble des problèmes qui se posent à la nation enfin unie des Serbes, Croates et Slovènes, et, de l'autre, des influences qui s'exercent sur elle pour déterminer son avenir.

La plus nécessaire, la plus puissante, la plus heureuse de ces influences était, aux yeux de M. Denis, celle du sentiment de la solidarité slave. Il se refusait à admettre qu'aucune des nations slaves eût le droit de se replier égoïstement ou étroitement sur elle-même, de s'isoler en marge ou même à l'écart de ce grand monde slave dont elles ne sont toutes que les éléments et les parties. Il rejetait avec la même énergie les conceptions brutales et chimériques du panslavisme politique, où il ne voyait que le masque des ambitions de l'autocratie tsariste, et les théories de nationalisme exacerbé qui parfois lui semblaient s'emparer de tel ou tel peuple slave, ou de certains partis politiques chez quelques uns d'entre eux.

A ses yeux de Français démocrate et d'historien de la Bohême, admirateur de la grande tradition hussite, l'avenir de l'humanité apparaissait dominé par la large conciliation de l'instinct national et de la pensée internationale. Aux Slaves en particulier, il jugeait que la géographie et l'histoire, les affinités ethniques, linguistiques, sentimentales et intellectuelles rendaient plus facile qu'à toute autre race de trouver ici la juste mesure et le sain équilibre : la solidarité slave, loi de leur condition politique et instinct naturel de leur âme, est pour eux le degré intermédiaire, la transition de la nation à l'humanité.

Si, entre les Slaves, les Tchécoslovaques et les Yougoslaves lui donnaient une satisfaction particulière, c'est justement parce qu'en eux il découvrait le sens le plus vif et le plus averti de cette nécessaire, de cette indispensable solidarité. C'est la pensée qui domine sa conférence sur le président Masaryk et qui a inspiré aussi le dernier article de ce recueil, où il salue avec joie l'avènement de la Petite Entente, première tentative de réalisation politique de la solidarité slave par l'intime, fraternelle, indissoluble alliance des Tchécoslovaques et des Yougoslaves.

2

Les deux maîtres chapitres de ce livre traitent du problème adriatique et de la question bulgare. En leur temps, ils ont attiré à M. Denis d'assez vives critiques, et parfois des attaques véhémentes, dont la contradiction même est d'ailleurs la meilleure preuve de son objectivité et de l'impartialité de ses jugements. En France, on lui a, de certains côtés, reproché de se laisser aveugler par sa serbophilie et sa slavophilie au point de perdre le sens de l'intérêt national : celui-ci n'était-il pas d'élargir et de resserrer les alliances de la France, de gagner la Bulgarie et de tout sacrifier au parfait accord avec l'Italie ? Du côté yougoslave, à l'inverse, on l'a parfois, avec un étonnement attristé, jugé bien enclin à l'indulgence envers les mortels adversaires des Serbes ou à la transaction bâtarde et inique aux dépens du droit des peuples, sur un point aussi vital pour l'avenir, pour l'existence même de la nation, que la libre possession des côtes yougoslaves de l'Adriatique.

Peut-on être plus sévère pour la Bulgarie de Ferdinand que M. Denis l'a été ? Au regard de la volontaire modération d'expression de ses jugements, l'invective la plus passionnée n'est qu'indulgence. Rien ne l'irritait davantage, jusqu'à

l'exaspération, qu'une certaine bulgarophilie, béate ou matoise, qui fut si répandue, chez nous, même durant la guerre. Contre elle, il donnait libre cours à sa verve ou à son indignation : car elle révoltait son horreur instinctive des équivoques complaisantes, son besoin inné de raison claire, sa conscience intransigeante, sa passion de justice et de vérité. Aux plaidoyers qui invoquaient comme excuses l'inexpérience d'une nation jeune, l'ignorance ou l'inconscience qui avaient fait d'elle la victime d'un souverain sans honneur et de politiciens sans scrupules et le jouet d'alliés redoutables et perfides, il répondait que c'était là tout au plus des circonstances atténuantes. En poignardant la Serbie dans le dos, en se tournant contre la Russie libératrice, la Bulgarie n'avait-elle donc pas commis un double crime, contre la solidarité slave et contre la France ? Avant de la recevoir en grâce, il exigeait la certitude, la preuve palpable d'un repentir sincère et agissant.

Mais il se refusait à prononcer des condamnations éternelles. Après ce juste temps d'épreuve, il ne voulait pas repousser l'enfant prodigue quand il demanderait à rentrer au foyer restauré de la solidarité slave. Pourquoi rejeter la Bulgarie en proie à la tentation ? Pourquoi sacrifier à une rancune, d'ailleurs trop légitime, un grand avenir ? Après tout, y a-t-il beaucoup plus d'un demi-siècle qu'entre patriotes serbes et bulgares s'esquissait, approuvé par Strossmayer, le plan d'une Confédération balkanique, première ébauche d'un grand État yougoslave qui « s'étendrait de l'Adriatique à la Mer Noire » (1)? Sous cette forme ou sous toute autre mieux adaptée aux conditions nouvelles de l'Europe et en particulier de l'Orient, la raison, le sens de l'intérêt réciproque, l'instinct de conservation en présence de périls communs devaient dicter aux deux peuples l'idée et la formule d'un arrangement par où la Yougoslavie, portée à ses limites naturelles, serait mise à même de déployer la plénitude de ses forces. Mais encore y fallait-il le concours du temps, sans lequel M. Denis se plaisait à répéter que rien de solide ne peut se faire. « Il est possible comme il est désirable que la Ligue balkanique, dont la durée a été si courte et la destinée si tragique, se reconstitue un jour sur des bases plus solides, et dans un sincère esprit d'égalité et de fraternité. Le temps est galant homme et tout vient à point à qui sait attendre. A vouloir précipiter les choses, on com-

---

(1) E. Denis, *La Grande Serbie*, 209.

promet le succès » (1). *Ainsi il rappelait à des Français trop impatients les devoirs de la raison et en même temps ceux du cœur, les conseils de la prudence politique et les titres impérissables que la Serbie s'est acquis par son héroïsme et ses souffrances.*

Dès que furent connues les stipulations du traité de Londres du 26 avril 1915, M. Denis en éprouva une vive indignation, et son patriotisme français s'en alarma grandement. Il jugeait avec sévérité l'ignorance, l'infatuation, l'aveuglement des signataires de ce pacte léonin, et surtout, s'il ne s'étonnait pas outre mesure qu'ils en eussent accepté sans trop de façons l'iniquité et l'immoralité, il admirait qu'un seul instant ils eussent pu se faire illusion sur ses chances d'être appliqué. Leur faute lui en paraissait terriblement aggravée : car ce papier inexécutable, qui prétendait gagner un allié à l'Entente, risquait, en vérité, de lui en faire perdre d'autres, éprouvés et non moins précieux ; il était gros à la fois de menaces permanentes pour la paix future de l'Europe et de dangers immédiats pour la cause des Alliés. M. Denis se scandalisait aussi de voir dans cette guerre des peuples, où naissait un monde nouveau, revenir le vieil esprit de Metternich, fleurir la tractation secrète, le marchandage et le bluff, s'étaler le trafic des kilomètres carrés et des âmes, s'amorcer les futures guerres dans les conventions mêmes qui prétendaient fixer la paix.

Son rêve, c'eût été un accord librement conclu, sous la médiation des grands Alliés, entre l'Italie et la Yougoslavie, qui donnât à chacune des deux son unité intégrale, son unité de nation, au sens où Renan a défini la nation ; qui traçât entre elles une frontière nette, supprimant les contestés et les enclaves ; qui permît ainsi à deux alliés de la France d'accepter sans regret, sans arrière-pensée, la généreuse idée de Mazzini, et de collaborer franchement, joyeusement aux grandes tâches humaines et civilisatrices qu'ils sont appelés tous deux à accomplir. C'est ainsi qu'eût été satisfait son sens inné du droit et de la justice.

Mais il savait bien que pour longtemps ce n'était là qu'un rêve ; et il était trop historien et trop psychologue, trop averti des exigences de la politique pour se dissimuler le nombre et l'importance des obstacles qui se dressaient entre ce rêve et la réalité. Il se résignait donc, par force, à une solution de compromis, et souhaitait seulement que les conditions en fussent le

---

(1) Voir ci-dessous, 113-4.

moins offensantes possible pour la justice et le moins onéreuses pour les Yougoslaves. A la fin de l'article « L'Italie, l'Autriche et la Yougoslavie », il a esquissé un projet de solution : qui donc, après l'avoir lu, reprochera à sa slavophilie un fanatisme aveugle, ou à ses sentiments pour les Serbes trop de tiédeur ?

~

Un soir du commencement de l'hiver de 1918, *nous avions réunion chez M. Denis, pour discuter des plans de conférences et de publications. J'arrivai le premier, il me montra une carte postale anonyme qu'il venait de recevoir. En voici à peu près le texte (des deux premiers mots je suis sûr) : « Vieux misérable ! Tu ne seras donc satisfait que lorsque tu auras fait couler pour tes Slaves tout le sang de la France ? »*

Trois ou quatre mois plus tard, dans une réunion de publicistes et d'universitaires, l'on examinait la carte politique de la guerre. On était sous l'impression de l'avance allemande. Un de nos collègues, généreux, mais passionné, s'anima : « Pour vos Tchèques, pour vos Yougoslaves, vous nous coûterez l'alliance et l'amitié de l'Italie, vous perdrez la France ! »

A la fin de l'été 1920, *M. Denis se préparait à partir pour Prague, où il devait passer trois mois. Il se rendrait ensuite à Belgrade, où on l'appelait avec impatience, où on l'attendait avec enthousiasme. Pour causer de l'Institut d'Études Slaves, de ses travaux, de son action, il avait réuni ceux d'entre nous qui étaient à Paris en cette période de vacances, deux de ses collègues de la Faculté, deux de ses plus fidèles collaborateurs yougoslaves. Comment la conversation n'eût-elle pas glissé à la question de l'Adriatique, à celle de Fiume ? Réquisitoire enflammé du plus jeune de nos Yougoslaves, ardent francophile, mais plus littérateur qu'historien, plus idéaliste que politique. La France, dit-il, a été trop timide ; elle a manqué de clairvoyance, et de résolution ; elle a livré les Yougoslaves : comment pourront-ils jamais lui pardonner ? Elle a sacrifié une alliance sûre à la chimère de l'impossible amitié italienne. Plus pondéré et plus rassis, son compatriote, qui nous connaît mieux, le reprend : la France a fait pour la Yougoslavie tout ce qu'elle pouvait et au delà ; elle a fait, en tout cas, plus que les autres Alliés : a-t-on déjà oublié la campagne de Serbie, la retraite d'Albanie, l'accueil du foyer français aux Serbes sans patrie, le front d'Orient ? Le monde veut la paix. Pour l'assurer, la France*

a abandonné nombre de revendications légitimes : si douloureuses que soient certaines renonciations, la Yougoslavie n'en évitera pas la nécessité. — Querelle de famille, où nous n'intervenons pas. Mais nous tenons à préciser deux points : d'abord notre attachement à la Yougoslavie, notre volonté d'entretenir avec elle la plus intime alliance, politique, intellectuelle, sentimentale ; ensuite, le sens absolument pacifique de cette volonté, qui ne masque aucun machiavélisme, aucune arrière-pensée, qui n'a de pointe contre personne : c'est dans le culte du même idéal de justice et de liberté, de développement pacifique et de fraternité humaine, que nous nous unissons aux Yougoslaves. — L'autorité de M. Denis fait cette merveille : elle désarme les rancunes, elle apaise les regrets, elle rapproche les vues opposées. Quand nous nous quittons, l'accord entre nous tous est complet.

∾

A la mémoire d'Ernest Denis, le grand ami français des Slaves, le gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes a voulu rendre un double hommage. Une fondation Ernest Denis récompensera chaque année le meilleur livre français consacré à la Yougoslavie. Ce recueil, d'autre part, perpétuera le souvenir des services qu'Ernest Denis a rendus à la cause yougoslave.

Un rappel des circonstances et de l'esprit dans lesquels ces services furent rendus durant la guerre, c'est la seule préface qui convienne à un pareil livre. Je remercie les admirateurs yougoslaves d'Ernest Denis de l'honneur qu'ils m'ont fait en me la demandant. Chacune de ces pages, dont j'ai tenu dans mes mains la plus grande partie, en manuscrit, au temps du Monde Slave, *réveille en moi toutes les impressions d'une collaboration de sept années, la plus confiante, la plus libre et la plus respectueuse. Que de fois, dans de longs entretiens, souvent quotidiens, j'ai entendu M. Denis indiquer, affirmer, soutenir, préciser, développer les idées qui traversent ce livre ! Elles ont dirigé toute son action pendant la guerre ; il a cherché à les répandre par le* Monde Slave, *et du haut de sa chaire. Professeur d'histoire moderne et contemporaine, il faisait chaque année, dans ses leçons, une très large part à l'histoire des Slaves. Mais depuis longtemps il rêvait d'une organisation qui assurât*

à ces études, dans notre Université, une place fixe et indépendante. Son rêve s'est réalisé après sa mort, grâce à la pieuse donation de la République tchécoslovaque. Dans la chaire d'histoire et civilisation des Slaves, à jamais placée sous son patronage, se perpétuent son esprit et sa pensée, tels qu'ils éclatent dans toute son œuvre, tels qu'ils animent toutes les pages de ce livre.

Louis EISENMANN,

professeur d'histoire et civilisation des Slaves (Chaire Ernest Denis) à l'Université de Paris.

LA SERBIE TRIOMPHANTE [1]

Monsieur le Ministre de Serbie,
Monsieur le Ministre,
Mesdames, Messieurs, mes Enfants,

C'est pour moi un immense honneur d'être appelé à prendre la parole aujourd'hui, dans une pareille circonstance, devant une telle assemblée, — mais c'est aussi une tâche redoutable.

Il est difficile maintenant de parler d'héroïsme, parce que nous en sommes entourés et comme saturés. Les faits les plus merveilleux finissent par nous paraître naturels, et les exploits les plus magnifiques, les sacrifices les plus sublimes, il suffit que nous ouvrions les pages du *Journal officiel* pour les trouver, si abondants, si extraordinaires, qu'ils nous semblent appartenir à un monde supérieur et dépasser les forces humaines. Devant de pareils actes, combien les paroles les plus sincères paraissent pauvres et fausses ! L'on voudrait se recueillir dans une prière muette, faite à la fois de douleur, de confiance, de reconnaissance et d'espoir.

---

[1] Conférence faite dans le Grand Amphithéâtre de la Sorbonne le 25 mars 1915.

Dans cette prière, il est naturel, il est juste, il est nécessaire que notre pensée réserve une place, à côté de nos soldats, aux amis qui combattent avec nous, et qu'elle aille vers le jeune peuple qui, comme David terrassant Goliath, a eu le premier la fortune et la gloire de porter à l'Autriche un coup mortel, — le coup dont elle ne se relèvera pas.

Vous rappelez-vous une sculpture admirable de Rodin : *La main divine* — une main immense qui pétrit la glaise d'où sort le monde naissant. — La Serbie est un des cinq doigts de cette main divine qui façonne l'avenir.

Au mois d'août dernier, dans les heures lourdes qui précédèrent la mobilisation, je remontais le boulevard Saint-Michel avec un de mes collègues de la Sorbonne ; nous avions le cœur oppressé et nous ne parlions guère. Au bout d'un long moment de silence, il me dit : « Tout de même, c'est dur de faire tuer ses enfants pour les Serbes ». — C'est toujours dur de faire tuer ses enfants, et ce n'est pas pour les Serbes que nous nous battons, pas plus que les Serbes ne se battent pour nous. Anglais et Russes, Belges, Serbes et Français, nous combattons tous pour notre propre cause, qui est l'affranchissement du monde de la tyrannie allemande.

Il y a de longues années, c'était en 1873, je me trouvais à Belgrade, sur cette merveilleuse promenade du Kalimegdan qui domine ces plaines de la Save et du Danube où des Serbes non rachetés soutenaient péniblement une lutte inégale contre la brutalité féroce et sournoise des Magyars. Le général Zach, qui était venu mettre au service de la Principauté son expérience militaire et son enthousiasme slave, voulait bien me témoigner quelque amitié et il me racontait qu'il s'opposait à l'introduction dans l'armée des habitudes et des règlements allemands.

Nous étions au lendemain du traité de Francfort, et les

trompettes teutonnes sonnaient d'un bout du monde à l'autre l'hallali impitoyable et répétaient à tous les échos notre décadence et la ruine de notre gloire. Au vaincu que j'étais, cette preuve de confiance en notre relèvement, cette fidélité dans le malheur était la plus douce des consolations. Vous savez, et on vous rappellera sans doute, que cette amitié de la Serbie pour la France date déjà du Moyen-Age et qu'elle s'est plusieurs fois manifestée de la façon la plus touchante.

Nous ne sommes pas de ceux qui, comme l'Autriche, se plaisent à l'ingratitude, et nous n'abandonnons pas nos alliés quand on court quelque risque à les défendre. Nous avions ainsi le devoir de ne pas livrer la Serbie aux étrangleurs de Vienne. Mais, à défaut même de ces obligations de sentiment, nous avions le devoir strict d'intervenir parce que, dans la lutte de l'Autriche et de la Serbie, ce qui était en jeu, c'était la destinée du monde et l'âme de l'humanité.

Il est inutile désormais de discuter l'absurdité des accusations lancées par la diplomatie austro-hongroise contre la Serbie à propos de l'attentat de Saraïévo et de l'assassinat de François-Ferdinand. Les calomnies des comtes Berchtold et Tisza sont peut-être plus ridicules encore qu'odieuses. Les coupables, les vrais coupables, nous les connaissons et nous les flétrissons : ce sont les représentants de la politique immonde qui, en recourant aux pires procédés d'une police de bas étage, avait peu à peu soulevé des haines féroces.

Messieurs, il peut arriver, il doit arriver que, quand un régime viole les droits les plus naturels et les plus sacrés, quand il musèle la presse, altère ou supprime les élections, quand il ourdit, dans les méditations réfléchies des chancelleries, des plans calomnieux de chantage, quand ses ambassadeurs et ses chanceliers, tels que d'Ærenthal et

Forgach, payent des faussaires pour jeter en prison et essayer d'envoyer à la potence des hommes qui n'ont commis d'autre crime que de se refuser à trahir leur nation, alors dans des âmes inexpérimentées, dominées par la fougue de la jeunesse, la haine légitime de l'oppression fait bouillir le sang et suggère des projets forcenés, jusqu'au moment où l'idée criminelle se cristallise dans un projet insensé. Nous avons assisté à ce spectacle à Saraïévo. Les assassins de François-Ferdinand, ce sont les Rauch et les Kallay, les oppresseurs des Croates et des Bosniaques, c'est le comte Tisza, l'incarnation de l'impérialisme magyar, c'est le comte Berchtold, le valet de Guillaume II. — Prinzip, le meurtrier de l'archiduc, n'est que leur première victime.

Berchtold et Tisza ont commis la plus sotte des imprudences en prétendant jeter sur la Serbie une responsabilité qui retombe avant tout sur eux ; il eût été plus difficile de leur répondre s'ils s'étaient bornés à affirmer que l'existence seule de la Serbie était un attentat permanent contre l'Autriche. Quelque discrétion et quelque réserve qu'elle montrât, du moment qu'elle ne disparaissait pas, elle était une menace pour Vienne, de même que le Piémont avait été jadis un danger, qu'il fût gouverné par Charles-Félix, par Charles-Albert ou par Victor-Emmanuel.

L'Autriche est un reliquat d'un passé qui ne répond plus aux conceptions des sociétés modernes. Fondée exclusivement sur les combinaisons arbitraires des diplomates et sur les fantaisies ambitieuses des souverains, elle eût pu à la rigueur se maintenir encore assez longtemps si les Habsbourgs avaient respecté les droits et ménagé les besoins essentiels des divers peuples que le hasard avait réunis sous leur sceptre. Au lieu de cela, comme ils sentaient la fragilité de leur pouvoir, ils ont pensé remplacer la force morale qui leur manquait par une police soupçonneuse et une admi-

nistration tracassière. Ils ont ainsi exaspéré les passions, surexcité les colères et précipité la catastrophe qu'ils prétendaient conjurer.

Deux idées, deux principes se trouvaient en présence, et, au début du XX^e siècle, les deux adversaires se mesuraient du regard. D'un côté, Vienne et Pest, la centralisation niveleuse, le teutonisme hautain et agressif, l'intolérance, le dédain de la démocratie ; en face, Belgrade, la liberté des peuples, le droit des nations de disposer d'elles-mêmes ; là, la violence et la mort ; ici, l'émancipation et la vie. Entre les deux champions, aucune réconciliation n'était possible. Vienne se prétendait lésée, gênée dans son action ; elle avait raison. L'ombre dit à la lumière : tu empiètes sur mon domaine ; la vie trouble la mort qu'elle nie ; le mouvement est une révolte contre l'inertie.

L'Autriche, d'ailleurs, n'était plus maîtresse de sa direction. Les Habsbourgs, humiliant leur antique gloire devant les Hohenzollern, subissaient docilement leur inspiration et, sur les ordres qu'ils recevaient de Berlin, marchaient à la conquête de l'Orient. Sur les routes de Constantinople, les valets de Bismarck et les séïdes de Guillaume II rencontraient la protectrice naturelle de l'Orthodoxie, la Russie, qui ne pouvait laisser écraser un peuple de même origine, de même langue, dont elle avait protégé la frêle adolescence, pas plus qu'elle ne pouvait consentir à abandonner à l'Allemagne les Détroits, Salonique et l'Asie-Mineure, en perdant tout espoir d'arriver à la Méditerranée. Le conflit de l'Autriche et de la Serbie, qui était en premier lieu l'opposition de deux conceptions morales contraires, devenait le duel de deux races : germaine et slave.

Il est manifeste que l'écrasement des Slaves aurait eu pour conséquence la destruction de ce qui restait encore de l'équilibre européen et que l'univers entier aurait ployé la

nuque sous la lourde masse allemande. C'est pour cela qu'à l'appel du roi Pierre ont répondu, non seulement les Russes, mais tous les peuples qui ne se résignaient pas à une perspective de servitude, même lointaine et vague, et qui, comme les Serbes eux-mêmes, ne calculent pas leurs frais et ne ménagent pas leur sang quand la justice les appelle et que l'honneur l'exige. Les victoires de Koumanovo et de Monastir, de la Drina et du Roudnik ont inauguré une ère nouvelle dans l'histoire, parce que la défaite de la Serbie eût marqué l'écrasement du principe des nationalités et l'établissement de l'hégémonie prussienne.

Ce qu'il y a d'admirable, Messieurs, ce qu'il y a de vraiment divin, c'est que, ce que j'essaye de vous expliquer péniblement, aussitôt, d'instinct, la France l'a compris, et sans hésitation, bien qu'elle eût calculé d'un coup d'œil l'immensité des sacrifices qu'elle consentait, sans forfanterie, mais sans faiblesse, elle a tout donné, sa vie, son sang, ses reliques, ses enfants, — qui portaient en eux de telles promesses ! — pour ne pas renier son passé et ne pas trahir l'avenir.

Je me défie de l'hagiographie et je n'ai nullement l'intention de vous dire que les Serbes sont incapables d'erreurs et de fautes. Nous savons nos imperfections, et nos amis ne sont pas plus impeccables que nous. Vous pouvez lire dans les journaux les mieux renseignés de Berlin, — et par définition ils sont tous bien informés, — qu'il y a une nation parfaite et qu'il n'y en a qu'une, ce sont les Allemands. Il n'arrive jamais qu'une ménagère allemande mette trop de sel dans sa soupe. Il n'est jamais arrivé qu'un savant allemand ait affirmé un fait sans avoir scrupuleusement critiqué les documents les plus sûrs, parce que les Allemands ont le

secret exclusif de la Hauswirtschaft, comme de la Sozialwirtschaft, et de toutes les Wirtschaften en général. — Les Allemands sont les gardiens de la morale et de la vertu ; ils tiennent toujours leurs promesses et respectent fidèlement les traités qu'ils ont signés. Ils ne connaissent pas le péché d'orgueil, et ils sont modérés dans l'usage du vin de Champagne ; ils représentent la science, la civilisation, et ils ont élevé de belles cathédrales... à Reims entre autres et à Arras.

Hélas ! tout le monde ne peut pas être « made in Germany ». Les Serbes ont donc leurs défauts qui quelquefois sont graves et qui, à l'occasion, leur coûtent cher. Comme les gens de notre Midi, ils aiment à fumer des cigarettes en parlant politique, — bien qu'ils aient la chance de ne pas connaître les apéritifs. Il leur arrive de remettre au lendemain ce qu'ils devraient faire le jour même, et ils comptent un peu trop sur la souplesse de leur esprit pour réparer les lacunes de leur organisation. Ils ne se sont pas encore complètement adaptés aux exigences de la vie moderne et des méthodes scientifiques. Ils apportent à leurs querelles d'autant plus d'acharnement qu'au fond ils sont tous d'accord sur les points essentiels, et il leur arrive de changer de ministres plus souvent que ceux-ci ne le désireraient et même que ne le demanderait l'intérêt public. — Les Allemands, qui n'ont jamais manqué d'espions, connaissaient ces points faibles. Sous les lézardes extérieures, ils n'apercevaient pas l'armature intacte ; ils ne devinaient pas, derrière le sourire de ces visages aimables et gais, l'athlète solide et robuste ; ils ne sentaient pas battre le cœur héroïque.

Il me serait naturellement impossible de vous raconter ici les trois guerres magnifiques par lesquelles s'est fondée la grandeur de la Serbie nouvelle, et ce n'est pas mon intention. Songez que, en 1912, la Serbie était encore un petit royaume de moins de trois millions d'habitants, que ses

ressources étaient faibles, sa richesse acquise presque insignifiante, si on la compare aux grands États occidentaux. Mesurez l'inégalité de la lutte avec la Turquie, avec la Bulgarie, avec l'Autriche. Réfléchissez à l'énergie immense qui a été nécessaire pour lever 400.000 hommes, pour les nourrir, les équiper, les ravitailler, pour faire face à l'extraordinaire dépense de munitions qu'exigent les campagnes modernes, à la difficulté de recruter les officiers, de maintenir la discipline et l'entrain dans des troupes qui, en grande partie, ne sont que des milices. La Serbie a tenu une sorte de gageure contre la destinée, et elle l'a gagnée. C'est quand on réfléchit à la prodigieuse disproportion des moyens qu'elle mettait en œuvre et des résultats qu'elle a obtenus que l'on comprend vraiment tout le sens de l'expression : forcer la victoire.

« Le soldat serbe, disait notre général Herr, est un des premiers soldats du monde. Dans l'héroïsme de cette armée, trois traits principaux me frappent : la constance, la foi et la joie, et par là elle se rapproche beaucoup de l'armée de notre République. »

Les Autrichiens ont été plus qu'effrayés par la résistance devant laquelle ils se sont brisés ; ils en ont été déconcertés, presque ahuris. Ils croyaient qu'il s'agissait d'une promenade militaire : c'était une « Strafexpedition » ; on allait donner le fouet à des enfants mutins ; pour faire rentrer sous terre ces insurgés, il suffisait de la grosse caisse d'une musique régimentaire. Ils étaient si férus de leur supériorité, qu'après de lourdes défaites, quand leur général Potiorek entre par hasard dans la capitale ennemie, il reprend aussitôt ses allures de bravache, offre Belgrade à Sa Majesté pour son anniversaire. On croirait entendre Paskiewitch en 1849, après sa victoire sur les Magyars, contre qui François-Joseph avait humblement sollicité l'appui du Tsar Nicolas :

« Belgrade est aux pieds de Votre Majesté. » — Imbéciles ! Le pied de l'Autriche sur un peuple qui, depuis cinq siècles, presque sans souffler, combat pour sa liberté ; qui, sans répit, s'entraîne à la suprême bataille !

Le 15 juin 1389, le roi Lazare rencontrait les Turcs sur le Champ des Merles, le Kossovo Polié. Il était hanté de sombres pensées. Dans l'église où il était entré pour appeler sur ses soldats la bénédiction divine, il avait eu une douloureuse vision : — il pouvait choisir entre la puissance terrestre et la gloire des martyrs. Comme le Seigneur, il avait repoussé les vanités du monde. — Il marchait à la mort, le visage tranquille et le cœur ferme ; par moments, cependant, en face du sacrifice, son âme fléchissait, et il gémissait, non sur sa propre mort, mais sur les souffrances sous lesquelles si longtemps saignerait son pays. Son désespoir résigné avait été contagieux, et ses guerriers semblaient se préparer moins à la bataille qu'au dévouement expiatoire. Les rhapsodes nationaux, les joueurs de *gouslé*, qui promènent de cabane en cabane et de foire en foire les épopées nationales, les *pesmés* héroïques qui ont été longtemps le seul aliment de la vie morale et intellectuelle du pays, ont traduit avec une mélancolie poignante la vaillance désolée de cette armée généreuse qui, victime de fautes qu'elle n'avait pas commises, se donnait à la mort pour mériter le pardon de la justice éternelle et préparer la résurrection. Le plus pur sang des guerriers arrosa le Champ de Kossovo. Lazare, fait prisonnier, fut conduit devant le sultan Bajazet et mis à mort ; on exécuta d'abord les seigneurs qui avaient sollicité l'honneur d'être frappés avant leur maître.

Sous ce terrible coup, la Serbie chancela et on la crut frappée à mort. Mais ce n'était pas pour rien que Lazare avait donné sa vie, et depuis lors, depuis plus de 500 ans, la Serbie ne s'est jamais résignée à l'asservissement et n'a pas

laissé périmer ses titres. Tantôt locale et tantôt générale, déjouant les répressions et les surveillances, ouverte ou sourde, la résistance est permanente et continue, comme ces incendies que l'on croit étouffés sous les cendres et qui brusquement rougissent l'horizon. La lutte est inégale ; les armes, rares ; l'Europe, lointaine et indifférente. Les représailles des vainqueurs sont terribles. Le Turc tient écrasé sur le sol son adversaire qui halète et qui râle. — Il râle, mais il n'implore pas merci.

Le roi Ouroche avait béni le vieux Marko, qui avait rendu témoignage à la justice. « Marko, mon parrain, Dieu t'assiste ! Que ton visage brille dans le conseil, que ton épée travaille dans le combat ! Qu'il ne se trouve pas de héros qui l'emporte sur toi et que ton nom partout soit célébré, tant qu'il y aura un soleil et une lune ! » Et, en effet, partout où sonne la douce langue serbe, dans les veillées du soir autour de la zadrouga, dans les auberges et les fêtes de village, le « gouslar » racontait aux vieillards qui se souvenaient de leurs prouesses et aux enfants qui songeaient à les imiter les exploits de ceux de leurs frères qui tenaient la campagne et bravaient les spahis et les pachas.

« Écoutez, mes sœurs, avait dit aux divinités de la montagne et de la forêt la *vila*, la fée, que Marko avait vaincue et guérie. Ne percez jamais de vos flèches le vaillant héros serbe, tant qu'il sera question de Marko Kraliévitch, de Charats, son indomptable coursier, et de sa massue d'or. » — Et, contre les Turcs, les bois et les montagnes se faisaient les complices des rebelles.

Vers la Saint-Georges, quand la forêt se revêt de feuilles, la terre, d'herbes et de fleurs, et que le loup hurle dans la montagne, le haïdouk jette sur son épaule son long fusil et s'enfonce dans le taillis pour venger son injure et celle de sa race. On sonne la battue, mais le Turc ne sait pas se

cacher à l'abri d'un arbre ou derrière un rocher « et souvent il tombera, frappé du côté où il ne s'y attend pas. Le haïdouk vainqueur boira le vin, le vin frais dans la forêt. Mais si la fortune l'abandonne, plutôt que de courber la tête sous un joug détesté, il supportera sans faiblir les plus sauvages supplices ». Il ne trahira pas le secret de ses compagnons, ni les amis chez qui il a hiverné, « hiverné et laissé ses richesses ; il ne trahira pas la jeune paysanne, chez qui il a bu du vin vermeil, bu du vin en cachette ».

Il faut avoir vu dans les *méhanas* de campagne les paysans écouter pendant des heures le trouvère qui leur parle de Marko et de ses bons successeurs, les haïdouks, pour avoir une idée de cette domination des âmes par le passé, par l'histoire. Pas un muscle de leur visage ne bouge ; ils aperçoivent devant eux l'image du héros qui les appelle à l'émancipation.

Cette émancipation, après qu'ils l'ont conquise une première fois dans une insurrection de dix ans contre les Turcs, de 1804 à 1815, l'Autriche entend la leur contester. Ce dur joug de l'esclavage, dont ils ont si longtemps porté le poids, elle le tend de nouveau à leur tête indocile. Elle veut leur imposer sa loi, les plier à sa volonté, leur fermer la mer qui les mettrait en communication avec l'Europe. De toutes les poitrines s'échappe alors un cri de révolte et d'indignation : — Non, plus d'esclavage ! La mort, soit, ou la liberté complète ! — Et ainsi s'explique cette poussée furieuse vers l'Adriatique, cette marche à travers les Alpes albanaises, cette course des divisions de la Drina et de la Choumadia sur Alessio, qui restera un des étonnements de l'histoire.

Dès le début, on doit abandonner le train de ravitaillement. Pas de villages, pas de maisons, pas de route. A peine quelques sentiers de 50 centimètres que le génie achève de frayer à mesure qu'on avance. On passe homme par

homme, cheval par cheval, entre les rochers escarpés, surplombant des gouffres au fond desquels mugissent les torrents gonflés par la pluie et la neige. Sous cette pluie, sous cette neige, dans la boue, sur la glace, on transporte à dos de mulets les canons de montagne et les munitions. Un homme marche à reculons, tenant le cheval par la bride ; un autre le suit et s'accroche à sa queue pour le maintenir sur la piste. Le plus petit écart, le moindre faux pas entraîne la chute. On traverse à gué des torrents débordés, on franchit des ponts suspendus lancés entre deux crêtes de roches et si faibles qu'ils fléchissent sous le poids d'un enfant. Quand arrive la nuit, les soldats et les officiers, harrassés, trempés, transis, sans abri, se serrent en tas pour ne pas mourir de froid. Cela dura douze jours. On mangea du maïs cru, de l'herbe, des racines. Au cours d'une de ces étapes, un jeune soldat s'affaisse. L'officier accourt, l'encourage, lui prend son sac : « Allons, mon ami ! encore un effort ! Nous approchons ». Le soldat le regarde, sourit : « Oui ! mon lieutenant ; une minute, je... » et il meurt.

Le soldat tombe, le soldat meurt ; mais il meurt le sourire sur les lèvres et la joie au cœur, parce qu'il a accompli le rêve que ses aïeux ont nourri pendant de longs siècles, et il s'endort bercé par la vague lointaine de cette Adriatique qui est la mer émancipatrice, la mer par laquelle pour toujours il échappera à l'emprise germano-magyare.

Pour qu'un peuple accepte sans faiblir de pareilles épreuves, pour qu'il puisse, pendant de longues semaines, des mois interminables, braver de pareilles souffrances, ce n'est pas assez qu'il ait été trempé par un entraînement continu et qu'il ait appris la constance de l'effort. Il faut

qu'il soit porté par une ardente confiance dans son avenir, par la certitude que l'horloge du destin sonne enfin l'heure de la revanche.

J'aurais voulu vous parler avec quelques détails de la bataille de Koumanovo (23 octobre 1913), où s'est effondrée pour jamais la puissance turque, ou de cet effrayant combat de Prissat, près de Prilep, qui vous aurait permis de comprendre cette foi vivante qui balaye les obstacles et réalise ce que la raison juge impossible et fou. — Les Turcs, revenus de leur premier désarroi, sont remarquablement commandés par un chef énergique, expérimenté, exalté par de récents succès. Ils occupent une position formidable. Il s'agit de hisser sous leur feu, à une hauteur de 1.500 mètres, par des sentiers impraticables, au milieu des rochers et des précipices, l'un des deux seuls canons de campagne dont les Serbes disposent. C'est une entreprise insensée, absurde, — absurde si les soldats étaient seuls, — mais ils ont avec eux leurs ancêtres, les héros qui combattent pour eux.

La légende raconte que Kraliévitch Marko et son coursier Charats se sont endormis depuis des siècles dans une caverne inconnue. Après avoir enfoncé son sabre dans la pierre de la voûte, le héros repose et, devant lui, Charats broute la mousse, et quand il aura fini de brouter la mousse et que le sabre qui sort insensiblement de la pierre tombera de la voûte, Marko se réveillera. — « J'attends l'heure de monter sur mon Charats, et d'atteindre mon sabre caché sous la mousse, afin de rassembler tous les Serbes et de fondre à leur tête sur l'ennemi, en criant : En avant, frères ! Au nom de la patrie et de la croix sainte ! »

A Prilep, Marko chevauche dans les nuées, à la tête de ses soldats. Il pousse à la roue du canon ; il soutient le blessé qui, frappé à mort, se rue sur l'ennemi dans un suprême effort : *Napred*, *bratcho* ! En avant, frères ! leur

crie le général Iourichitch. Mais ce n'est pas lui que voient les Serbes, ce n'est pas sa voix qu'ils entendent. C'est Marko, qui, sur la montagne enfin conquise, plante le tricolore slave victorieux.

Messieurs, le patriotisme, ce n'est pas seulement une adhésion raisonnée à une idée que nous savons nécessaire à notre vie et à notre bonheur. C'est un instinct obscur et tout-puissant ; c'est une fièvre tumultueuse du sang qui, venu de l'extrémité des doigts et de la plante des pieds, gonfle le cerveau et élargit le cœur ; c'est une marée qui, dans sa montée irrésistible, nous roule, et disperse comme les cailloux de la grève nos calculs, nos craintes et nos rancunes ; c'est une vague de fond formidable qui nous submerge. Quand nous sommes saisis par ce flot, nous échappons à la terre ; nous cessons d'être cette pauvre chose misérable et débile qu'est tout individu ici-bas ; nous participons à la vie éternelle de la race ; nous nous confondons avec ceux qui sont morts et avec ceux qui vivront dans les siècles futurs. Dans le grave et mystérieux silence que fait en nous l'évanouissement de nos mesquines préoccupations coutumières, nous n'entendons plus que la voix des aïeux qui se résume dans la chanson dont nous a bercés notre mère et dont nous avons caressé nos enfants. Nous sommes envahis par une joie infinie, parce que nous avons la certitude complète que nous accomplissons notre vraie destinée. Cette certitude, fortifiée par de longues souffrances et des attaches séculaires, cette confiance illimitée, cette foi qui saisit le succès avec la main, les Serbes l'ont entière. — En avant, frères ! En avant ! — Malheur à qui se met en travers de leur route !

Je me rappelle ma rentrée à Paris, au mois de septembre 1870, avec mon bataillon de chasseurs. Je puis en parler sans vanité, maintenant que tout le monde est soldat,

— et que sont nos souffrances en face de celles qu'ont supportées les défenseurs des tranchées ? nos périls ne sont que des jeux d'enfant à comparer à ceux qu'ils bravent sans même y songer. — L'étape avait été dure : depuis plusieurs jours nous reculions, harcelés par l'ennemi, angoissés par les clameurs de la déroute, poussant devant nous la foule des paysans qui désertaient leurs demeures devant l'invasion de cette race de proie qu'on appelle l'Allemand. Il pleuvait, une pluie froide, fine, continue, qui pénétrait les capotes, transperçait les sacs, alourdissait les couvertures et détrempait les courages. A côté de moi, un jeune soldat, presque un enfant comme vous, harrassé, s'arrêtait de temps en temps et d'un coup d'épaule lassé remontait son sac. Pendant que nous défilions dans la rue du Faubourg Saint-Antoine, un ouvrier, sans rien dire, prit le sac du jeune soldat et se rangea à mon côté. J'ai encore devant moi sa figure émaciée et hâve, sa barbe grisonnante, ces yeux de fièvre et de flamme qui brillent dans les figures d'apôtre, ces yeux où semblait s'illuminer toute la passion de Paris. Il avait certainement combattu aux jours de février et en juin 1848 ; son père lui avait raconté la révolution de 1830, et son grand-père l'avait bercé au chant de la *Marseillaise*. Et, soudain, comme obéissant à une voix intérieure, il ouvrit largement la bouche et entonna le chant du départ : « La victoire, en chantant, nous ouvre la carrière ; la liberté guide nos pas ». — Et j'eus la vision de la *Marseillaise* de Rude, je vis la patrie qui nous appelait, comme les Serbes voyaient Marko Kraliévitch, et j'entendis la voix des vainqueurs des rois et des tyrans. — *Napred bratcho* ! En avant ! frères. En avant ! fils. En avant ! tous, pour la patrie et pour la liberté.

~

Minutes sublimes ! heures radieuses ! Joie incompa-

rable qui dépasse toutes les voluptés humaines et que les Serbes ont connue ! Leur héroïsme n'a rien de farouche ni de sombre.

Même dans les jours de la fin de novembre dernier, quand la fortune paraît se détourner d'eux, ils ne croient pas la défaite possible et ils conservent leur entrain.

La lutte durait déjà depuis de longues semaines. — Une première fois, du 10 au 20 août, ils s'étaient rués sur les Autrichiens qui avaient franchi la Drina et la Save, les avaient refoulés dans une série de combats victorieux, le long du Yadar, les avaient délogés de Chabats, leur prenant des milliers de prisonniers et plus de 50 canons. Une deuxième fois, les Autrichiens reprennent l'offensive, le 5 septembre, et subissent une série d'échecs. Enragés de leur humiliation, ils ramassent le meilleur de leurs forces et se précipitent de nouveau sur leurs adversaires (20 novembre). — Les Serbes sont dans une situation difficile ; leurs munitions s'épuisent, leurs relations avec l'Europe occidentale et la Grèce sont menacées ; l'artillerie est obligée de ménager ses feux, l'infanterie doit porter presque tout l'effort du combat. Ils se replient pied à pied, disputant chaque pouce de terrain, surprenant l'envahisseur par de brusques retours offensifs et des attaques irrésistibles. Lentement ils sont ramenés en arrière. Il faut abandonner Belgrade. Le général Potiorek annonce triomphalement à François-Joseph que Niche sera pris avant huit jours. Kragouïévats est en péril. A ce moment, le vieux roi Pierre oublie son âge et ses souffrances et se transporte au milieu des soldats. — Et quoi ! frères, vous voulez donc laisser la patrie aux Autrichiens. Me voici, moi, votre vieux capitaine, m'abandonnerez-vous ? — T'abandonner ! mais qui donc y pense ? Abandonner la patrie ! Nous avons obéi aux généraux. On nous a dit de revenir en arrière

et nous avons obéi ; mais rien ne nous est plus pénible.

Le maréchal Poutnik ordonne alors au général Michitch de se porter en avant, et le 3 décembre, aux clairs rayons du soleil qui a dissipé la brume, les Serbes se précipitent sur les Autrichiens qui descendent des hauteurs de Souvobor, sur la pente du Roudnik. L'infanterie serbe prend le pas de charge, l'artillerie ouvre le feu. Les Autrichiens fuient, ils fuient de tous côtés. Le 15e et le 16e corps, une partie du 13e sont emportés dans la débâcle ; les vaincus jettent leurs sacs, leur équipement, abandonnent les canons. Le 15 décembre, le roi Pierre rentre dans sa capitale : les Autrichiens ont perdu 50.000 hommes, 200 canons ou mitrailleuses.

C'est le joyeux don de Noël que les Serbes envoient à nos soldats. Dans la grande œuvre de la rédemption de l'Europe, ils ont accompli leur tâche, comme les Anglais aux Falkland, les Russes à Przemysl, les Français sur la Marne, sur l'Yser ou en Champagne, — sans compter les victoires futures.

Messieurs, hier, dans son admirable conférence où il nous apportait la protestation de la conscience suisse et de la conscience humaine contre les turpitudes autrichiennes, M. le professeur Reiss nous disait qu'il lui eût été impossible de supporter l'horrible spectacle des crimes, des atrocités, des destructions scélérates qu'il avait constatées, s'il n'avait été soutenu par le merveilleux spectacle de la confiance, je dirais presque de la sérénité des Serbes. — L'Université de Belgrade est en ruines ; on la relèvera. Les villes de Chabats et de Valiévo ne sont plus que des tas de décombres ; on les rebâtira. Le soldat cherche dans les ténèbres de la douleur et de la mort les cadavres de ses parents, de ses frères, de ses enfants, égorgés par l'ordre du général autrichien, immolés par la férocité stupide des Magyars : il

ne désespère pas. Les morts seront vengés et la semence des héros n'est pas épuisée. D'autres vainqueurs naîtront qui féconderont cette terre bien-aimée, rendue plus précieuse encore et plus belle par le sang de ses martyrs.

Les Allemands sont de rudes soldats et ils savent eux aussi faire magnifiquement le sacrifice de leur vie. Une chose du moins leur manque, c'est la joie dans l'héroïsme, c'est le rayonnement dans le sacrifice. Pourquoi ? c'est qu'ils ont le sentiment que la victoire ne leur est pas réservée et que, même si, par impossible, ils venaient à arracher le triomphe, ce ne serait jamais qu'une de ces victoires stériles, de ces victoires sans trophées que remportait déjà l'archiduc Charles.

Pour qu'une victoire soit joyeuse, il faut qu'elle apporte au monde plus d'émancipation, plus de lumière ; qu'elle soit un élargissement et un embellissement de la vie. Les victoires joyeuses dans l'histoire de l'humanité, celles que chante le rhapsode, c'est Salamine, qui brise l'invasion persane et sauve l'Europe de la domination de l'Asie ; c'est Poitiers, où notre Charles Martel arrête la poussée musulmane ; c'est Bouvines, qui libère la France du Saint-Empire ; c'est Valmy, qui apporte à l'Europe dans les plis du drapeau tricolore la Déclaration des droits de l'homme ; c'est Navarin, qui ressuscite la Grèce, et Magenta qui dit à l'Italie : « Sors de la tombe, lève-toi et marche » ; ce sont les batailles de la Drina et du Roudnik qui crient à l'Allemagne : « Tu n'iras pas plus loin, ton règne est fini. »

Messieurs, depuis 1870, le monde vivait sous l'étouffement d'un cauchemar : un ciel de plomb pesait sur l'Europe haletante et oppressée. Les canons français, les « Frantsouzi », pointés par les Serbes, ont déchiré la nuée, et le soleil reluit.

Vous vivez, mes enfants, dans des jours d'épopée et ils laisseront dans vos âmes un ineffaçable souvenir. Vous

aurez le bonheur, que nous n'avons pas connu, de naître à la vie, de naître à l'action dans une patrie affranchie, rétablie dans son intégrité, entourée de l'affection de tous les peuples, de tous ceux qui ont le culte de la pensée, de l'humanité et de la justice. Vous ne dilapiderez pas notre héritage, que nous avons si chèrement défendu.

En 1890, à l'Exposition de Prague, je m'approchai, pour avoir quelques explications, d'un ouvrier qui travaillait dans une petite boutique. A mon accent, il comprit vite que j'étais étranger et il me répondit avec une certaine mauvaise humeur. Puis, brusquement, il me demanda : « Vous êtes Allemand ? » — « Non, je suis Français ». A ce mot, sa figure rayonna et il me dit : « Ah ! vous êtes du pays de la justice ! »

Ce sourire sur la figure de cet ouvrier, cet hommage qui montait vers mon pays, je ne crois pas que j'aie jamais éprouvé un sentiment d'orgueil, de joie, plus absolu. Ces sympathies si précieuses qui poussent vers nous les opprimés, c'est notre plus glorieux trésor ; les rois de France l'avaient compris quand ils s'étaient fait une clientèle des États secondaires qu'ils protégeaient contre la domination et l'avidité de leurs puissants voisins ; la République continuera leur œuvre. Quand l'heure sonnera enfin de régler après la victoire finale la situation de l'Europe nouvelle, nous n'oublierons pas que la Serbie a pris sa large part dans la souffrance, qu'elle a supporté sans fléchir les plus terribles attaques, qu'elle a porté à nos adversaires communs les plus terribles coups. L'Autriche, dans cette crise dernière, a joué le rôle le plus hideux. C'est elle qui, depuis 1908, tenait l'Europe sous le coup de l'épouvantable catastrophe actuelle. C'est elle qui a préparé de longue main l'attaque contre Belgrade. C'est elle qui a hypocritement essayé de rejeter sur son ennemi détesté les responsabilités

de la rupture. « L'Autriche, disait Gladstone, n'a jamais fait que du mal sur la terre. » — L'Autriche doit disparaître, afin que de ses décombres renaisse une vie meilleure, et que la Serbie, triomphante, agrandie, affranchie, puisse enfin développer librement, après tant de siècles d'épreuves, son génie national, épuré par la souffrance, ennobli par l'héroïsme et auréolé par le martyre.

LA YOUGOSLAVIE [1]

LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES

Depuis les plus anciennes origines, a écrit un penseur contemporain, l'humanité désire la paix et fait la guerre. Après Charlemagne, Charles-Quint et Napoléon, l'Allemagne contemporaine avait repris la pensée de supprimer les rivalités nationales, en soumettant le monde entier à sa domination. Mais les peuples ont jugé trop onéreux le prix dont ils auraient dû payer la tranquillité qu'on leur promettait et ils ont prouvé qu'ils préféraient les dangers et les périls au calme de la servitude. Le XIXe siècle a été marqué par la formation de vastes agglomérations qui tendaient à entraîner les groupes voisins dans leur orbite, en les réduisant à une dépendance plus ou moins déguisée. L'ère nouvelle paraît devoir être la revanche des États secondaires. La France, qui s'est toujours fait gloire de protéger les petites Puissances, ne saurait que se féliciter de cette évolution qui est conforme à la grande loi de la division du travail et qui rendra la civilisation plus active, plus variée et plus féconde, en favorisant l'essor des énergies

[1] Paru dans la *Revue Bleue*, 1-8 et 15-22 mars 1919.

individuelles. A une condition, cependant ; c'est que les nouveaux États qui vont se constituer soient capables d'une évolution régulière et qu'ils ne s'épuisent pas dans des luttes intestines. L'anarchie entraînerait fatalement un retour offensif des forces du passé, et les rêves impérialistes, que nous avons si péniblement écartés, renaîtraient vite si les peuples que notre victoire a appelés à la vie se montraient incapables de s'organiser. Chez nous et à l'étranger, les pessimistes ne manquent pas cependant, qui nous prophétisent les plus sombres catastrophes. Ils veulent bien reconnaître, en général, que la République tchécoslovaque vient au monde dans des conditions assez heureuses et que, si la fortune ne lui est pas trop cruelle, elle peut atteindre assez vite un degré suffisant de richesse et de tranquillité. En revanche, l'avenir du Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, les remplit d'angoisses ; ils affirment que les Yougoslaves, qui manifestent aujourd'hui si bruyamment leur volonté d'union, se sépareront dès qu'ils se trouveront en contact prolongé, et que, comme il arrive assez souvent, ce mariage d'amour se terminera par un divorce bruyant et scandaleux.

Nous ne sommes pas naïfs au point de supposer que le futur État yougoslave ne connaîtra ni les luttes de partis, ni les rivalités régionales et, bien que la censure, qui n'a jamais été plus vigilante que depuis qu'on en a solennellement proclamé la disparition, arrête les télégrammes les plus anodins de Belgrade et de Zagreb et s'efforce de nous maintenir dans une ignorance paradisiaque, l'écho des discussions qui se sont élevées entre les représentants de l'ancienne Serbie et de la Croatie est arrivé jusqu'à nous, et nous savons que les négociations ont été assez orageuses. L'accord n'a pas été conclu sans peine et il n'est pas sûr que les divergences qui se sont manifestées n'aient pas laissé, çà et

là, une certaine amertume. En dépit cependant des malentendus et des difficultés que nous ne nous dissimulons pas, mais que certains adversaires des Yougoslaves, par pusillanimité ou calcul, exagèrent de la façon la plus ridicule, nous avons le droit d'envisager, sans trop de pessimisme, les perspectives d'avenir du futur État balkanique, et nous pouvons, sans naïveté excessive, espérer que la fusion sera assez rapide et complète entre les divers groupes qui se rassemblent aujourd'hui autour de Pierre et d'Alexandre Karageorgévitch.

I

On désignait d'habitude, avant 1914, sous le nom de Yougoslaves, c'est-à-dire de Slaves du Sud, les Slaves qui, depuis le VII^e^ siècle, se sont établis dans la Péninsule des Balkans, de la rive droite du Danube à la côte de l'Adriatique et de la Mer Noire. A l'ouest, les Serbes, les Croates et les Slovènes se distinguent nettement de leurs voisins de l'Est, les Bulgares, qui occupent les plaines de la rive méridionale du Danube inférieur et les versants de la Stara-Planina (Balkans). La langue bulgare est très voisine du serbe, mais, depuis 1913, les Bulgares ont répudié leurs origines slaves et ils se font gloire d'appartenir à la race touranienne. Il est exact qu'à mesure qu'on approche de la Mer Noire, les influences ouralo-altaïques apparaissent plus clairement, et l'habitude s'est introduite depuis quelque temps, de réserver le nom de Yougoslavie à la partie occidentale de la Péninsule.

La Yougoslavie, prise ainsi dans son sens étroit, forme une sorte de triangle rectangle, dont le côté nord suit la Drave, passe un peu au sud du lac Balaton, dans la direc-

tion de Segedin et d'Arad jusqu'au massif oriental du Banat. Le deuxième côté longe les monts du Banat, vers le Timok et, par la Stara Planina, le Rilo et le bassin de la Stroumitsa, atteint l'Égée vers Salonique ; l'hypothénuse du triangle va de Salonique à l'embouchure de la Sotcha (Isonzo), en se confondant depuis Skadar (Scutari), avec la côte de l'Adriatique.

La partie occidentale de la Péninsule Balkanique est beaucoup plus accidentée que la région orientale ; les montagnes, nombreuses, tourmentées, souvent épaisses et fort élevées, y rendent les communications difficiles, et divisent le pays en un assez grand nombre de régions naturelles ; à première vue, rien n'y semble ordonner et préparer la naissance d'une puissante unité politique. L'Istrie et la Dalmatie, à l'ouest, sont séparées de l'intérieur par le puissant massif des Alpes Dinariques, qui n'est interrompu que par de rares passages ; par là s'explique l'extrême importance qu'ont prise les quelques ports qui se trouvent au défilé de ces passages, Trieste, Riéka (Fiume), Doubrovnik (Raguse). La région centrale ou moravo-vardarienne où se rencontrent et s'enchevêtrent les chaînes pindéenne et dinarique, le massif du Rhodope et les dernières ramifications des Carpathes, présente au point de vue morphologique et climatique des différences profondes avec la plaine de la Pannonie. La verdoyante Bosnie, avec ses riches cultures de pruniers et ses magnifiques hétraies, offre un contraste saisissant avec la tristesse dénudée du plateau karstique, ses rares *polié*, ses déserts pierreux et ses sources vauclusiennes.

A ces divisions naturelles correspondent des groupes ethniques particuliers, d'autant plus distincts que l'action des conditions physiques a été renforcée par l'évolution historique. Tout d'abord, les Slaves y ont trouvé des habitants qui n'étaient pas partout les mêmes et qu'ils ont len-

tement absorbés ; ce mélange avec les populations autochtones a nécessairement accentué les différences qui existaient probablement déjà entre les tribus conquérantes. Par la suite, ils ont été soumis à des influences extérieures très variées ; à l'Est et au Sud, ils ont subi plus ou moins l'action de la Grèce et de Byzance, tandis qu'à l'Ouest et au Nord, ils étaient en contact avec l'Occident, l'Italie et l'Allemagne. Les uns se sont rattachés à l'église orthodoxe tandis que les autres, après une période plus ou moins longue d'hésitation, se rattachaient au catholicisme romain. Plus tard, la plupart des Yougoslaves ont été soumis à la domination musulmane ; la victoire de l'Islam a laissé des traces singulièrement profondes. Dans certaines régions, en particulier en Bosnie, la noblesse et une partie importante de la population ont adopté l'islamisme. L'autorité des sultans ne s'est pas exercée partout dans les mêmes conditions ; alors que, dans les montagnes de la Tsrna Gora, les Turcs se heurtaient à une résistance qu'ils n'ont jamais réussi à vaincre complètement et que dans les districts éloignés et d'accès difficile de la Vieille Serbie les conquérants avaient à lutter contre les insurrections presque permanentes, qui entretenaient les vertus militaires et l'esprit d'indépendance, *la raïa* (le troupeau) de la plaine, écrasée sous un joug impitoyable, opposait à ses oppresseurs le mensonge et la ruse. L'invasion musulmane, d'autre part, en brisant l'unité et la force de résistance des Yougoslaves, a favorisé vers le Nord et l'Ouest les progrès des peuples étrangers qui se sont étendus à leurs dépens. Les côtes de la Dalmatie et de l'Istrie ont été soumises par les Vénitiens, la Slovénie a été envahie par les colons allemands, tandis que la Croatie et la Slavonie défendaient péniblement leurs droits contre le despotisme habsbourgeois ou la tyranie magyare.

L'histoire grève ainsi d'une lourde hypothèque l'avenir

du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et c'est une histoire fort récente, puisque, à la veille de la première guerre balkanique (1912), les 12 millions de Yougoslaves étaient encore soumis à six ou sept régimes différents : les Slovènes de la Carniole, de la Styrie méridionale et de l'Istrie (environ 1.500.000) envoyaient leurs députés au Reichsrat et étaient rattachés à la Cisleithanie, de même que les Yougoslaves de la Dalmatie (600.000). La Croatie et la Slavonie (2.400.000 habitants) dont la condition était réglée par la *nagodba* (entente) de 1888, faisaient partie du royaume de Hongrie et leurs représentants siégeaient à Budapest ; du moins jouissaient-elles, en principe, d'une assez large autonomie ; elles possédaient leur diète particulière (le Sabor de Zagreb), d'où relevait l'administration intérieure, et le croate était la langue officielle du pays. Les Serbes de Hongrie (Sirmie et Banat, environ 700.000), au contraire, faisaient partie intégrante du royaume de Saint-Étienne et étaient livrés sans défense à l'exploitation magyare ; la Bosnie Herzégovine (1.800.000 habitants), que se disputaient l'Autriche et la Hongrie, demeurait indivisée et avait son administration propre et son statut particulier. Le royaume de Serbie ne comptait guère plus de 3 millions d'habitants et la Tsrna Gora 200.000, tandis que plus de 2 millions de Serbes vivaient encore sous le joug musulman.

Ne faut-il pas un étrange optimisme, nous dit-on, pour espérer l'amalgame rapide de ces populations que tout divise, l'histoire, les mœurs, l'organisation sociale, l'écriture, la religion. Comment réconcilierez-vous et rassemblerez-vous dans un patriotisme commun ces musulmans, ces orthodoxes et ces catholiques qui se persécutent depuis des siècles et chez qui l'idée de race est infiniment plus faible que le fanatisme religieux ? Les Croates et les Slovènes ont été fort longtemps les sujets de l'Allemagne et ils se sont

pénétrés de ses méthodes ; les Dalmates ont été, pendant plusieurs siècles, à l'école de Venise, et encore aujourd'hui le voisinage de l'Italie imprime à leur existence et à leur pensée, une tournure spéciale, tandis que chez les Serbes de la Choumadia et de la Morava un siècle de liberté n'a pas complètement effacé l'empreinte musulmane. Par quel philtre magique, fondre en un solide alliage ces éléments réfractaires ? Par quel prodige arrivera-t-on à résoudre ces dissonnances dans une suave harmonie ?

II

Ces jérémiades ont pour premier inconvénient d'être parfaitement inutiles. Quoi qu'en pensent encore certains austrophiles attardés, l'Autriche n'a pas été détruite par les Serbes, elle a succombé sous le poids de ses propres fautes. Nous nous sommes réjouis de sa disparition, parce que l'événement avait prouvé depuis longtemps qu'elle était parfaitement incapable de se réformer. Mais il eût suffi à ses souverains d'une très faible dose de générosité, ou même de simple bon sens,pour que la monarchie danubienne poursuivît son existence. Peut-être même, avec un peu d'adresse et de bienveillance, les Habsbourgs auraient-ils réussi à amener les Serbes indépendants à se rattacher à la monarchie danubienne, sous une forme plus ou moins étroite. Ils ont laissé passer l'heure et leur irréparable sottise les a acculés à la catastrophe ; ils sont seuls responsables des ruines accumulées. Aujourd'hui nous sommes en face d'une situation que nous n'avons pas créée et qu'il n'est au pouvoir de personne de modifier. L'Autriche est morte, et nous ne sommes plus au siècle des miracles ; personne ne la ressuscitera. A quoi bon, dès lors, se confondre en lamentations

stériles et en regrets superflus ? Notre rôle consiste-t-il vraiment à jeter le découragement parmi les jeunes peuples qui naissent à la vie, en leur traçant un si sombre tableau des calamités qui les attendent ? On n'accomplit rien de grand dans la vie sans la foi et, à n'envisager l'avenir que sous les perspectives les plus lamentables, nous finirions par sombrer dans une inertie qui ne profiterait qu'à nos adversaires.

Cet avenir que l'on nous peint sous des couleurs si moroses, est-il d'ailleurs tellement alarmant, et faut-il vraiment supposer que l'union des Yougoslaves se heurtera à des obstacles invincibles ? Des froissements, des rivalités, des malentendus, — ils ne manqueront pas. Mais les intéressés nous affirment que l'entente se réalisera beaucoup plus aisément que nous le supposons, et que les forces de cohésion l'emporteront rapidement sur les éléments centrifuges. Leurs raisons sont sérieuses et il n'est pas superflu de les rappeler.

Les travaux récents des géographes les plus autorisés ont mis en lumière un fait essentiel qui a été développé récemment avec une force singulière par M. Cvijić, dans son livre : *La Péninsule Balkanique*. M. Cvijić, dont le renom est européen, apporte un témoignage d'autant plus précieux qu'il repose sur tout une vie de recherches et que ses conclusions n'ont pas été dictées par les événements actuels. Un point capital ressort de ses études. Les diverses régions naturelles de l'Europe Orientale, si nettement délimitées qu'elles nous apparaissent, sont fort loin d'être séparées par des cloisons impénétrables. Au contraire, elles sont reliées les unes aux autres par une série de communications transversales ou longitudinales, où passent des routes qui ont été pratiquées depuis les époques les plus reculées ; des relations constantes se sont maintenues ainsi entre les di-

vers groupes ethniques, si bien qu'ils ont à la fois une physionomie individuelle très tranchée et un air de famille qui les distingue, à première vue, de leurs voisins.

Les voies longitudinales ont toujours joué un rôle de premier plan. La plus célèbre et la plus importante suit la vallée de la Morava, que le Vardar continue directement vers le sud et qui, prolongée au nord et au nord-ouest par le Danube et ses grands affluents, unit à l'Égée et à l'Asie-Mineure la Voëvodie serbe, la Slavonie, la Croatie. Suivant l'expression pittoresque de M. Devas (*La Nouvelle Serbie*), c'est une sorte d'artère-aorte de l'organisme yougoslave. Sur cet axe central, s'embranchent une série de voies secondaires qui, à travers la Vieille Serbie, l'Albanie et la Bosnie, mettent en relations l'Adriatique et l'intérieur. Vers l'endroit où finit la Morava, au confluent de la Save et du Danube, s'élève la capitale de la Serbie, Belgrade, à proximité du confluent de la Drave et de la Tissa, au centre du groupe hydrographique le plus imposant de l'Europe. Par la Drave et la Save, et leurs affluents la Muhr, la Koupa, la rivière croate, l'Ouna, le Vrbas, la Bosna et la Drina qui viennent de la Bosnie et des régions pindo-dinariques, la Choumadia, noyau de la Serbie centrale, étend ses vues vers la Slovénie, la Croatie, la Dalmatie et la Bosnie ; tout la désigne ainsi pour devenir le centre de la vie politique économique et intellectuelle du nouveau royaume ; trop éloignée pour opprimer les autres régions historiques, qui conserveront une très large autonomie, elle jouera le rôle de direction et de défense qui, dans tous les pays, appartient aux capitales. Comme elle a, pendant plusieurs siècles, arrêté la poussée ottomane, elle barrera aux Allemands la route de l'Orient, surveillera les Magyars, contiendra les Bulgares qui n'acceptent pas leur défaite et tendra la main à la Roumanie et à la Grèce.

Les circonstances historiques d'autre part n'ont pas eu pour unique résultat de jeter parmi les Yougoslaves des germes de division. Depuis les temps les plus reculés, mais surtout depuis les invasions turques, les populations de la Péninsule ont été brassées par le flux et le reflux d'incessantes oscillations. Le passage des armées et les rapines des pachas, les rafles périodiques d'enfants que l'on enlevait pour les incorporer dans les corps de janissaires, les insurrections et les répressions féroces qu'elles entraînaient, les épidémies et les famines, sans parler du passage annuel des pâtres qui conduisaient régulièrement leurs troupeaux de la plaine dans la montagne et des longs convois de colporteurs, ont déterminé un extraordinaire mélange de peuples. Avant ces dernières années, nous soupçonnions à peine l'importance de ces migrations dont le flot emportait parfois des dizaines de mille familles ; les plaines, désolées par la guerre, la famine et la maladie, ont été dix fois repeuplées par les colons descendus des montagnes, tandis que vers le nord et l'ouest, les vides étaient comblés par les proscrits ou les fugitifs que chassait la tyrannie turque. Par là, en dépit des contrastes géographiques et de la diversité de l'évolution historique, s'est maintenue et accentuée l'unité nationale ; de Lioubliana à Skoplié, et de Doubrovnik à Belgrade, c'est partout un même peuple que nous rencontrons, si semblable à lui-même dans sa variété, que tous les voyageurs en ont été frappés. Un Dalmate est certainement très différent d'un paysan de la Choumadia et un Slovène se distingue nettement d'un pâtre de la Rachka ; mais ils n'en sont pas moins marqués par une certaine communauté de traits qui ne permet de les confondre ni avec un Albanais, ni avec un Bulgare. Sur les bords de la Sotcha ou du Vardar les mêmes légendes se transmettent de génération en génération ; les pesmés qui célèbrent Marko Kraliévitch, Bran-

kovitch ou le roi Lazare, et les cycles de Kossovo ou de Kara-Georges, ne sont pas moins répandus dans l'Herzégovine ou la Bosnie que dans le bassin de la Morava ; on trouve près de Zadar un Champ de Kossovo et aux portes de Pola un ancien amphithéâtre romain est devenu le tombeau de Marko ; l'art décoratif populaire, les broderies, les tapis s'inspirent des mêmes motifs ; la *zadrouga*, la famille communautaire, se rencontre chez les Croates comme chez les Serbes. Partout, sous les apports superficiels des civilisations diverses qui, à des époques successives, ont recouvert telle ou telle partie de la Péninsule, subsiste le fonds ethnique primitif ; les apparences ont varié, le cœur n'a pas oublié ses origines.

Cette unité fondamentale de la nation yougoslave se marque par l'identité de la langue. Le croate et le serbe ne sont en effet qu'un même dialecte, écrit en caractères différents. Les Serbes qui viennent d'accepter le calendrier grégorien, renonceront sans doute, dans un temps plus ou moins rapproché, à l'alphabet cyrillique et alors le nom même de Croate et de Serbe, qui ne répond à aucune différence réelle et ne représente plus que des souvenirs historiques assez confus, disparaîtra. Les Slovènes qui occupent les pentes des Alpes Juliennes et des Karavankes, le haut plateau du Karst, ainsi que les vallées supérieures de la Drave, de la Save et de la Sotcha, avec Lioubliana (Laybach) pour capitale, ont conservé leur dialecte comme langue littéraire ; fort peu nombreux, ils ont cru, comme les Slovaques, qu'ils résisteraient mieux à la pénétration allemande, en se rattachant étroitement au parler populaire ; ils n'en ont pas moins subi l'influence de Vouk Karadjitch, l'illustre fondateur de la langue serbe moderne, et de Louis Gaï, le prophète de l'Illyrisme qui, vers 1830, se fit le prédicateur éloquent de l'union yougoslave. En particulier

sous l'action de Bleiweis et de son école, le slovène s'est développé dans le même sens que le serbo-croate et la fusion complète sera facile et rapide. Dès maintenant, la masse du peuple, sans s'arrêter à de puériles distinctions grammaticales, a un sentiment profond de l'unité de la langue yougoslave, *nachki*, notre langue. « Qu'entendez-vous par *nachki* ? » demandait Murko, le slaviste bien connu, à un batelier de Doubrovnik. « Monsieur, lui répondait le batelier, ici nous parlons la langue que la mère nous a apprise : serbe, croate, c'est l'affaire des Messieurs de disputer là-dessus. » — Du Quarnero au Vardar, des montagnes du Banat à Goritsa, les paysans et les ouvriers s'entendent sans la moindre difficulté, et la différence entre le slovène et les dialectes les plus éloignés de la Serbie est infiniment moindre qu'entre le vénitien et le toscan.

On répète toujours que les Croates sont catholiques et les Serbes orthodoxes. Sous cette forme absolue, ce n'est pas exact, mais il est vrai que la plupart des Croates se rattachent à l'église romaine et que l'orthodoxie domine parmi les Serbes. Les Habsbourgs auraient manqué à leurs traditions les plus anciennes, s'ils n'avaient pas essayé de profiter de ces divergences religieuses pour jeter la division et la haine entre les Yougoslaves. Leur plan a obtenu quelque temps un certain succès ; mais il a été vite percé à jour, et, dès le moment où on a reconnu le but qu'ils poursuivaient, les intrigues de la Cour de Vienne ont été déjouées par la ferme raison des populations. Les Serbes sont très peu enclins au fanatisme : *brat yé mio, koyé véré bio*, dit le proverbe : c'est mon frère, de quelque religion qu'il soit. Aujourd'hui, les quelques meneurs qui, par étroitesse de cœur, ou pour quelque raison plus méprisable encore, entretenaient des querelles surannées, sont absolument discrédités et ils sont reniés par le clergé lui même. A Chi-

cago, le 24 août 1915, les prêtres yougoslaves des États-Unis ont solennellement proclamé que les divergences confessionnelles ne leur paraissaient nullement de nature à s'opposer à un développement commun de peuples constitués en État.

Cette passion d'unité, qui, en dépit de tous les obstacles, pousse les uns vers les autres les Serbes, les Croates et les Slovènes, correspond d'ailleurs à des intérêts matériels impérieux. Les diverses régions yougoslaves sont complémentaires les unes des autres ; en les séparant, on les ruine ou du moins on les condamne à végéter dans une demi-misère. Les provinces karstiques, désolées par le vent et brûlées par le soleil, ont besoin des céréales que produisent en abondance la Slavonie et la Serbie méridionale ; la Dalmatie, qui ne peut demander à l'Italie le blé qui lui manque ni lui vendre ses vins, ses huiles, et son poisson, est le débouché naturel des graines, des fruits et du bétail de la Serbie ; et les bois de Bosnie sont indispensables à ses marins ; Doubrovnik, qui du XIVe au XVIIe siècle a été un des ports les plus actifs de la Méditerranée, s'est endormie du paisible sommeil d'une petite ville de province, dès qu'elle a été coupée de l'intérieur ; Riéka (Fiume), serait condamnée à une rapide décadence, si elle cessait d'être le débouché des vallées de la Drave et de la Save.

On s'imagine volontiers que la pensée de rassembler toutes les terres yougoslaves est d'origine récente et qu'elle est sortie de la conception ambitieuse de quelques politiques ou de la fantaisie de quelque agitateur. Rien de plus complètement inexact. En réalité, nous sommes ici en présence d'un besoin élémentaire qui se traduit d'abord par une poussée instinctive et qui prend peu à peu une forme plus précise. Au Moyen-Age, il inspire et domine la politique des Némania et d'Étienne Douchan, le plus grand d'entre eux ;

il se maintient solidement au milieu même des tristesses de l'oppression turque. Dès que le joug devient moins lourd, la Serbie songe à reprendre son rôle historique. Kara-George, au moment où, à la tête de quelques poignées de paysans, il soutient péniblement l'assaut des hordes ottomanes, ne se contente pas de poursuivre l'affranchissement de la Choumadia, mais il appelle à l'indépendance la Bosnie et l'Herzégovine. Pendant que les janissaires turcs occupent encore Belgrade, Garachanine et le prince Michel préparent un plan de confédération balkanique ; au moment où la Serbie, compromise et ruinée par les folies de Milan, se débat sous les serres autrichiennes, sans alliés, sans amis, sans armes, son existence soutient les Croates dans leur lutte contre les Magyars et l'esprit de la race anime les *Déclarants* de Zadar, quand ils appellent à une action commune les Serbes et les Croates de Hongrie. Le peuple serbe, écrit M. Loiseau, qui a étudié les questions adriatiques avec une si pénétrante finesse et une impartialité si avertie, est, à s'en tenir à la carte, le plus tronçonné de l'Europe. Moralement, c'est peut-être le plus uni ; il n'a point de progrès à réaliser sous ce rapport.

Il est exact, cependant que, jusqu'en 1914, quelques vestiges des défiances ou des susceptibilités provinciales qu'avaient suscitées et qu'entretenaient les gouvernements de Budapest et de Vienne, survivaient encore dans certains groupes ; ils devenaient chaque année plus rares et perdaient, à vue d'œil, toute autorité sur la foule. Ces dernières résistances particularistes ont été emportées par l'indignation et la colère unanimes qu'a déchaînées la politique odieuse des généraux et des fonctionnaires autrichiens, depuis le début des hostilités. L'histoire n'est pas faite encore de ces années terribles et le dossier des crimes abominables dont les Slaves ont été victimes est loin d'être com-

plet ; ce que nous savons suffit déjà pour que nous sentions qu'entre les victimes et le bourreau, aucune réconciliation n'est possible : arrestations en masse, déportations implacables, pendaisons par centaines, camps de concentration, que la faim, la maladie et les mauvais traitements transforment en cimetières. Le 28 *juillet* 1914, le jour de la déclaration de guerre, et rien ne prouve mieux combien l'idée nationale paraissait dès lors redoutable aux Allemands et aux Magyars, 5.000 personnes arrêtées en Dalmatie, en Istrie et en Croatie ; en Bosnie, les pendaisons se chiffrent par milliers ; le général Potiorek, conseiller intime de l'Empereur, que son désastre du Roudnik a rendu célèbre, a signé de sa main 3.500 condamnations capitales. Dans cette province d'Istrie, que des polémistes mal informés voudraient nous représenter comme indifférente à l'idée yougoslave, plus de 10.000 personnes ont été arrachées à leurs foyers, internées en Styrie, livrées aux insultes et aux persécutions des populations hostiles ; presque tous ces déportés ont succombé à la misère, au froid, au typhus. Le nombre des victimes connues atteint près de 100.000, et combien ont disparu, sans laisser de traces, dans les fossés de la route ou les charniers des geôles. L'Allemagne et l'Autriche se sont souillées de tels forfaits qu'elles ont dépassé les forces de notre indignation, et notre mémoire accablée laisse tomber ces souvenirs douloureux. Rien ne saurait faire pourtant que le passé n'ait pas existé. Les Yougoslaves se sont attachés à l'indépendance avec d'autant plus de fièvre et de frénésie, que leurs sacrifices ont été plus durs et leurs souffrances plus longues. Les souvenirs des divisions anciennes ont été refoulés par les luttes récentes dans un lointain nuageux ; catholiques ou orthodoxes, paysans de la Morava ou bourgeois de Zagreb, musulmans de Bosnie ou libéraux de Lioubliana, une seule

pensée remplit les cœurs : travailler à la grandeur de la patrie nouvelle qui s'est fondée dans le sang des martyrs et les larmes des victimes, et qui sera assez forte pour défendre les générations nouvelles contre le retour des oppresseurs, qu'ils se nomment Magyars, Allemands, Vénitiens, Turcs ou Bulgares.

III

Cet État, dont la naissance a causé de si terribles souffrances, l'Europe civilisée et la France, en particulier, ont un intérêt manifeste à sa puissance et à sa prospérité. Quelles que soient la ténacité éprouvée des Tchèques et leur inébranlable constance, leur situation serait périlleuse s'ils demeuraient exposés seuls à la ruée germanique et il n'est pas sûr que leur force suffise à barrer à l'Allemagne la route de l'Est. Ils ont besoin d'alliés comme nous avons besoin à l'Est d'une grande ligne de couverture de la Baltique à l'Égée ; il est nécessaire à notre propre sécurité, que la Bohême soit flanquée au nord par une Pologne puissante, au sud par un solide Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes. Étroitement uni à la Grèce, appuyé sur l'Adriatique à l'Ouest, et à l'Est sur les montagnes qui bornent le Banat et séparent la Morava et le Vardar des districts bulgares, traversé par le Danube et arrosé par quelques-unes des plus belles rivières de l'Europe, il possédera tous les éléments d'un rapide développement et il offrira à la France un admirable terrain d'expansion économique et morale.

Avant la guerre, le commerce de la Serbie ne dépassait pas 200 millions. Mais elle ne comptait encore que moins de 3 millions d'habitants, sur une superficie de 48.000 kilomètres carrés ; elle aura désormais 13 à 14 millions d'habi-

tants, avec 240.000 kilomètres carrés, c'est-à-dire environ cinq fois plus. Puis son développement économique était arrêté par l'attentive méfiance et la jalousie agressive de l'Autriche, qui voulait la maintenir pauvre, afin de l'avoir dans sa dépendance ; en 1879, quand Ristitch signe un traité de commerce avec l'Angleterre, le Cabinet de Vienne oppose son veto, et le ministre, qui a commis l'impardonnable faute de chercher de nouveaux débouchés pour son pays, est contraint de quitter le pouvoir ; en 1905, nouvelle intervention des Habsbourgs, parce que la Serbie a essayé de se rapprocher de la Bulgarie et de conclure avec elle une sorte d'union douanière, qui lui permettrait d'obtenir de meilleures conditions dans ses négociations avec les autres pays.

Débarrassée de ces entraves, la Serbie doit rapidement atteindre une grande prospérité économique, parce qu'elle dispose de remarquables ressources naturelles. Pendant la domination romaine, les vallées de la Drave et de la Save étaient un des plus riches greniers de l'empire Sirmium (Mitrovitsa), Singidunum (Belgrade), Naissus, Ulpiana, étaient des cités populaires et riches. La vallée de la Boïana, aujourd'hui inculte et déserte, nourrissait au Moyen-Age une population très dense et était semée de villes industrieuses et de villages si nombreux et si riches que, suivant un voyageur du VI^e^ siècle, elle « ne le cédait à aucune des parties de l'Italie. » Raguse centralisait le commerce des Balkans, ses vaisseaux parcouraient les mers les plus lointaines et elle avait des colonies actives et riches en Angleterre, dans les Pays-Bas et en Espagne. La Dalmatie est une des régions les plus saines de la Méditerranée : la malaria y est inconnue, sauf dans le bassin inférieur de la Néretva (Narenta), qu'il serait facile d'assainir. Il est peu probable que la Yougoslavie exporte des quantités impor-

tantes de céréales et de vin ; en revanche elle peut devenir la première productrice de tabac du monde ; ses cultures de fruits, qui étaient avant la guerre déjà une des principales richesses du pays, prendront rapidement une immense extension, et l'élevage donnera d'excellents produits. Les admirables et immenses forêts de la Bosnie, dont tous les voyageurs célèbrent la magnificence, sont à peine exploitées, faute de voies de communications.

L'inventaire des richesses du sous-sol est à peine commencé, mais nous en savons assez pour affirmer que la Yougoslavie peut devenir un grand pays industriel. Les mines du Roudnik et de la Ratchka étaient déjà connues à l'époque romaine ; les Nemania en reprirent l'exploitation et appelèrent des *Saxons*, qui étaient alors célèbres dans toute l'Europe par leur compétence spéciale ; ils en tiraient d'importants revenus qui expliquent, en partie, leurs succès militaires et les progrès de leur puissance. La richesse des mines de Monte-Nuovo (aujourd'hui Novo Brdo) et de Monte Argenterio (Srebrnitsa, dans le Kopasnik), était légendaire et le Grec Kristoboulos affirme que l'or et l'argent sortaient de terre comme de l'eau, et que « partout où l'on se penchait, on trouvait de larges dépôts d'or et d'argent plus abondants que dans les Indes ». Les minerais du Roudnik étaient transportés en Italie par les négociants de Doubrovnik. La Serbie orientale et la région du Timok paraissent particulièrement riches, et tout le monde connaît l'importance des mines de cuivre de Bor, que l'on a évaluées à deux milliards et demi. La Bosnie, à peine explorée, est riche en charbons et elle promet aux prospecteurs de précieuses découvertes.

La main d'œuvre ne manquera pas. La population est laborieuse, sobre, intelligente, docile, à condition qu'on la traite avec douceur et qu'on ménage sa susceptibilité très

chatouilleuse ; elle accueille favorablement les étrangers et se plie facilement aux conditions de la vie moderne. La côte de Dalmatie et les îles sont habitées par une race admirable de marins ; les négociants y sont nombreux, à la fois audacieux et prudents, et ils ont conquis une place importante dans le commerce du monde ; quelques-unes des compagnies de navigation les plus actives sont entre leurs mains et ils ont fondé plusieurs des entreprises les plus prospères de l'Amérique méridionale. Belgrade est destinée à devenir un des nœuds de chemin de fer les plus importants de l'Europe ; là se croiseront les grandes lignes internationales de Bordeaux-Constantinople, par Lyon, Milan, Venise, Riéka et Zagreb ; — Adriatique-Mer Noire, par Bucarest et Odessa, tandis que des voies secondaires, sur Skoplié, Monastir et Scutari, rendront à la Vieille Serbie et à la Macédoine leur antique prospérité et convertiront l'Albanie au travail pacifique.

Il sera assez facile de rendre à la navigation la Morava, et les frais seraient couverts par les millions d'hectares qu'ont envahis les marais et que l'on gagnera à la culture ; de même pour le Vardar intérieur jusqu'à Koumanovo. De Koumanovo à Stalatch, sur la Morava, un canal mettra en communication les deux fleuves, et une voie navigable rattachera l'Égée au Danube et à l'Europe centrale.

Pour compléter l'outillage de leur pays et exécuter le vaste programme de travaux publics, qui est une des conditions indispensables de son relèvement et de ses progrès, la Yougoslavie aura besoin de capitaux importants et du concours de nombreux spécialistes. La France y trouvera un admirable champ d'action. Il convient de ne pas oublier que la dislocation de la Turquie a ouvert pour nous une crise sérieuse, en nous privant d'un marché dont nous avons eu longtemps le monopole et où, malgré les progrès récents

de l'Allemagne, nous tenions encore une place honorable. Que survivra-t-il, après la paix, des traditions qui nous permettaient de soutenir la concurrence avec des rivaux plus audacieux et plus actifs ? Si nous ne voulons pas être relégués à un rôle tout à fait inférieur, de sérieux efforts seront nécessaires pour nous refaire une clientèle. Un peuple ne vit pas uniquement de gloire et, pour que l'héroïsme de nos soldats n'ait pas été dépensé en pure perte, il est nécessaire que nos ingénieurs, nos négociants et nos industriels se mettent énergiquement à l'œuvre. Nulle part le terrain n'est mieux préparé et plus favorable qu'en Serbie. Déjà avant la guerre, notre influence morale et économique y était grande, et Belgrade accueillait avec empressement nos financiers, nos techniciens et nos savants. Ces liens ont été singulièrement resserrés par les événements récents. Nulle part, les revendications des Yougoslaves n'ont été aussi chaleureusement accueillies. Après la retraite d'Albanie, nous avons essayé, par tous les moyens, d'adoucir les maux des réfugiés ; c'est notre marine qui a sauvé les débris de l'armée serbe,et ce sont nos officiers qui l'ont reconstituée. L'amitié, scellée par la souffrance et la victoire, il s'agit de l'entretenir dans l'intérêt des deux pays, non pas, bien entendu, qu'il s'agisse le moins du monde d'exploiter à notre profit le peuple que nous avons aidé à s'affranchir ou de le soumettre à une sorte de tutelle. Nous voulons simplement lui apporter notre appui, et lui offrir notre collaboration fraternelle. Quand Dieu eût créé le monde, a écrit Lamartine,

> De son œuvre imparfaite, il détourna la face
> Et d'un pied dédaigneux, la lança dans l'espace.

De semblables fantaisies ne sauraient convenir à de simples mortels. La France a, la première, nettement perçu le sens

profond et le vrai caractère de la guerre ; par un penchant invincible de son génie, généralisateur et systématique, elle lui a donné son impulsion définitive ; elle a reconnu que, pour vaincre l'Allemagne, il ne suffisait pas d'arrêter ses armées, mais qu'il fallait opposer une doctrine à ses conceptions et, en face de son mysticisme belliqueux, elle s'est proposé de régénérer le monde par l'émancipation des peuples. Mais ces peuples qu'elle convie à l'existence et au travail, elle a le devoir de soutenir leurs premiers pas encore chancelants et, pour qu'ils écoutent ses conseils, il faut qu'elle s'applique à ne pas perdre leur confiance.

Il serait puéril, cependant, de se dissimuler que les débuts de la Conférence de la paix ont éveillé chez nos amis de l'ancienne monarchie austro-hongroise une certaine angoisse et qu'ils laissent, en particulier chez les Yougoslaves, plus d'anxiété que de satisfaction. Ils se plaignent, non sans quelque apparence de raison, qu'on ne leur attribue pas, dans les discussions, la place à laquelle ils ont légitimement droit, et qu'on oublie un peu vite les services qu'ils ont rendus. Sans la résistance serbe de 1914 et la victoire du Roudnik, les forces austro-hongroises seraient arrivées à Salonique avant que l'Angleterre eût pu organiser son armée, et leur avance eût entraîné les plus graves dangers pour l'Égypte et Suez. Par la suite, le rôle à la fois matériel et moral des régiments serbes dans la campagne des Balkans a été décisif et il n'est pas sûr qu'en face des hésitations de l'opinion en Angleterre et en France Salonique n'eût pas été abandonnée, si les chefs les moins favorables à ce qu'ils regardaient comme une aventure ou une diversion sans portée n'eussent été retenus par la honte d'abandonner nos alliés. L'événement a depuis prouvé clairement l'immense faute que nous aurions commise en laissant à l'ennemi ce champ de bataille oriental. La victoire de la

Tsrna, qui a déterminé l'effondrement de la Bulgarie, a jeté la consternation dans toute l'Allemagne et a marqué le moment où nos adversaires ont jugé la victoire impossible. En même temps, la révolte latente ou ouverte des Yougoslaves a brisé, sur la Piave, l'offensive autrichienne et a permis aux Italiens de prendre leur revanche du désastre de Caporetto. Si l'Autriche s'est écroulée, ce sont les Slaves qui lui ont porté le coup décisif. De semblables souvenirs leur permettaient de supposer qu'on ne les reléguerait pas au second plan, en même temps que d'autres nations, dont l'amitié nous est certes précieuse, mais à qui leur situation n'a pas permis de prendre une part active dans le combat. Les Serbes supposaient que, dans le monde nouveau qu'il s'agit d'inaugurer, on classerait les États moins d'après le chiffre de leur ancienne population que d'après les sacrifices qu'ils ont acceptés, les pertes qu'ils ont subies et la part qui leur revient dans la victoire commune. Ils estimaient que la France n'avait rien à perdre à accepter ce critérium, et ils se jugeaient autorisés, à tous ces points de vue, à marcher de pair avec les plus grandes nations. Ils connaissent notre histoire et ils répètent volontiers la parole de Jeanne d'Arc : « Il a été au péril, il est juste qu'il soit à l'honneur ».

Question d'amour-propre ? Vanité puérile ? Pas le moins du monde. Les Yougoslaves se demandent avec anxiété quels desseins ou quelles incertitudes se dissimulent sous ces fantaisies protocolaires, et ils redoutent les déceptions qu'elles paraissent leur préparer. Aussi éloignés que possible de toute ambition impérialiste, ils ne réclament que leur propre bien ; mais ce qui leur appartient, ils l'ont assez chèrement payé pour qu'on ne le leur marchande pas. Certaines âmes évangéliques, chez nous ou chez nos alliés, poussent le pardon des offenses si loin qu'elles seraient prêtes à sacrifier nos amis à nos adversaires, et il ne manque

pas, en France et en Angleterre, de défenseurs de la Bulgarie. Les Serbes pensent que certaines discussions sont, en elles-mêmes, une offense, et ils n'admettent pas que la question de la Macédoine puisse même être posée. Ils ne toléreraient pas davantage qu'on leur contestât la pleine et entière possession de la Dalmatie, où l'immense majorité de la population est slave, qui est indispensable à leur développement économique et qui, depuis le Moyen-Age, n'a jamais cessé d'être un foyer rayonnant de leur vie nationale. Ils n'ont pas ménagé leur sang et, depuis le début des hostilités, ils n'ont jamais déserté leur place au danger ; ils ne comprendraient pas qu'on accordât à d'autres alliés un traitement de faveur que rien ne justifie. Certains territoires, comme l'Istrie, sont mixtes et peuvent être contestés ; les Yougoslaves demandent qu'on consulte les populations et ils se déclarent prêts à se soumettre à un plébiscite loyalement pratiqué. On ne voit pas bien les arguments qu'on pourrait leur opposer.

Tiendra-t-on compte de leurs désirs ? Nous l'espérons, d'autant plus que, si l'on passait outre, en même temps que l'on violerait les principes les plus sacrés, on risquerait de créer une situation singulièrement périlleuse. Leur déception, qui serait d'autant plus cruelle qu'elle succéderait à de plus magnifiques espoirs, provoquerait un sentiment de colère qui pourrait parfaitement aboutir à une révolution. Il n'est jamais prudent d'acculer des peuples à des résolutions extrêmes, surtout quand il s'agit de peuples jeunes, ardents, dont les nerfs ont été tendus à l'extrême et chez qui la longueur des épreuves a nécessairement atténué les facultés de modération réfléchie et de calcul. Il n'y a pas de bolcheviks en Serbie, jusqu'aujourd'hui. Il n'y aurait plus que des bolchevistes, le jour où les aspirations nationales auraient été trompées.

Nous avons souvent raillé la pauvre psychologie des Allemands et les sottises incroyables où les a acculés leur superbe. Ne tombons pas dans les mêmes erreurs. Le patriotisme est, avant tout, un sentiment et une religion ; il inspire les sacrifices les plus merveilleux, et il prépare les âmes aux plus effroyables aberrations. La Commune n'a-t-elle pas été provoquée par le désespoir de la défaite ? Les Serbes ont tout donné, tout abandonné, tout sacrifié pour réaliser le rêve qui, depuis des siècles, agitait sourdement leurs âmes ; si on les dépouille au moment même où ils touchent au but, plutôt que de s'incliner devant l'injustice du destin ils mettront le feu à l'Europe orientale. Au Congrès de Berlin, dont il ne faudrait pas que le Congrès de Paris reprît les traces, lord Beaconsfield consolait les Grecs avec une insolente ironie : la Grèce a un bel avenir ; elle peut attendre ; Bismarck, de son côté, rabrouait les Serbes que navrait l'annexion de la Bosnie à l'Autriche : — Que nous importent vos jérémiades ? Nous ne sommes pas ici pour satisfaire vos désirs, mais pour empêcher la conflagration de l'Europe. — Les Karageorgévitch seraient sans doute moins patients que le pauvre Milan, et moins faciles à apaiser, et les Serbes ne se contenteraient pas d'une lettre de change tirée sur un avenir incertain. — « Ne craignez pas les rois, dit l'épopée populaire de Karageorges, mais prenez garde à la pauvre raïa, quand elle brandira ses droits et ses fourches ! » — On ne verse pas aux peuples l'ivresse de la justice et de la liberté, pour les ramener ensuite aux conventions iniques et aux traités arbitraires. Les Clemenceau, les Wilson, les Lloyd George et les Orlando ne reprendront pas le rôle des Frédéric-Guillaume III, des Metternich et des Hardenberg. A jouer un pareil jeu, ils risqueraient de faire sauter l'Europe. Telle est l'emprise du passé sur les esprits,

que nous n'arrivons pas à nous rendre complètement compte de la gravité de la crise qui s'est ouverte en 1914 ; mais la plus folle des illusions serait de s'imaginer qu'on rétablira l'ordre par un replâtrage et que l'on sortira par une adroite prestidigitation des difficultés au milieu desquelles le monde se débat. Si les diplomates s'obstinent à ne pas comprendre la nécessité d'en finir avec des méthodes surannées, s'ils prétendent opposer aux volontés populaires les conventions secrètes et les marchandages, ils acculeront le monde à la révolution, et, par un détour sanglant, ils nous ramèneront à l'impérialisme germanique.

DU VARDAR A LA SOTCHA [1]

Mesdames, Messieurs,

Vous avez entendu dimanche dernier une très brillante conférence de M. Joseph Reinach ; elle était remarquable d'abord parce que l'orateur a un rare talent, mais aussi parce qu'il avait à traiter un grand et beau sujet, un sujet joyeux fait pour créer et entretenir en vous des sentiments d'enthousiasme, de confiance, de satisfaction complète. Ce sentiment de satisfaction complète, je ne crois pas que vous l'emportiez de ma conférence d'aujourd'hui. Il est beau de vaincre, mais la victoire, même absolue, n'entraîne pas toujours la suppression de toutes les difficultés. Dans la question des Slaves du Sud (Yougoslaves) dont je vais vous entretenir aujourd'hui, nous avons, je ne dirai pas des motifs d'inquiétude, ce serait exagéré, mais des causes de préoccupation.

Un certain nombre de Yougoslaves considèrent la situation peut-être avec un pessimisme excessif ; il faut avouer

[1] Conférence faite à *Foi et Vie*, le 16 décembre 1918.

cependant que ce pessimisme est justifié dans une certaine mesure.

Au moment où a été conclu l'armistice par lequel l'Autriche mettait bas les armes, il a été décidé que les régions occidentales de l'ancienne monarchie dualiste seraient occupées par les puissances victorieuses. C'était une clause d'une équité douteuse. En effet, les provinces du sud-ouest de la monarchie étaient, en réalité, occupées régulièrement dès ce moment-là par le gouvernement yougoslave, qui était allié de l'Entente.

De plus, il a été établi par le même armistice que les forces d'occupation seraient les troupes alliées, mais en fait, ces forces ont été surtout des régiments italiens, et les Yougoslaves n'ont pas vu sans quelque émotion les territoires contestés livrés ainsi aux armées du peuple qui réclame leur annexion définitive.

Enfin, il s'est trouvé, par une très regrettable coïncidence, que les limites fixées pour l'occupation des troupes alliées correspondaient d'une façon tout à fait fâcheuse avec les clauses du célèbre Traité de Londres d'avril 1915, traité secret qui n'a jamais été accepté par les Slaves du Sud.

Les Italiens n'ont peut-être pas fait depuis tout ce qui était nécessaire pour calmer les inquiétudes que créait cet état de choses. Ils ont proscrit le plus souvent le drapeau slave ; il s'est produit un certain nombre de faits, qui ne sont pas encore très clairement expliqués, mais qui sont de nature à préoccuper l'opinion publique. C'est ainsi que Riéka, que les Italiens appellent Fiume, qui est une ville slave, est devenue tout d'un coup le théâtre de troubles dont il est difficile de reconnaître l'origine et la nature. Il paraît que, dans ces troubles, une femme aurait été tuée, une femme Croate très probablement ; les Italiens n'en ont pas moins déclaré qu'il était nécessaire que leurs troupes en-

trassent dans la ville pour maintenir l'ordre et ils s'y sont établis.

Il y a là un certain nombre de raisons qui expliquent la tristesse, le mécontentement les préoccupations de nos amis Yougoslaves.

Je crois cependant — je suis optimiste par tempérament et aussi par volonté — que ces craintes sont exagérées et qu'en dépit des difficultés momentanées qui peuvent se produire, l'avenir sera tel que nous le désirons, c'est-à-dire que nous assisterons à l'établissement d'une monarchie yougoslave puissante, solide, d'un État qui, du Vardar à la Sotcha, réunira tous les fils de la Yougoslavie.

Mon optimisme se fonde sur une série de considérations que je juge décisives.

Tout d'abord, la gravité extrême du péril dont les Serbes et tous les Yougoslaves ont sauvé le monde et l'Europe. Ce n'est pas par hasard que la guerre de 1914 a eu son origine dans la Péninsule des Balkans et à Belgrade ; c'est parce que Belgrade fermait aux Allemands la route de l'Orient et arrêtait leur marche vers Bagdad. Depuis longtemps, bien avant la fondation de l'unité germanique, les pangermanistes prévoyaient et préparaient cette prise de possession de l'Orient. Déjà en 1842, l'économiste List parlait des immenses espérances que pouvait créer à l'Allemagne une union intime avec la Hongrie. « Si, disait-il, les Magyars deviennent les alliés et les amis de l'Allemagne, l'Asie tout entière nous est ouverte, la Péninsule des Balkans nous est soumise et alors se fondera un immense empire qui, de la Mer du Nord au Golfe Persique, établira sa domnation, un empire tel que l'Europe et le monde n'en ont jamais connu. »

Ces espoirs, qui n'ont cessé de se maintenir et de se développer, ont trouvé un accueil favorable auprès des Ma-

gyars d'abord et ensuite auprès des Bulgares et des Turcs.

Les Magyars étaient très préoccupés des dangers que créait pour eux la présence dans leur État d'allogènes très nombreux, qui étaient au moins aussi avancés qu'eux en civilisation, qui représentaient des peuples valeureux, très attachés à leur histoire et qui, de plus, pouvaient s'appuyer, en dehors de la Monarchie Danubienne, sur d'autres races de même origine et de même langue. Les Magyars avaient cru un moment trouver un moyen de pallier et de supprimer ce péril ; ce moyen, c'était la statistique officielle.

On a remarqué qu'en 1785, sur une population de 8 millions d'habitants, il n'y avait guère que 3 millions de Magyars, tandis qu'en 1910, sur une population de 18 millions d'habitants, il y avait 10 millions de Magyars. On arrivait à ce résultat extraordinaire que la population magyare avait triplé tandis que les populations voisines, slaves ou latines, bien que leur natalité fût plus développée, avaient à peine doublé. Ce miracle ne pouvait s'expliquer que par l'extraordinaire habileté des statisticiens hongrois. Le comte Apponyi, dans un banquet, disait : « J'ai à côté de moi le ministre de la statistique qui est en même temps un poète extrêmement distingué ; vous penserez peut-être qu'il y a une certaine opposition entre son élan vers les nuages et les travaux très prosaïques auxquels il se condamne ; mais il suffit de jeter les yeux sur ses statistiques pour voir que le sentiment patriotique s'y donne largement carrière et qu'on peut très bien concilier l'élan poétique avec les chiffres les plus précis. » (*Applaudissements.*)

Les chiffres étaient précis, mais ils n'en étaient pas plus exacts pour cela. D'autre part, si le papier souffre beaucoup de choses, la réalité n'en est guère modifiée. Les Magyars se sentaient talonnés par les progrès constants de ces races slave, roumaine, italienne, qui les menaçaient et qu'ils

étaient complètement incapables de dominer et de maintenir. Ils avaient besoin d'un appui, et cet appui, ils devaient le chercher en Allemagne.

Déjà en 1848, Kossuth déclarait : « L'Angleterre, il ne faut pas compter sur elle ; elle ne nous appuiera que dans le cas où elle y verra un intérêt direct. La France a peut-être pour nous quelque sympathie, mais elle est loin, elle ne peut rien : personne n'ignore qu'elle est favorable à la Pologne, ce qui n'empêche pas la Pologne d'être esclave. Par conséquent, nous devons chercher ailleurs nos alliés, et ces alliés ne peuvent être que les Allemands. » Le mot d'ordre donné par Kossuth s'est maintenu depuis.

Quand on fera l'histoire de la formation de la puissance germanique, on verra le rôle considérable qu'ont joué dans sa création les Magyars. Ce sont eux qui, en 1866, ont paralysé la défense de François-Joseph et favorisé la victoire de Bismarck. Ce sont eux qui, en 1870, ont empêché Beust et François-Joseph de s'opposer aux projets de Bismarck contre la France. C'est Andrassy qui, en 1879, a créé l'alliance austro-allemande. Depuis lors, ce sont les Magyars qui ont maintenu les Habsbourgs dans la dépendance des Hohenzollern.

Ce qui s'est passé chez les Magyars s'est reproduit chez les Bulgares et chez les Turcs. Les Bulgares et les Turcs, eux aussi, voulaient établir leur domination sur des peuples qui refusaient de se soumettre à leur pouvoir, ils se proclamaient une nation de maîtres, ils poursuivaient des projets de conquête, et comme leurs propres forces ne leur suffisaient pas pour maintenir leur autorité sur leurs sujets, ils sollicitaient l'appui de l'étranger et se soumettaient à sa tutelle. *Serviliter pro dominatione*. Devenir les esclaves de l'Allemagne, ils y consentaient à la condition que l'Allemagne leur fournît les moyens d'opprimer, d'écraser, d'exploiter

les peuples qui vivaient à côté d'eux. Si bien que, grâce à cette connivence des Magyars, des Bulgares et des Turcs, l'Allemagne, après avoir domestiqué l'Autriche, pouvait s'avancer facilement vers la Mer Égée, vers la Mer Noire, vers l'Asie-Mineure, vers Bagdad et le Golfe Persique.

Pour que son rêve s'accomplît, elle n'avait plus à supprimer que son dernier adversaire, peu redoutable en apparence, faible par le nombre, incapable, semblait-il, de supporter le combat, la Serbie. La Serbie — c'est là un service que l'humanité ne saurait oublier — au moment où l'Europe tout entière subissait sans protestation la domination germanique, lorsque personne n'osait envisager l'idée d'une lutte avec Berlin, la Serbie a refusé de courber la tête. (*Applaudissements.*) Elle savait les périls énormes qu'elle courait, elle n'était même pas sûre d'être soutenue par ses alliés les plus directs et cela n'empêche pas que, par une suite de résolutions intrépides, à elle seule, en quelque sorte elle a arrêté la poussée germanique vers l'Orient.

Au Moyen-Age, elle avait été le réduit de la défense chrétienne contre les Musulmans. Maintenant, le péril venait, non plus du Sud, mais du Nord ; elle le bravait avec autant de courage qu'elle avait bravé les Turcs aux XIVe, XVe et XVIe siècles. (*Applaudissements.*)

C'est elle qui fait une opposition sérieuse au moment où l'Autriche annexe la Bosnie-Herzégovine ; elle donne le premier éveil, elle appelle l'attention de l'Europe sur le danger qui vient de Berlin et de Vienne.

C'est elle qui, en 1912, par les victoires de Koumanovo et de Monastir, déjoue et brise les projets astucieux conçus par le Ballplatz, car à ce moment l'Autriche avait certainement calculé que la Serbie serait battue par les Turcs, qu'elle pourrait hypocritement venir à son secours, mettre la main

sur Belgrade et s'ouvrir la route vers Salonique et Constantinople.

C'est elle qui, en 1913, brise l'attaque des Bulgares et fait une seconde fois échouer les tentatives des Austro-Allemands.

Enfin c'est elle qui, en 1914, par la victoire admirable de la Koloubara, fait subir aux armées autrichiennes un éclatant désastre, les rejette en débandade au delà du Danube, leur enlève des milliers de prisonniers, des centaines de canons, victoire qui fait passer sur l'Europe entière un frisson de délivrance et qui est comme le joyeux retentissement, l'écho merveilleux de notre victoire de la Marne. Cette victoire de la Koloubara, on ne saurait en exagérer l'importance. Le ministre de l'intérieur autrichien, Heinold, disait à ce moment au Conseil des Ministres : « C'est le plus grand désastre qu'ait jamais subi la Monarchie, c'est plus qu'un désastre militaire, c'est en même temps un désastre politique pour l'Autriche. »

En effet, à la suite de la bataille de la Koloubara, l'Autriche est obligée de se jeter définitivement dans les bras de l'Allemagne. Elle cesse d'être un État indépendant, elle devient une principauté vassale de Berlin et les conséquences de cette soumission sont considérables.

Les événements vont vite. Aujourd'hui l'Autriche n'est plus qu'un souvenir historique et il nous semble que rien n'était plus simple que de la démolir et de la détruire. Que de temps n'a-t-il pas fallu cependant, que d'efforts répétés et continus pour persuader aux diplomates qu'il n'y avait rien à faire avec Vienne. Supposez que la situation fût demeurée intacte, que Vienne eût conservé son indépendance, les négociations entreprises plus tard par Czernin et par ses complices de la Hofburg auraient pris une tout autre importance, présenté un tout autre danger, et on serait peut-

être arrivé à une de ces paix boiteuses et mal assises qui rendent stériles les victoires et compromettent l'avenir.

Le fait d'avoir rendu impossible toute négociation avec l'Autriche en la jetant dans les bras de l'Allemagne, c'est là le second service, le service énorme que la Serbie a rendu à l'Europe. (*Applaudissements.*)

Il est donc incontestable que la Serbie se présente devant le Congrès de la Paix dans les conditions les plus favorables, d'autant plus que là ne s'est pas arrêtée son action.

M. Reinach vous disait dimanche dernier qu'une des causes de notre victoire définitive était l'expédition de Salonique. Il n'exagérait pas. Vous vous rappelez les incidents : la Serbie est traîtreusement assaillie par la Bulgarie en même temps qu'elle est attaquée en face par les armées austro-allemandes ; après une héroïque résistance, elle finit par être obligée de céder le terrain et ses troupes se replient dans une retraite terrible à travers l'Albanie.

A ce moment, les gouvernements hésitent longtemps, et ce n'est pas trahir le secret des cabinets — je puis trahir toutes sortes de secrets, puisqu'on ne m'en confie aucun (*On rit*) — que de dire que plusieurs des Puissances alliées éprouvent une extrême répugnance à se lancer dans cette aventure orientale. Leurs hésitations s'expliquent : notre situation est difficile, notre sang coule par mille blessures, et on comprend que les hommes les plus convaincus de la nécessité de la lutte, les patriotes les plus éprouvés ne se décident pas sans tristesse, sans inquiétude, sans émotion, à jeter encore quelques divisions nouvelles sur ce front si éloigné.

Qui décide les Gouvernements ? qui les détermine ? qui leur force la main ? C'est l'opinion publique. L'opinion publique à son tour, par quoi est-elle décidée ? par quoi est-elle entraînée ? Non pas par les réflexions, par les rai-

sonnements, mais par cette voix du cœur qui est souvent plus clairvoyante, plus profonde et plus sage que les calculs des diplomates (*Applaudissements*), par cette conviction que les Alliés sont unis dans un même danger, pour le bonheur et pour le malheur, et que ce n'est pas quand l'un d'eux se trouve battu, mourant, impuissant, qu'il convient de l'abandonner. L'opinion publique force les Gouvernements à partir pour Salonique, comme cette même opinion publique forcera les Gouvernements à maintenir cette expédition. Par là, elle arrête l'Allemagne dans sa marche vers la Mer Égée.

Rappelez-vous le débordement de joie, d'enthousiasme, de confiance, avec lequel l'Allemagne a appris la défaite de la Serbie. A ce moment, c'est de l'autre côté du Rhin un déluge de conférences, de traités, de réunions, dans lesquels on prépare, on discute jusque dans le détail le plus infime, la conquête de l'Orient. On montre les immenses richesses de l'Asie Mineure, la Mésopotamie ouverte, le blocus de l'Angleterre rendu impuissant, les plaines luxuriantes produisant en quantité du maïs, des graines oléagineuses, du coton, les coteaux et les versants des montagnes fournissant de la laine et permettant à l'Allemagne d'échapper à la domination qu'exercent encore sur elle les Puissances alliées par leurs matières premières. On crée des sociétés nombreuses pour exploiter la navigation du Danube, pour mettre la main sur les industries de Bulgarie et de Hongrie. On prépare la construction de canaux, de lignes de chemins de fer. Il ne s'agit plus pour l'Allemagne que de prendre possession de nouveaux territoires pour rendre complète, absolue, définitive, l'hégémonie qu'elle a conquise.

Mais la Serbie qui l'a arrêtée d'abord à Belgrade, qui l'a battue à la Koloubara, lui barre encore la route, par son ombre en quelque sorte, par l'ombre de cette armée qui

s'est réfugiée mourante, impuissante à Corfou, qui se réveille, ressuscite, retrouve son ardeur, son courage, sa confiance et va ramener la victoire. (*Applaudissements.*) C'est cette armée qui, transformée, renouvelée, conservant au milieu de ces désastres sa foi invincible dans l'avenir, c'est cette armée qui, la première, marche vers Monastir (Bitoly), retient les Bulgares, les lasse, les épuise jusqu'au moment où elle leur porte le coup décisif, brise leur front, les écrase et, par là, prépare notre éclatante revanche.

On a beaucoup dit et on répète encore qu'on a négocié avec les Bulgares, qu'on leur a fait des promesses, qu'il n'y a pas eu capitulation. Ce n'est pas exact. Les Bulgares se sont soumis parce qu'ils ont été battus, absolument comme les Allemands ont réclamé l'armistice parce qu'ils étaient à la veille d'un désastre militaire irréparable. Ce qui a vaincu les Bulgares, ce ne sont pas les diplomates, ce sont les soldats français et les soldats serbes. (*Applaudissements.*)

Cette victoire des Serbes, il faut en apprécier toute l'importance : la chute de la Bulgarie a été le premier son de cloche qui a sonné le glas de l'Allemagne ; quand elle a été abandonnée par Sofia, un sentiment d'angoisse profonde a envahi les esprits. En même temps, les frères de race de la nation serbe, les peuples qui vont être unis demain sous la même domination, les Yougoslaves de Croatie, de Dalmatie, de Bosnie, de la Voïvodie, de la Slovénie, continuaient leur travail. Ils avaient envoyé aux Serbes et sur tous les fronts des Alliés des volontaires, mais dans leur propre pays ils travaillaient à miner, à ébranler, à détruire la monarchie autrichienne. On ne dira jamais assez ce qu'il y a eu dans cette lutte intérieure de courage, de dévouement, de sacrifice. Il faudrait, pour se rendre véritablement compte de ce qui a été fait là-bas, passer en revue les procédés féroces,

les mesures odieuses, sanguinaires, sauvages, de l'armée et de la bureaucratie autrichiennes.

J'ai eu l'occasion de citer autrefois des ordres du jour de ce général Potiorek qui a signé plus de 3.500 condamnations capitales. Le général Horstein ne s'est montré ni moins féroce ni moins brutal. Il se réservait de prendre des otages « dans toutes les localités serbes, même dans l'intérieur des frontières de l'Autriche » ; au moindre signe de résistance chez les habitants, ces otages étaient immédiatement fusillés. A peine la guerre était-elle déclarée qu'on arrêtait par centaines et par milliers les hommes suspects de dévouement à la cause slave. Tous les maires de Dalmatie avaient été emprisonnés. La plupart des hommes politiques étaient incarcérés ou internés dans les camps de concentration ; ceux qui avaient réussi à déjouer la police autrichienne étaient en fuite. Sur les routes, se traînaient des milliers et des milliers de victimes, femmes, enfants, vieillards, chassés de la Serbie vers l'intérieur, sans secours, sans appui, abandonnés à tous les hasards et aux excès d'une police furibonde.

Au milieu de ces souffrances, de ces angoisses, de ces douleurs, sous la terreur impitoyable qui s'appesantissait sur le pays, le cœur de la nation vivait, il avait conservé intactes sa foi, sa passion pour la patrie, pour l'indépendance, pour la liberté.

On ne m'accusera pas d'être trop peu favorable aux Tchèques. J'ai pu suivre au jour le jour le travail admirable qui a été accompli par les Tchécoslovaques, et qui a tant contribué à désagréger l'Autriche et à préparer sa chute. Dans cette œuvre de dislocation, la part des Yougoslaves n'est pas moindre que celle des Tchécoslovaques. Quand le moment viendra de raconter en détail l'histoire de la suppression de l'Autriche, on verra le rôle magnifique qu'a

joué Mgr Korochetz dans le Reichsrat de Vienne, son intrépidité, la fermeté avec laquelle il a résisté à toutes les offres ; pour le séduire et désarmer, les Ministres ont épuisé les sollicitations, fait miroiter à ses yeux les promesses les plus alléchantes. Au moment où la fortune commençait à se prononcer, on le convoque et on fait appel à sa conscience de prêtre, à son patriotisme slovène : « Nous sommes disposés à vous faire des concessions extrêmement larges, mais agissez sur vos hommes, montrez-leur qu'ils doivent être de bons Autrichiens, essayez de relever cet empire qui vous a offert une si douce protection. » Mgr Korochetz laissait parler le ministre, et, avec ses amis, il continuait son œuvre.

Quelques jours après, c'était la bataille de la Piave.

Les généraux italiens eux-mêmes ont reconnu que leur victoire n'aurait pas été aussi complète, que leur succès n'aurait pas été aussi décisif s'ils n'avaient été préparés par le travail des Yougoslaves, ces Yougoslaves qui avaient miné, désorganisé, morcelé l'Autriche et l'avaient forcée, en somme, à capituler. (*Applaudissements.*)

II

Aussi bien chez les Serbes proprement dits que chez les Croates et les Slovènes, l'Entente a trouvé de bons Alliés, leur œuvre a été féconde, et ce n'est pas pour une petite part qu'ils ont collaboré à la victoire dernière.

Voilà les titres que les Serbes ont à présenter au Congrès de la Paix. Que va-t-on leur opposer ?

Il serait assez singulier qu'on osât leur contester le prix légitime de leurs services et que l'affranchissement de l'Europe, dont l'honneur leur revient pour une large part,

laissât asservie une partie quelconque de cette race généreuse et vaillante qui a prouvé à la fois sur les champs de bataille et dans les conseils de la politique qu'elle est digne de prendre place parmi les grandes nations civilisées du monde nouveau qui va sortir de la guerre de 1914.

Il n'est pas douteux qu'il y a encore des oppositions, des objections. Il est fâcheux que nous soyons tous si occupés. Chacun a sa tâche à laquelle il se consacre tout entier et qui ne lui permet guère de se tenir régulièrement au courant des publications les plus décisives et les plus importantes, si bien que l'opinion se fait le plus souvent par des journalistes qui n'ont pas eux-mêmes le temps de tout lire et de tout connaître, par des ministres tenus à une multitude de réceptions, de banquets, de promenades, et qui ne peuvent pas toujours se rendre compte de la gravité des questions. Nous pouvons dire aussi que nous avons terriblement souffert pendant la guerre d'une institution désastreuse qui, à mon sens, a été complètement détournée du but qu'elle devait poursuivre : la censure. (*Applaudissements.*) Je suis depuis longtemps en querelle avec la censure. On n'arrivera jamais à me faire comprendre pourquoi il a fallu des mois pour que l'on pût vendre à Paris la traduction d'un livre écrit par un Italien sur la question de la Dalmatie ; pourquoi un écrivain aussi sérieux, aussi modéré que M. Gauvain ne peut pas prononcer le mot « Italie » dans le *Journal des Débats* sans qu'immédiatement on raie les passages qu'il lui consacre ; pourquoi, puisque nous sommes les alliés des Serbes aussi bien que des Italiens, les renseignements nous arrivent tous inspirés par la Consulta ou quelquefois même par les journaux chauvins d'Italie, tandis que les nouvelles les plus simples qui arrivent de Serbie sont immédiatement arrêtées et contrôlées. Il y a là une fâcheuse tendance qui a pour résultat de fausser l'opinion.

Il y a, par exemple, des gens qui sont encore disposés à admettre que la question de la Macédoine n'est pas complètement résolue. Nous rencontrons des hommes animés, je veux le croire, de bonnes intentions, qui s'en vont répétant : « Nous sommes partis du principe du droit des nationalités ; par conséquent, il est juste que l'on donne aux Bulgares aussi ce qui leur appartient, c'est-à-dire une partie de la Macédoine. Dans tous les cas, il faut adoucir pour eux les clauses du traité de 1913, il faut leur accorder quelque satisfaction en proclamant au moins l'autonomie de la Macédoine. » Ce sont là des idées qui me causent une profonde indignation, aussi profonde que quand on dit : « Les Magyars, il ne faut pas qu'ils étouffent, il faut tâcher de leur procurer des moyens de communications faciles et sûrs avec la mer. » Ou bien encore : « Les Allemands, il faut les ménager, c'est un grand peuple ; il faut avoir soin de ne pas leur prendre toutes leurs colonies ; il ne faut pas leur imposer une indemnité trop lourde ; ce sont des hommes comme nous. » C'est possible, mais alors cela ne fait pas honneur à notre propre nature. (*Applaudissements.*)

On ne saurait trop protester contre cet état d'esprit qui, sous un voile de fausse humanité, ne va qu'à préparer de nouveaux conflits.

La Macédoine n'est pas bulgare, la Macédoine est serbe. Elle est serbe d'abord au point de vue ethnographique. Et puis, la Péninsule des Balkans est coupée en deux par une grande dépression formée au nord par la vallée de la Morava, au sud par la vallée du Vardar. Ces deux vallées communiquent facilement entre elles, elles sont complémentaires l'une de l'autre ; au contraire, la Bulgarie est séparée de la vallée du Vardar par une série de montagnes qui comptent parmi les plus difficiles et les plus hautes de la Péninsule. Il y a un véritable paradoxe économique, politique et géogra-

phique à vouloir rattacher à la partie orientale de la Péninsule la Macédoine que tout, au contraire, relie à la partie occidentale. Dans le passé, la Macédoine n'a jamais été réunie à la Bulgarie que par exception et jamais cette union n'a pu se maintenir. Toutes les fois que quelques souverains bulgares ont réussi à établir leur domination sur la Macédoine, cette domination contradictoire s'est effondrée quelques années plus tard.

L'histoire en Macédoine est purement serbe, les traditions sont serbes. Il s'est produit, il est vrai, depuis quelques années, une propagande bulgare. Depuis la fondation de l'Exarchat, les Bulgares ont envoyé en Macédoine des popes, des instituteurs qui ont essayé, et quelquefois réussi à attirer à eux une partie de la population. Pendant ce temps, les Serbes avaient autre chose à faire, ils étaient occupés à lutter contre l'Autriche et ils ne pouvaient pas suivre avec l'attention nécessaire les progrès de leurs adversaires et de leurs rivaux dans la vallée du Vardar. Mais les succès apparents de cette propagande bulgare sont extrêmement superficiels ; elle n'a pas atteint l'âme même du peuple. Les faits les plus essentiels, ceux qui révèlent le plus profondément l'âme populaire, sont restés serbes. On continue à célébrer la *slava*, la fête de la famille, la fête serbe par excellence. Les légendes et les chants populaires sont serbes. Le facies des habitants est serbe et n'a rien de commun avec le type oriental et touranien des Bulgares. Les Bulgares jouent sur les mots quand ils essaient d'exploiter à leur profit le principe des nationalités dont l'Europe occidentale est férue.

Ils parlent volontiers — ce qui à mon sens est un sacrilège — de la Macédoine comme d'une Alsace-Lorraine bulgare. Il n'y a aucun rapport entre les deux pays. La vérité, c'est qu'en conquérant la Macédoine, les Bulgares

n'ont pas voulu réunir à eux des peuples de même race, ils ont voulu simplement préparer leur domination sur toute l'Europe du Sud-Est. Les faits ont été mis en relief avec une force singulière par M. Kuhne, qui est un neutre, un Genevois, et qui a établi par les textes les plus précis, empruntés à tous les partis, aussi bien les démocrates et les groupes qui se targuent d'être russophiles, que les partis impérialistes proprement dits, que ce que les Bulgares désiraient, ce n'était pas seulement la conquête de la Macédoine, mais une hégémonie incontestée dans la Péninsule des Balkans.

Le *Narod*, qui est l'organe du parti socialiste « large », écrivait : « Il n'y aura de paix dans la péninsule que lorsque nous aurons établi dans la Presqu'île une seule langue, et cette langue, il faut que ce soit la langue bulgare. » Yakchitch, avec son talent de polémiste bien connu, nous a fait un tableau singulièrement pittoresque de l'arrivée de Ferdinand le Fourbe, comme dit M. Gauvain, à Sofia, à la suite du désastre de la Brégalnitza, du traité de Bucarest de 1913 et de l'effondrement complet du plan bulgare. En tête, sur un magnifique coursier, le Tsar, la tête haute, la poitrine chamarrée, constellée de croix, de placards, de brillants ; derrière lui, à une assez grande distance, ses généraux, constellés, eux aussi, de plaques et de brillants. Le tsar s'avançait, fier et triomphant; tandis qu'au son joyeux des cloches de toutes les églises se mêlaient les fanfares d'innombrables marches triomphales. Dans son discours, il osa parler de ses succès, des services que l'armée bulgare avait rendus à la patrie et de ses victoires éclatantes.

C'est encore le même sentiment qui existe à Sofia. Ces jours derniers, mon fils m'écrivait de Sofia : « Je me croyais victorieux, mais je suis obligé d'avouer que je m'étais complètement trompé. Il paraît que ce sont les Bulgares

qui nous ont écrasés. » Et il m'envoyait des coupures de journaux dans lesquelles on trouvait une série d'attaques contre la Serbie, contre la France et contre le général Franchet d'Esperey. C'est, disaient ces journaux, un général extrêmement médiocre et il est heureux pour lui que les Bulgares n'aient pas continué la guerre. (*On rit.*)

Quand on se trouve en face d'un peuple qui, après les désastres les plus écrasants, ose écrire de pareilles inepties, un peuple sans pudeur, un peuple incapable de repentir, un peuple absolument hors d'état de se rendre compte des réalités, on a le devoir de se tenir sur ses gardes. Ces gens sont comme les Allemands. Il faut être optimiste, il ne faut pas croire à la perversion éternelle des hommes. Nous espérons, nous devons espérer qu'un moment viendra où les Allemands et les Bulgares reprendront place dans l'humanité civilisée, mais il faut pour cela quelques générations, le moment n'est pas venu.

Quant à leur affirmation que les Macédoniens sont Bulgares, et non pas Serbes, les Bulgares se sont démentis eux-mêmes par la façon dont ils ont traité ce pays. Nous avons lu le récit, profondément triste, des dévastations, des infamies, des barbaries de toutes sortes, des atrocités épouvantables dont notre pauvre pays, dont la Belgique, ont été victimes, mais cela n'est pas plus navrant que la conduite des Bulgares en Macédoine et en Serbie.

Je lisais ces derniers jours deux volumes qui ont été récemment publiés par M. Reiss. C'est un professeur de l'Université de Lausanne, un juriste, un criminaliste ; il a donc l'habitude des enquêtes judiciaires. Il a eu le mérite de dénoncer le premier les infamies commises par l'armée autrichienne en Serbie, et il a repris le même travail pour les Bulgares. Le tableau qu'il nous a laissé de la conduite bulgare est fait pour jeter le désespoir dans l'âme.

Les Bulgares prétendent que la Macédoine est bulgare. Quelle est l'attitude naturelle des peuples frères qui se retrouvent après une longue séparation ? Nous venons de la voir en Alsace-Lorraine. Des deux côtés la joie, l'effusion, la confiance, les mains qui se pressent, les cœurs qui s'ouvrent. Qu'ont fait les Bulgares en Macédoine ? Ils ont commencé par écarter tous les administrateurs indigènes, ils les ont remplacés par des administrateurs venus de Bulgarie et choisis parmi les classes les plus infimes de la population, des cireurs de bottes, des ramasseurs de cigares, des garçons de restaurant, des hommes de sac et de corde qui arrivaient avec l'intention de piller et de jouir. Les généraux donnaient l'exemple, en tête le général Ratcho Petrov, un spécialiste de la concussion. Président du Conseil en Bulgarie, il avait été trois fois traduit en justice pour des délits de droit commun. Ce sont des choses fréquentes en Bulgarie. On y passe avec une rapidité singulière et une régularité parfaite du banc des ministres à la Cour d'assises. (*On rit.*) Le général Ratcho Petrov avait une influence particulière sur Ferdinand de Cobourg. M^me^ Petrov est, dit-on, très belle et très complaisante. Quant à lui, il se consolait de ses infortunes conjugales en s'enrichissant ; il avait amené avec lui un certain nombre d'individus de son espèce et il les employait surtout à exercer le chantage. Lorsqu'il savait que quelqu'un était riche, il lui faisait dire : « Tu vas me payer quelques centaines de napoléons d'or, sans quoi tu seras exporté » ; les Bulgares n'ont pas confiance dans le papier, et surtout dans le papier émis par leur pays ; en revanche, ils aiment assez les napoléons.

Ce n'étaient, là, du reste, que leurs moindres méfaits. Tous ceux qui donnaient matière à quelque soupçon ou simplement ceux qui étaient riches et dont on voulait se débarrasser, on les envoyait à la mort. Dans un village,

dans une seule nuit, 103 personnes sont exécutées. Le lendemain, on ramasse le reste des habitants et on leur annonce qu'ils vont partir pour Sofia ; c'était la formule adoptée, les soldats ayant l'ordre de les exécuter dès qu'ils étaient en rase campagne. Les pendaisons se succèdent régulièrement. Les Bulgares ont la manie des cartes postales, on a trouvé sur un certain nombre de prisonniers des cartes postales représentant des scènes de pendaison. M. Reiss en a reproduit un certain nombre ; des officiers fument, causent gaiement, tandis que leurs misérables victimes achèvent de mourir.

Nous avons des récits épouvantables dont l'authenticité est prouvée par les témoignages les plus incontestables.

On fait venir une pauvre femme avec ses deux enfants, une petite fille et un petit garçon. On lui dit : « Ton mari va être pendu. » Crise de sanglots, désespoir, la femme veut, au moins, échapper à ce spectacle horrible. Les officiers la poussent en avant avec les enfants et la forcent à assister à la mort de son mari. Puis, comme la petite fille pleure et se désole, un des officiers, d'un coup de cravache, lui cingle le visage. Quand le pauvre diable est mort, on dit à sa femme : « Dans une heure tu feras enlever ce cadavre, sans quoi nous le livrerons aux chiens. » La petite fille vient réclamer le cadavre, l'officier trouve plaisant de la railler : « Est-ce que tu ne voudrais pas que j'appelle ton père ? Je vais l'appeler. Yanko ! Yanko ! » Et il se mit à rire.

Des scènes analogues se sont répétées des centaines de fois.

Il y a eu un plan méthodique pour exterminer cette race macédonienne qu'on prétendait vouloir affranchir.

On a enlevé par dizaines de mille les Serbes. « C'est vrai, disaient les Bulgares, c'est triste, mais c'est la guerre, nous avions besoin de main-d'œuvre. » Besoin de main-d'œuvre !

Parmi les habitants qu'on a ainsi déportés, il y a des enfants de trois ans, de deux ans, d'un an ! Des trains enlevaient plusieurs centaines d'enfants de 10 à 14 ans. On les emmenait. Où ? On ne sait.

Un instituteur raconte que des dizaines d'enfants, au moment où le train se mit en marche, ont essayé de se sauver, se sont jetés par la portière, sont morts.

On a arraché à leurs familles des centaines de jeunes filles ; on les a vendues, on les a réparties dans les harems des pachas et des beys turcs.

Les déportés étaient parqués dans des camps de concentration où on les laissait sans abri, sans soins, décimés par le typhus exanthématique, par la dysenterie, par le choléra. « Il est terrible, écrit un témoin oculaire, de voir ces spectres vivants traînant des wagonnets, sans nourriture, sans force, exténués, se relevant à peine sous les coups qui tombent sur eux, et cela sans aucune distinction de rang, de situation, de position. » Il y avait là des députés, des membres de la Cour de cassation, le directeur du Crédit Foncier. Il y avait plus encore, il y avait la jeunesse, il y avait l'avenir, il y avait la Serbie tout entière.

On voulait tuer cette Serbie qu'on déclare n'avoir aucun droit sur la Macédoine. Pourquoi frappe-t-on ces hommes s'ils ne sont pas Serbes et s'ils sont Bulgares ? (*Applaudissements.*)

C'est si évident qu'un évêque même intervient. Il écrit avec une certaine naïveté au roi Ferdinand : « Il vaudrait mieux faire cesser ces déportations, parce qu'en agissant ainsi, nous prouvons que la Macédoine n'est pas nôtre, mais qu'elle est à nos adversaires. » Et Ferdinand comprend. Alors, pour la galerie, il ordonne qu'on mette en liberté ces Serbes. On les lâche sur les routes comme on lâche actuellement nos prisonniers ; mais au bout de quelques lieues on

les reprend, on les met de nouveau en prison, on les exporte. On les exporte en Asie Mineure, dit un témoin oculaire, parce que les Turcs les maltraiteront mieux.

Il est nécessaire que les bulgarophiles impénitents lisent ces livres de Reiss, regardent les photographies qu'ils renferment. Il y en aurait peu qui oseraient encore parler d'une Macédoine bulgare ou même d'une Macédoine autonome.

III

Les Bulgares ont été les ennemis de l'Entente et il est permis d'espérer que, malgré les quelques sympathies isolées qu'ils ont pu conserver, leurs revendications aussi absurdes qu'insolentes, ne rencontreront pas de sérieux appui. La situation est plus délicate là où les revendications des Yougoslaves se heurtent avec les prétentions inattendues de peuples qui ont combattu à nos côtés, les Roumains et les Italiens.

Dans la Baranya, la Batchka et le Banat, c'est-à-dire dans la région du Danube inférieur et de la Tissa, les Serbes se trouvent en présence des Roumains, et parmi ces derniers, quelques intransigeants, comme on en rencontre partout, réclament des territoires nettement yougoslaves, tels que les départements de Torontal et de Tamiche.

Les Serbes ne sauraient cependant abandonner les territoires que leur assignent l'histoire, l'ethnographie et la volonté des habitants ; il n'est pas possible de laisser Belgrade exposée à une attaque immédiate de l'ennemi. Je suis d'ailleurs persuadé que ces difficultés s'aplaniront. Nous avons tous en France de très vives sympathies pour la Roumanie et nous lui savons gré d'avoir rompu les liens qui l'ont longtemps rattachée à l'Allemagne. Mais, en somme,

elle n'a pas à se plaindre de la fortune : elle obtient beaucoup plus qu'elle n'espérait et qu'elle ne demandait ; elle aurait tort de faire remarquer trop vivement que quelques milliers de Roumains vivent sur le territoire réclamé par l'État serbe ; il serait trop facile de lui rappeler qu'elle annexe des allogènes par centaines de mille, Bulgares de Dobroudja, Ukrainiens en Bukovine et en Bessarabie, Magyars surtout et Allemands en Transylvanie. Son intérêt lui commande d'ailleurs de rester amie avec la Serbie parce qu'elle sera longtemps menacée par les rancunes des Bulgares et des Magyars. La paix de la Péninsule Balkanique ne peut être assurée que par l'étroite alliance de la Roumanie, de la Serbie et de la Grèce. Les Roumains sauront le comprendre.

La situation paraît au contraire plus dangereuse au Nord-Ouest vers l'Adriatique, où se rencontrent la Yougoslavie et l'Italie.

Ici, nous nous trouvons en face d'un pays de haute civilisation, de culture très développée, qui malheureusement n'est pas complètement maître d'exprimer sa propre volonté et qui laisse trop souvent la parole à des groupes qui ne représentent pas son opinion et ses sentiments véritables, entraînés et dominés par des passions chauvines, impérialistes, extrêmement dangereuses.

La question de l'Adriatique, en considérant uniquement le point de vue serbe, c'est-à-dire en laissant de côté l'Albanie, ce qui nous entraînerait trop loin, se divise en deux parties : il y a la question de la Dalmatie et la question de l'Istrie.

La question de la Dalmatie est très simple : il n'y a pas de question dalmate ; la Dalmatie est serbe d'un bout à l'autre. (*Applaudissements.*) Au point de vue ethnographique, les statistiques indiquent qu'il y a 620.000 Yougo-

slaves et moins de 20.000 Italiens. Sur les 86 municipalités, 85 sont slaves ; la quatre-vingt-sixième serait certainement yougoslave aussi sans le régime bizarre, extravagant, qui a été maintenu par l'Autriche-Hongrie. Par conséquent, au point de vue ethnographique, il n'y a pas de discussion possible. Les Italiens, du reste, le reconnaissent ; mais ils disent : « Il ne s'agit pas de compter, il s'agit de peser ». Vous avez d'une part les Slaves, d'autre part les Italiens. C'est vrai, mais quelle serait la balance assez fine pour indiquer ce que pèse dans l'humanité un Slave par rapport à un Italien ? (*On rit.*) Les Italiens ajoutent : « Il s'agit ici de populations récemment établies dans un pays qui est italien depuis les temps les plus reculés. » Malheureusement cette thèse ne supporte pas la discussion. La Dalmatie n'a jamais été italienne ; elle a été latine. Mais il y a d'autres pays qui ont été latins ; nous avons été latins ; je ne pense pas cependant que ce soit un titre suffisant pour qu'on nous annexe à un autre pays. (*On rit.*)

On dit que les Dalmates ont été soumis à la domination vénitienne. C'est vrai ; mais cette domination vénitienne n'a jamais songé à faire de l'italianisme ; les Vénitiens étaient complètement indifférents à l'idée italienne, ils n'ont jamais fait le moindre effort pour répandre la langue italienne.

D'ailleurs, l'histoire de la domination vénitienne, — je cite les paroles d'un bon Italien, M. Prezzolini [1], — « est plutôt l'histoire de tentatives d'assujettissement... de rébellions des villes dalmates. Zara, en particulier, défend avec ardeur son indépendance et, pour vaincre sa résistance, Venise n'hésite pas à diriger contre cette ville chrétienne les armées de la quatrième croisade ».

---

[1] Giuseppe Prezzolini : *La Dalmatie*, Genève, 1917, p. 2.

Dès le XII^e siècle, la cité dalmate était complètement slavisée. En 1177, le pape Alexandre III vint à Zara, qui est le centre, dit-on, de l'italianisme dalmate. Il fut accueilli par le peuple qui chantait des cantiques en langue slave. « Oui, mais, disent les Italiens, faites bien attention ! Le pape Alexandre III s'est trompé, il a cru que c'était du slave, c'était du latin prononcé avec l'accent slave. » (*On rit.*) C'est là une explication trop subtile pour qu'on la prenne au sérieux.

Il n'est pas douteux que l'influence italienne a été profonde sur le pays, elle l'est encore. L'Italie a eu une très brillante, une admirable civilisation, elle a eu un art merveilleux. L'Adriatique n'a pas établi une barrière infranchissable entre les deux groupes. Les Slaves sont un peuple très épris de culture, de civilisation, de beauté ; ils se sont inspirés de l'Italie, ils en ont accepté les traditions, ils en ont copié quelquefois les manières et les procédés, ils en ont parlé la langue avec délices. Mais quelqu'un qui a le bonheur de bien parler l'italien et qui avec cela se sent Slave n'est pas Italien. J'ai entendu dire que la Cour de Henri II de France était profondément pénétrée d'italianité. Je ne crois pas cependant que la France de Henri II fût une province de l'Italie.

Partout, dans cette région, vous trouvez les traces de l'influence de la civilisation italienne, mais jamais d'esprit italien. Non seulement la Dalmatie n'a jamais été italienne, mais il n'y a jamais eu de parti italien.

Je vous ai parlé de la censure. Le comte Louis de Voïnovitch a publié un livre remarquable sur la question de l'Adriatique [1] ; ce livre, il n'est pas permis de le vendre en

[1] *La Dalmatie, l'Italie et l'Unité yougoslave* (1797-1917), Une contribution à la paix européenne. Genève-Bâle-Lyon. Georg et C^ie, 1917.

France. C'est d'autant plus extraordinaire que M. de Voïnovitch nourrit pour l'Italie les sympathies les plus sincères et les plus ardentes ; il est tout pénétré d'italianité, il parle l'italien comme les Italiens, il aime l'Italie ; mais il aime aussi sa patrie et il la défend. Il nous a raconté dans des pages très savoureuses, et avec l'autorité d'un témoin oculaire, les origines de ce parti pseudo-italien. C'est un parti autonomiste provincial qui, à un moment donné, redoutait d'être incorporé par les Slaves de Croatie, et défendait son indépendance locale ; c'est en même temps un parti bourgeois qui disposait dans les villes, dans les petits municipes, d'une autorité et d'une influence prépondérantes. Il craignait d'être noyé, écrasé, dominé par le gros de la population. Peu à peu, ce parti autonomiste, débordé, submergé par le mouvement contraire, a renié ses principes primitifs et a cherché un appui au dehors ; mais il n'a jamais demandé une annexion. Les chefs les plus passionnés de ce groupe, dont l'influence d'ailleurs est minime, ont toujours déclaré que ce serait une folie de contester que la Dalmatie soit slave. De même qu'ils ont reconnu le caractère slave du pays, de même ils sont toujours restés, comme ceux de Trieste, dévoués aux Habsbourg, à la Monarchie. Pendant la guerre, des journaux écrivaient : « Nous sommes les sujets fidèles et dévoués de Sa Majesté François-Joseph, nous resterons ses sujets jusqu'à la dernière goutte de notre sang. » Vous pouvez lire ces édifiantes déclarations dans *Il Dalmata*, le journal qui représente ce fameux parti italien qu'on veut nous donner comme étant passionné pour l'union avec l'Italie.

Nulle part peut-être, dans le groupe des Slaves du Sud, l'idée slave n'est aussi ancienne, aussi profonde, aussi ardente qu'en Dalmatie. C'est de là qu'est sortie l'idée même de la renaissance yougoslave. C'est là qu'ont été signées les

déclarations de Zadar et de Riéka qui ont constitué le noyau de la Coalition serbo-croate, c'est-à-dire le groupe de tous les hommes qui voulaient travailler à la formation d'un grand État serbe, croate et slovène. C'est là que sont nés les partisans les plus dévoués de l'union avec la Serbie. C'est là qu'eurent lieu les premières arrestations des notables yougoslaves, à la fin du mois de juillet 1914. Nulle part l'idée yougoslave n'est plus profondément ancrée dans les cœurs, nulle part l'idée italienne n'a moins de chances de succès. Je suis d'autant plus à mon aise pour le dire que les Italiens les plus sensés, ceux qui connaissent le mieux la question, sont les premiers à le constater.

Ils reconnaissent d'abord qu'il est impossible de conserver la côte dalmate si l'on ne possède en même temps l'intérieur. Si, par conséquent, les Italiens voulaient occuper la Dalmatie, ils seraient nécessairement amenés à étendre leur domination sur tout l'intérieur de la Péninsule. Est-ce possible ? Est-ce raisonnable ? Est-ce à ce résultat que doit conduire la guerre actuelle ?

D'autre part, cette côte dalmate serait inévitablement réduite à la misère, à l'inaction, si elle était séparée de son arrière-pays. La Dalmatie ne peut vivre que par l'intérieur, de même que l'intérieur a besoin de la Dalmatie. Pour se maintenir en Dalmatie, l'Autriche a dû risquer l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, ce qui l'a conduite à la débâcle.

De ce côté, par conséquent, pas de discussion possible.

La situation est tout autre quand il s'agit de l'extrême Nord, c'est-à-dire de la presqu'île d'Istrie. C'est une région mixte. Les Yougoslaves sont la majorité, mais cette majorité est relativement faible et on peut admettre que, dans certains cas, il n'est pas possible d'opprimer une minorité importante et de la sacrifier à une majorité peu considérable.

Commençons par déclarer que les Serbes, quelle que soit

la solution à intervenir, sont résolus, en dépit des suppositions ou des calomnies qui ont été lancées contre eux, à accorder les libertés les plus larges et les plus complètes aux nationalités différentes qui se trouveraient réunies à eux. Les Serbes ont le respect de la liberté ;ils n'ont aucun sentiment d'hostilité contre les Italiens ; ils sont donc résolus à respecter les droits des minorités italiennes qui seraient rattachées à leur État.

D'autre part, il y a, dans cette région, des parties qui sont italiennes et des parties qui sont slaves. A l'ouest de l'Isonzo, surtout sur les deux rives du fleuve inférieur, dans le Monte Falcone ou le Frioul, les Italiens sont en grosse majorité ; les Yougoslaves renoncent sans discussion à ces contrées.

La région orientale de l'Istrie, celle qui se trouve vers les monts Voloska, est purement slave ; il ne semble donc y avoir aucune raison de la disputer à la Yougoslavie. Il y en a cependant une, c'est la raison stratégique. Mais je dois déclarer que je suis résolu à n'y attacher aucune importance. Sous le prétexte qu'on a le droit de se défendre, il n'y a pas de raison pour qu'on n'étende pas son territoire jusqu'aux extrémités du monde. C'est la théorie du glacis, c'est celle que Bismarck invoquait contre nous quand il nous a enlevé Metz et Strasbourg, c'est une raison qu'un peuple civilisé n'a plus le droit d'invoquer. (*Applaudissements.*)

En 1915, l'Italie considérait les rectifications de frontières, sans Pola, comme suffisantes pour la défense contre l'ancienne grande Autriche-Hongrie. D'ailleurs, l'*Epoca*, journal qui passe pour être inspiré par M. Orlando, déclarait au mois de mars 1918 que l'Italie n'avait plus besoin de frontières stratégiques, la conduite de la guerre étant complètement changée : les tranchées et les sous-marins suffisent.

La question ainsi dégagée se réduit à un territoire assez peu étendu : l'Istrie occidentale avec Trieste et, en dehors de l'Istrie, la ville de Riéka ou Fiume.

Riéka est un point sensible. En réalité, les Italiens n'ont aucun droit sur Riéka, ils ne peuvent même pas invoquer ici le fameux Traité de Londres d'avril 1915, puisque ce traité — qui est toujours secret, que nous connaissons par hasard, parce qu'il a été cité à la tribune britannique, que les journaux anglais l'ont publié et qu'après on a permis d'en donner des extraits en France — ce traité ne comprenait pas Riéka dans les territoires abandonnés à l'Italie. Si on y joint le faubourg de Souchak, qui n'est séparé d'elle que par un ruisseau et que les Magyars en avaient détaché pour faciliter leur domination, la population est en majorité slave ; parmi ceux qui se déclarent italiens, beaucoup sont des Juifs, ou des Magyars ; les Italiens d'origine, d'ancienne date, y sont, incontestablement, une faible minorité. Tous, Italiens ou Slaves, ont un trait particulier : ce sont surtout des commerçants ; ils veulent faire leurs affaires et ils sont décidés à se rattacher au pays qui leur offrira le plus sérieux avantage. Or, entre l'Italie et la Yougoslavie, ils n'hésiteront pas. Du reste, les Italiens ne dissimulent pas leurs intentions. Ils déclarent : « Nous voulons Riéka parce que si nous avions Trieste sans Riéka, Riéka ruinerait Trieste ; si nous avons Riéka et Trieste, nous ruinerons Riéka et nous pourrons développer le port de Trieste. » Cette perspective n'est pas de nature à réjouir outre mesure les armateurs et les négociants de Riéka. C'est pourquoi il n'y a à Riéka aucun parti italien.

Le port de Riéka, le grand port de la Croatie, le port futur de la Tchécoslovaquie, a pris un développement très rapide, c'est une ville très prospère grâce aux capitaux, aux armateurs, aux marins dalmates. Ce sont des Dalmates, des

Serbo-Croates qui sont les chefs des grandes compagnies maritimes, qui ont la part principale dans les entreprises les plus actives, et ils ne peuvent prospérer, se développer et grandir que grâce à leurs relations avec l'intérieur.

Pour Trieste et pour l'Istrie, c'est autre chose. Il y a à Trieste un parti qui se dit irrédentiste ; c'est un parti de pure surface qui n'a pas de convictions ardentes en faveur de l'Italie. L'irrédentisme d'ailleurs en Italie n'a jamais été qu'un mouvement extrêmement superficiel, il fait illusion de dehors parce qu'il dispose de quelques journaux qui mènent grand tapage ; il laisse l'opinion absolument indifférente. Je sais par des témoins oculaires la façon dont se préparaient les manifestations en Italie à la veille de la rupture avec l'Autriche, par exemple à Venise.

On nous représente toujours Venise comme passionnée pour l'annexion de Trieste. Les manifestations y étaient organisées par une poignée d'individus que tout le monde connaissait et les choses se déroulaient avec la simplicité et la familiarité italiennes : quelques bandes de gamins de douze à quatorze ans se réunissaient sur la place Saint-Marc et ils commençaient à crier, comme on crie dans le Midi, où il arrive que l'on a plus de voix que de conviction. A côté de ces jeunes patriotes, la population, indifférente, sceptique, poursuivant quelquefois de ses sarcasmes ou de son ironie silencieuse les enthousiastes imberbes ; c'est ainsi, sous l'œil bienveillant de la police, qui sait les moyens d'entretenir cet enthousiasme factice, que se crée peu à peu ce mouvement irrédentiste.

Angello Vivante, un Italien qui a écrit un livre fort intéressant sur Trieste et sur l'Istrie (1), dit que l'irrédentisme italien n'a jamais été qu'une machine de guerre des partis

(1) *L'Irrédentisme adriatique.*

qui cherchaient à créer des difficultés au Gouvernement, et que les manifestations italiennes de Trieste n'ont jamais été que des agitations de surface ou des moyens d'obtenir quelque faveur des autorités viennoises. La fameuse tentative d'Oberdank ne peut être considérée que comme le suicide d'un jeune exalté, qui voyant s'effondrer et disparaître le parti irrédentiste, cherchait à le galvaniser par son dévouement et par sa mort. Il y aurait donc une extrême exagération à prétendre que Trieste demande à être italienne.

Mais puisque nous admettons que nous sommes ici sur un terrain où la discussion est possible, il y a un double moyen d'arriver à une solution : l'arbitrage et le plébiscite. De même que les Serbes acceptaient l'arbitrage du Tribuna de La Haye au moment de la guerre de 1914, de même ils sont disposés à admettre le plébiscite pour cette partie de l'Istrie qui est contestée. Si les Triestins veulent être Italiens, soit. Si, au contraire, ils veulent se réunir à l'État Yougoslave, il faudra tenir compte de leur volonté. Il me semble difficile de respecter plus complètement et plus scrupuleusement les principes du droit des peuples. Les Serbes ont une très grande force, ils ont pour eux, non seulement l'opinion unanime de leur peuple, mais ils ont encore les sympathies de la véritable opinion italienne.

Les chauvins italiens qui essayent de passionner les débats rendent un mauvais service à leur peuple et on éprouve quelque tristesse à voir un peuple qu'on admire et qu'on aime se laisser compromettre par quelques politiciens médiocres ou par quelques agitateurs qui, par mégalomanie, par vanité, par ignorance, jouent son avenir, sa bonne renommée et son influence dans le monde. Les véritables fondateurs de l'Italie, Thommaseo, Mazzini, Cavour, ont reconnu qu'elle devait avoir pour alliés les Slaves du Sud, que sa puissance, son développement, sa richesse, sa pros-

périté à la fois économique et morale étaient étroitement liés au développement de ces populations slaves et à l'amitié qui la rattacheraient à elles ; que ce serait grever d'une hypothèse redoutable la prospérité future de l'Italie, qui peut être si grande, et, en même temps, renier son passé, que de substituer des projets impérialistes et des désirs de conquête à l'idée grandiose, magnifique qui avait inspiré les apôtres du *Risorgimento* et les hommes qui, en 1915, ont amené l'Italie à rompre avec l'Allemagne.

En somme, l'Italie est entrée dans la guerre parce que son intérêt immédiat exigeait que la puissance allemande fût brisée, parce qu'une des premières victimes de la domination allemande aurait été l'Italie elle-même. Sans doute, nous lui sommes reconnaissants, mais ce n'était pas notre affaire qu'elle faisait, c'était sa propre affaire. Elle était la première directement intéressée à ce que l'hégémonie germanique fût anéantie. Même vaincue, la France eût subsisté ; l'Allemagne victorieuse, l'Italie dans très peu de temps serait devenue purement et simplement une principauté vassale. Déjà l'Allemagne était maîtresse de l'industrie, de la finance, du commerce de la Péninsule ; l'Allemagne avait mis la main sur les esprits, elle dominait les Universités, les écoles, elle faisait de cette grande héritière de Rome, de ce peuple destiné à représenter le principe du droit, une esclave de Berlin et des Hohenzollern. N'y avait-il pas là une raison suffisante pour pousser l'Italie à la lutte et la jeter dans le combat ? Ce serait abaisser son âme, renier son action, que de vouloir profiter de nos victoires pour essayer d'enlever aux Yougoslaves les territoires qui leur appartiennent.

Dans tous les cas, je crois que les Serbes, les Yougoslaves, peuvent avoir confiance, ils ont pour eux l'immense majorité de l'opinion italienne. On l'a bien vu au moment où le

président du Conseil, M. Orlando, au Congrès de Rome, a pris nettement position en faveur des nationalités opprimées par l'Autriche-Hongrie. Il a été à ce moment soutenu par les journaux les plus importants, le *Corriere della Sera*, le *Secolo*, le *Messagero*, etc. Si plus tard, d'autres journaux plus tumultueux et plus bruyants, ont réussi à jeter un voile sur la véritable opinion publique, l'Italie, qui a déjà fait preuve de tant de sagesse, saura éviter le piège et se reprendre. En même temps que les sympathies de la véritable Italie, les Yougoslaves ont pour eux aussi la reconnaissance de l'Europe, le souvenir des services qu'ils ont rendus, et enfin, — et ce n'est pas la moindre chose — ils ont aussi leur armée, l'armée de Koumanovo et de la Brégalnitsa, l'armée de la Koloubara, l'armée de Monastir. (*Applaudissements vifs et prolongés.*)

UN LIVRE SUR LES SLOVÈNES

Ivan Krek : *Les Slovènes*, traduit de l'allemand par A. U. (Paris, Alcan, 1917, 85 pages).

L'histoire du livre de Krek est assez curieuse. Vers le milieu de l'année dernière, les Allemands, convaincus que la victoire leur avait définitivement échappé, ont brusquement modifié leur tactique. L'exemple a été donné par Naumann, le célèbre défenseur du Mitteleuropa. Jusque-là, bravement, insolemment, ils avaient affiché leurs intentions, tambouriné à pleine caisse leurs plans qui consistaient à organiser le monde suivant leurs méthodes les plus perfectionnées, laissé aux peuples le choix entre l'extermination et la conversion au germanisme. Tout d'un coup, ils ont rentré leurs serres, rengaîné leurs colères et adouci les éclats de leur voix ; ils menaçaient, ils deviennent doucereux, onctueux, langoureux ; ils forcent leurs lèvres aux sourires ; leurs mains d'étrangleurs se font caressantes ; les tortionnaires rejettent les torches et les bidons empoisonnés et brandissent la houlette pacifique ; les exterminateurs prêchent l'évangile de la réconciliation. D'une voix mielleuse, ils pressent leurs victimes d'accepter de bonne

grâce les remèdes qu'ils leur offrent et qui sont bénins, bénins, bénins : on les soupçonne d'ambition, on leur prête des projets annexionnistes. Pures calomnies, inventées par la méchanceté de Lloyd George ou la perfidie de M. Ribot ! Que veulent-ils ? Le bonheur de leurs voisins. Les Slaves les accusent d'arrière-pensées malveillantes ? C'est qu'ils les ont mal compris. D'un geste concerté, les émissaires de Guillaume II battent leur coulpe, confessent leurs maladresses. — Que voulez-vous ? Ils n'ont pas l'artificieuse perfidie des Latins qui enveloppent de séduisantes formules leurs avidités égoïstes ; candides enfants de l'innocente nature, ils mettent trop de brusquerie dans leurs témoignages d'affection ; mais leur cœur est aussi pur que le ciel de la Grèce par un beau jour de printemps ; ils ne nourrissent pour les Slaves que les intentions les plus bienveillantes et les plus droites ; leur seul désir est de les aider à parfaire leur éducation ; ils leur offrent le secours le plus désintéressé ; ils reconnaissent leurs hautes qualités, l'esprit de travail et de méthode des Tchèques, la bravoure des Serbes, leur ténacité et l'ardeur de leur patriotisme, la fidélité des Croates et des Slovènes à leur langue, qui est presque égale à celle des Allemands eux-mêmes. Réconcilions-nous. Unissons-nous dans un travail fécond ; associons-nous dans un commun effort où chacun conservera sa complète autonomie.

Mais les dizaines de milliers de cadavres qui pourrissent dans les cimetières de Dalmatie, de Bosnie, de Slavonie, les victimes innocentes que vous avez envoyées à la mort, les femmes que vous avez insultées, les enfants que vous avez assassinés, les trésors que vous avez irréparablement détruits, les souvenirs sacrés que vous avez déshonorés ! — Fâcheux malentendu ! Erreur regrettable ! Jetons un voile et passons l'éponge. Le malheur, c'est que nous ne nous connaissons

pas mutuellement. Pour éviter le retour d'incidents aussi pénibles, travaillons à dissiper l'ignorance populaire.

Dans cette intention, quelques éditeurs, empressés à suivre les conseils partis d'en haut, se sont adressés à un certain nombre d'écrivains slaves et les ont priés de parler aux Allemands de leurs concitoyens. Si l'on veut mon opinion vraie, ces écrivains slaves auraient mieux fait de décliner l'appel qui leur arrivait ; aux invites des Hohenzollern et de leurs complices, une seule réponse convient, celle des Russes, qui crachent et se détournent ; j'ai reconnu en tout temps au patriotisme le droit d'être exclusif et ombrageux ; aujourd'hui, la moindre compromission avec l'Allemagne nous inspire un insurmontable dégoût. Avouons cependant que les Slaves qui n'ont pas repoussé la tâche qu'on leur proposait peuvent invoquer des circonstances atténuantes. D'abord, la discrétion excessive des Alliés qui s'enveloppent trop souvent de formules sibyllines et qui encore aujourd'hui n'osent pas parler franchement de la destruction de l'Autriche. Dans ces conditions, eût-il été sage de rompre les ponts ? Après tout, puisque l'occasion s'offrait de rendre témoignage à leur peuple, pourquoi les patriotes slaves se seraient-ils abstenus ? — C'est ainsi que M. Krek, député de la Carniole au Reichsrat et un des principaux chefs du parti catholique slovène, a écrit pour les Allemands un livre sur les Slovènes. Il n'a pas eu beaucoup à se féliciter de sa bonne volonté. Bien qu'avec une humilité un peu excessive il eût évité avec soin les questions scabreuses, son essai n'a pas eu l'heur de plaire à la censure ; il a été saisi d'abord pour la durée de la guerre, et plus tard d'une façon définitive. Logique allemande ! Au moment où ils prétendent ramener les Slaves, il suffit qu'un écrivain en parle sans injure pour que son impartialité le désigne à la vindicte publique.

Quelques-uns de mes collaborateurs de la *Nation Tchèque* m'avaient parlé de l'opuscule de M. Krek avec de grands éloges. Je l'avais lu sur leur conseil et j'avais eu le regret de ne pas partager leur opinion. Je viens de le relire dans la traduction française et je continue à ne pas être tout à fait satisfait de cette esquisse.

Il est vrai que la traduction n'est pas très heureuse. Je suis choqué par la maladresse de certaines phrases. « Au milieu du bassin, il y a un reste de l'époque glaciaire, le lac silencieux de Bohiny (Wodein) qui incite tant aux méditations » (p. 23) ; « La construction des voies ferrées a fait dans ces dernières années des progrès très rapides, bien que, comme il va de soi, la formation montagneuse du pays ait créé beaucoup d'obstacles » (p. 25). D'autres passages sont incompréhensibles : « Il va de soi que nous ne donnons pas Trieste comme un facteur compétent et nous ne le citons que pour être complets ». — « Les chiffres ne sont pas si élevés dans la région des Sudètes en Allemagne, mais dans les derniers temps ils ont fait des progrès rapides. » Parmi les mines de mercure, Idria, « avec son extraction de 800 tonnes par an, occupe la deuxième place en Europe et prend part pour 50 % dans la production mondiale ». — Comment Idria peut-elle fournir la moitié de la production totale du monde et n'avoir que la seconde place en Europe ? — « Le défaut des conditions de perfectionnement fait que cette industrie attend encore une évolution dans le sens d'amélioration et de raffinement ». Nous ne sommes pas habitués à appeler l'époque de la philosophie : l'ère de l'éclaircissement, et bien que je n'éprouve qu'une sympathie modeste pour Kopitar, je trouve qu'on lui fait tort en nous disant qu' « il écrivit, à la base de la langue populaire, une excellente grammaire slovène ». Il n'est pas correct d'écrire : l'état s'empire, etc., etc. — Je regrette d'être obligé d'attrister

le traducteur qui est évidemment un homme de bonne volonté, et un vieux professeur tel que moi ne s'expose pas sans tristesse au reproche de pédantisme, qui ne me sera pas épargné. Mais il s'agit d'une question de principe et de méthode. Le français est un instrument précieux et délicat, qui a été lentement façonné par des maîtres ouvriers et que nous n'avons pas le droit de laisser déformer. On nous invite beaucoup pour le moment à nous américaniser et à renier nos traditions ; j'avoue qu'elles ne sont pas également excellentes et surtout je reconnais que, dans beaucoup de cas, nous en avons perdu le véritable sens. Est-ce à dire que nous devions rompre avec notre passé, renoncer à nos qualités essentielles, répudier les vertus et les qualités qui ont établi notre influence ? Le lecteur français est exigeant et difficile ; il a un sens naturel de la justesse de l'expression et de l'harmonie de la langue ; quand on choque son goût, il se défend par l'abstention et l'oubli. Pour retenir son attention et conquérir sa sympathie, il ne suffit pas d'avoir raison ; il n'est jamais tout à fait convaincu s'il n'est pas un peu charmé. Ce sont des défauts, si l'on veut ; libre à nos ennemis de nous en railler. Ils ne nous convertiront pas et ce serait dommage.

En lui-même, le livre de M. Krek n'a rien qui doive séduire : assez mal composé, il a trop l'apparence d'un article de dictionnaire. Je sais bien qu'en pareille matière la tâche de l'écrivain qui essaye de nous faire connaître un peuple dont nous ne savons à peu près rien, pas même la place qu'il occupe sur la carte, est ardue et délicate ; comment donner au lecteur la sensation d'une vie intellectuelle intense, sans multiplier les noms ; mais ces noms qui ne représentent rien, se perdent alors dans un fouillis obscur et ne laissent aucune trace dans la mémoire. Dans un ouvrage de propagande destiné au grand public, il importe peu d'être complet

et un auteur adroit se résignera à des coupes sombres ; il supprimera sans pitié les écrivains de second ordre, fussent-ils de ses meilleurs amis et ne citera que quelques noms vraiment représentatifs. En revanche, il s'efforcera de marquer de traits distinctifs les rares élus qu'il retiendra, analysera leurs principales productions et appuiera ses jugements de citations probantes.

M. Krek n'est évidemment pas un maître dans l'art de la vulgarisation. Tel qu'il est cependant, son essai rendra quelques services. Jetés par un destin hostile à l'extrême avant-garde des Yougoslaves, menacés par les Allemands dans la Styrie et la Carinthie et par les Italiens en Istrie et sur le littoral de l'Adriatique, les Slovènes occupent une des régions dont le sort sera le plus discuté après la guerre. Leurs désirs sont certains et ils les ont manifestés à de nombreuses reprises de la manière la plus formelle. Trop faibles pour constituer un État indépendant, — ils sont tout au plus 12 à 1.500.000. — rattachés d'ailleurs aux Croates et aux Serbes par leur origine, leur passé et leur langue, — le slovène est un simple dialecte croate, et la fusion littéraire avec les Serbes serait depuis longtemps accomplie sans les résistances du gouvernement viennois, — ils demandent à être réunis au futur royaume serbo croate. Par leur esprit de méthode, leur application, leurs remarquables aptitudes commerciales, ils y deviendront un élément de stabilité et de richesse. Depuis dix siècles, ils supportent sans faiblesse l'assaut des innombrables colonnes d'attaque de la Germanie ; depuis la guerre, ils ont donné des preuves multiples de leur ardente sympathie pour la cause des alliés ; les persécutions terribles auxquelles ils ont été soumis n'ont ni ébranlé leur courage, ni affaibli leur foi. Lors des dernières séances du Reichsrat, leur représentant Korochetz a vaillamment réclamé son poste de combat à côté des

Tchèques et, malgré les hurlements des groupes allemands, il a demandé sans ambages la réunion dans un même État de toute la race serbo-croato-slovène. Leurs vœux sont conformes à la justice et aux principes du droit moderne. Ils ne réclament que leur dû et ils se déclarent prêts à accepter sans réserves la décision d'un plébiscite loyalement pratiqué. Quels sophismes invoquera-t-on contre eux ? J'espère du moins que, dans les pays de l'Entente, il ne se trouvera pas un diplomate assez mal avisé pour opposer à leurs revendications légitimes les pauvres arguments d'un impérialisme suranné. Leur cause eût pu être mieux défendue ; mais elle est bonne et c'est tout de même l'essentiel.

LA PHYSIONOMIE MORALE DES BULGARES [1]

Dans une de ses dernières séances, la Chambre s'est occupée de la diplomatie française, de ses méthodes qui ne sont pas toujours appropriées aux besoins nouveaux, de son personnel qui est un peu trop fermé à l'esprit moderne et se défie des principes ou plus exactement des mœurs démocratiques. Le débat, qui était indispensable, a été fort brillant. M. Georges Leygues, qui préside avec tant de bonne grâce et d'autorité la Commission des affaires extérieures, a amorcé la discussion en lui imprimant ce caractère de haute courtoisie et de discrète précision que l'on regrette de ne pas trouver plus souvent dans les discussions parlementaires ; sans méconnaître la bonne volonté générale de nos représentants au dehors et le rare mérite d'un petit nombre d'entre eux, il a indiqué la nécessité de modifier dans une assez large mesure l'esprit de la Carrière. La Chambre, dont il traduisait visiblement les idées, l'a écouté avec une sympathie manifeste et elle a paru éprouver un sensible plaisir à retrouver en lui un des plus

[1] Paru dans *Le Monde Slave*, novembre 1917.

remarquables représentants de la grande tradition républicaine ; M. Leygues est un fin lettré, et il apporte à la tribune quelques-unes des plus précieuses qualités de l'esprit français, la mesure et l'élégance, la clarté de la pensée et la grâce de l'expression.

Les orateurs qui lui ont succédé à la tribune n'ont pas été moins bien inspirés. M. Ribot est depuis lontemps l'honneur et la parure de nos assemblées ; il perpétue dans notre ère démocratique la lignée de cette grande bourgeoisie française, qui, un peu timide peut-être dans ses allures, un peu fermée à l'appel de l'avenir, garde dans la politique, les affaires et la vie privée le respect d'elle-même et qui, au milieu d'une époque de laisser-aller moral, d'entreprises hasardeuses et de relations risquées, conserve précieusement, avec le souci de sa dignité personnelle, le dépôt des vertus sévères qui forment la couronne d'un peuple et la solidité d'un pays. Lettré de grande marque, liseur acharné, M. Ribot a trouvé le meilleur moyen de résister à la vieillesse : l'obstination dans le travail ; du haut de sa grande taille et de ses soixante-quinze ans — il est né en 1842 — il domine son auditoire, qui, même quand il n'est pas absolument convaincu par ses paroles, hésite à l'avouer en face de ce robuste vieillard qui n'a jamais donné que de bons exemples, entre autres celui de savoir durer. M. Ribot avait ce jour-là la partie belle, et il l'a constaté avec une bonne grâce qui n'était pas sans malice. Les interpellateurs avaient en effet mis tant d'indulgence dans leurs critiques et enguirlandé leurs plaintes de si délicats compliments que le ministre n'avait aucune peine à repousser des critiques si aimablement présentées.

Déjà M. Leygues n'avait pas été bien dur et, s'il prenait place à son tour dans ce célèbre bureau du quai d'Orsay où, à ce qu'on affirme, fréquente encore l'esprit de M. de Ver-

gennes, aucune alarme intempestive ne troublerait l'âme de ses subordonnés. M. Briand a quitté depuis trop peu de temps le pouvoir pour ne pas garder dans toute sa fraîcheur la mémoire des agréables rapports qu'il a entretenus avec son personnel et il est monté au Capitole en conduisant d'une main légère et nonchalante le quadrige des frères Cambon et de MM. Barrère et Jusserand. On s'est félicité que le navire de l'État fût dirigé par des pilotes aussi expérimentés que clairvoyants ; on s'est congratulé ; — une vraie séance Lamourette.

Ces intermèdes de répit sont agréables, ils rappellent le Grand siècle et la Comédie-Française, et ils ne sont même pas complètement inutiles ; il est regrettable que l'on ne parle jamais que de nos échecs et de nos défauts, et, en dépit de l'opinion courante, nous ne sommes pas uniquement gouvernés par des sots, des viveurs ou des concussionnaires. Il suffit de se rappeler le *Livre Jaune* pour être reconnaissant à M. J. Cambon du calme et de la dignité qu'au milieu de ses angoisses de patriote il a conservés pendant les terribles semaines qui ont précédé la rupture ; il a prononcé tous les mots qui devaient être dits, il y a mis l'accent nécessaire, et ses conversations avec M. de Jagow devraient être connues de tous nos collégiens. M. Briand était sûr de récolter les applaudissements unanimes de l'Assemblée en affirmant que, dans les circonstances graves, nos intérêts étaient confiés à des mains expertes et sûres.

Les amis d'un député de la Constituante lui reprochaient un jour d'avoir voté, en dépit de ses promesses formelles, une résolution qui avait été défendue par Mirabeau ; ils excusaient cependant sa palinodie par l'action qu'avait exercée sur lui la parole du grand orateur. — « Que diriez-vous donc, reprit le député, si vous aviez entendu le monstre lui-même ? » — M. Briand ne s'offusquera pas si j'ose évo-

quer à son propos le souvenir de Mirabeau, qu'il rappelle par plus d'un côté. Il lui ressemble dans tous les cas par le charme qui se dégage de sa personne, et ses ennemis les plus acharnés évitent d'ordinaire de l'attaquer en face. Ceux qui ont eu le malheur — ou la chance, comme on voudra, — de ne pas l'entendre l'autre jour, et qui ont conservé ainsi quelque liberté de jugement, ont regretté que son intervention ait fait dévier le débat. Que la Carrière compte nombre d'hommes distingués, personne n'a jamais songé à le nier et j'en connais pour ma part quelques-uns que je regarde comme des esprits vraiment supérieurs. Il s'agit seulement de savoir s'ils occupent toujours la place que leur assigne leur mérite, si les nominations ne sont pas trop souvent déterminées par des raisons secondaires et accessoires ; leurs rapports sont-ils toujours lus aussi avec l'attention nécessaire et leurs avertissements sont-ils écoutés ? Leurs instructions sont-elles parfaitement cohérentes et précises ? Certaines traditions regrettables ne leur imposent-elles pas un travail excessif et inutile ? Ce ne sont pas les individus qu'il conviendrait de changer, ce sont les méthodes qu'il importerait de modifier.

Pour ne prendre qu'un exemple, mais qui est typique, les laïques admettent difficilement que les diplomates soient comme les vins, qui, si nous en croyons la légende, gagnent à voyager. On a conservé au Quai d'Orsay les habitudes surannées ; les jeunes gens qui se destinent à la diplomatie sont en général fort bien préparés à leur tâche ; ils étudient avec ferveur les livres d'Albert Sorel, et je ne saurais que les en louer. Peut-être cependant ne se rendent-ils pas un compte bien exact des énormes changements qui se sont accomplis depuis 1789 et même depuis 1848. Le monde des Vergennes, des Talleyrand, des Nesselrode et des Metternich était un microcosme ; la politique était diri-

gée par quelques coteries d'aristocrates qui constituaient comme une famille assez étroite ; on s'y disputait avec âpreté et on aimait à s'y tendre des pièges ; mais les querelles et les réconciliations s'y déroulaient suivant un protocole uniforme et d'après des règles immuables. Il n'y avait à ce moment aucun inconvénient à ce qu'un ambassadeur passât de Stockholm à Constantinople, ou de Madrid à Munich ; quelques mois lui suffisaient pour se mettre au fait des intrigues locales, apprendre la valeur de la tabatière qui amadouait la vertu du favori et savoir si la maîtresse du souverain préférait les diamants ou les perles. — Ils étaient semblables, si l'on me permet cette comparaison irrévérencieuse, aux voyageurs des wagons-lits qui, de Paris à Constantinople ou à Vladivostok, mangent le même menu et jouent au bridge avec les mêmes partenaires.

Aujourd hui personne n'ignore que les hommes d'État sont de mœurs plus sévères, et les sceptiques les plus invétérés qui seraient tentés de mettre en doute cette hausse de la vertu avouent que, même dans les pays les plus autoritaires, le pouvoir des ministres et des maîtresses est moins libre et moins illimité que jadis. L'entrée en scène d'un acteur nouveau a bouleversé les règles conventionnelles du jeu : le peuple, avec ses instincts primordiaux, ses passions simplistes, ses colères et ses besoins ; les intérêts économiques ont pris une place qui, pour n'être pas aussi prépondérante que le soutiennent les apôtres du matérialisme historique, est cependant considérable. Un diplomate, si éminent qu'il soit, ne rendra aucun service s'il ne demeure pas assez longtemps dans un pays pour en connaître et en comprendre les caractères essentiels, en constater directement l'évolution et distinguer, au-dessous des agitations de surface, les courants durables et profonds. Comment y parviendra-t-il s'il n'en comprend pas la langue ? Le public a

ainsi quelque peine à admettre qu'un diplomate qui a par exemple rendu de grands services à Belgrade — je cite un nom au hasard — soit par là même désigné pour défendre nos intérêts à Pékin.

L'erreur capitale des hommes qui sont à la tête de notre diplomatie, c'est que, malgré l'évidence, ils se refusent à croire à l'avènement de la démocratie ; ils continuent comme jadis à supposer que l'on conduit le monde par l'intrigue, ils confondent les Cabinets avec les nations et les couloirs des Chambres avec l'opinion publique,— qui sont deux choses différentes, pour ne pas dire opposées. Je ne nie pas que leurs manœuvres souterraines et leurs pourparlers clandestins puissent obtenir quelques succès apparents, mais ces succès sont éphémères, et, dès qu'une question grave surgit, leurs habiletés mesquines sont emportées comme un fétu par l'insurrection des âmes. On a souvent remarqué que le gouvernement prussien n'a tiré en somme qu'un assez médiocre profit de son système d'espionnage, si admirablement organisé qu'il fût, ou même qu'il a été complètement trompé par ses renseignements, qui étaient cependant véridiques et sincères. Pour me servir du proverbe allemand, les arbres l'ont empêché de voir la forêt : il n'a prévu ni l'intervention de l'Angleterre, ni le soulèvement unanime de la France, ni l'entrée en scène de l'Italie et de la Roumanie, ni la déclaration de guerre du Président Wilson. Ces fâcheuses expériences n'ont pas corrigé nos voisins ; avec leur obtuse opiniâtreté ordinaire, ils poursuivent méthodiquement leur petit travail de machiavélisme enfantin et enchaînent laborieusement les mailles de leur filet ; ils n'ont pas encore compris que les Alliés, après avoir tout fait pour éviter la guerre, sont résolus à la pousser jusqu'à la victoire absolue et définitive et que l'homme d'État le plus populaire ne serait plus qu'un aventurier isolé, s'il

essayait de parler de paix avant l'écrasement complet de nos adversaires.

Il est plus étrange que chez nous quelques attardés, captifs de préjugés frivoles ou de vaines considérations théoriques, s'imaginent encore, tout en reconnaissant que les Alliés forment un bloc indissoluble, qu'il est possible de diviser nos adversaires. De temps en temps reviennent ainsi sur l'eau des projets de négociations séparées avec l'Autriche ou avec tel ou tel autre des complices de Guillaume II. L'événement aurait dû cependant apprendre à ces incorrigibles maquignons ce qu'il en coûte de s'abandonner à de folles chimères. Le temps des ménagements et des distinctions est passé, et nous n'avons d'autre règle à suivre que celle, fort simple, qu'a posée M. Gauvain et qui lui a permis de signaler dès les premiers jours à notre diplomatie les écueils qui sillonnaient les chenaux où elle s'aventurait imprudemment : combattons sans pitié nos ennemis et soutenons nos amis sans arrière-pensée et de toutes nos forces.

~

Pour avoir cherché le plus fin, nous avons laissé à la Turquie le temps de se joindre à nos adversaires et nous avons favorisé l'écrasement de la Serbie. Les renseignements que la censure a laissé filtrer semblent permettre de supposer que, dans les fautes impardonnables qui, en 1914 et en 1915, ont été commises dans la Péninsule des Balkans, les responsabilités les plus graves ne reviennent pas à la France. Nos hommes d'État, cependant, se sont-ils gardés dès les premiers jours d'illusions que nous avons payées cher et qui n'auraient pas approché de leur esprit s'ils avaient été mieux instruits et plus perspicaces ? Les avertissements ne leur avaient pas manqué et il était manifeste

pour quiconque connaissait tant soit peu l'atmosphère de Sofia et les personnes qui y dirigeaient les affaires, que la Bulgarie se déclarerait contre nous, dès que les circonstances lui paraîtraient favorables. On ne pouvait agir sur les Bulgares et sur leur prince que par la menace et la peur ; la moindre marque de bienveillance était considérée par eux comme un signe de faiblesse et chacune de nos concessions resserrait davantage les liens qui les rattachaient à l'Allemagne. La postérité s'étonnera de notre longanimité vis-à-vis de leurs rebuffades, de la candeur infinie de nos espérances, comme elle demeurera stupide des sympathies bizarres qui leur restent fidèles après leurs actes réitérés de perfidie, les odieuses insultes dont ils nous ont abreuvés et les infamies dont ils se sont souillés sur les territoires envahis.

Les peuples comme les individus sont capables de folies et de crimes, et il ne suffit pas pour les ramener à la raison et à la justice de leur adresser d'éloquentes exhortations. Les fautes commises doivent être châtiées, et la souffrance seule réveille chez les coupables la conscience endormie. Les Bulgares ne viendront à résipiscence que quand ils auront subi la dure leçon de l'adversité. Comme les Allemands, si la guerre finissait avant leur défaite radicale et s'ils gardaient un seul village du sol qu'ils ont traîtreusement conquis et abominablement exploité, ils se croiraient justifiés par le succès.

La seule excuse qu'il soit possible d'invoquer en leur faveur, c'est qu'ils ont été encouragés dans leurs desseins par la longanimité béate des Alliés et les concessions réitérées que nous leur avons bénévolement offertes. Elles les ont ancrés dans l'opinion que la force est la raison suprême et que les relations entre les peuples ne doivent être déterminées que par l'égoïsme le plus bas et l'ambition la plus

éhontée. On n'a jamais désarmé un voleur de grand chemin en lui abandonnant la moitié de la bourse qu'il vous réclame le poignard sur la gorge ; le seul procédé raisonnable est de le prévenir à temps et de lui saisir le bras avant qu'il vous ait frappé. Au début des hostilités, après les premières victoires des Serbes, les Alliés étaient maîtres de la situation et ils étaient en état de dicter leurs conditions. Du moment où ils ont consenti à discuter avec le cabinet de Sofia des réclamations qui ne se fondaient sur d'autre titre que la rapacité et la haine,la partie était perdue pour eux. Ils ont persisté, cependant, dans des pourparlers sans issue, avec un aveuglement qui aujourd'hui nous cause une véritable douleur. Ils ont fermé les yeux aux signes les plus éclatants, ils n'ont pas voulu entendre les aveux des Bulgares qui ne faisaient pas mystère de leurs véritables intentions et leur crachaient au visage leurs sarcasmes furibonds.

L'histoire de ces négociations ne saurait être faite d'une façon définitive tant que les archives n'ont pas révélé leurs secrets. Les Alliés auraient été bien inspirés d'en publier les pièces principales ; elles ne feraient probablement aucun honneur à leur perspicacité ; du moins elles montreraient jusqu'à quel point ils ont poussé leur débonnaire esprit de conciliation et elles mettraient fin une fois pour toutes aux tentatives de justification où se hasardent encore quelques traînards isolés, incapables de s'affranchir de leurs premières erreurs.

~

Dans le silence où s'abrite la déconvenue des Cabinets, un assez grand nombre de brochures et de livres nous ont apporté de précieuses indications, grâce auxquelles nous arrivons à nous faire une idée assez juste et assez précise

des événements qui ont précédé l'invasion de la Serbie par les Bulgares.

M. Seton-Watson, qui a consacré sa vie à l'étude des questions yougoslaves et dont l'autorité est universellement reconnue, dans son remarquable ouvrage — *The rise of nationality in the Balkans*, 1917, — et M. Vladislav Savitch, qui a vu les choses de près et dont le livre — *The reconstruction of south-eastern Europe* — nous apporte l'impression directe des événements, nous avaient fait connaître déjà les faits essentiels qui expliquent la catastrophe de 1915. — La question même des rapports de la Bulgarie avec les Alliés vient d'être reprise avec plus de détails dans deux brochures d'une solide documentation et d'une irréfutable force de déduction. M. de Sokolovitch, dont nos amis ont lu ici même l'éloquent appel à la Russie, a réuni les articles qu'il avait donnés à la *Revue d'histoire diplomatique* : *Le mirage bulgare et la guerre européenne*. Pour quiconque sait lire, il est évident que le pseudonyme de Sokolovitch cache un témoin qui a été à même, de par sa situation, de connaître au jour le jour la suite des erreurs commises par l'Entente ; son témoignage a une double valeur, parce qu'il joint à l'expérience de l'homme d'État la méticuleuse et méthodique conscience d'un érudit de profession. Son travail, qui a plutôt un caractère général et psychologique, est très heureusement complété par la brochure de M. Dimitrievitch : *L'Alliance de la Bulgarie avec la Germanie devant le jugement de la Russie libre* ; *Faits et Documents* (en russe), Petrograd, 1917. Écrite avec une extrême modération de forme, appuyée sur des textes authentiques, elle forme contre le Cabinet de Sofia le plus terrible et le plus probant réquisitoire. A côté de ces ouvrages essentiels on trouvera nombre de renseignements curieux dans les volumes d'Henri Bonnet, *Les dessous de la politique en Orient*, traduit de l'an-

glais, Paris, 1914 —, et de Harry Sturmer, *Zwei Kriegsjahre in Konstantinopel*, Lausanne, 1917 (1).

La liste pourrait être facilement allongée. Je me bornerai à citer encore trois noms, mais de premier ordre.

D'abord une courte brochure de M. Yakchitch, *La Bulgarie et les alliés*. La brochure de M. Yakchitch, qui avait d'abord paru dans la *Revue hebdomadaire*, ne compte que 47 pages, elle est composée presque exclusivement de textes ; elle n'a qu'un défaut, c'est qu'elle est trop mince et qu'on ne la retrouve pas facilement dans les rayons d'une bibliothèque. Après l'avoir lue, il ne saurait rester aucun doute dans l'esprit : dès les premiers jours de la guerre, la Bulgarie avait lié partie avec Vienne et Berlin et les négociations qu'elle a traînées en longueur n'ont jamais eu d'autre but que de lui permettre de choisir le moment favorable pour l'attaque qu'elle préméditait.

C'est que, depuis 1886, la diplomatie de Sofia n'était plus que l'instrument du Ballplatz, et Ferdinand de Cobourg n'a jamais été que le fourrier de la pénétration germanique dans les Balkans. Au moment où la plus grande partie de la presse française, habilement travaillée par les agents de Sofia, chantait à pleins gosiers les louanges du petit-fils de Louis-Philippe et où, avec des larmes dans la voix, elle nous dépeignait la petite bourse d'argent dans laquelle il conservait pieusement quelque poussière du sol français, un journaliste éminent, M. Gauvain, qui joint à une rare clarté de

---

(1) En dehors de ces ouvrages écrits dans un esprit favorable aux Alliés, il ne sera pas inutile de consulter quelques ouvrages allemands, Franz Koehler, par exemple, *Der neue Dreibund*, 1915, ou Dr A. Ritter, *Berlin-Bagdad, 1916*, et Rudolf Wahn *Der Weltkrieg, 1914-1916, und sein Zusammenhang mit der Orient-Krise*, 1916.

vues le plus haut courage moral et que ses remarquables campagnes classent hors de pair au premier rang des publicistes contemporains, nous mettait en garde contre les illusions dangereuses où nous nous abandonnions. Nous espérons qu'après la paix M. Gauvain publiera ceux de ses articles, — fort nombreux —, qui ont été interdits par la censure ; l'opinion constatera alors quel abus déplorable nos ministres ont fait d'une institution qui n'avait été établie que dans l'intérêt de la Défense nationale et qui a été lamentablement détournée de son but ; elle s'étonnera de la rigueur insensée avec laquelle on a traité un homme dont la pénétration et la modération sont hors de discussion, et elle les comparera avec l'étrange complaisance dont ont bénéficié le *Bonnet Rouge*, la *Tranchée républicaine*, l'*Union des Métaux* et les abominables factums du Comité pour la reprise des relations internationales. La France et même l'Europe auront alors le devoir de demander un compte sévère aux hommes qui ont poussé l'impéritie ou la faiblesse jusqu'à un point où elles se confondent avec la trahison.

La censure, quelle que fût son impitoyable vigilance, n'avait pas heureusement le pouvoir de supprimer le passé et, si elle empêchait M. Gauvain d'instruire et d'avertir chaque jour ses lecteurs, ses études précédentes suffisaient à quiconque sait tirer d'expériences récentes les enseignements qu'elles contiennent ; par une analyse méthodique des mobiles qui avaient jusqu'alors dirigé la politique des Bulgares, il criait casse-cou à nos diplomates qui espéraient les amadouer en les courtisant. Avertissements d'autant moins négligeables que les faits en avaient vérifié la valeur. Il est bien rare que des recueils d'articles conservent encore quelque intérêt plusieurs années après le moment où ils ont été écrits. *L'Europe avant la guerre* (Paris, Armand Colin, 1917), où M. Gauvain a réuni ses chroniques de la *Revue de*

Paris de 1911 et 1912, et *L'Europe au jour le jour* : I. *La Crise bosniaque* (éditions Bossard, 1917), où il a rassemblé ses principaux articles du *Journal des Débats* pendant les années 1908-1909, demeurent des documents essentiels que l'on consultera longtemps et que l'on méditera comme nous méditons aujourd'hui les *Mémoires* de Mallet du Pan sur la Révolution Française ou les *Lettres* de Joseph de Maistre sur l'état de la Russie au début du XIX^e^ siècle.

C'est que M. Gauvain se place loyalement en face des faits et des hommes, et il ne se laisse pas décevoir par les mots quand ces mots sont démentis par les réalités et contraires à la tradition entière d'un peuple. Il n'a pas la naïveté de supposer qu'un figuier longtemps stérile va tout à coup se couvrir d'une abondante floraison de fruits et il attache aux promesses d'un Bethmann-Hollweg, d'un Cobourg, ou d'un Radoslavov leur importance réelle, qui est égale à zéro. Il sait que les caractères ne se modifient que lentement sous la pression de circonstances impérieuses et que, si le pécheur s'est repenti sur la croix, c'est qu'il n'avait plus guère d'autre ressource.

Non pas que nous croyions à une sorte de fatalité qui condamne certains peuples au vice et à la perdition éternelle ou que nous entendions frapper les Bulgares d'une indélébile flétrissure. Rien n'est plus loin de notre pensée. Même parmi les Serbes, qui nourrissent contre leurs bourreaux les ressentiments les plus légitimes et qui ne sauraient sans déchéance oublier leurs griefs, nombreux sont ceux qui entrevoient, dans un avenir lointain, une réconciliation durable entre les Slaves de la Péninsule. Il est possible comme il est désirable que la Ligue balkanique, dont la durée a été si courte et la destinée si tragique, se reconstitue un jour sur des bases plus solides et dans un sincère esprit d'égalité et de fraternité. Le temps est galant homme et

tout vient à point à qui sait attendre. A vouloir précipiter les choses on compromet le succès.

Aujourd'hui le tempérament des Bulgares, la nature de leurs institutions, leur éducation politique et leurs traditions anciennes et récentes les rattachent indissolublement à nos adversaires, comme ils les ont jetés dans leurs bras. M. Victor Kuhne nous l'a montré dans son livre *Les Bulgares peints par eux-mêmes. Documents et commentaires.* (Lausanne et Paris, Payot, 1917).

M. Victor Kuhne appartient à la vaillante phalange des écrivains suisses qui, dès le début des hostilités, ont éprouvé une généreuse indignation en face de la brutale provocation de l'Autriche. Son livre : *Ceux dont on ignore le martyre*, (Genève 1917) est un implacable réquisitoire contre l'imbécile férocité des Habsbourgs et, avec M. le professeur Reiss de Lausanne, qui, le premier, a dénoncé à l'indignation de l'univers et établi sur des preuves irréfutables les procédés barbares de l'invasion austro-magyare, nul n'aura plus contribué à rendre impossible le maintien de cette monarchie danubienne qui a si odieusement failli à la tâche d'union et de paix que lui désignait sa situation et qui, fondée sur la fourberie et le mensonge, ne s'est maintenue que par les faux, les procès criminels et les pendaisons. Le nouvel ouvrage de M. Kuhne — et de là vient sa valeur durable — est une compilation où l'auteur a réuni une masse énorme de textes, empruntés surtout aux sources bulgares, et qui nous permettent de nous faire une idée exacte du caractère actuel du peuple et de ses chefs. La lecture en est pénible, comme est pénible et triste la visite d'un hôpital d'aliénés, et il n'a pas fallu à M. Kuhne un médiocre courage pour se condamner pendant des mois à entasser et à classer ces documents. — Grâce à son labeur acharné, devant nous se dresse en pied l'image de la Bulgarie contemporaine, avec

sa férocité bestiale, son orgueil sans limite, sa fourberie native, son mépris de l'idéal.

En lisant le livre de M. Victor Kuhne, nous revivons vraiment la grande tragédie biblique : « Et l'Éternel dit à Caïn : « Où est Abel, ton frère ? — Et Caïn répondit : « Je ne sais. Suis-je le gardien de mon frère ? »

I

Diverses raisons me paraissent expliquer la faveur aussi anormale que persistante dont les Alliés ont poursuivi la Bulgarie et leur obstination à interpréter sa conduite dans le sens le plus favorable, alors même qu'elle étalait avec une impudence provocante ses sympathies tourano-germaniques.

En premier lieu, une analyse fausse et une sorte d'adoration fétichiste du principe des nationalités.

Dans son récent article sur l'Ukraine, M. Pierre Chasles a déjà attiré l'attention sur ce point. Il est nécessaire d'y revenir, parce qu'il importe que nous voyions clair dans nos propres idées et que, puisqu'il s'agit d'un des dogmes essentiels de notre programme, nous en fixions nettement la valeur et le sens.

Un des traits distinctifs et une des qualités les plus généralement reconnues de l'esprit français, c'est le bon sens et la modération. A l'opposé des Allemands qui, après avoir posé un axiome transcendental, le plus souvent sans le vérifier, en tirent intrépidement les conclusions extrêmes sans se laisser effrayer par leur absurdité évidente, et qui construisent le monde par déduction, nous préférons d'habitude la méthode empirique et nous acceptons les leçons de l'expérience qui nous enseigne que la vie n'est qu'une

suite de transactions et de compromis. Réserve infiniment sage et conception parfaitement raisonnable ! — Il nous arrive malheureusement quelquefois de nous laisser prendre au sophisme de nos voisins et de nous égarer à leur suite dans des sentiers moins sûrs. Par réaction contre les abus de la politique du XVIII^e siècle, qui n'admettait d'autre règle que les convenances des princes, et contre les décisions malheureuses du Congrès de Vienne qui avait fait litière des aspirations populaires, l'idée de nationalité est devenue l'objet d'un culte superstitieux, particulièrement chez nous et dans les classes d'une instruction superficielle ; elles y ont vu une sorte de panacée facile à appliquer et d'un effet également sûr dans les cas les plus divers ; elles l'ont interprétée dans le sens le plus étroit et le plus grossier, elles l'ont faussée et avilie en la matérialisant. Il n'est que temps de réagir contre ces imaginations enfantines et simplistes. L'ethnographie et la grammaire sont des sciences parfaitement respectables, bien que leurs arrêts ne soient pas toujours au-dessus de la discussion, et il convient de tenir grand compte de leurs conclusions, à condition qu'elles ne prétendent pas à une souveraineté tyrannique. Après tout, l'ethnographie n'est qu'une branche de la géographie humaine et il serait absurde de tracer une carte nouvelle du monde uniquement d'après les différences dialectales. Le climat, l'orographie, la direction des rivières et les conditions économiques qui résultent de la géographie physique sont des facteurs qui ne sauraient être négligés.

Les avocats des Bulgares n'ont à la bouche qu'un sempiternel argument : au traité de Bucarest (1913), les Alliés ont consenti qu'on enlevât aux vaincus la Macédoine que la Providence leur réservait pour les consoler de la perte de leurs déclinaisons (1). Qu'ils se fussent rendus coupables

(1) De toutes les langues slaves, le bulgare est la seule qui

d'une agression traîtresse, peu importe ; la grammaire est supérieure à la morale et on n'avait pas le droit de les punir en leur refusant des territoires qui leur appartenaient de par ses arrêts absolus. Sans vouloir manquer de respect aux défenseurs de Ferdinand, dont je ne voudrais pas suspecter la bonne foi, il me semble que, si l'on réduit à ces termes fondamentaux leur raisonnement — et je n'ai jamais trouvé chez eux d'autres arguments — il produit surtout un effet de stupéfaction. Au XVI^e siècle, les théologiens menaient le monde et ils classaient les hommes en deux catégories : ceux qui admettaient et ceux qui niaient la présence réelle. Les philologues ont remplacé aujourd'hui les théologiens ; l'esprit d'intolérance et d'exclusion n'y a rien perdu.

Dès 1902, Gaulis, un des hommes qui ont le mieux connu et le plus sainement jugé les questions balkaniques, au moment de partir pour la Macédoine, éprouvait une horreur tragi-comique « aux bruits d'ailes bourdonnantes des onze nations qui réclament le pays. Quand je dis onze, ajoutait-il, je m'en rapporte à la carte ethnographique du savant M. Kentchef, qui fut ministre de l'Instruction publique en Bulgarie. — Mais, quoique bien moins savant que lui, j'ai découvert deux nations qui ne figurent pas dans son compte, et qui ont de bonnes, de patriotiques raisons d'être exclues : l'une est la nation serbe. » — « La Macédoine, écrivait-il plus loin, est depuis quelques années une académie de brigandage et d'ethnologie... Elle forme, avec l'Albanie et la Vieille-Serbie ses voisines, la région la moins sûre de l'Europe ; mais elle est en même temps le pays

---

ait perdu les anciennes formes de la déclinaison ; il les remplace par l'article qui se place après le nom. Il a conservé l'ancienne conjugaison, sauf l'infinitif.

du monde où l'usage est le plus répandu des arguments savantasses en faveur des droits historiques des peuples. Cette double particularité, qui crée une contradiction rare et violente, provient d'une double invasion : la Macédoine est la proie des Albanais et des professeurs, donc d'inconscients sauvages et de laborieux agents de toutes sortes de propagandes étrangères. »

On m'accordera bien sans doute que, dans une région pareille, où se sont entassés pêle-mêle les résidus des diverses populations qui ont colonisé ou traversé la Péninsule, il est assez peu vraisemblable que les délimitations ethnographiques soient parfaitement nettes et qu'il est purement enfantin de parler des droits imprescriptibles des Bulgares. Il y a en Macédoine des agglomérations qui parlent un dialecte bulgare ou proche parent du bulgare, comme d'autres parlent grec, albanais, turc ou serbe. Que chacun de ces groupes jouisse de très larges libertés et qu'il porte ses offrandes au Dieu qu'il a choisi, la justice l'exige et la prudence politique le demande ; que, dans les écoles, l'instituteur connaisse et enseigne le parler local jusqu'au moment où, par la force des choses, le progrès des idées, la diffusion de l'esprit public, les jeunes générations se seront ralliées à la langue commune de l'État, personne n'y contredit. Le respect des droits d'autrui n'est pas seulement un principe de morale, il est dicté par l'intérêt bien entendu des gouvernements. Les rivalités ethniques ne sont devenues un ferment d'agitation que du moment où on a prétendu les supprimer par l'intolérance et les persécutions. Les violences en pareille matière sont d'autant plus condamnables que des expériences réitérées démontrent l'inanité presque absolue des résultats qu'elles produisent ; depuis quatre siècles, en dépit de la politique germanisatrice des Habsbourgs, les limites du tchèque et de l'allemand en Bohême

n'ont guère varié ; on ne voit pas que les lois scolaires prussiennes, si tyranniquement appliquées, aient sensiblement diminué le territoire polonais. En fait, les déplacements des frontières linguistiques sont extrêmement lents et ils ont pour cause, non pas l'action réfléchie des autorités, mais l'évolution des forces économiques et l'adhésion spontanée des habitants subissant inconsciemment la pression continue de raisons d'ordre très général, l'attraction lente et continue d'une civilisation supérieure, l'influence d'une capitale, la vigueur physique supérieure d'une race, etc...

Autant il est légitime de réclamer des garanties pour les Bulgares de Macédoine, comme pour les autres habitants, autant il est abusif de conclure de leur présence à un droit de préemption de la Bulgarie sur la province entière. Vouloir prendre pour base d'un règlement politique des différences de dialectes qui varient de village à village et sur le caractère spécifique desquelles les spécialistes les plus distingués ne se mettront jamais d'accord, c'est un défi au sens commun. Quelque bruyantes que soient les réclamations des agents du gouvernement de Sofia et de ses bénévoles avocats, leur voix est étouffée par le mugissement de la Morava et du Vardar qui proclame que toute la partie occidentale de la Péninsule forme un tout indivisible et a été destiné à constituer un seul et même État.

Le fait a été mis en relief par tous les géographes, et il suffit d'un coup d'œil sur la carte pour s'en convaincre. La Péninsule des Balkans est divisée en deux régions parfaitement distinctes : à l'Est, la partie balkanique proprement dite, qui est le domaine de la race bulgare ; à l'Ouest des montagnes qui envoient leurs eaux vers la Morava et le Vardar, la région serbe. « Les vallées de la Morava et du Vardar, écrit M. Cvijić, qui est sans contestation possible le

témoin le plus autorisé en pareille matière, forment une unité géographique ; elles sont destinées à constituer un État. » De là, la tendance continuelle de la Serbie moravienne à s'étendre vers le Sud, d'autant plus caractéristique qu'elle est moins le fait d'un calcul réfléchi que d'une poussée instinctive, comparable à celle qui incline la France vers le Rhin par la Moselle et la Meuse. « Au contraire, pour la partie orientale et bulgare de la Péninsule, la vallée du Vardar est presque sans importance. Elle en est séparée par les montagnes du Ryl, du Rhodope et de l'Osogov, qui sont parmi les plus hautes et les plus massives de la Péninsule... La Bulgarie et la Macédoine ne sont pas une unité géographique et ne peuvent former un État que provisoirement, grâce à un concours de circonstances qui ne saurait tenir à la longue. » (Cvijić, *Questions balkaniques*, pages 38 et 40).

Les lois géographiques et la force des intérêts qu'elles créent sont autrement claires et durables que les indications fournies par des études philologiques à peine commencées et dont on peut affirmer d'avance qu'elles ne donneront aucun résultat décisif, parce qu'il s'agit exclusivement de nuances à peine perceptibles et de dégradations successives et continues qu'il est malaisé de saisir et le plus souvent impossible de localiser avec une précision rigoureuse. Les seules langues dont le domaine soit nettement déterminé sont celles qui ont été fixées par une longue et persistante tradition littéraire ; les parlers populaires sont instables par définition, mouvants et plastiques ; ils se pénètrent et se mêlent dans une inextricable confusion, subissent sans cesse l'influence des circonstances et s'altèrent avec une extrême rapidité. Un dialecte qui n'a pas derrière lui un passé qui consacre son caractère et marque sa physionomie, est une possibilité et une espérance, non une réalité ; il

n'existe que virtuellement. Dans la Macédoine même, l'accent, la prononciation, le vocabulaire varient de vallée à vallée et les différences qui séparent le bulgare macédonien du serbe sont plus intéressantes pour le spécialiste qu'importantes dans la pratique de la vie. Un paysan des environs de Bitolyé n'est pas sensiblement plus dépaysé au marché de Belgrade qu'à celui de Sofia, et à Sofia même la langue est plus voisine du serbe moravien que du bulgare oriental.

Le dialecte bulgare-oriental qui est devenu la langue littéraire est très nettement différent des parlers macédoniens, si différent qu'à diverses reprises des tentatives ont été faites pour créer une littérature macédonienne, et ces essais auraient été au moins aussi justifiés que ceux qui ont conduit à la séparation du slovaque et du tchèque. S'ils n'ont pas abouti, il ne faut chercher la cause de ces échecs que dans la pauvreté du pays et l'ignorance des habitants. Le seul travail de premier ordre que nous possédions sur les dialectes de la Macédoine est celui de Vratislav Oblak (*Macedonische Studien*) publié après la mort de l'auteur par Jagić à Vienne, 1896. Que ressort-il de ces études, qui ont été conduites selon les règles de la plus sévère méthode et avec une impartialité absolue ? — C'est qu'au point de vue purement philologique nous sommes sur un terrain où se sont successivement déposées des couches d'alluvions différentes ; elles ont été ensuite bouleversées par une longue série de secousses qui les ont si bien brassées et mélangées qu'il n'est pas moins difficile aujourd'hui d'apercevoir les signes particuliers qui séparent le serbe du macédonien que ceux qui distinguent du slovène le croate septentrional. Les paysans de la Croatie du nord, bien qu'ils continuent à parler un dialecte slovène, ne s'en déclarent pas moins Croates et, dès qu'on leur permettra d'indiquer leurs sympathies, ils demanderont à être réunis

à l'État serbe. Il faut vraiment une foi bien aveugle dans la grammaire pour soutenir que la Serbie a violé le droit des peuples et donné à la Bulgarie un titre de revendication quand elle a annexé une partie du bassin du Vardar, sans se laisser arrêter parce que, dans certains villages, les jeunes générations, sous l'influence d'une propagande de fraîche date, font usage de l'article ou ne connaissent plus l'infinitif.

Est-ce sous cette forme matérialiste et frivole que nous devons interpréter le principe des nationalités et n'est-il pas manifeste que ceux qui raisonnent ainsi ont été contaminés par les habitudes et les théories grossièrement réalistes de l'Allemagne ? On ne saurait trop leur opposer la parole de Renan, qui résume avec autant de vigueur que de clarté la doctrine de la Révolution, qui est la nôtre : Une nation est une personne morale ; ce qui la constitue et la détermine, ce n'est ni la forme du crâne ni la couleur des cheveux, ni la déclinaison et le nombre des cas, c'est la volonté populaire. Les Alsaciens ont beau parler un dialecte germanique, ils n'en sont pas moins la chair de notre chair, parce qu'ils veulent être Français. Cette volonté nationale, elle se forme peu à peu sous l'action de l'histoire, à la suite des efforts accomplis en commun, des joies ressenties d'un même cœur, des larmes versées ensemble ; elle ne s'est pas éveillée encore chez tous les peuples ; chez les uns, elle sommeille, comme la conscience dans l'enfant ; chez d'autres, elle commence à poindre, confuse et tremblottante, comme les lueurs incertaines et pâles de l'aube naissante ; les droits qu'elle crée sont en proportion directe de l'intensité des désirs qu'elle évoque, parce qu'ils sont eux-mêmes le résultat de labeurs obstinés et de luttes héroïques ; développée par l'instruction, cristallisée par l'histoire, fortifiée par la douleur, elle ne devient sacrée que quand elle est capable de résister à l'épreuve ; le crime du despote se

mesure à la souffrance de l'esclave ; la victoire devient légitime du jour où elle est reconnue par le vaincu.

En Macédoine, où la linguistique est confuse et l'ethnographie ambiguë, l'histoire, aussi nettement que la géographie, est serbe. Sur ce point, aucun doute n'est possible et les Bulgares les plus passionnés n'essaient même pas de discuter. M. Sokolovitch le constate — et il faut le répéter, parce que c'est un fait capital, — la domination bulgare dans la région du Vardar n'a été qu'un incident passager et elle n'y a laissé aucune trace. Elle remonte d'ailleurs à une époque trop reculée, puisqu'elle cesse au début du XI^e siècle, au moment de la destruction de l'empire de Siméon, et elle avait été trop précaire, trop peu nationale aussi, pour que le souvenir ne s'en effaçât pas très rapidement. La littérature paléo-bulgare est très abondante, mais elle est presque exclusivement monastique. En quoi les traductions du byzantin des œuvres de piété et de théologie dont elle abonde pouvaient-elles intéresser le peuple, qui se dégageait à peine du paganisme ? Cette littérature prématurée n'a d'ailleurs à aucun degré un caractère spécifiquement bulgare : la plupart des ouvrages de cette période sortent des sanctuaires de l'Athos, où chacun des groupes slaves orthodoxes avait son couvent : les Russes, le Parteleimonov ; les Bulgares, le Zograf ; et les Serbes, le Khilendar. Entre ces divers monastères, les relations étaient fréquentes et les échanges continus. Bulgares et Serbes se servaient uniquement de la langue d'Église, le paléoslavon, si bien que les différences qui distinguent les manuscrits paléoserbes des paléo-bulgares ne sont le plus souvent sensibles que pour des érudits très avertis, et qu'il serait absolument fantaisiste de prétendre qu'à ce moment la Macédoine a été bulgare plutôt que serbe. Beaucoup plus rapprochés de Constantinople que les Serbes, les Bulgares ont subi plus

vite et plus profondément l'action de la civilisation byzantine, non certes pour leur plus grand profit. Chez eux, aucun sens de la réalité et de la vie. Partout l'oubli, le dédain et même la haine du peuple. Leurs écrivains, blanchis à l'ombre des monastères, confits en dévotions et gonflés de leur creuse érudition, élevés par les Grecs du Bas-Empire dans le culte de l'étiquette, l'adoration de la force et le plus pauvre servilisme intellectuel, regardent du haut de leur science pédantesque la foule qui copie simiesquement leurs gestes sans comprendre leurs incantations ; leur bigotisme s'épouvante des réminiscences païennes qui persistent dans la masse et leur ascétisme méticuleux se protège par des exorcismes contre la vie, où elle ne découvre que tentations, souillures et inspirations diaboliques. — Comment ces enfants à peine dégrossis qu'étaient les Slaves de Macédoine auraient-ils été attirés par ces abstracteurs de quintessence, distants et rigides, déracinés, empêtrés dans leur culture étrangère, incapables de comprendre les besoins et les désirs de leurs compatriotes, sourds à leurs appels, aveugles à la grande lumière du sentiment national ?

Quand, deux siècles plus tard, s'effondra de nouveau la puissance du *basileus* byzantin, les Bulgares ne réussirent pas à rétablir leur domination. Ce que l'on appelle communément le second Empire bulgare, au XIII^e^ siècle, est en réalité un empire valaque et, dès cette époque, les influences serbes sont absolument prédominantes dans tout l'ouest de la Péninsule. Je m'excuse de m'attarder à ces souvenirs antiques : à la différence des peuples slaves, plus conservateurs et moins rationalistes que nous, nous attachons assez peu d'importance à ces révolutions lointaines, et il nous paraît assez indifférent, au point de vue actuel, de savoir où s'arrêtaient les frontières des États de Siméon ou

d'Étienne Douchan. L'idée d'une perennité de main morte au nom des âges disparus nous est étrangère ; si l'on n'avait jamais démoli les vieilles demeures, demandait l'iconoclaste Paul-Louis Courier, où trouverions-nous la place de nous loger ? Il est nécessaire que la prescription éteigne les querelles et les passions. Nous n'admettons pas que les générations actuelles soient éternellement enchaînées aux tombes du passé.

A une condition, cependant : c'est que ce passé soit mort ; et ici il convient de marquer une distinction essentielle : Siméon le Bulgare est bien mort et oublié tandis qu'Étienne Douchan le Serbe vit encore dans la pensée des habitants de la Macédoine ; à chaque pas on y foule les traces de la domination des Némania. Au point de vue littéraire et artistique, écrit Murko, la Macédoine est serbe. Un professeur à l'Université de Bucarest, M. Barbalescu, que l'on ne soupçonnera pas de chauvinisme serbe, constate que dans les pays roumains on nommait serbe non seulement la langue des livres d'Église, mais celle des documents de chancellerie. Jusqu'à l'invasion turque, les Serbes formaient le fond presque exclusif de la population ; quand, pour fuir la tyrannie des sultans, ils ont reflué vers le nord, ils n'ont pas été remplacés par des Bulgares, mais par des Valaques, des Grecs et des Albanais, et l'empreinte qu'ils avaient laissée sur le sol était si profonde qu'elle s'est imposée même aux nouveaux occupants. Ce phénomène ne saurait nous surprendre quand nous avons vu en Alsace tant d'immigrés d'outre-Rhin subir l'action du sol et s'éloigner de l'Allemagne. M. G. Millet, qui a étudié avec autant de compétence que de goût l'école grecque de l'architecture byzantine, note que ceux des monastères de Macédoine qui présentent quelque attrait artistique sont des fondations des rois et des seigneurs féodaux serbes. « La domination bul-

gare a été de courte durée, — remarque le savant explorateur russe Kondakov, — elle n'a laissé aucune trace, tandis que la civilisation serbe s'est extrêmement développée, et le style pictural que les Serbes ont créé représente la branche la plus brillante de l'art byzantin après la branche russe.»

— « Avant tout, retenons un fait incontestable : les héros de la poésie populaire sont exclusivement des personnages serbes, et les événements dont elle s'inspire sont des épisodes de l'histoire serbe. Dans toute la Macédoine, le peuple parle et chante de la Serbie, de ses rois, de ses héros, de ses femmes ; c'est comme sa famille propre. Dans tout ce cycle national, je n'ai rencontré que trois personnages bulgares. Encore convient-il d'ajouter qu'ils n'interviennent que dans des rôles secondaires comme auxiliaires des Serbes. » — Qui parle ainsi ? — Draganof, qui est un Bulgare, et même un chef de la propagande bulgare.

Quel titre les Bulgares invoquent-ils donc pour établir leur droit de possession sur la Macédoine ? — La volonté de ses habitants ? — Quand s'est-elle manifestée ? — De quelle façon ?

Un de mes amis, qui revenait du front d'Orient, me racontait ces derniers jours une visite domiciliaire dans la maison d'un notable, dans un village des environs de Bitolyé ; son attention se porta naturellement d'abord sur un de ces grands coffres que l'on trouve dans les plus humbles masures macédoniennes. Il l'ouvre et il y aperçoit — au-dessus — un drapeau serbe, puis un drapeau bulgare, et successivement il ramène des drapeaux russes, anglais, français. — La Macédoine, depuis un quart de siècle, n'a pas connu une année de répit ; elle a été ravagée et terrorisée par des bandes de comitadjis qui ont peut-être couru aux armes dans un élan de patriotisme national, mais qui, au bout de quelques années, sont devenus de simples batteurs

d'estrade et des bandits de grand chemin, analogues aux écorcheurs de nos grandes compagnies ou aux chenapans des dernières années de la guerre de Trente Ans. — Personne n'admire plus que moi les solides vertus que développe la défense du sol natal, et je sais que les âmes héroïques grandissent par la souffrance et s'exaltent par la durée du sacrifice ; mais combien sont capables de cette continuité dans l'héroïsme ? Chez l'énorme majorité des hommes, les besoins physiques arrivés à un certain degré tuent le sentiment ; une seule idée subsiste : assouvir sa faim, boire à sa soif et jouir de la minute présente. Depuis des siècles, le paysan macédonien vivait sous la terreur turque ou albanaise ; courbé sous le fouet de maîtres implacables et cupides qui lui laissaient juste assez de pain pour qu'il ne tombât pas de misère et d'épuisement sur son ingrat sillon, il n'était jamais sûr que son champ ne lui serait pas enlevé, que sa maison ne serait pas brûlée, que sa fille ou sa femme ne serait pas violée. Au fond de son âme obscure survivait le vague regret d'une calme époque où l'existence avait été moins incertaine et moins dure ; ces souvenirs se résumaient dans quelques noms serbes, le roi Lazare, Marko Kraliévitch, Kara-Georges ; ils ne pouvaient être que serbes, parce que les Serbes avaient été les derniers maîtres du pays, parce que seuls ils avaient continué la lutte contre les Turcs et parce que de Serbie seulement venaient les appels à l'insurrection. Comment aurait-il songé à la Bulgarie, résignée, inerte, passive, dont personne en Europe ne soupçonnait même l'existence ? Parler de patriotisme bulgare dans cette région est aussi absurde que de parler d'un patriotisme allemand chez les paysans de Saverne ou de Haguenau en 1648.

Quand, au moment de l'insurrection bosniaque, en 1875, et pendant la guerre russo-turque en 1877, la première

lueur de la délivrance se leva à l'horizon, les populations se souciaient en somme assez peu de savoir à quel État elles seraient rattachées ; elles étaient prêtes à accepter avec joie le nouveau souverain, quel qu'il fût, qui leur garantirait une apparence de sécurité et introduirait dans le pays une administration à peu près régulière. Au lieu de cette sécurité, si longtemps attendue et si frénétiquement appelée, elles sont devenues la proie de malandrins qui, sous prétexte de les affranchir, ont promené de vallée en vallée, l'incendie et le meurtre. Elles n'ont eu qu'une pensée, désarmer leurs bourreaux, et elles ont arboré tour à tour le drapeau que leur apportaient les bandes successivement victorieuses. J'admets, à la rigueur que, si le hasard des événements les avait livrées pour un temps assez long à la domination bulgare, elles se seraient sans trop de résistance soumises à leur destin et que, peu à peu, les traditions serbes qui avaient jusqu'alors formé la pâture essentielle de leur vie morale se seraient effacées : encore faut-il tenir compte des difficultés énormes, peut-être insurmontables, qu'auraient opposées à leur fusion définitive avec la Bulgarie les conditions géographiques du sol et les nécessités économiques. Mais prétendre, comme le font couramment des publicistes mal renseignés ou qui ne tiennent compte que de quelques signes secondaires, que le traité de Bucarest, qui a enlevé à Ferdinand de Cobourg la région du Vardar, était contraire à la justice et lui donnait droit à une compensation, c'est un sophisme qui ne résiste pas à l'examen et ne saurait s'expliquer que par une inintelligence absolue de la situation et par un déplorable abus des principes.

On a souvent accusé les révolutionnaires français de s'être laissé dominer par un doctrinarisme intransigeant et d'avoir voulu transformer le monde sur un modèle uniforme. M. Aulard a prouvé combien ces accusations sont exagérées ;

mais il est certain que, parmi ceux qui se réclament de leurs idées et se présentent comme leurs successeurs légitimes, on ne rencontre pas toujours le souci de la réalité et le bon sens qui marquent le plus souvent la conduite des Conventionnels. La lumière des principes illuminait leur route ; elle aveugle trop souvent ceux qui se donnent comme leurs continuateurs. Ferdinand de Cobourg connaissait le faible de nos idéalistes et l'aveugle idolâtrie dont ils entourent certains grimoires auxquels ils prêtent une autorité magique ; Il a adroitement joué de leur sentimentalisme niais. Ses publicistes, bien stylés et vêtus à la dernière mode, se sont répandus de par le monde, la bourse largement garnie, en répétant : « La Macédoine est notre Alsace-Lorraine. » Et béatement, sottement, de nombreux Français ont répété cette formule, sans s'apercevoir que ce rapprochement était à la fois une absurdité et un sacrilège.

J'insiste sur ce fait, parce que là se cache, à mon sens, le noyau initial de l'erreur de notre diplomatie. Bien qu'elle affecte d'habitude le mépris de l'opinion, elle a subi sans s'en apercevoir la contagion de l'erreur adroitement répandue par la presse cobourgeoise ; elle est partie d'un point de départ faux et toute sa conduite en a été viciée. Elle dédaigne les savants, ce qui ne l'empêche pas d'en avoir peur, et elle a pris au tragique les affirmations pédantesques de l'ornithologue de Sofia et de ses philologues. Comme les Alliés ont écrit sur leurs drapeaux — et en toute justice — le droit des peuples, elle a craint de se mettre en contradiction avec ses propres principes si elle refusait la Macédoine à la Bulgarie. Elle a adopté vis-à-vis d'elle une attitude de pénitente et l'a suppliée d'oublier sa déconvenue de 1913 et de pardonner aux vainqueurs de la Brégalnitza l'injustice dont ils étaient coupables à son égard. Elle a eu l'incroyable naïveté de s'arrêter aux gestes pathétiques des

Ghenadiev et des Radoslavov, et elle a salué des défenseurs de la morale internationale et du droit des gens dans ce gibier de cour d'assises qui, pour échapper aux condamnations de droit commun prononcées contre eux par les tribunaux de leur pays, n'avait trouvé d'autre moyen que de conquérir le pouvoir par effraction. — La vertu demande quelque habitude et elle exige beaucoup de tact et d'intelligence. Nos hommes d'État étaient, j'imagine, un peu novices en pareille matière ; pour une fois qu'ils ont voulu rendre hommage à la morale, ils ont dépassé la mesure, et l'innocence dont ils ont fait preuve dans cette aventure serait extrêmement plaisante si elle n'avait eu pour résultat l'écrasement de la Serbie et la prolongation de la guerre.

~

Hypnotisée par l'idée conventionnelle et arbitraire qu'elle se faisait de la Bulgarie, la diplomatie des Alliés a volontairement fermé les yeux sur les tendances réelles et les désirs véritables de Ferdinand et de ses sicaires.

Je ne dirai pas que la question de Macédoine est absolument indifférente aux politiques de Sofia, bien que des indices assez caractéristiques permettent de le supposer. Ils sont au moins parfaitement étrangers au sentimentalisme que nous leur prêtons ingénument. Quand, au mois d'août 1914, les hostilités ont éclaté entre la France et l'Allemagne, de quel côté se sont lancés nos régiments ? — Du côté de l'Alsace. Il semble bien qu'au point de vue stratégique, cette offensive était assez peu raisonnable ; elle était dictée par un instinct irrésistible du cœur : nos officiers et nos soldats avaient faim et soif de l'Alsace. Lorsqu'une passion est réelle et vivante chez un peuple comme chez un individu, elle exerce sur lui une invincible maîtrise ; elle inspire sa conduite entière, elle absorbe sa pensée ; il en est

vraiment possédé. Pourquoi notre frontière du nord avait-elle été négligée, en dépit des avertissements innombrables qui nous révélaient les plans de l'Allemagne ? C'est que nos regards et nos âmes étaient cloués sur Mulhouse, Strasbourg et Metz. — En 1912, quand la guerre a éclaté entre les États balkaniques et la Porte, les Bulgares ont laissé tranquillement les Serbes conquérir la vallée du Vardar pour se ruer vers Constantinople, et ils ont eu raison, parce qu'ils n'auraient pas triomphé de Djavid-Pacha. Il fallait, pour écraser sa résistance, d'autres chefs que Savov, Kutincev et Ivanov qui se sont montrés si insuffisants à Lulé-Bourgas et à Cataldza. Il fallait même d'autres généraux que Stépanovitch ou Poutnik : il fallait que le roi Lazare sortît de sa tombe pour bénir les vengeurs du désastre de Kossovo et que Marko Kraliévitch se réveillât de son sommeil pour mener à l'assaut les héros de Prilep et de Bitolyé.

Les Bulgares ont dirigé leurs forces, non pas dans l'Ouest, mais dans l'Est, vers la Thrace et la Macédoine. — C'est que, pour eux, la Macédoine n'est pas une fin, mais un moyen, un procédé de polémique plutôt que le but de leurs efforts ; ils se soucient moins de libérer leurs prétendus compatriotes que de conquérir la domination. Ils se vantent d'être un peuple de maîtres ; et, s'ils ont si longtemps repoussé la pensée d'une alliance avec leurs voisins des Balkans, c'est qu'ils craignaient de ne pas y tenir la première place. M. Victor Kuhne a réuni sur ce point une abondance de textes qui ne laisse place à aucune incertitude ; tous les partis, depuis l'opposition la plus avancée jusqu'aux mamelouks et aux bachi-bouzouks du ministère, des socialistes aux libéraux, des russophiles aux complices de la Hofburg, sont unis par la même volonté de puissance et férus d'un orgueil semblable. — Chaque Bulgare, entendez naturellement chaque Bulgare qui s'intéresse aux affaires politiques

et qui exerce une certaine action sur la vie de l'État, se réveille tous les matins en se répétant : Rappelle-toi que tu as pour mission de gouverner la Péninsule.

Comment expliquer ce phénomène morbide ? — Influences ataviques et persistance des instincts de proie chez cette race turco-tatare, toujours à l'affût des conquêtes et du butin et d'où sont issus les plus terribles ravageurs qui aient désolé l'humanité ? En partie. — Corruption morale aussi, résultat d'un trop long et trop dur esclavage. On a souvent constaté que les affranchis sont les plus durs et les plus brutaux des maîtres, et rien n'est plus naturel : l'esclave est dressé à ne reconnaître d'autre loi que la force, à ne respecter que la violence ; comment lui demander de ne pas appliquer aux autres les mœurs qui sont devenues une parcelle de son âme et s'imposent à lui comme une catégorie de l'esprit ?

Ajoutons à ces causes profondes et obscures d'autres raisons plus faciles à saisir. En Bulgarie, la sélection sociale s'accomplit dans des conditions anormales qui poussent au premier rang les caractères les plus énergiques et les moins scrupuleux. Dans une société régulière et assise, où le succès dépend en grande partie des relations, les qualités les plus avantageuses, et par conséquent les plus recherchées, sont les qualités moyennes, le bon goût, la prudence, la réserve, la modération, le sens commun ; sauf d'assez rares exceptions, l'opinion publique se détourne de l'orgueilleux, s'effraye des initiatives téméraires, se défie de la force qui s'étale ou du génie qui s'impose ; les fronts se courbent au même niveau, qui est d'ordinaire assez bas ; les assemblées aiment et recherchent les médiocrités ; elles ne tolèrent pas qu'on les malmène et demandent à leurs chefs plus de souplesse que de virilité. La pratique des affaires souffre souvent de cette absence de caractère, et les Bulgares, qui

nous jugent sans aménité, parlent de notre sénilité. — Mais la vieillesse n'a-t-elle pas aussi ses avantages et ses vertus ? La plupart des hommes qui conduisent aujourd'hui les Bulgares ont grandi en pleine crise, dans une société déréglée ; ils ont apporté au pouvoir des âmes frustes, des convoitises échevelées et la fringale de besoins trop longtemps inassouvis. Ils ont le tempérament des révolutionnaires qui peuvent sans doute servir un idéal très pur, mais dont le but immédiat est nécessairement de renverser leurs adversaires et de conquérir l'autorité sur le corps de leurs ennemis. Comment s'étonner qu'ils appliquent à la politique étrangère les idées maîtresses qui les ont toujours inspirés dans la poursuite du pouvoir ? Guechov, Danev, Todorov et leurs amis, Zankovistes, Stamboulovistes, démocrates ou socialistes, tous, quelque divergents que soient leurs programmes, aussi bien ceux qui se réclament des pures traditions nationales que ceux qui empruntent à l'Occident ses plus récentes modes, ils ont la même physionomie et le même tempérament : ce sont des *barbares*, dans le sens historique et classique du mot ; l'expérience ne les a pas assagis, ils n'ont pas acquis cet esprit de prudence et de modestie qui naît de la mémoire des anciennes épreuves et a son origine dans les dures leçons de l'expérience. Ils se sont taillé un chemin à coups de poing et de revolver et ils ne se regardent comme en sécurité que quand ils ont abattu leurs adversaires. L'atmosphère morale est à ce point de vue sensiblement pareille chez les Jeunes-Turcs et les Bulgares et on pourrait transférer Enver ou Talaat de Constantinople à Sofia sans qu'ils se sentissent dépaysés.

Des hommes de cette trempe ont le cerveau peu solide et ils sont fatalement prédestinés à subir cette fauve griserie du succès à laquelle n'échappent guère les individus et les nations que favorise une chance trop constante. Comme

pour la Prusse, les instincts pervers et bas de la Bulgarie ont été nourris et développés par ses succès rapides et par les louanges fastueuses dont la presse européenne l'a comblée sans mesure et sans interruption. Peu importe que la plupart de ses panégyristes fussent à la solde de Ferdinand ; — « il est vraiment bien, cet article », dit le héros de la comédie, en savourant son éloge dans le journal qu'il subventionne. — La vanité humaine n'a pas de bornes et les Bulgares en étaient venus sincèrement à se considérer comme une nation élue. — « On prétend que l'ère des miracles est passée depuis longtemps, écrivait la *Kambana* (9 novembre 1916). Quelle erreur ! La Bulgarie actuelle est le plus récent et le plus grand miracle du monde. »

Puisque, en un quart de siècle, tant de progrès ont été accomplis, pourquoi s'arrêterait-elle ? « On ne doit pas oublier, écrit un député du parti prétendu russophile, que la lutte entre Bulgares, Serbes et autres peuples balkaniques est aussi une lutte pour la prédominance d'une des deux langues. Notre victoire ne sera complète que lorsque la langue bulgare dominera dans la Péninsule. »

Voilà l'aveu à retenir et nous prenons le coupable sur le fait. — Ce que réclament les Bulgares, c'est la domination, c'est l'absorption des autres peuples et des autres dialectes de la Péninsule. — Sans doute, chaque peuple a ses chauvins ; seulement ici, il ne s'agit pas des voix isolées de quelques fanatiques sans autorité, ou des éjaculations brûlantes provoquées par l'hystérie momentanée du combat ; nous sommes en présence d'un programme lentement élaboré, caressé et choyé avec une infatigable persévérance, étudié jusque dans ses derniers détails, méthodiquement poursuivi et auquel l'opposition s'est ralliée avec autant d'enthousiasme que la majorité. — « L'Allemagne, écrit encore la *Kambana*, entend que la place de l'Italie dans la

politique internationale soit occupée par la Bulgarie. Ses intérêts exigent que la Bulgarie soit très forte, pour qu'elle contrôle et régularise à l'occasion dans un avenir lointain les relations politiques de tel ou tel allié et le but de l'alliance ». — On dira que c'est de l'aberration. — Évidemment, — mais il y a des fous de par le monde, et quand on leur permet d'errer en liberté, leurs voisins n'en éprouvent d'habitude aucun agrément.

Le journal socialiste *Narod* a publié une interview de Südekum : « Je crois que la Bulgarie doit devenir dans les Balkans le plus grand État, l'État essentiel ; la Péninsule Balkanique forme un ensemble unique au point de vue géographique ; au point de vue politique aussi, elle doit être un seul pays. La tranquillité ne pourra être établie dans la Péninsule que lorsqu'elle renfermera un seul État puissant qui, soutenu par ses voisins, — l'Autriche et la Prusse, — prendra soin de ses destinées ». — Sans doute. — Absolument comme il n'y aura plus de guerre dans le monde quand l'Allemagne aura rangé tous les peuples sous ses lois.

M. Yakchitch, avec son talent supérieur de polémiste, a réuni une anthologie de déclarations analogues qui se résument toutes dans cette idée d'une Grande Bulgarie, maîtresse incontestée des Balkans, souveraine sans rivale de l'Orient. Cet édifiant et instructif recueil s'ouvre par le manifeste qui, *après* la seconde guerre balkanique, fut tiré à 100.000 exemplaires et répandu dans tout le pays :

« Le Bulgare est robuste, il a des muscles d'acier et une ardente vitalité ; mais la source de sa plus grande force réside dans ses vertus.

« Il est tolérant, il a l'âme pure de tout chauvinisme.

« Il a l'âme généreuse.

« Le Bulgare est modeste.

« Le Bulgare est sobre et réservé, » etc., etc...

Qui donc oserait disputer l'Empire à tant de vertus ? — Non pas sans doute les Turcs, qui sont inférieurs aux Bulgares sous tous les rapports, ni les Grecs dégénérés, ni les Serbes, *peuple faible et d'esprit étroit.*

Parmi les adorateurs échevelés de la majesté bulgare, dont M. Yakchitch, pour notre instruction, a rassemblé les hosannas furibonds, on trouve des ministres, des députés, le vice-président de l'Assemblée Nationale, des officiers, des professeurs, un résumé complet de l'élite intellectuelle, un spécimen de toute la flore et de toute la faune politique du pays. — Chez tous sonne la même fanfare et revient le même hallali : hégémonie bulgare.

Notez que les documents recueillis par M. Yakchitch remontent à 1914 et qu'ils auraient dû par conséquent mettre en garde nos négociateurs et les avertir de l'inanité de leurs espoirs et de la sottise de leurs galantes poursuites vis-à-vis d'une beauté qui mettait vraiment ses faveurs à un prix trop élevé. Voulions-nous, pouvions-nous abandonner la Péninsule entière à Ferdinand ? — Puisqu'aucun des Alliés ne songeait à une semblable folie — et si immorale — quelle duperie indigne que de contraindre nos amis à offrir une partie des territoires qu'ils avaient conquis et qui leur appartenaient légitimement à des adversaires dont la voracité est sans limites ! On ne négocie pas plus avec un Ferdinand qu'avec un Guillaume : on le démasque, et on le musèle.

Dans les actes officiels même, le tsar ne dissimulait pas ses prétentions. Le 1er janvier 1914, en ouvrant la session du Sobranié, il parlait d'assurer à son peuple *la place d'honneur qui lui revient parmi les peuples des Balkans.* — Le président du conseil rappelait qu'il n'avait signé le traité de Bucarest qu'avec des réserves qui avaient obtenu l'approbation de deux grandes puissances. Comme le général

Radko Dmitrief avait exprimé l'espoir que l'Union balkanique se reconstituerait, le *Dnevnik* protestait violemment : l'opinion du général lui est exclusivement personnelle, et dans les cercles officiels, personne ne nourrit de semblables désirs.

Les faits répondaient aux paroles : le 5 juillet 1914, après le drame de Saraïévo, le jour même où se tenait à Potsdam le célèbre conseil où la guerre européenne paraît avoir été définitivement résolue, le ministre des finances de Sofia signait avec la Disconto-Gesellschaft un emprunt de 500 millions. Le 30 juillet, au moment où les Autrichiens ouvraient le feu contre Belgrade, l'officieuse *Volia*, tout en se défendant d'éprouver aucun sentiment d'hostilité contre la Serbie, rejetait sur elle la responsabilité entière de la rupture. Le 7 août, le *Journal Officiel* annonçait que Radko Dmitrief, coupable d'avoir pris du service en Russie, était destitué et rayé des listes de l'armée bulgare. Le 12 août, le cabinet de Sofia repoussait sans discussion l'appel de la Russie qui lui demandait de s'unir à la Serbie, et soulignait son refus par une mobilisation partielle. En septembre, le président du trop fameux Comité Balkanique de Londres, Noël Buxton, qui brûle pour les Bulgares d'un amour qui survit à toutes les trahisons, recevait à Sofia l'accueil le plus maussade. Le 2 octobre, les *Narodni Prava* annonçaient officiellement que le Conseil des ministres avait refusé de permettre le transit du matériel de guerre destiné à la Serbie. Le 16 octobre, on inaugurait un service de télégraphie sans fil entre Sofia et Budapest. Au début de décembre 1914, la presse entière entonnait un cantique d'allégresse à la nouvelle que les Autrichiens avaient occupé Belgrade : « La chute de Belgrade, écrivait la *Kambana* (5 décembre), ne signifie pas seulement la chute d'une dynastie de brigands et d'un État indigne ; avec elle s'écroule la barrière qui,

pendant des dizaines d'années, a arrêté l'expansion de la culture occidentale. Pour la Bulgarie, la chute de Belgrade signifie la disparition d'un vieux nid de conspirateurs. »

~

Un nid de conspirateurs. Oui, Belgrade l'avait été dans les années quarante avec Garachanine et, plus tard, avec Michel Obrénovitch. Contre qui conspiraient le ministre patriote et le souverain qu'animait une si ardente foi nationale ? — Contre les Turcs. — Qui voulaient-ils émanciper ? — Les Bulgares. — D'où étaient arrivés les premiers appels qui secouaient la torpeur des fils de ces *tchorbadji* qui, satisfaits des miettes du festin qu'ils ramassaient sous la table des Turcs, dormaient depuis cinq siècles leur sommeil de brutes ? — De Belgrade. — De quelles écoles sortaient les premiers éveilleurs de la fierté nationale bulgare ? — Des écoles serbes. — Qui avait tracé le premier plan d'une insurrection, sinon un prince serbe ? — En 1876, qui avait couru aux armes pour protéger et venger les victimes des Tcherkesses ? — Les Monténégrins et les Serbes.

La reconnaissance est un fardeau trop lourd pour les âmes chétives. Les Bulgares essayaient de s'en dégager en rappelant la folle et scélérate agression de Milan (1885). — Mais qui donc ignorait à Sofia que Milan, dans cette équipée plus ridicule encore qu'odieuse, avait été l'instrument de l'Autriche, que la nation avait désavoué sa conduite et que sa défaite avait été causée bien moins par la valeur surfaite d'Alexandre de Battenberg que par l'attitude de l'armée serbe qui marchait malgré elle contre ses frères de race et de langue ?

Les Bulgares auraient depuis longtemps oublié cet épisode sans portée et qui leur avait été en somme plus utile

que nuisible, s'ils n'avaient eu contre leurs voisins des griefs plus durables sinon plus sérieux. Ils ne leur pardonnaient pas d'être deux fois plus nombreux et d'avoir pris sur eux une sensible avance, qu'ils devaient à leur caractère plus mobile et plus ouvert, à leur histoire plus glorieuse, à leurs rapports constants avec l'Europe méditerranéenne. Toujours l'envie a créé la haine. Les offrandes d'Abel furent bien accueillies de l'Éternel, et pour cela Caïn résolut de tuer Abel.

Les humbles courtiers de l'Entente avaient beau hausser leurs offres, ils n'apportaient pas à Radoslavov et à ses collègues la seule promesse qui les eût satisfaits, la ruine, la suppression de la Serbie. Même grossie de la Macédoine et rétablie dans la frontière qu'elle réclamait en 1912, la Bulgarie n'en fût pas moins demeurée inférieure à la Serbie à laquelle se ralliaient tous les Yougoslaves de l'Ouest. La vanité hargneuse de Sofia se révoltait contre une semblable humiliation, elle ne pouvait être assouvie que par la disparition de sa rivale. Quand ils parlent de la Serbie, les journaux bulgares bavent le fiel et le sang. Comme l'ancien ministre serbe, Marinkovitch, avait dit que la Bulgarie n'attaquerait pas la Serbie parce que ce serait une perfidie, — « Perfidie ! réplique le vice-président du Sobranié, Momtchilov. Comment ose-t-il prononcer ce mot, lui, fils d'une nation dont l'histoire n'est que perfidie, brigandage et assassinats ? » (14 novembre 1914).

« Le 11 août 1913, — raconte M. Yakchitch, — au lendemain de la défaite militaire et diplomatique de la Bulgarie, Sofia fut le théâtre d'un spectacle peu banal...

« Avec la pompe des Césars romains qui apportaient à Rome de nouvelles provinces, le tsar Ferdinand entrait dans sa capitale,... au son des cloches de toutes les églises de la ville, mêlé aux airs des marches jouées par d'innombrables

musiques militaires. Le souverain se pavanait en tête, loin de ses généraux, une couronne de laurier sur la tête, la poitrine couverte de croix, de médailles et de plaques. En passant entre les rangs des enfants des écoles, des fonctionnaires et des réfugiés des provinces turques, le tsar, le sourire aux lèvres, leur envoyait son salut, et le peuple lui répondait par des cris d'un enthousiasme d'autant plus bruyant qu'il était visiblement commandé... A une grande distance s'avançaient ensuite les généraux qui succombaient sous les décorations et les fleurs. »

Il fallait à Ferdinand une rare impudence pour célébrer un pareil triomphe au lendemain des désastres moraux et militaires qu'avait attirés sur le pays sa politique de trahison. En même temps, il lançait une proclamation dont chaque mot est un mensonge si scandaleux qu'on ne saurait en trouver de comparable dans l'histoire, sinon peut-être le manifeste des intellectuels allemands. — « Nos alliés nous ont trahis... Aucun patriote bulgare ne pouvait renoncer de bon gré et sans lutte à Monastir, Ochrida, Dibra, Prilep, Salonique, Sérès et aux autres terres bulgares où vivent nos frères de race ». — Salonique est juif, Sérès grec et Dibra musulman : est-ce au nom de la linguistique que les Bulgares réclament ces pays ? Est-ce par fidélité au principe des nationalités qu'ils ont rompu les négociations à Londres, dans l'hiver de 1913, pour obtenir Andrinople, qui a été longtemps la capitale des Ottomans et où aujourd'hui encore la majorité des habitants se compose incontestablement de Turcs ?

N'est-il pas évident qu'une seule pensée déterminait leur conduite : occuper au centre de la Péninsule une situation stratégique dominante, qui, en leur permettant d'isoler leurs rivaux, réduirait ces derniers à leur discrétion ? Les concurrents qu'ils redoutaient le plus étaient

les Serbes et, dans la guerre actuelle, leur mobile principal, ou, pour parler plus exactement, leur désir unique n'a pas été d'émanciper leurs frères asservis, mais de ruiner et de détruire la Serbie et de supprimer avec elle l'obstacle insurmontable qui leur barrait la route vers l'hégémonie. — « On estime partout en Bulgarie que la Serbie doit être radicalement extirpée » confesse à la *Neue Züricher Zeitung* le chef des libéraux bavarois, Müller Meiningen, au retour de son voyage d'exploration à Sofia ; « si une Serbie, même minuscule subsistait, il n'y aurait pas de paix dans les Balkans. » (21 juillet 1916). — « *Cœterum censeo Serbiam esse delendam* », déclare à *Az Est* le vice-président du Sobranié Momtchilov.

De tous les peuples des Balkans, les Bulgares sont le moins nombreux, après les Albanais, et le pays qu'ils occupent est assez peu étendu. — Il faut corriger cette erreur de la Providence. — De quel côté porteront-ils leurs vues ? — Peu leur importe. La Macédoine les tente, mais pas davantage que la Thrace, l'Albanie et Constantinople. Les ambitions de Ferdinand ne sont ni moins diverses ni moins variables que celles de Guillaume II ; comme son illustre confrère, il étend de tous les côtés sa main rapace, vers le Danube comme vers l'Égée, dans la direction de l'Adriatique aussi bien que dans celle des Détroits. En présence d'une pareille fringale, il était vraiment puéril de songer à le satisfaire en lui offrant un gain déterminé, tant qu'on laissait à côté de lui un État rival. Dès le 5 mars 1915, le président du conseil déclarait à la *Neue Freie Presse* que « l'existence de la Bulgarie serait menacée par une Serbie agrandie des provinces de Bosnie, Herzégovine, Croatie, Slavonie et Banat. » Jamais le Cabinet de Sofia n'aurait signé avec celui de Belgrade l'alliance de 1912 s'il n'avait eu la conviction — et probablement la promesse de la Hofburg — que la

Serbie serait attaquée par l'Autriche et disparaîtrait dans le conflit. Trompée dans son espoir, la Bulgarie, par une trahison que ses plus chaleureux avocats n'osent pas justifier, s'était jetée sur son alliée et avait essayé de l'égorger. Vaincue à la Brégalnitza, elle continuait sa politique de haine et d'extermination. « Les Bulgares ont pris les armes, déclare Momtchilov, pour écraser ce pays de brigands qu'on nomme la Serbie. » (*Pester Lloyd*, 13 octobre 1916).

Il ne leur suffit pas de les vaincre, ils prétendent exterminer leurs adversaires, comme s'ils voulaient qu'il n'en survive pas un seul pour leur reprocher leur barbarie. Par là — non moins que par une férocité native — s'explique leur politique impitoyable dans ces vallées de la Morava et du Vardar que les erreurs de l'Entente leur ont permis d'occuper momentanément : exécutions sommaires, transportations de milliers et de milliers d'habitants, enlèvements d'enfants, enrôlements contraires aux principes les plus solidement établis et les plus universellement reconnus du droit des gens, ils n'ont reculé devant aucune barbarie, ils n'ont rougi d'aucune ignominie pour anéantir jusqu'au souvenir d'une race abhorrée. Étrange procédé pour gagner le cœur des populations ! Singulière preuve d'affection pour des frères que l'on vient affranchir ! Que l'on compare, puisqu'on n'a pas reculé devant un semblable rapprochement, les méthodes de nos officiers dans les vallées reconquises des Vosges et celles des comitadjis et des administrateurs bulgares dans cette Macédoine qu'ils déclarent être la chair de leur chair. — Dans quelle région ont éclaté, au printemps et à l'été dernier, les insurrections qui ont si gravement inquiété le gouvernement de Sofia ? — Dans les districts du Vardar qu'ils représentent à l'Europe comme irréductiblement hostiles à la domination serbe. — Et la population dût-elle disparaître jusqu'au dernier homme, la

terre elle-même crierait contre le maître implacable qui, au mépris des lois naturelles, sans autre inspiration que la jalousie et la rage, a refusé les propositions les plus généreuses, « *parce qu'aucune puissance au monde n'aurait pu le contraindre à combattre pour la grandeur et la prospérité de la Serbie* ».

II

L'erreur psychologique des Alliés, quand ils ont engagé avec Sofia d'inutiles palabres et surtout quand, en dépit des avertissements les plus clairs, ils se sont obstinés dans une attitude de bienveillance aussi périlleuse qu'humiliante, avait son origine dans la prévention favorable qui enchaîne le bienfaiteur à l'homme qu'il a secouru. Ils croyaient que les longs services qu'ils avaient rendus à la Bulgarie leur créaient des devoirs vis-à-vis d'elle : la Russie l'avait mise au monde et l'Angleterre l'avait tenue sur les fonts baptismaux, la France avait soutenu ses pas chancelants et l'avait présentée à l'Europe avec une bonne volonté inépuisable ; elle prônait les surprenants progrès de sa jeune protégée et se portait caution de ses grandes destinées. Les Bulgares étalaient leur reconnaissance et cultivaient avec art des amitiés dont ils savaient le prix. Les professeurs et les journalistes qui s'égaraient dans le bassin inférieur du Danube étaient accueillis à Belgrade avec une politesse discrète et une courtoisie réservée ; à Sofia, on les accablait de prévenances et d'éloges. Les louanges qui s'abattaient sur les têtes de ces hôtes étaient plus massives que topiques ; elles s'appliquaient un peu au hasard et sentaient leur Larousse. Mais rares sont les délicats, et l'encens, même de qualité médiocre, grise des cerveaux que l'on supposerait plus

solides. Choyés, *banquetés*, cravatés, ces explorateurs s'en allaient le cœur à l'aise et, de la meilleure foi du monde, répétaient à tous les échos que les Bulgares étaient un peuple libéral, généreux, dont l'âme ne vibrait que pour les nobles causes. Les diplomates de l'Entente avaient été nourris de cette illusion et les preuves les plus convaincantes glissaient sur leurs convictions. Quand les Serbes leur dénonçaient les complots que méditait Radoslavov, ils hochaient sceptiquement la tête ; tant de fiel pouvait-il charger l'âme d'une nation qui, après cinq siècles de servitude, s'était initiée si vite et si complètement aux idées modernes ?

Tout au plus admettaient-ils que les désastres de 1913 lui eussent laissé une certaine aigreur. Encore l'expliquaient-ils par les raisons les plus hautes. La Bulgarie souffrait moins de son humiliation que de la violation du droit dont avaient été victimes les habitants du Vardar. Qu'on les rendît à leur véritable destinée et elle oublierait aussitôt ses griefs récents pour reprendre parmi les peuples slaves la place qui lui appartenait.

Cette confiance dans le slavophilisme des Bulgares fut la deuxième erreur de l'Entente.

La diplomatie, comme la vieille stratégie, vit de formules qu'elle ne songe pas à vérifier : qui tient les sources tient les fleuves ; qui est maître de Constantinople est maître du monde ; dans un siècle l'Europe sera républicaine ou cosaque, etc. Depuis un siècle, elle vivait dans une peur maladive du Panslavisme, si bien qu'elle n'avait pas eu le loisir d'en rechercher le sens et d'en déterminer l'influence.

Bismarck avait parfaitement raison quand il parlait des impondérables dont l'action imperceptible et diffuse exerce une influence souvent décisive sur la marche des événements. Encore faut-il que ces forces latentes soient favorisées par les circonstances et se développent sur un terrain approprié.

L'idée de la solidarité slave est née, au XIXe siècle, comme le nationalisme allemand, des théories romantiques ; elle a acquis une certaine importance pratique parce qu'elle répondait à divers instincts profonds et traditionnels ; elle n'a eu nulle part la même intensité d'action et la même puissance créatrice que le germanisme, parce qu'elle n'était qu'une impulsion du cœur et un besoin de l'esprit et ne s'appuyait ni sur la continuité historique ni sur la communauté concrète des intérêts. En Allemagne, l'unité ethnique, si elle ne s'était pas encore traduite dans l'organisation publique, voilée plutôt que supprimée par les rivalités des dynasties, était maintenue à la fois par les conditions géographiques, économiques et politiques et par une éclatante tradition littéraire. Chez les Slaves, au contraire, la conscience de l'unité primitive s'était effacée ou au moins obscurcie pendant de longs siècles de dispersion, au travers desquels elle n'apparaît que spasmodiquement, à des heures de crise, et à des intervalles assez éloignés, pour s'évanouir ensuite durant de longues périodes. Elle a conservé ainsi un caractère théorique et un peu artificiel.

Elle a certainement joué un rôle assez actif dans la renaissance et l'évolution de certains groupes, mais uniquement chez les peuples qui étaient en conflit direct avec l'Allemagne et que leur situation obligeait à chercher un appui autour d'eux : où auraient-ils trouvé l'alliance qui leur était indispensable, sinon chez leurs frères d'origine et de langue ? Elle est née et s'est développée chez les Tchèques et les Croates, d'où elle s'est répandue chez les Serbes.

Chez les Polonais, qui n'ont jamais su exactement de quel côté leur intérêt leur commandait de faire front, l'idée de solidarité slave n'a été que l'illusion d'un matin de printemps. Chez les Bulgares, elle n'a jamais pris de forme précise et, comme les vagues aspirations de la foule qui, au

milieu de ses souffrances, implorait la protection de la Russie, ne se sont pas cristallisées en doctrine et n'ont pas été soutenues par la tradition littéraire, elles se sont évanouies au contact de la réalité ou ont continué à somnoler dans les âmes, incohérentes et inertes.

Les journalistes de Sofia se sont souvent donné le plaisir de railler la folle illusion des Alliés qui aimaient à se persuader que jamais les Bulgares ne se battraient contre les Russes. C'est que nos diplomates n'avaient qu'une connaissance très sommaire des faits et de l'état des esprits.

D'abord les Bulgares, s'ils parlent une langue slave, sont de sang très mélangé. Le premier Empire bulgare a été fondé au VII^e^ et au VIII^e^ siècle par des bandes tataro-turques qui avaient soumis à leur autorité les populations établies entre le Danube, la Char-planina et le Rhodope. Il est vrai qu'ils adoptèrent assez vite la langue des anciens habitants ; ce n'est pas une raison suffisante pour qu'on rappelle sans cesse à leur propos l'exemple des Varègues de Russie ou des Francs ; il est probable qu'ils étaient proportionnellement beaucoup plus nombreux et ils ont conservé une physionomie beaucoup plus distincte des anciens habitants. Depuis plusieurs siècles, la vallée inférieure du Danube était sillonnée par des invasions asiatiques ; la population slave qui s'était fixée dans cette région venait d'y arriver et y était très peu dense. L'invasion bulgare n'a pas été le dernier afflux touranien ; pendant tout le Moyen-Age et même jusqu'à notre époque, d'autres nomades ouralo-altaïques ont dévasté le pays et y ont laissé des traces de leur passage. Sur cette grande route des invasions, la race slave s'est adultérée. Plus tard, pendant la longue domination ottomane, les Turcs se sont répandus dans le pays et se sont établis assez nombreux au milieu d'une population qui s'était de bonne heure résignée à la servitude ; la pénétration

de l'élément asiatique a été infiniment plus profonde ici que dans la partie occidentale de la Péninsule, plus éloignée, moins accessible et en perpétuelle fermentation. Les voyageurs et les ethnologues constatent que le type bulgare, surtout à mesure qu'on avance vers l'Est, s'éloigne du type slave. Au point de vue moral et intellectuel, le contraste est frappant. Les Slaves sont ardents, mobiles, impétueux ; l'imagination les tourmente ; ils se guident par le sentiment plutôt que par la réflexion ; les Bulgares sont patients, obstinés, laborieux, dissimulés ; les idées générales ne les intéressent pas et le calcul est l'unique règle de leur conduite.

La Renaissance slave du début du XIX^e^ siècle n'a eu chez eux, à peu près, aucun écho parce qu'ils croupissaient encore dans une ignorance absolue et une torpeur complète. Quand les idées d'émancipation ont commencé à pénétrer parmi eux, l'ère du romantisme était terminée et le monde adorait des Dieux nouveaux ; il se faisait gloire d'être devenu plus pratique, raillait le sentimentalisme et les fantasmagories dont les générations précédentes avaient été les dupes. Vouk Karadjitch, Louis Gaï, Yellatchitch, Garachanine, le prince Michel sont tous à leur façon des disciples de Krijanitch, de Kollar et des slavophiles russes ; les fondateurs de la Bulgarie moderne sont les élèves de Bismarck, ils ont grandi dans une atmosphère de réalisme brutal et les seules idées leur sont chères qui leur promettent quelque profit.

Avouons, pour être juste, que les maladresses des tsars ont sérieusement contribué à anéantir les quelques vestiges de slavisme qui sommeillaient dans l'âme bulgare. C'est une terrible affaire que d'émanciper un peuple et une aventure assez peu rémunératrice ; les libérateurs sont exigeants, naïvement hautains, et leur protection paraît vite lourde ; les affranchis sont pointilleux, susceptibles, difficiles à satisfaire, et pour démontrer leur jeune vitalité, hérissent leur

crête. Ce n'est pas ici le lieu de retracer l'histoire des relations de la Russie et de la Bulgarie depuis 1870 ; les lignes générales en sont connues de tous et les plus habiles sophismes des polémistes cobourgeois n'y changeront rien ; la Bulgarie est l'œuvre d'Ignatiev et d'Alexandre II ; sans eux, elle n'aurait jamais secoué le joug des Turcs ; il n'est même pas sûr que, sans l'exemple et les appels de la Serbie, elle eût avant longtemps senti la honte de la servitude, et elle croupirait encore dans une misère sans rêve et sans révolte.

A toutes les époques, les volontaires qui partent pour soutenir la cause d'un peuple reviennent de leur équipée allégés de nombre de leurs illusions. Le premier contact entre les troupes russes qui franchirent le Danube en 1877 et les Bulgares fut pénible ; les officiers surtout s'irritaient de l'indifférence veule et endormie d'une population abrutie par l'esclavage, de l'avidité des paysans, de leur égoïsme, de leur lenteur de mouvement et d'âme. Le malentendu ne s'est jamais complètement dissipé depuis. Les bureaucrates de Pétersbourg et les généraux qui administrèrent quelque temps le pays n'étaient pour la plupart ni très intelligents ni très honnêtes ; puisque la Russie avait arraché le pays à la Porte, n'avaient-ils pas le droit de l'exploiter à leur tour ? La maladresse et l'entêtement d'Alexandre III achevèrent la rupture ; en 1885, il froissa brutalement l'opinion en s'opposant à la réunion de la Roumélie orientale à la Bulgarie et en exigeant l'abdication d'Alexandre de Battenberg au lendemain de sa victoire de Slivnitza. Le pouvoir passa avec Stambulov à des arrivistes forcenés qui, pour se maintenir à la tête des affaires, se donnèrent pour tâche de ruiner l'influence étrangère, et s'acharnèrent surtout contre les Russes dans lesquels ils détestaient leurs plus redoutables rivaux. Leur propagande forcenée supprima les derniers vestiges de reconnaissance qu'avait laissés la croisade de

1877 et, après la chute de Stambulov, elle fut continuée, avec plus d'adresse, mais la même passion, par Ferdinand.

L'anachronisme des Alliés en 1915 était vraiment comique ; ils raisonnaient par déduction : la Russie a rendu service aux Bulgares, donc... Mais, outre qu'en lui-même ce raisonnement est d'une médiocre justesse psychologique, il était depuis longtemps en contradiction avec les faits les plus patents.

Il existait bien encore un parti qui se nommait russophile. Seulement sa prétendue russophilie n'était qu'un bouclier d'apparat, une arme de parade ; elle lui servait à combattre ses rivaux au dedans et ne répondait à aucune conviction intime. La preuve, c'est que, du jour où il crut y voir son intérêt, il oublia la Russie et le slavisme, et les beaux sentiments dans lesquels il s'enveloppait ne l'empêchèrent pas d'apporter à Radoslavov et à l'Allemagne son appui et ses votes. Dans la masse inerte se prolongeaient quelques réminiscences confuses qui, par minutes, frémissaient au choc de noms éclatants : Plevna, la passe de Chipka, Gourko, Skobelev. Il eût été moins fou de bâtir un château sur le sable que de chercher un point d'appui dans cette foule flottante et tourbillonnante, poussière que disperse le premier souffle.

Un peuple est une création de longue haleine qui naît péniblement de l'effort douloureux des siècles et du travail continu des générations. Les Bulgares, au moment où ils s'étaient échappés de la tyrannie ottomane, n'étaient qu'un troupeau de misérables serfs, accoutumés à subir passivement les volontés du maître, incapables de volonté ferme et de passions actives ; pas d'autre bourgeoisie que quelques commerçants, corrompus par le voisinage des Turcs, et prêts aux plus basses compromissions pour acheter une heure de sécurité ; au-dessus, d'anciens chefs de comitadjis,

qui apportaient dans la politique leur brutalité de condottieri, leurs ruses de maquignons et leur réalisme sauvage. Par ignorance ou inertie, par lâcheté et par indifférence, par intérêt surtout, la nation avait depuis longtemps entonné la ritournelle des premiers violons qui lui chantaient l'indépendance du cœur.

« Mettons de côté tout sentimentalisme, toute considération d'humanité, et toute faiblesse d'âme, écrivaient les *Narodni Prava* (19 juin 1916). Pas de générosité au moment de la conclusion de la paix. » — Comment la Russie ne serait-elle pas devenue l'ennemie, puisqu'il était évident que son intérêt et son honneur lui interdisaient de consentir à l'anéantissement de la Serbie « notre ennemie véritable » ?

Stamboulov avait donné le signal et, depuis, la presse menait contre les tsars une campagne acharnée. Après l'assassinat d'Alexandre II, le libérateur, Karavelov avait offert aux révolutionnaires la plus large hospitalité et organisé un banquet en leur honneur. Même après que Nicolas II, plus faible et moins intransigeant que son père, avait ouvert les bras au repentir de Ferdinand, celui-ci avait continué à être l'instrument docile de la Hofburg contre Pétersbourg et il avait inculqué autour de lui la conviction que l'avenir de la Bulgarie dépendait d'une alliance étroite avec Vienne. « La Russie a fait beaucoup de mal à notre jeune peuple », écrit M. Momtchilov (*Reichspost*, 25 décembre 1914). — Pour nous autres Balkaniques, affirme la *Kambana*, la Russie a été depuis des siècles un ours dangereux. — L'*Écho de Bulgarie* insiste : « On a tort à l'étranger de croire que la Bulgarie a été appelée à la vie autonome par la volonté exclusive de la Russie. Lorsque les armées du tsar traversèrent le Danube, elles trouvèrent une nation déjà formée, un peuple apte à l'existence indépendante. » (17 octobre 1914). — D'après les *Narodni Prava*, la Bulgarie indépendante date

du Congrès de Berlin et elle est née de la défaite que Bismarck a infligée à la diplomatie russe. — « Les soldats russes, hurle la *Kambana* (8 septembre 1916), quand ils tombaient sous le couteau des héros bulgares, imploraient la vie sauve en criant : Nous sommes des frères, nous sommes des parents. Le Bulgare ne fut jamais aussi fier qu'à l'heure où il vit à genoux devant lui le protecteur orgueilleux et lâche d'hier, le voisin criminel, l'ennemi héréditaire. »

Parents des Russes ! Frères des Slaves ! — Les Bulgares ne reconnaissent pas cet humiliant cousinage. — Nous ne sommes pas des Slaves, mais des descendants des Huns, les fils des Tatares, les frères des Hongrois. — « Le pacte de sang qui unit les parents pour des siècles, lisons-nous dans le *Pesti Hirlap* (30 avril 1916), est une coutume immémoriale chez les races touraniennes... Pour les députés bulgares, Budapest n'est pas seulement la première station qui se trouve sur leur route, elle tient aussi la première place dans leur cœur... Nous n'avons pas oublié la déclaration d'une importance historique capitale du président du Sobranié quand il a dit que la confiance et la sympathie que ressent le peuple bulgare pour le peuple hongrois ont été les causes premières de son rapprochement avec les puissances de l'Europe centrale. »

La Russie prétendait abuser de la bonne foi bulgare, en alléguant, pour l'entraîner à sa suite, la communauté d'origine et d'intérêts. Heureusement la Bulgarie a été mise sur ses gardes par de pénibles expériences. Elle a fait le jeu de ses adversaires quand elle a soutenu la cause du slavisme : peu s'en est fallu qu'elle ne mourût de son erreur ; désormais elle sait où est son intérêt et où choisir ses amis : la Slavie est condamnée. « La restauration du royaume de Pologne, déclare le député Madjarov, membre influent du parti démocrate, met fin à la slavophilie et au panslavisme qui ne

pouvaient vivre que grâce à la prétention de la Russie de protéger à sa manière et pour ses intérêts les différents peuples slaves. » — La Russie n'a jamais eu pour la Bulgarie que des sentiments de jalousie et de haine : — « Je me demande, racontait Ferdinand à son retour de Pétersbourg, où il s'était rendu en 1911 avec le président du conseil M. Malinov, ce qu'on déteste le plus là-bas, mon peuple, mon gouvernement ou moi-même. » — « Le slavisme, écrit Ghenadiev, est un obstacle fatal à notre puissance nationale et à notre enthousiasme ; il serait temps d'en finir avec cette erreur et de ne plus propager ce mensonge. »

Dès le 28 août 1914, le journal *Outro* répondait aux journaux russes qui rappelaient à la Bulgarie ses devoirs vis-à-vis du slavisme : « La Bulgarie a vécu jusqu'à l'année dernière dans l'illusion qu'il y avait réellement une idée slave. Nous savons aujourd'hui l'énorme confusion que cache cette idée du slavisme. Ou bien voudrait-on se servir de nous comme d'un simple instrument du slavisme ? *Les Slaves se trouvent fort bien en Autriche* ; les Polonais slaves sont fort malheureux en Russie... Quand l'année dernière, en 1913, le corps bulgare a été déchiré, l'âme slave de la Russie est restée indifférente et même beaucoup se sont réjouis de nos malheurs. Aujourd'hui nous pansons les blessures que nous a values notre slavisme exagéré ; depuis que nous nous sommes débarrassés du slavisme, nous nous sentons beaucoup plus légers. » — « Grand merci pour votre sympathie slave, écrit le *Dnevnik* (30 novembre 1914). Misérables oppresseurs qui voulez avec vos prétendus sentiments slaves achever la ruine de la Bulgarie. »

La diplomatie alliée ignorait-elle ces manifestations ? — Il est impossible de le supposer. Pour en atténuer la gravité, elle se plaisait à les attribuer à quelques enfants perdus ou en rejetait la responsabilité sur le prince seul, comme cer-

tains pacifistes impénitents tâchent aujourd'hui d'innocenter le peuple allemand en accablant son souverain. Ferdinand, au même titre que Guillaume, a exalté les passions de ses sujets ; il ne les a pas créées ; elles existaient avant lui et, quelque subtils que soient ses procédés de gouvernement, il n'aurait pas si facilement désarmé l'opposition s'il n'y eût pas eu entre ses sujets et lui une harmonie préalable ; il les a guidés dans la voie où ils désiraient marcher, et ils étaient animés des mêmes appétits que lui. Comme Guillaume II, il est populaire, malgré sa couardise, son avarice et sa mauvaise foi. C'est que les nations se divisent en deux catégories nettement tranchées : les unes ont le sens de la liberté ; les autres aspirent à l'hégémonie, et pour y atteindre elles font aisément litière de leurs propres droits. Ferdinand est un despote ; les Bulgares lui pardonnent sans peine sa tyrannie, parce qu'ils comptent bien par elle prendre leur place dans le groupe des conquérants et des maîtres.

Dans la lutte engagée, ils avaient fait leur choix dès la première heure et il a fallu que les Alliés fermassent les yeux à l'évidence pour ne pas apercevoir le caractère dilatoire des négociations qu'ils entretenaient. On ne peut s'empêcher de donner raison sur ce point à Ryzov. — « Il est étrange, déclarait-il au *Berliner Tageblatt*, que la diplomatie de l'Entente n'ait jamais pu comprendre la situaion de la Bulgarie et la façon dont elle pouvait atteindre son but naturel. Il est plus difficile encore de s'expliquer comment cette diplomatie et la presse qu'elle inspire peuvent accabler la Bulgarie de ces épithètes malsonnantes : fourbe, perfide, traîtresse. Rien de plus simple que la conduite de la Bulgarie depuis le début de la guerre ; elle a été condamnée à garder longtemps la neutralité parce qu'il lui fallait achever ses préparatifs militaires et n'intervenir que vers la fin des hos-

tilités ; elle avait aussi intérêt à négocier avec l'Entente pour obtenir d'elle la reconnaissance formelle de ses droits essentiels sur la Macédoine. » — La plupart des journaux ont longuement ressassé le même thème, en termes plus amers et plus insolents. Leurs railleries ne sauraient nous surprendre et leurs sarcasmes sont parfaitement justifiés : l'aveuglement de l'Entente a vraiment dépassé les bornes du vraisemblable et elle a poussé jusqu'à l'absurde le précepte de saint Paul : « Espérez contre toute espérance. » Ses illusions persévérantes, qui ont survécu même aux attaques directes des bandes bulgares et à leurs incursions réitérées en Serbie, seraient purement inintelligibles si nous ignorions la puissance des idées préconçues qui faussent les observations les plus précises. L'excuse est-elle suffisante ? — La postérité jugera, et il est à craindre que son verdict ne soit sévère ; il est certain du moins que l'opinion publique, qui a été justement irritée par les erreurs anciennes, se révolterait contre les hommes qui, après de si dures expériences, retomberaient dans le même piège et essaieraient de reprendre les mêmes tractations fallacieuses et ridicules. Les Bulgares ont renié leur race, ils ont levé le poignard contre la Russie libératrice ; ils seraient malvenus, le jour prochain de l'expiation, à réclamer l'indulgence des autres Slaves.

III

Comment ne se sont-ils pas aperçus qu'en favorisant les ambitions des Empires du Centre, ils préparaient leur prochain asservissement ? — Tout d'abord, et malgré les apparences, leur patriotisme est de date trop récente pour être très réfléchi et très prévoyant.

Le patriotisme vrai et profond ne se confond pas avec les

brusques poussées d'une colère même légitime ; il implique le souci de l'avenir et le sang-froid qui distingue et classe les intérêts supérieurs du pays. Nous avons eu plus d'une querelle avec l'Angleterre depuis 1871 ; même quand nous étions persuadés que la justice était de notre côté, nous n'avons jamais oublié que nous avions d'autres adversaires. Pour satisfaire leurs rancunes immédiates, les Bulgares n'hésitent pas à compromettre leur destinée et ils ne voient aucun déshonneur à subir la tutelle étrangère si elle leur fournit le moyen de venger leurs récentes injures. Le sentiment national est une plante délicate qui ne grandit que lentement sur un sol soigneusement préparé ; il a pour condition le sacrifice des passions instinctives à une raison supérieure ; il suppose un esprit éveillé et ouvert, une large générosité et une imagination assez active pour se figurer les lendemains mélancoliques que prépare souvent une victoire intempestive.

Les Bulgares, qui n'ont aucune générosité naturelle et dont l'éducation est à peine commencée, souffrent à un degré prodigieux d'une complète absence d'imagination. Ils s'en félicitent et s'en vantent, comme il est de mode que chacun de nous baptise ses imperfections d'une épithète honorable. L'imagination, créatrice de chimères, est sans doute une faculté dangereuse et elle égare souvent les peuples qui s'abandonnent aveuglément à sa direction. Le réalisme est plus fallacieux encore, qui, absorbé par les résultats de l'heure présente, ignore et dédaigne le prix dont ils seront ensuite payés. Si complète que l'on suppose la victoire des Serbes, quand ils auront groupé autour d'eux tous les Slaves des Balkans occidentaux et de l'Autriche, ils ne sauraient avoir ni les moyens ni le désir d'assimiler et d'opprimer les Bulgares, tandis qu'il est évident que les Germains ne les considéreront jamais que comme des alliés

de seconde catégorie, à qui ils imposeront leurs coutumes et leur langue et qu'ils réduiront à une véritable servitude nationale et morale. Ils ne dissimulent pas leurs intentions et, même aujourd'hui, à travers les compliments officiels de leur diplomatie, perce à chaque pas le dédain qu'ils ressentent pour ces barbares à qui ils ont accordé le privilège de combattre dans leurs rangs. L'aristocratique impertinence avec laquelle on les traite, les Bulgares n'en sentent pas la morgue, et peut-être même éprouvent-ils quelque vanité malsaine à faire partie d'une maison où les maîtres le prennent de si haut. Les ambitions les plus extravagantes s'allient souvent avec une extrême bassesse de cœur ; Ferdinand de Cobourg qui, dans ses nuits inquiètes et tourmentées, a souvent caressé la chimère d'une entrée triomphale à Tsarigrad, ne s'est jamais complètement dégagé des souvenirs de sa première jeunesse, quand il portait l'habit des Habsbourgs ; au premier appel de Guillaume, il porte la main à sa couronne et rapproche les talons : *Zu Befehl.* — Rien de plus curieux à ce propos que de comparer les termes dont usent, dans leurs relations réciproques, les membres de l'Entente et les séides des Puissances centrales ; d'un côté, des alliés ; de l'autre, des vassaux et des suzerains.

Le 18 janvier 1916, Ferdinand de Cobourg et son maître se sont rencontrés à Niche et ont échangé des toasts qu'ont reproduits presque tous les journaux de l'Europe et qui méritent en effet d'être retenus. — Sire, a dit le Cobourg, le petit-fils de Louis-Philippe, ce jour a une haute signification historique. Il y a aujourd'hui 215 ans que le grand ancêtre de Votre Majesté, Frédéric Ier, ceignit de sa main puissante la couronne royale de Prusse. Le 18 janvier 1871, Guillaume le Grand rétablit à Versailles la dignité d'Empereur allemand ; aujourd'hui, 18 janvier 1916, son glorieux petit-fils, après avoir balayé de sa puissante parole les obstacles qui

arrêtaient sa marche, traverse la partie nord-ouest de la Péninsule Balkanique et foule victorieusement le castel romain de Nissa. *Ave Imperator, Caesar et rex, victor et gloriose. Ex Naisso antiqua omnes Orientis populi Te salutant, redemptorem ferentem oppressis prosperitatem atque salutem. Vivas.* » — Guillaume II n'est pas un fervent des lettres classiques et il a plus d'une fois condamné la vanité des études latines ; peut-être, ce jour-là, cependant, est-il quelque peu revenu de ses préventions ; à défaut d'autres mérites, le latin de Niche a celui d'être clair ; les monarques domestiqués que pensionnaient les Augustes n'auraient pas mieux parlé. — Guillaume II, d'un geste magnifique, a récompensé aussitôt l'impérial flagorneur, en le nommant feld maréchal de l'armée prussienne : « Je suis heureux avec mon armée de ce que, en acceptant cette dignité, vous êtes devenu un des nôtres dans ce sens particulier aussi. »

Être admis dans les rangs allemands, participer à cette culture supérieure, se faire agréer dans cette élite,— ne fût-ce que comme écuyer ou frère-servant, — les Bulgares ne comprennent pas de gloire plus haute et ne briguent pas de plus brillant honneur.

Le calcul a joué sans doute un grand rôle dans leurs décisions ; avec leur héroïsme naturel, ils ont couru au secours du succès, et ils ont attendu pour attaquer la Serbie que son armée fût immobilisée par Mackensen. Qu'on ne m'accuse pas de calomnier leur bravoure ; ils ont crié leur prudence sur les toits. Leurs généraux mêmes nous ont appris qu'à la suite de leurs dernières expériences, ils s'étaient convaincus que leurs soldats supportaient mal les fatigues d'une longue campagne, que leur ardeur diminuait vite et qu'il n'était pas commode de maintenir la discipline parmi eux ; ils sont intervenus parce qu'ils croyaient que la guerre allait être terminée, au moins dans les Balkans, et

qu'ils n'auraient qu'à attendre paisiblement le prix assuré de leurs modestes exploits.

Ils auraient eu moins de confiance s'ils n'avaient été dupes de leur admiration pour l'Allemagne. Soyons justes même pour nos adversaires : leurs dithyrambes ne sont pas seulement dictés par de serviles calculs, et l'enthousiasme qu'ils affichent pour Guillaume II, ses méthodes et ses sujets, est en partie sincère. Ils sont entraînés vers eux par l'identité des caractères et la ressemblance des âges. Comme tous les Barbares, ils sont indifférents aux grâces et aux vertus d'une civilisation raffinée ; ils ont le goût naturel de la pompe et de la masse ; ils aiment le clinquant, les gestes sonores, les paroles retentissantes, les mines mélodramatiques ; ils confondent la brutalité avec l'énergie et ils traitent d'efféminé quiconque n'est pas un goujat. Ils se plaisaient à Berlin et s'y sentaient chez eux. Le luxe de bric-à-brac, les monuments immenses, tout ruisselants de stuc, l'étalage bruyant d'une science orgueilleuse de son poids, les moustaches hérissées et les éperons sonnant sur le pavé, tout ce débordement d'arsenaux, d'usines, de docks, de rails où se mirait la jeune Allemagne, cette marée montante d'une richesse de fraîche date exerçaient sur ces cerveaux frustes et sur ces âmes avides de puissance, de gain et de jouissances matérielles une invincible attraction. Personne n'a subi plus que les Bulgares cette fascination du *colossal* qu'a si justement signalée M. Ferrero, et personne n'est moins capable de goûter la *grandeur* dont la mesure et le goût sont les conditions inséparables.

Quand les délégués du Reichstag sont venus en 1916 visiter officiellement Sofia, ils ont été accueillis avec un tel excès d'enthousiasme qu'ils en ont éprouvé quelque étonnement et presque de la gêne. « La joie de la Bulgarie, écrivaient alors les *Narodni Prava* (24 juin 1916), a été in-

descriptible, parce qu'elle dépassait tous les vœux et toutes les prévisions. » — Faisons aussi large que vous le voudrez la part de la police dans ces manifestations spontanées et aussi celle de l'ivresse subite qui, à certains jours, s'empare des peuples et les frappe de délire ; une adulation aussi tumultueuse suppose le consentement unanime des consciences et la connivence de l'opinion. — « Nous voyons dans la nation allemande, écrivaient les *Nouvelles militaires* (25 juin), une grande éducatrice et dans l'esprit allemand le plus noble trésor de vertus. »

« Si le XIX^e^ siècle, lisons-nous dans le *Dnevnik*, a été marqué du sceau de la civilisation française et des entreprises anglaises, le XX^e^ siècle sera le siècle de la culture allemande... La France a déjà donné à l'humanité ce qu'elle a pu ; elle est actuellement épuisée et a besoin de repos et de renouvellement. C'est le tour de l'Allemagne. » (9 février 1917.) — « Dans l'immense mêlée qui bouleverse l'Europe, écrit de son côté l'*Écho de Bulgarie* (4 octobre 1916), l'Allemagne montre depuis deux ans des qualités morales et des vertus sociales qui n'ont été encore atteintes par aucune race. »

Quelques niais demandent : que nous importe d'être Français ou Allemands ? — et après tout on peut leur accorder qu'il se trouve en France un petit nombre d'arriérés qui ne seraient pas entièrement déplacés en Poméranie ou dans les hautes vallées bavaroises. Les plus belles monnaies renferment une part d'alliage et les plus nobles nations ont leurs déchets. Écartons du pied ces pauvres épaves et occupons-nous seulement de ceux qui méritent vraiment le nom d'hommes et de citoyens. Ce qu'ils perdraient, ces citoyens et ces hommes, à subir le joug allemand, le nombre

d'échelons qu'ils descendraient, le meilleur moyen de nous le représenter, c'est de voir l'idéal que se forgent les vassaux de l'Allemagne, d'après le modèle qu'elle leur fournit, mais sous une forme moins hypocrite, avec des contours plus arrêtés et des expressions plus triviales. Le paradis germano-touranien serait un enfer de violences, d'exactions et de rapines, où quelques maîtres implacables exploiteraient des sujets prosternés sous la trique. Le rêve des Bulgares est de reconstituer à leur profit le régime turc et, avec l'appui de Berlin, d'y prendre la place des anciens janissaires.

Ils ne pardonnent pas à l'Entente de se mettre en travers de leurs grandioses aspirations. De là, au moins en partie, la fureur des imprécations que la presse de Sofia lance quotidiennement contre nous. En partie seulement, parce qu'elles ont avant tout, je crois, leur origine dans l'abîme qui sépare leur nation des peuples civilisés. L'homme est essentiellement misonéiste et le sauvage voit un ennemi dans quiconque ne suit pas les mêmes règles de vie et n'obéit pas aux mêmes conceptions morales. *Peregrinus hostis*. De longs siècles d'expérience et d'éducation sont indispensables pour que nous apprenions à respecter la conscience d'autrui et surtout à sentir la beauté d'idées et de coutumes contraires à celles que nous avons reçues de nos aïeux ; nos oreilles ne goûtent que les harmonies traditionnelles Les Bulgares, assagis par les rudes épreuves que leur attireront leurs ambitions insensées et criminelles, seront un jour amenés à passer au crible les doctrines fondamentales qui aujourd'hui déterminent leur action ; du moins, il est chrétien de l'espérer et il n'est pas déraisonnable de l'admettre ; — à condition que nous n'oubliions pas que ces conversions sont nécessairement lentes et qu'elles sont généralement traversées par de redoutables rechutes.

Pour le moment, aucune incertitude n'est possible ; ils

éprouvent pour l'Angleterre et la France, tout comme pour la Russie, une aversion qui peut paraître singulière, puisque nous n'avons eu pour eux que des sourires et des bienfaits, mais qui est d'autant plus effrénée qu'elle a pour origine une sorte de révolte de l'instinct en face d'une civilisation plus évoluée. La première idée du barbare chez lequel pénètre le missionnaire, quelque supérieure que soit la foi qu'il lui apporte, est de l'envoyer au supplice.

A Sofia, cette exaspération se traduit par des vociférations furibondes et des anathèmes dont l'exagération dépasse les limites du ridicule. MM. Sokolovitch, Kuhne, Yakchicth, etc., n'ont eu, au milieu de cette floraison malsaine, que l'embarras du choix pour composer un bouquet odorant d'invectives et de malédictions. « En France, en Italie et en Angleterre, écrit la *Kambana* (5 septembre 1916)... les affaires politiques sont confiées à des hommes sortis de la boue des rues, qui ont aussi peu de talents que de scrupules moraux. Mensonges brutaux, intrigues, achats de consciences, infamies, voilà les procédés de l'Entente vis-à-vis des neutres... La France républicaine a fait plusieurs fois banqueroute et mangé l'argent de ses créanciers... Paris s'est transformé en une maison de fous où chaque habitant se sent plus glacé que les glaces du Pôle Nord. » « L'Angleterre, écrivent les *Narodni Prava* (17 septembre), n'a plus qu'à reconnaître qu'elle est arrivée au bout de son rouleau. Qu'elle rentre chez elle brisée, ruinée et détruite ;... qu'elle subisse la destinée de ce qui est vieux et impuissant. » — La mort de Kitchener, « qui sert actuellement de bonne pâture aux poissons de la mer du Nord » (*Narodni Prava*, 7 juin 1916), est aussi la mort de la puissance navale de l'Angleterre. — « Une lutte héroïque se déroule devant nous, lisons-nous dans une brochure de M. Petkov, professeur à l'Université de Sofia : d'une part, la sainte et puis-

sante culture germanique ; de l'autre, la civilisation française pourrie, qui, condamnée à mort, tâche d'entraîner dans sa ruine tous les peuples de l'Europe. La France n'est qu'un cloaque immonde qui contamine l'atmosphère de l'Europe. » (*La Bulgarie et les intrigues de la Russie*, Sofia, 1914). — Un poète qui s'intitule tataro-bulgare, fort renommé dans son pays, Cyrille Kristov, nous crache à la figure une ode *A la grande Nation*. — « Dormez en paix, vous qui fûtes les grands fils de la France d'autrefois. Que sont aujourd'hui vos descendants ? Des misérables malpropres, un tas de dégénérés... Leur corruption est grande. Veux-tu les payer ? ils profaneront tout. Mais il y a une Providence. La justice veille. Elle accable aujourd'hui votre France de malheurs indescriptibles. Nous bénissons ses ennemis vainqueurs. O nobles chevaliers, frappez, vous êtes le fouet vengeur dans la main de Dieu. » — « L'Allemagne, écrit le colonel Basile Angelov (juillet 1916) dans sa brochure *L'heure de la Bulgarie*, en dehors de l'immense service qu'elle nous rend par la destruction de la Russie et de la France, nous montre le seul moyen d'établir notre hégémonie dans les Balkans. Un peuple qui tend à la domination s'arme contre tous ses voisins et il doit être prêt à soutenir la lutte contre tous. L'exemple de l'Allemagne nous enseigne qu'on ne reçoit pas la domination, on la conquiert. On ne l'obtient pas en cadeau, elle est le prix de la victoire. Si nous ne conquérons pas l'hégémonie, nous ne serons pas la Prusse des Balkans. » — Les Français ont-ils montré cet implacable et incessant désir de guerroyer contre tous leurs voisins ? — Non. Alors, qu'ils reconnaissent leur décrépitude et cèdent la place. —

On parodie la *Marseillaise*.

« Allez, enfants de la Patrie ! Aux sons glorieux de la *Marseillaise*, vos ancêtres jadis brisaient les chaînes des

esclaves. Aujourd'hui, infidèles à vos aïeux, vous forgez des chaînes nouvelles dans votre pays endeuillé. Allez, enfants de la Patrie !

« La liberté, la justice, un idéal sacré paraient jadis vos fiers drapeaux. — Ces souvenirs, vous en rougissez presque. Allez, enfants de la Patrie !

« Esclaves, malheur à vous. Malheur à vous, bourreaux. Vos cris, vos lamentations ne touchent plus personne. En avant Français, Cafres, Sénégalais, magnanimes alliés d'un tyran ! Allez, enfants de la Patrie !

« Un fier ennemi foule la terre française. — Qu'importe qu'elle soit anéantie, qu'une honte nouvelle redouble les hontes anciennes et qu'une inexprimable souillure salisse votre drapeau ?

« Vils et méprisables descendants de la révolution sublime, vos oreilles sont sourdes à la voix de l'honneur. Vous n'êtes plus des chevaliers, mais une horde de mercenaires accourus pour opprimer, anéantir et exterminer. Allez, enfants de la Patrie ! »

~

L'indignation, a dit Bismarck, n'est pas un état d'âme politique. — Je ne m'indigne pas, je constate. — A quoi bon, disait l'autre jour une dame confite en dévotion, divulguer les crimes des Allemands ? Pourquoi répandre les lamentables récits des supplices infligés par eux à nos compatriotes ou nous raconter les souffrances qu'endurent dans les camps d'outre-Rhin les prisonniers russes ? Voulez-vous donc empêcher la réconciliation future ? — La bonne dame — et que d'hommes sont femmes sur ce point ! — comprend mal la question et ne voit pas le nœud du débat. Il ne s'agit nullement d'entretenir des pensées

de vengeance, mais de prévenir le retour des atrocités dont nous avons été victimes, nos alliés et nous. Le pardon des injures est une admirable vertu chrétienne ; il devient une détestable imprudence dès qu'il se confond avec l'oubli. Si nous avions été moins légers et si nous avions conservé plus soigneusement dans notre mémoire les souvenirs de 1870, l'invasion nous aurait trouvés mieux préparés. Il est utile de célébrer l'anniversaire de ses victoires ; il est meilleur encore de se rappeler ses défaites et les calamités qu'elles ont entraînées. Comme on connaît les saints, on les adore, dit la sagesse populaire. Le diable était bien vieux quand il se fit ermite ; ni les Prussiens ni leurs émules, les Prussiens des Balkans, ne sont assez avancés en âge et en sagesse pour que nous croyions à leur repentir. S'ils nous tendent la main, prenons garde de la saisir ; nous sentirions vite les griffes.

Actuellement, ils savent, les uns et les autres, que leur coup a raté, et la partie risque de leur coûter cher. Leur unique espoir, pour sortir à peu près indemnes d'une entreprise qui a mal tourné, c'est d'obtenir vaille que vaille de notre inconstance et de notre béate longanimité une paix qui leur permette de réparer leurs forces et de recommencer leurs préparatifs. Pour nous y décider, tous les moyens leur sont bons, et ils mettent en avant tour à tour les ruses les plus diverses et les partis les plus opposés. Un jour ils poussent les socialistes que les plus cruelles expériences n'ont pas réveillés de leurs utopies humanitaires, et le lendemain, ils obtiennent l'intervention de la Cour romaine. Ces tentatives publiques ne sont pas les plus redoutables. Dans l'ombre se nouent des intrigues suspectes, et des conversations étranges s'engagent. Il y a quelques semaines, le *Journal de Genève*, dans un entrefilet énigmatique, annonçait que, si des financiers venus de divers

points du monde s'étaient rencontrés, il n'avait pas été question de paix dans leurs mystérieux colloques. L'opinion, qui a applaudi à la décision du gouvernement quand il a interdit les conférences de Stockholm, s'étonne et s'émeut des facilités singulières que rencontrent ces agents d'affaires ; elle se rappelle qu'au moment d'Agadir le président du conseil avait des entretiens confidentiels avec le directeur de la Deutsche Bank et que, depuis la guerre, les visites à Rome de ce même financier ont été sévèrement commentées par le *Times*. Le voyageur en question a bruyamment annoncé qu'il adressait au *Times* une lettre de rectification qui s'est sans doute égarée en route et que, dans tous les cas, je n'ai pas trouvée dans le *Times* — il avait même parlé d'un procès qui n'a jamais été commencé.

Ces intrigues, dont je ne m'exagère pas l'importance, ont cependant l'inconvénient de créer un état de trouble qui relève la confiance de nos ennemis et retarde l'heure de notre victoire. Il est nécessaire d'en finir une bonne fois et de regarder les choses en face et nos adversaires dans le blanc des yeux. La guerre qui nous a été imposée est une guerre à mort qui ne saurait se terminer que par notre ruine complète, si nous n'obtenons pas une victoire éclatante ; quiconque parle de compromis et fait miroiter à nos yeux la possibilité d'un traité honorable pour les deux parties montre simplement qu'il n'a aucune idée de la situation. Quiconque essaye de nous attirer dans le piège des conversations prématurées se fait, volontairement ou non, par aveuglement, par veulerie ou par trahison, le complice de l'Allemagne. La récente offensive de l'Autriche-Allemagne du côté de l'Italie est une preuve nouvelle de la sottise inouïe que nous commettrions en répondant aux invites qui nous viennent de Berlin, de Vienne ou d'ailleurs. Pendant que Czernin et Andrassy prenaient à témoin tous les

saints du Paradis de leurs sentiments de modération et d'humanité, ils ne songeaient qu'à gagner du temps et à endormir notre vigilance.

Les Allemands ont plus d'un tour dans leur sac. Certains de leurs comparses, dont beaucoup sont inconscients — mais leur rôle n'en est que plus dangereux — cherchent à capter notre bienveillance en faveur de l'Autriche et suent sang et eau pour nous convaincre que Charles Ier serait, si nous voulions accepter son assistance, notre meilleur garant contre les rancunes de Guillaume. D'autres se donnent pour tâche de plaider la cause de la Bulgarie, et veulent nous persuader que nous devrions essayer de la combler de faveurs pour l'éloigner de nos ennemis.

De quelque côté qu'elles viennent et quelque but qu'elles visent, les invitations à la paix, qui ne nous ont certes pas manqué depuis quelques mois, se distinguent toutes par certains caractères assez singuliers. — Avant tout, une indulgence plus qu'évangélique pour nos ennemis, une inépuisable mansuétude en face de leurs crimes, et une ingéniosité merveilleuse à leur trouver des excuses : — Êtes-vous donc bien sûrs que, dans le fond de vos âmes, vous n'aviez pas quelque sentiment inamical vis-à-vis des Allemands. Cherchez bien. — Là-bas, tout au fond, ne leur gardiez-vous pas une vieille rancune ? — Et alors, n'avaient-ils pas quelque droit de se croire menacés, et sont-ils si coupables s'ils ont prévenu les noirs complots que vous machiniez contre eux ?

Et ces pauvres Bulgares, sans doute ils ont eu tort dans la forme : mais pouvez-vous affirmer que s'ils n'avaient pas attaqué les premiers, ils n'auraient pas été attaqués eux-mêmes ? Et les méchants Serbes n'ont-ils pas été bien durs pour eux, bien impitoyables ?

Tout naturellement, les pacifistes ne manquent pas de

tirer de ces prémisses sophistiques leurs conclusions évidentes ; ils nous invitent, puisque les torts sont au moins partagés, à faire les premiers pas et à donner des gages de notre bonne volonté. Pourquoi parler de victoire complète ? Puisque nous prétendons défendre la cause de la civilisation, montrons-nous magnanimes ; ne refusons pas à nos adversaires quelques menues faveurs dont ils nous garderaient une éternelle reconnaissance. — Dans tous les projets de paix, c'est toujours à nous, à nos amis, à nos alliés, qu'on réclame des sacrifices. Pourquoi la Serbie ne renoncerait-elle pas à la Macédoine ? Les Slaves d'Autriche, à leurs désirs d'indépendance ? La Belgique, à une parcelle de sa liberté ? Et nous, à quelques colonies ?

Enfin, — et c'est le troisième point à relever dans le programme des pacifistes, — pour excuser ces demandes tout de même un peu incongrues, l'éternelle ritournelle que les peuples qui nous ont assaillis ne sont pas responsables de la rupture pas plus que les soldats ne sont coupables des dévastations ordonnées par l'état-major : ils ont été égarés par de mauvais bergers, et il suffit pour qu'ils rentrent dans le giron de l'humanité qu'on les délivre des imposteurs et des faux prophètes. Pour nous convaincre de l'innocence des Allemands ou de leurs vassaux, on voudrait nous persuader qu'ils regimbent sous le joug de leurs souverains et, de temps en temps, quelques agités organisent une enquête à grand orchestre : dans son numéro du 13 octobre, le *Times*, d'ordinaire mieux inspiré, publiait un article bizarre où un de ses correspondants lui parlait d'une réaction anti-germaine en Bulgarie : le gouvernement de Radoslavov s'effondrait ; en cas d'élections nouvelles, il n'aurait pas dix députés pour le soutenir ; toutes les sympathies du peuple vont à l'Entente. — Corollaire : Donnez un bakchich à ces gens qui n'attendent qu'un signe pour se jeter dans vos bras.

Contes bleus à dormir debout et conclusions absurdes, parce qu'elles découlent d'hypothèses radicalement erronées. Les prétendus griefs de la Bulgarie contre la Serbie sont purement imaginaires ; les concessions les plus larges auraient aussi peu de succès aujourd'hui qu'en 1915, puisqu'on ne saurait la contenter qu'en lui reconnaissant l'hégémonie et en lui abandonnant les peuples des Balkans, et, quant aux sympathies latentes de la masse pour l'Entente, les textes que j'ai cités et qu'il serait facile de multiplier à l'infini, montrent assez le cas qu'il convient d'en faire ; la contradiction que l'on croit apercevoir entre les sentiments du peuple et l'attitude de son souverain n'a jamais existé que dans le cerveau de quelques songe-creux à qui même la guerre n'a rien appris.

« L'existence de la Serbie, sous n'importe quelle forme, écrivait l'officieux *Narodnoié Pravo* (18 mars 1916), serait une menace éternelle pour la paix des Balkans et un obstacle perpétuel au développement politique de l'Europe... Demander sa destruction, ce n'est pas cruauté, mais nécessité supérieure, et d'elle dépend l'avenir de l'humanité et avant tout le nôtre. » — « Plus la Bulgarie sera grande et forte, disait à Sofia (juillet 1916) le député Erzberger, qui a déployé depuis lors une activité pacifiste si suspecte, plus les intérêts de l'Allemagne seront satisfaits. Les buts de la Bulgarie et de l'Allemagne sont dans la même direction et s'accordent harmonieusement. » — Vers la même époque, un professeur de l'Université de Sofia écrivait dans la *Europæische Staats und Wirtschafts-Zeitung* de Leipzig : « Depuis les derniers événements, les meilleurs politiques du pays, le roi en tête, étaient arrivés à la conviction que les intérêts de la Bulgarie lui prescrivaient de s'attacher aux Puissances centrales. Elle n'avait pas d'autre moyen de s'opposer à l'agrandissement de la Serbie. Au moment où

la guerre a éclaté, ils surent clairement aussitôt le parti qu'elle prendrait. Notre décision n'a pas été déterminée seulement par la nécessité d'être du côté où pencherait probablement la victoire, mais plus encore par le calcul froidement réfléchi des intérêts réels du pays. Même s'il eût paru que les chances de succès définitif étaient du côté de l'Entente, la Bulgarie ne se serait pas résignée d'un cœur léger à s'associer à sa victoire, parce que cette victoire aurait impliqué l'agrandissement d'un peuple qui nous est hostile. Voilà pourquoi toutes les peines que s'est données l'Entente en Bulgarie devaient nécessairement aboutir à un échec. »

Où est la voix qui s'est élevée contre ces calculs d'un égoïsme misérable ? Quel journal a rappelé à la Bulgarie ses devoirs envers la Russie et le slavisme ? Dans quel groupe une protestation s'est-elle élevée ? « A certaines heures, écrivait dans le *Mir* (11 septembre 1915) Boris Vazov, un des chefs du parti russophile et un des orateurs les plus écoutés du Sobranié, nous devons imposer silence à nos divisions intestines. Au seuil des heures décisives qui vont sonner, la voix de la Patrie nous crie : oubliez les partis, accomplissez votre devoir civique ; il vous ordonne d'affronter les événements, quels qu'ils soient, avec discipline et patriotisme. » — L'appel de Vazov fut facilement entendu, parce qu'il traduisait la pensée de tous. — Le désaccord entre les intentions de Ferdinand et les aspirations de son peuple, affirmait cependant alors un communiqué officiel de Petrograd (27 septembre) est le secret de Polichinelle. Tous les renseignements qui nous arrivent confirment que l'irritation grandit dans la masse de la population à mesure qu'une rupture avec la Russie semble plus vraisemblable. — Optimisme voulu ? Illusion de cerveaux malades ? A relire ces communiqués, on se croit victime d'un cauchemar. Toujours est-il que, pendant que le cabinet de Petro-

grad berçait l'opinion avec ces prodigieuses sornettes, Guéchov, le russophile, saluait avec éclat dans les colonnes du *Mir* l'entrée en ligne de la Bulgarie « dont l'épée écrivait de nouvelles pages, non seulement dans l'histoire de la Péninsule, mais dans celle de l'Univers. » — « Toutes les divisions des partis ont cessé, écrivaient les *Novini* ; le Cabinet sera approuvé par l'unanimité du Sobranié. Le peuple bulgare est uni tout entier ; tout entier il forme une seule âme, et, tout entier, il s'élance comme un seul homme contre l'ennemi. » — Et c'était vrai. Agrariens, démocrates, socialistes, le *Narod* comme la *Poste des Balkans*, tous, tous entonnaient d'une même gueule la louange de Radoslavov.

Quelle preuve, quel commencement de preuve nous apporte-t-on que depuis 1915 l'opinion se soit modifiée ? — Que la foule soit lasse des sacrifices que lui impose la guerre et qu'elle désire une paix rapide, c'est certain — à condition que cette paix ait pour base la ruine de la Serbie. — Quel Français consentirait à un pacte pareil ?

~

Nous aurons l'occasion, j'espère, de revenir bientôt sur cette question de la Bulgarie, dont l'importance est considérable, et de suivre dans le détail des événements la diplomatie de Sofia ; l'étude des documents et des faits nous permettra de prouver que, bien avant les événements actuels, sa politique a toujours été dominée par un impérialisme morbide et que, pour atteindre le but de ses ambitions mégalomanes, elle a recouru aux procédés les plus déloyaux ; ils nous montreront comment, depuis le moment où elle a échappé à la domination turque, elle est tombée sous la tutelle des Habsbourgs, dont elle a été la docile et peu scrupuleuse servante.

Il nous a paru nécessaire, pour comprendre la persistance de sa politique, d'esquisser à grands traits la physionomie morale du peuple. Nous ne prétendons en tirer aucune conséquence générale pour l'avenir et nous nous garderons bien de prononcer contre les Bulgares une condamnation sans appel. Leurs amis nous affirment qu'ils sont laborieux, économes, durs à la fatigue, constants dans l'adversité ; nous ne demandons pas mieux que de les croire. Les Bulgares sont jeunes et ils ont sans doute devant eux un long avenir qui, pour être plus modeste que celui qu'ils avaient prétendu conquérir d'emblée, peut être fort honorable ; le malheur les assagira et, un jour, plus tard, quand on les aura séparés depuis assez longtemps des mauvaises compagnies qui ont corrompu leur adolescence inexpérimentée, les Slaves, qu'ils renient aujourd'hui, fêteront joyeusement leur retour au bercail. Ils ont fait un mauvais début dans le monde ; on l'oubliera par la suite. L'Évangile nous apprend qu'on tua le veau gras quand l'enfant prodigue rentra au foyer paternel ; mais il avait traversé auparavant une période d'épreuve, et mangé des caroubes en compagnie des pourceaux qu'il gardait.

L'ITALIE, L'AUTRICHE ET LA YOUGOSLAVIE [1]

PARMI les documents que les bolcheviki ont trouvés dans les archives du Pont-aux-Chantres, un des plus intéressants est le traité que les Alliés ont signé avec l'Italie le 26 avril 1915. Malgré tous mes efforts, je n'ai pu me procurer le numéro des *Izvestiia* où il a paru. Je suis donc obligé de m'en rapporter à la traduction anglaise qui a été publiée par la *New Europe* dans son numéro du 17 janvier 1918 (p. 24-27). Ces traductions du français en russe, du russe en anglais et de l'anglais en français ne vont pas naturellement sans quelques inconvénients, surtout quand il est question d'un document diplomatique dont les termes ont été certainement soigneusement pesés. Comme il s'agit cependant surtout de clauses territoriales, il est permis de supposer que le texte que nous donnons ci-après, et dont l'importance n'échappera à personne, peut être au moins provisoirement accepté comme base de discussion. Il vient d'ailleurs d'être lu à Montecitorio par M. Bevione (13 février) ; le ministre des affaires étrangères, M. Sonnino, n'en a pas contesté l'authenticité, et les rectifications apportées

[1] Paru dans *Le Monde Slave*, février-mars et avril 1918.

depuis par les journaux italiens n'ont trait qu'à quelques points secondaires qui ne nous intéressent pas ici.

Voici ce texte :

« L'ambassadeur d'Italie à Londres, marquis Imperiali, sur les instructions de son gouvernement, a l'honneur de communiquer au secrétaire d'État pour les affaires étrangères, Sir Edward Grey, à l'ambassadeur de France, M. Cambon, à l'ambassadeur de Russie, le comte de Benckendorff, le mémoire suivant :

I. Les grandes puissances de France, de Grande-Bretagne, de Russie et d'Italie, concluront sans délai une convention militaire qui fixera le maximum des forces militaires que la Russie sera tenue d'opposer à l'Autriche-Hongrie, dans le cas où celle-ci jetterait toute ses forces contre l'Italie. Cette convention militaire règlera aussi les questions relatives à un armistice éventuel, dans le cas où elles ne rentreraient pas, de par leur nature, dans la compétence du commandement général.

II. L'Italie, de son côté, s'engage à conduire la guerre avec tous les moyens dont elle dispose, d'accord avec la France, la Grande-Bretagne, et la Russie, contre les États qui sont en guerre avec elles (1).

III. Les forces navales de la France et de la Grande-Bretagne prêteront à l'Italie leur active coopération jusqu'au moment où la flotte autrichienne aura été détruite, ou jusqu'à la conclusion de la paix. La France, la Grande-Bretagne et l'Italie concluront sans délai, dans ce sens, une convention navale.

IV. Au futur traité de paix, l'Italie recevra le Trentin ; le Tyrol méridional tout entier jusqu'à sa frontière naturelle et géographique, le Brenner ; Trieste et ses environs ; la province de Gorizia et de Gradis a ; l'Istrie entière jusqu'au Quarnero, y compris Volosca et les îles istriennes, Cherso et Lussin, et

(1) Le texte publié par le *Manchester Guardian* du 18 janvier dit *tous* les États. Ce mot *tous* ne se retrouve ni dans la *New Europe* ni dans le discours de M. Bevione. Mais il me semble ressortir nécessairement de l'article.

aussi les îles plus petites de Plavnik, Unia, Canidoli, Palazzuola, S. Pietro Neravio, Asinello et Gruica, avec leurs îlots voisins.

Note I : En application de l'article 4, la frontière suivra les points suivants : du sommet de l'Umbrile elle se dirigera vers le Nord jusqu'aux sources de l'Adige et de l'Eisack, puis elle franchira les monts Reschen, le Brenner et les cimes de l'Etz et du Ziller. Elle se dirigera alors vers le Sud en touchant le mont Toblach pour atteindre la limite actuelle de la Carniole qui est voisine des Alpes. Sur cette frontière, la ligne atteindra le Tarvis et suivra la ligne de partage des eaux des Alpes Juliennes, au-delà des crêtes de Predil, Mangart et Tricorno et des passages de Podberdo, Podlansko et Idria. De là, la frontière tournera dans la direction du Sud-Est, vers le Schneeberg, de manière à ne pas comprendre le bassin de la Save et de ses tributaires dans le territoire italien. Du Schneeberg, la frontière descendra vers la mer, en enfermant comme territoires italiens Castua, Matuglia et Volosca.

V. De même, l'Italie recevra la province de Dalmatie dans son étendue actuelle en y joignant, vers le Nord, Lissarika et Trebinje [1] et, vers le Sud, les territoires jusqu'à une ligne qui partira de la mer près du cap Planka [2] et suivra vers l'Est la ligne de partage des eaux, de manière à laisser à l'Italie toutes les vallées dont les rivières se jettent dans la mer, près de Sebenico, en particulier la Cikola, la Krka et la Butichnica, avec leurs tributaires. L'Italie recevra aussi toutes les îles au Nord et à l'Ouest de la côte dalmate, en commençant par Premuda, Selve, Ulbo, Skerda, Maon, Pago et Puntadura et au delà, vers le Nord, et en arrivant à Memeda, au Sud, en y ajoutant les îles de Saint-André, Busi, Lissa, Lesina, Tercola, Curzola, Cazza et Lagosta, et tous les îlots et écueils environnants et ensuite aussi Pelagosa, mais sans les îles de Grande et Piccola Zirona, Buje, Solta et Brazza.

Les points suivants seront neutralisés :

1) Toute la côte du cap Planka au Nord, jusqu'à la partie Sud de la péninsule de Sabbioncello au Sud ; cette péninsule sera placée dans la zône neutre.

---

(1) Deux petits centres de la Croatie du Sud-Ouest.

(2) Entre Troguir (Trau) et Chibénik (Sebenico).

2) Une partie de la côte, qui partira d'un point à dix kilomètres au Sud de Ragusavecchia jusqu'à la rivière Vojussa, au Sud, de manière à enfermer dans la zone neutralisée tout le golfe de Cattaro, avec ses ports, Antivari, Dulcigno, S. Giovanni di Medua et Durazzo. — Cependant, les droits du Montenegro seront réservés, dans la mesure où ils se fondent sur les déclarations échangées entre les parties contractantes, en avril et mai 1909 ; ces droits ne s'entendent que pour les possessions actuelles du Montenegro ; ils ne s'appliquent pas aux pays et ports qui pourraient à l'avenir être accordés au Montenegro ; aucune partie de la côte qui appartient aujourd'hui au Montenegro ne sera soumise à la neutralisation à l'avenir, mais toutes les restrictions légales auxquelles le Montenegro a donné son adhésion en 1909 demeureront en vigueur.

3) Toutes les îles non attribuées à l'Italie.

Note II : Les districts suivants sur l'Adriatique seront, par l'action des puissances de l'Entente, compris dans les territoires de la Croatie, de la Serbie et du Monténégro :

Vers le Nord de l'Adriatique, toute la côte depuis le golfe de Volosca près de la frontière italienne jusqu'à la frontière septentrionale de la Dalmatie, en y comprenant toute la côte qui appartient aujourd'hui à la Hongrie ; toute la côte de la Croatie, le port de Fiume, et les petits ports de Nevi et de Carlopago, et de même les îles de Veglia, Pervicio, Gregorio, Kali et Arbe ;

Au Sud de l'Adriatique, où sont intéressés les Serbes et le Montenegro, toute la côte du cap Planka au Drin, avec les ports très importants de Spalato, Raguse, Cattaro, Antivari, Dulcigno et S. Giovanni di Medua,comme aussi les îles Grande et Piccola Zirona, Buja, Solta, Brazza, Cikjan et Calomotta.

Le port de Durazzo peut être attribué à l'État musulman indépendant d'Albanie.

VI. L'Italie obtiendra en toute propriété Valona, l'île de Saseno et un territoire d'une étendue suffisante pour l'assurer contre des dangers d'une nature militaire, approximativement entre la Voussa au Nord et à l'Est et le district de Schimar au Sud.

VII. L'Italie, quand elle aura obtenu le Trentin et l'Istrie, en vertu de l'article IV, et la Dalmatie avec les îles de l'Adriatique, en vertu de l'article V, ne s'opposera pas, dans le cas où il serait formé en Albanie un petit État autonome et neutre,

à ce que la France, la Grande-Bretagne et la Russie, si elles le désirent, partagent entre le Monténégro, la Serbie et la Grèce les districts du Nord et du Sud de l'Albanie. La côte méridionale de l'Albanie, de la frontière des territoires italiens de Valona jusqu'au cap Stilos, sera neutralisée. L'Italie aura le droit de diriger les relations de l'Albanie avec l'étranger. Dans tous les cas, l'Italie sera tenue d'assurer à l'Albanie un territoire assez étendu pour que ses frontières touchent à celles de la Serbie et de la Grèce, à l'Est du lac Ochrida.

VIII. L'Italie obtiendra la pleine possession de toutes les îles du Dodécanèse qu'elle occupe actuellement.

IX. La France, la Grande-Bretagne et la Russie reconnaissent en principe l'intérêt de l'Italie au maintien de la balance des pouvoirs dans la Méditerranée et son droit à obtenir, après l'écroulement de la Turquie, une part égale aux leurs dans la Méditerranée, en particulier dans la région voisine de la province d'Adalia, où elle possède des droits spéciaux et des intérêts consignés dans la convention italo-britannique. La part réservée à l'Italie sera déterminée en temps opportun, en tenant compte des intérêts essentiels de la France et de la Grande-Bretagne. De la même manière, il devra être tenu compte des intérêts de l'Italie, même dans le cas où les puissances maintiendraient pendant un certain temps l'inviolabilité de la Turquie d'Asie et se borneraient à y répartir des sphères d'intérêt. Dans le cas où, pendant la présente guerre, la France, la Grande-Bretagne et la Russie occuperaient des districts de la Turquie d'Asie, tout le district voisin d'Adalia et défini en plus grand détail ci-dessus sera réservé à l'Italie, qui réserve son droit de l'occuper.

X. En Libye, l'Italie, obtient la reconnaissance de tous les droits et prérogatives qui, en vertu du traité de Lausanne, avaient été réservés au Sultan.

XI. L'Italie recevra une indemnité de guerre proportionnée à sa force et à ses sacrifices.

XII. L'Italie s'associera à la déclaration de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie, en vertu de laquelle les villes saintes des Mahométans doivent être laissées entre les mains d'un État musulman indépendant.

XIII. Dans le cas où la France et la Grande-Bretagne étendraient leurs possessions coloniales en Afrique aux dépens de l'Allemagne, elles reconnaissent en principe à l'Italie le droit de demander certaines compensations, sous la forme d'une extension de ses possessions en Erythrée, dans le pays des Somalis, en Libye, et dans les territoires coloniaux limitrophes des colonies françaises et anglaises.

XIV. La Grande-Bretagne s'engage à faciliter aussitôt à l'Italie la conclusion, à des conditions favorables, sur le marché de Londres, d'un emprunt qui ne sera pas inférieur à cinquante millions de livres sterling.

XV. La France, la Grande-Bretagne et la Russie s'engagent à soutenir l'Italie en tant qu'elle ne permettrait pas au Saint-Siège d'entamer une négociation diplomatique pour amener la paix et régler les questions soulevées par la guerre.

XVI. Le présent traité doit être tenu secret. Quant à l'adhésion de l'Italie à la déclaration du 5 septembre 1914, elle ne sera publiée qu'après les déclarations de guerre de et à l'Italie.

Les représentants de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie, après avoir pris connaissance de ce memorandum, et munis des pouvoirs nécessaires, d'accord avec le représentant de l'Italie, qui était également autorisé par son gouvernement, décident :

La France, la Grande-Bretagne et la Russie se déclarent pleinement d'accord avec le présent memorandum qui leur a été présenté par le gouvernement italien.

Quant aux articles I, II et III relatifs à la coordination des opérations militaires des quatre puissances, l'Italie déclare qu'elle prendra part réellement à la guerre aussitôt que possible, et en tout cas avant la fin du mois qui suivra la signature du présent document par les parties contractantes.

(*Signé en quatre exemplaires, le* 26 *avril* 1915.)

Edward Grey, Jules Cambon, Imperiali, Benckendorff.

Le texte publié par les bolcheviks est-il complet et exact ? — Tout permet de le supposer, parce que nous ne

voyons aucune raison qui aurait pu les pousser à en modifier la teneur et que les gouvernements intéressés ne l'ont pas démenti. On n'y lit pas cependant la clause du *veto*, dont il a été souvent question ces derniers mois, en vertu de laquelle les Alliés auraient promis à l'Italie de s'opposer à la réunion de la Serbie et de la Croatie. [*M. Gauvain suppose*, (Journal des Débats, 18 février.) *que, pour « dissimuler un engagement d'un caractère aussi choquant, on avait jugé plus décent de le rejeter dans une dépêche ou une lettre explicative.» Son hypothèse paraît assez vraisemblable*] (1). Peut-être la Consulta, comme le suppose encore M. Gauvain, comptait-elle se servir de cette clause du veto comme d'un moyen pour peser sur les Yougoslaves : elle leur aurait offert d'y renoncer à condition qu'ils reconnussent les autres conditions du traité du 26 avril.

J'ai toujours été, pour ma part, l'adversaire résolu de la diplomatie secrète, qui est un des legs les plus déplorables de l'ancien régime et du pouvoir absolu. Elle n'a jamais donné que des résultats lamentables, parce qu'elle repose sur une conception radicalement erronée et sur la méconnaissance absolue des conditions actuelles de la vie publique et des conséquences du régime démocratique. Elle tend, en effet, à imposer aux peuples une politique qu'on n'ose pas leur avouer, et elle se résume dans un mot : « la diplomatie contre la nation ». Le système des « secrets », qu'il ait été appliqué par Louis XV, par Napoléon III, ou en 1911, n'a jamais abouti qu'à des désastres. Prétendre le continuer de nos jours est une pure folie et un non-sens, puisque les traités les plus formels sont caducs du jour où le peuple dont on a engagé subrepticement la signature se refuse à les ratifier. Le moment arrive toujours où il faut payer de

(1) Les passages entre parenthèses angulaires avaient été censurés pendant la guerre.

sa personne, et les cabinets qui n'ont pas derrière eux la masse de la nation sont bien vite acculés à une capitulation sans gloire. Les seules clauses, ainsi, qui aient quelque chance d'être respectées sont celles qui sont acceptées par la conscience publique, et il n'y a, dans ce cas, aucune raison de ne pas les proclamer à haute voix. Du jour où l'Allemagne par son agression de 1914, a déchiré elle-même le traité de Francort, nous n'avons pas hésité à annoncer solennellement que, puisque la guerre nous était imposée, nous ne la terminerions qu'après avoir rattaché à la France les provinces qui nous avaient été arrachées au mépris de toute justice. L'Italie de même, quand au XIX^e^ siècle elle a commencé la lutte pour son indépendance, a réclamé sans hésitation l'indépendance de la péninsule, des Alpes à l'Adriatique. — Pourquoi ? — Parce qu'elle était sûre d'avoir pour elle à la fois l'adhésion de la conscience universelle et le dévouement inébranlable de ses propres enfants. Pourquoi renonce-t-elle à ses plus illustres traditions ? Après tout, elles ne lui ont pas si mal réussi ; [*et ne voit-elle pas que c'est une médiocre preuve de foi dans sa propre cause que de dissimuler dans des clauses secrètes ses désirs et ses espérances ?*]

Encore si le mystère dont s'entourent les diplomates n'était pas aussitôt percé ! Leur secret n'est le plus souvent que le secret de Polichinelle, qui est mal fait pour relever leur prestige. — La Convention du 26 avril a été divulguée au lendemain même du jour où elle avait été conclue, et il était impossible qu'il en fût autrement, parce qu'elle touchait à des intérêts trop multiples. D'ailleurs, il faut en prendre son parti : discrétion et régime parlementaire sont deux termes contradictoires ; résignons-nous à vivre dans une maison de cristal. A peine connu, le traité a [*produit une impression déplorable, et tout le monde avoue aujourd'hui qu'il a eu de néfastes conséquences*]. Il a doulou-

reusement surpris les neutres. Il a donné des armes à l'Allemagne qui a pris des mines confites et doucereuses pour dénoncer les vues ambitieuses de ses ennemis. [*Il a créé entre l'Italie et ses nouveaux alliés un état de sourde défiance, parce que la Consulta les a toujours soupçonnés de soutenir sans ardeur et sans sincérité des engagements qui répondaient mal à leurs véritables aspirations*]. En Italie même et en France, il a découragé les idéalistes qui acceptaient avec un enthousiasme fervent les sacrifices de la guerre, parce qu'ils y voyaient l'aurore d'une ère nouvelle où les doctrines impérialistes n'auraient plus aucune place. Surtout — et c'est le point le plus grave, celui aussi qui rentre dans l'horizon de notre Revue — il a éloigné de nous les populations yougoslaves, prêtes à tous les sacrifices pour conquérir leur indépendance, mais qui n'avaient évidemment aucune raison de se soulever contre l'Autriche dès qu'on exigeait d'elles qu'elles renonçassent à leurs revendications les plus chères. Par là, il a favorisé le retour offensif des partisans de l'Autriche, encore fort nombreux dans le monde, et toute la cohorte bigarrée et bruyante des défenseurs des Habsbourgs a repris courage, puisque ses adversaires se divisaient.

Rien ne saurait être plus dangereux, parce que la destruction de la monarchie austro-hongroise est la condition première de l'émancipation du monde et, par conséquent, le prélude et la garantie nécessaires de notre victoire.

Il ne nous a pas fallu moins de trois ans de guerre pour nous convaincre que notre action militaire était affaiblie et compromise par la division et l'incohérence de nos efforts. Mais l'unité diplomatique n'est pas moins indispensable que l'unité du commandement militaire. Pour l'obtenir, un seul moyen : partir de principes qui soient acceptables

pour tous. Ces principes, le président Wilson les a énumérés dans sa récente réponse aux chanceliers Hertling et Czernin, et des prémisses qu'il pose se dégagent certaines conséquences inéluctables ; il n'a pas jugé utile de les formuler expressément, et il a préféré s'en tenir à des axiomes généraux ; mais il a établi si fermement et si clairement les points essentiels de sa doctrine qu'il est facile, en s'inspirant de ses paroles, de fixer un programme qui ralliera toutes les consciences. — Cette guerre, a-t-il dit, a eu ses racines dans le mépris des petites nations et des nationalités qui voulaient disposer d'elles-mêmes et déterminer leur propre allégeance et la forme propre de leur vie politique....., mais qui ne trouvaient ni dans leurs forces ni dans leur union le moyen de faire respecter leur volonté. La paix future aura surtout pour objet de mettre fin à cette anarchie qui favorise les pires entreprises... Il ne suffit pas, pour garantir le monde contre de nouveaux cataclysmes analogues à celui qui désole aujourd'hui l'humanité, de pactes séparés et de contrats égoïstes. « Il faut que chaque partie du réglement final soit fondée sur la justice essentielle du cas particulier... Les peuples et les provinces ne doivent pas faire l'objet de marchés entre État et État, comme s'ils étaient de simples objets ou de simples pions d'un jeu, même du grand jeu, — aujourd'hui à jamais discrédité, — de l'équilibre des forces..... Tout réglement territorial doit être fait dans l'intérêt et au bénéfice des populations..... Toutes les aspirations nationales bien définies devront recevoir la satisfaction la plus complète qui puisse leur être accordée sans introduire de nouvelles causes de trouble ou perpétuer d'anciens éléments de discorde et d'antagonisme susceptibles, avec le temps, de rompre la paix de l'Europe et, par conséquent, du monde. »

Le Président Wilson est un juriste et un philosophe ; il

se plaît aux conceptions générales, et la langue dont il se sert, vigoureuse et drue jusqu'à en paraître parfois un peu abstruse, ne se prête pas facilement à la traduction. Sur le sens général de sa pensée, pourtant, et sur la portée de ses récents messages, aucun doute n'est possible. Ils se résument, en somme, en quelques idées maîtresses, qui ne trouvent guère plus d'adversaires, au moins dans les pays démocratiques : — La guerre est un abominable fléau et une honte pour l'humanité ; il faut, par conséquent, nous unir dans un vigoureux effort pour l'extirper. — Elle ne disparaîtra que si l'on trouve une recette d'organisation qui garantisse aux peuples le minimum d'indépendance et d'honneur sans lequel ils ne sauraient se résigner à vivre. — A eux seuls appartient le droit de disposer de leurs propres destinées, et leur liberté ne saurait être limitée que dans la mesure où elle deviendrait une menace et un danger pour la liberté d'autrui. Sous cette seule réserve, leur volonté est souveraine, à condition qu'il soit établi qu'elle est durable, sincère et, pour cela, qu'elle ait été démontrée par des résolutions tenaces et des sacrifices répétés. — Dans leur application la plus timide, ces idées impliquent la dissolution de l'Empire des Habsbourgs, qui ne se maintient que par l'oppression des peuples et malgré leur volonté manifeste. Elles doivent trouver un écho empressé chez les Italiens, d'abord parce qu'elles sont, en somme, la généralisation des idées mêmes sur lesquelles s'est fondée leur indépendance et qu'elles érigent en loi suprême, en code de l'humanité la conduite des grands acteurs du Risorgimento. Rome reprend son rôle naturel de Créatrice du Droit. A la lumière de sa raison, l'univers nouveau et qui tâtonne encore dans les ténèbres vient allumer son flambeau. — Ensuite, parce que l'Italie a un avantage immédiat et évident à la dissolution de l'Autriche qui, même vaincue et affaiblie, resterait

une menace pour elle et un instrument de vengeance pour l'Allemagne. Ce serait un mauvais calcul pour elle que de sacrifier ses intérêts vitaux à l'acquisition de quelques milliers de sujets qui ne seraient pendant longtemps que des rebelles. Les Yougoslaves et les Italiens sont unis par une trop étroite communauté de souvenirs et de désirs, et ils sont les uns et les autres trop ingénieux et trop raisonnables pour ne pas apercevoir les inconvénients des rivalités qui les ont un moment divisés.

Je ne me propose pas, dans cette étude, de rechercher les termes d'un projet d'entente. J'y serais probablement fort malhabile. Mon désir est plus modeste et plus théorique. Je voudrais simplement examiner la valeur scientifique des droits des Italiens sur les terres qu'ils réclament. La question a donné naissance à une littérature extrêmement abondante, où les thèses contradictoires ont été exposées sous toutes leurs faces. Naturellement, beaucoup de ces ouvrages sont des travaux de circonstance assez superficiels, et il serait aussi inutile que fastidieux d'essayer d'en donner une bibliographie complète. Quelque compliqué que soit un litige, les arguments se réduisent toujours à un nombre assez limité, et ce que l'on nomme renouveler un sujet se borne le plus souvent à présenter sous une forme différente les plaidoiries anciennes. Dans un sens ou dans l'autre, les raisons ont été complètement présentées. Le moment semble donc favorable pour les résumer et les discuter.

~

La thèse de l'impérialisme italien a été exposée, entre autres, par M. Supio Slataper (*Confini orientali*), par M. Gayda (*L'Italia d'oltre Confini*), dans la deuxième édition de Crisadi (*Un Impero*), et par M. Dudan (*La Monarchie*

des Habsbourgs). Elle a été présentée, je crois, sous sa forme la plus intransigeante, par M. Tamaro (*Italiani e Slavi nell Adriatico* et *L'Adriatico golfo d'Italia, l'italianità di Trieste*). M. Tamaro est un polémiste de grand talent ; sa verve est nourrie, non pas alourdie, par une érudition fort abondante, sinon toujours très méticuleuse, et son éloquence se répand en vagues bondissantes, tumultueuses et sonores, sur les pays qu'il conquiert et les lecteurs qu'il submerge. Ses adversaires — qui n'en a pas ? — l'accusent de manquer un peu de mesure, et ses admirateurs vantent son impétuosité, qui le pousse à occuper les positions les plus aventurées. Il ne choisit pas entre les arguments, et le flot que roule sa torrentueuse éloquence est un peu bourbeux et trouble.

« L'Adriatique », nous dit-il, « est un champ d'éternelles luttes que ne suspend aucune trêve. Sa possession signifie une veillée d'armes sans paix ni repos sur les côtes et sur les eaux. C'est peut-être en souvenir d'histoires grandioses que nous ne connaissons plus, peut-être par pressentiment du mystère qui fait de l'Adriatique le facteur de conflits dans lesquels se créent et mûrissent les nations et les États, qu'Eschyle, dans son *Prométhée enchaîné*, la nomme mer de Rhéa et qu'Apollonius de Rhodes l'appelle mer de Chronos ; ils l'unissent ainsi l'un et l'autre aux forces divines qui sont le principe de la vie et de l'histoire humaine. »

Et voilà comment Eschyle, l'Égypte et la Grèce se trouvent enrôlés, sans avoir été consultés, — du moins que je sache, — sous la bannière de l'irrédentisme italien. M. Tamaro a trouvé à la Convention du 26 avril d'antiques origines et M. Sonnino n'est que l'exécuteur de la pensée de Denys de Syracuse.

« La fondation d'Ancone, d'une part, la fondation et le développement de Tragurion de l'autre, la colonisation plus intense d'Issa (Lissa) et de Pharia (Lesina), la constitution d'une flotte

à Isso (Alessio), la lutte contre les Étrusques et les Illyriens, la bataille navale de Pharia (383 av. J.-C.) où les Grecs vainquirent les Jadasini (Zaratins) et leurs alliés, telles furent les phases, les épisodes de la politique de Denys. Elle eut pour points cardinaux quelques principes fondamentaux et immuables dans l'histoire de la domination de l'Adriatique : unité d'action sur les deux côtes, un centre fortifié à l'entrée, possession de l'Archipel, base navale dans l'Adriatique. »

L'histoire, disait Renan, est une pauvre petite science conjecturale ; et il n'attachait qu'une importance secondaire à ses assertions. Elle est bonne fille et se prête de bonne grâce aux fantaisies des journalistes qui savent s'en servir. M. Tamaro nous avertit d'ailleurs que s'il ne remonte pas plus haut que Prométhée et Denys de Syracuse, c'est uniquement par excès de scrupule. « Les époques dites antédiluviennes pourraient fournir des arguments favorables à la thèse italienne » et les restes de grands mammifères à Lesina et dans d'autres îles d'alentour prouvent, paraît-il, l'unité morphologique de la Dalmatie et de l'Italie.

M. Tamaro est moins italien que vénitien ; il ne se défie pas assez de son imagination orientale et Cicéron l'aurait rangé parmi les orateurs asiatiques. Il ne tient pas toujours en bride son tempérament qui est exubérant et qui lui joue parfois de méchants tours. On compromet une cause en la poussant à l'extrême et il faut de l'attention et quelque bonne volonté pour découvrir sous les scories les arguments sérieux, qui ne doivent évidemment pas manquer dans ses livres. Ils s'adressent d'ailleurs au sentiment plus qu'à la raison et ils font appel aux passions de la foule qui se soucie moins d'être convaincue que d'être séduite et fanatisée. A ce point de vue, il serait tout à fait injuste de contester leur mérite et de nier leur succès, même si ce succès n'est pas toujours de bon aloi

Plus ou moins, les livres des extrémistes italiens sur la question de l'Adriatique se distinguent dans l'ensemble par des qualités analogues, — positives et négatives. De la flamme, de l'éloquence, un style imagé et brillant ; quelque confusion dans le développement, une certaine absence de critique, une hâte inquiétante à tirer de prémisses assez mal établies des conclusions excessives. On les parcourt sans ennui, on les suit avec sympathie, on les quitte sans regret et on les ferme sans désir de les reprendre. La plupart de ces écrivains donnent l'impression très nette d'émigrés qui ont perdu tout contact direct avec le peuple dont ils se donnent comme les avoués et les truchements : ils vivent dans un monde qu'a créé de toutes pièces leur imagination exaltée. Parmi ces publicistes, qui luttent avec tant de fièvre pour défendre l'italianité de la côte orientale de l'Adriatique, aucun ne nous donne l'impression d'y avoir conservé des attaches sérieuses et d'avoir joué dans les affaires un rôle de quelque importance ; on chercherait en vain dans leurs rangs un Wetterlé et un Blumenthal.

En Italie même, leurs thèses ont rencontré des adversaires singulièrement bien armés. M. Prezzolini (*La Dalmazia*, Florence, 1915) a répondu à M. Tamaro, avec une netteté et une verdeur qui ne sont permises qu'entre compatriotes.

« Partisan convaincu de la guerre contre l'Autriche », écrit-il, « avant tant d'autres qui se hissent aujourd'hui sur l'arbre que nous avons planté, nous ne voulons pas que le peuple italien, qui a voulu la guerre dans un esprit de sacrifice et d'idéalisme qui l'honore, soit conduit à des fins qui n'ont rien à faire, ou plutôt qui sont en contradiction formelle avec tous les principes pour lesquels il a pris les armes. Conquérir la Dalmatie serait un acte d'impérialisme qui ne peut pas être la conséquence d'une guerre nationale. »

M. Prezzolini en donne les raisons historiques, politiques

et économiques, et il apporte dans son argumentation, avec non moins de chaleur que son contradicteur, plus de méthode et de sobriété, une étude serrée des textes, un sens plus serein de la réalité et une connaissance directe de la situation actuelle, en même temps qu'un plus large souci de l'avenir.

L'œuvre qu'il a entreprise pour la Dalmatie, M. Vivante l'a accomplie pour l'Istrie et Trieste dans son *Irrédentisme adriatique*. Les Yougoslaves ont jugé le travail de Vivante si probant qu'ils en ont publié une traduction française. L'idée était bonne. Malheureusement, la traduction est assez imparfaite. Quelque pénible qu'il me soit de contrister des hommes dont j'admire le caractère et dont l'amitié m'est précieuse, je ne me lasserai pas de leur répéter qu'ils commettent une lourde erreur en attachant trop peu de prix aux questions de forme. Bien entendu, il ne s'agit pas ici de fleurs de rhétorique ou d'une élégance de convention. Mais nous avons le goût, ou plutôt le besoin de la clarté. Il m'est arrivé à plusieurs reprises, en lisant la traduction de Tergestinus, d'être obligé de me reporter à l'édition italienne pour comprendre la pensée de l'auteur. Je crains que beaucoup de lecteurs ne se laissent rebuter par ces obscurités et ces maladresses, et ce serait grand dommage. Dans le texte original, la pensée de Vivante est si précise, ses déductions sont si rigoureuses et ses preuves si solides, qu'il laisse dans l'esprit une impression persistante. Prezzolini et Vivante ont ramassé tout ce qui est essentiel, et il est caractéristique que les nationalistes n'aient jamais sérieusement entrepris de les réfuter. Les Yougoslaves auraient été bien inspirés en s'effaçant complètement derrière les Italiens qui défendent si vigoureusement et avec un si robuste courage la cause de la justice. Leur intervention devait avoir pour résultat de rendre le débat plus passionné et

d'offrir aux nationalistes italiens l'occasion de se présenter à la foule comme les défenseurs de la patrie menacée. Reconnaissons d'ailleurs que l'abstention des Yougoslaves dans une question qui les touchait directement, si elle était parfaitement raisonnable, eût supposé de leur part une abnégation héroïque, et il n'est pas sûr qu'elle n'eût pas été interprétée contre eux. Ils auraient paru déserter la lutte et abandonner le terrain à leurs adversaires.

Parmi les œuvres des Yougoslaves consacrées à la question de l'Adriatique, il convient de mettre hors de pair, — ne fût-ce que pour leur développement, — le livre du comte Louis de Voïnovitch, *L'Italie et l'Unité yougoslave* (1797-1917) ou celui de M. Vouk Primorac, *La question yougoslave* (1). Ce sont deux travaux de nature fort différente, le premier plus brillant, et d'une lecture plus entraînante, le second d'allure plus méthodique, riche en statistiques, abondant en renseignements ; celui-là alerte, imagé, fougueux, recherchant le trait et le rencontrant souvent, fourmillant de formules heureuses, qui amusent l'esprit et s'y gravent ; celui-ci sévère de ton, sobre de langage, modeste devant les faits et laissant au lecteur le soin de tirer les conclusions ; tous deux animés d'une ardente conviction et d'un patriotisme chaleureux, plus souriant et plus affable chez l'un, d'une franchise un peu âpre chez l'autre.

M. de Voïnovitch porte un nom illustre parmi les Yougoslaves, et le *Monde Slave* a publié une des pièces les plus connues de son frère ; il descend d'une famille qui, depuis longtemps, joue dans la politique de la Dalmatie un rôle éminent, et il est lui-même un exemple vivant de cette intime union qui s'est créée depuis des siècles entre les Yougoslaves et les Italiens. Par certains traits de son caractère

(1) Édition de la Société Yougoslavia, 20, rue Cujas, 1918.

et de son talent, il se rapproche plus, peut-être, des Italiens dont il combat les exigences que des Slaves dont il expose les titres. Son éloquence, un peu trop continue, se pare par moments d'atours flamboyants qui intimident nos yeux, peu habitués à l'éclatant soleil de Doubrovnik ; nous sommes un peu ahuris par ce ruissellement d'ornements. Trop de fleurs, disait le vieux Chalcas, et nous voudrions par moments échapper aux ondes sonores de cette harmonie ininterrompue. Il serait tout à fait injuste de dire que M. de Voïnovitch cherche l'effet et manque de simplicité. Seulement il la conçoit à la façon d'un grand seigneur vénitien de la belle époque. Le gros œuvre, qui repose sur de solides assises, disparaît sous la parure des arabesques, et l'unité des lignes se dérobe sous le fouillis d'une décoration étincelante. On ne résiste guère à cet art miroitant et papillonnant, qui fascine et qui éblouit ; mais, en en subissant le charme, on sait quelquefois mauvais gré à l'auteur du piège qu'il tend à votre imagination et on lui souhaiterait moins de talent, pour être bien sûr que l'on n'est convaincu que par les raisons qu'il apporte. Par ses qualités et plus encore par ses défauts fastueux, l'ouvrage de M. de Voïnovitch est riche d'enseignement pour le lecteur qui sait lire. Les livres nous instruisent à la fois par ce qu'ils contiennent, et par ce qu'ils sont. Rien n'est mieux propre que l'ouvrage de M. de Voïnovitch à nous faire comprendre l'état d'âme de la haute classe dalmate qui joint à un antique patriotisme dalmato-slave un indélébile attachement à cette douce terre d'Italie où elle cherche depuis des siècles la nourriture de son esprit.

A cette double origine, M. de Voïnovitch doit aussi la souplesse de son talent et la variété de ses aptitudes : diplomate, homme politique, journaliste, il est en même temps historien de profession, sinon de carrière. Il connaît la

technique du métier, il a pratiqué les archives, et il a publié sur Doubrovnik plusieurs ouvrages qui font autorité parmi les spécialistes. C'est un guide à qui on peut se remettre en confiance. Certaines parties de son œuvre sont tout à fait de premier ordre : le chapitre III, en particulier, où il nous narre les origines et les transformations du parti autonomiste italien. C'est que l'auteur possède ce qui manque à trop de polémistes, et ce que rien ne saurait remplacer, l'intimité directe avec les hommes et les choses ; les incidents qu'il nous raconte, il y a été mêlé ou il en a recueilli le récit des acteurs eux-mêmes ; il a frayé avec les personnages qu'il nous présente. Il ne nous donne pas une chronique péniblement élaborée sur la foi de documents desséchés et poussiéreux ; il a été mêlé aux luttes qu'il décrit ou il en a reçu l'écho direct ; il est entré dans les coulisses et il a surpris plus d'un secret. A certains moments, on sent qu'il n'a pas voulu tout dire, et que le diplomate a retenu visiblement chez lui l'indiscrétion de l'historien. Ou bien n'est-ce qu'un artifice d'artiste qui aiguise notre curiosité en se donnant l'air de ne pas la satisfaire ? Tel quel, pour tout le XIX^e siècle, son livre est un document de premier ordre et dont ne saurait se passer quiconque, par profession, intérêt scientifique ou amour de la justice, veut se faire une opinion réfléchie et personnelle sur la question dalmate.

Vouk Primorac — ce nom est évidemment un pseudonyme — a moins de métier que M. de Voïnovitch, et on ne trouve chez lui ni le même lyrisme ni la même note personnelle. Peut-être a-t-il eu le tort d'embrasser une tâche trop vaste, ce qui l'a obligé par moments à abréger ses développements ; son livre ressemble trop, çà et là, à un manuel un peu sec et froid. Du moins, les matériaux en sont judicieusement choisis et disposés avec soin, l'ensemble est clair, précis et certaines parties sont excellentes. M. de Voï-

novitch est un artiste ; M. V. Primorac, un homme d'affaires qui s'intéresse surtout au mouvement économique, et, à ce point de vue, il complète à merveille et confirme le volume de M. Vivante.

On trouvera à glaner d'utiles renseignements çà et là dans quelques autres ouvrages, dans les brochures d'Illyricus *Dalmazia et Italia*, *Consigli i avvertimenti* (Rome, 1915) et d'Italicus Senator, *La question de l'Adriatique*, ou surtout dans l'article publié par M. Haumant dans la *Revue historique* (T. CXXIV, année 1917) sur *La slavisation de la Dalmatie*, sans parler, bien entendu, des ouvrages généraux, tels que ceux de MM. Auerbach, Chervin et Chéradame. Je signalerai encore une brochure tout à fait remarquable publiée au nom et sous les auspices du G.·. O.·. D.·. F.·. *La Controverse italo-serbe, illustrée par deux exposés contradictoires par le F.·. I.·.* . Comme on le voit, les renseignements ne nous manquent pas, et, si nous ne sommes pas éclairés, nous ne saurions nous en prendre qu'à nous-mêmes. Essayons donc de nous faire une opinion ou, du moins, d'exposer les faits qui résultent nettement des documents. La conclusion en jaillira d'elle-même.

I

Les revendications italiennes se répartissent tout naturellement sous trois chefs : le Tyrol, la Dalmatie et l'Istrie.

Pour le Tyrol, les désirs de l'Italie ont varié. Le 8 avril 1915, M. Sonnino demandait pour elle « le Trentin avec la frontière qu'avait le royaume d'Italie en 1811, après le traité de Paris (28 février 1810) ». Elle réclame aujourd'hui, d'une façon générale, toute la vallée de l'Adige supérieur et de ses affluents, c'est-à-dire qu'elle a substitué la frontière

géographique à la frontière ethnographique. [*En se plaçant au point de vue strict du droit des peuples, ses exigences donneraient évidemment lieu à de sérieuses réserves*]. Mais la politique est l'art de concilier des principes contradictoires, et il ne suffit pas, pour rédiger un traité raisonnable, d'appliquer aveuglément quelques théories métaphysiques.

Les doctrines et les passions qu'elles soutiennent évoluent rapidement, bien que les idées anciennes survivent mystérieusement à leur défaite et continuent à exercer sur les âmes une obscure obsession même lorsqu'elles ont été abandonnées par l'intelligence. Au XVI^e^ siècle, il paraissait impossible de faire vivre dans le même État des hommes qui n'avaient pas la même conception de la Grâce et de l'Eucharistie. Les adversaires de jadis, sans dépouiller complètement leurs anciennes haines, ont aujourd'hui oublié les raisons qui les mettaient aux prises. Il est permis de même d'espérer que, si jamais les peuples et les gouvernements ont la sagesse de ne plus prétendre imposer à tous les habitants d'un pays la prépondérance d'une langue privilégiée, les rivalités ethniques perdront beaucoup de leur acuité, sans d'ailleurs s'effacer tout à fait, comme n'ont pas disparu encore les haines confessionnelles. L'exemple de la Suisse depuis le début de la guerre actuelle démontre qu'une longue communauté de souvenirs et la volonté réfléchie de l'union patriotique ne suffisent pas complètement pour étouffer les révoltes de l'instinct de race. Nous nous trouvons ici en face d'un problème qui déconcerte les rationalistes et, comme il dépasse leurs facultés d'analyse, ils se tirent d'embarras par des explications superficielles ou, plus simplement, en niant les faits. L'opinion populaire qui parle de la voix du sang est moins frivole et en réalité plus scientifique, c'est-à-dire mieux vérifiée par l'expérience, que les hautaines affirmations des sociologues qui,

ramènent tous les conflits à des raisons économiques. Je suis convaincu qu'un jour leurs théories paraîtront aussi puériles et singulières que les saillies des Encyclopédistes sur l'origine des religions. Dans l'histoire, comme dans l'univers, plus de choses existent que notre intelligence n'en comprend, et l'erreur essentielle des socialistes est de se refuser à l'admettre.

Peu importe d'ailleurs. Pour le moment, les États démocratiques admettent comme un dogme que les peuples ont le droit d'être consultés sur la forme de leurs gouvernements et que, par conséquent, ils ne sauraient être rattachés à un État que s'ils y consentent. Dans ses termes généraux, l'idée est certainement juste, puisqu'elle doit avoir pour résultat de diminuer les causes de conflit et d'accroître l'ordre dans le monde, ce qui est évidemment le désir universel. Dans la pratique, l'application est assez difficile. Le système du plébiscite, qui se présente naturellement à l'esprit, est une solution grossière, et on ne voit pas bien surtout de quelle façon et dans quelles limites il convient de l'appliquer. Il serait évidemment absurde qu'un groupe de communes du Brésil votât son annexion à l'Allemagne et que les communes du Piémont où le français est resté la langue courante, se séparassent de l'Italie. — Je ne crois pas être suspect de tendresse excessive pour l'Allemagne, et l'aversion insurmontable qu'elle m'inspire n'a jamais varié, précisément sans doute parce qu'elle est irréfléchie et instinctive. Cela ne m'empêche pas de constater ses vertus, qui, pour m'être odieuses, n'en sont pas moins remarquables, et de reconnaître que les idées qu'elle représente ne sont pas nécessairement fausses parce qu'elles ont des conséquences déplorables. *Medio tutissimus ibis*. Actuellement, parce qu'elle a fait de l'État un Moloch qui dévore tout, on en vient souvent à supprimer l'idée même de l'État, sans

s'apercevoir qu'on risque ainsi de miner l'idée de Patrie et que l'on tomberait vite dans l'erreur des bolcheviks.

L'État est comme le fruit de l'effort des générations qui nous ont précédés et le capital accumulé de leur travail continu ; il représente l'union indissoluble des morts et des vivants, le bien collectif des générations passées, présentes et futures, un majorat que nous ont légué nos ancêtres et que nous avons charge de remettre à nos enfants. Sans doute, il n'est pas très commode de déterminer la part d'influence qui revient à chacun dans cette association, mais il n'en est pas moins certain que les usufruitiers actuels sont liés par une sorte de contrat de substitution. Un pays vivant, à condition qu'il ne soit pas un simple conglomérat de groupes réunis malgré eux par la force arbitraire d'une dynastie, — comme l'Autriche par exemple, qui n'existe que par ses souverains, — est un fidéi-commis qui a une existence propre en dehors de ses administrateurs actuels. Paris aurait eu beau, en 1871, voter à une énorme majorité sa constitution en commune libre, son vote aurait été nul, non pas seulement parce qu'il aurait été en opposition avec le désir du reste de la France, mais parce que la France est plus que l'association de tous les Français ; elle est une personne morale qui a été créée par la volonté persistante des siècles, et il ne nous appartient pas de renoncer à l'héritage que nos pères nous ont transmis. Je ne me dissimule pas que ma théorie me fera accuser de mysticisme et surtout de germanisme. En réalité, je crois qu'elle se rattache à la pure tradition latine que les Allemands nous ont empruntée, qu'ils ont naturellement faussée en l'exagérant, et que nous aurions tort de leur abandonner.

Un État en tant qu'État a des devoirs, bien que Treitschke et les juristes d'outre-Rhin le nient, et il a des droits ; et d'ailleurs, droits et devoirs se confondent le plus

souvent. Il a, si l'on préfère, et pour me servir de l'expression de Montesquieu, ses *lois*, « qui sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses ». Ces lois, il lui arrive sans cesse de les violer, et nous commençons à peine à les entrevoir. « La loi, en général, est la raison humaine », c'est-à-dire le résultat de l'expérience acquise. Elle nous enseigne que tout peuple qui dépasse ses limites naturelles s'affaiblit et qu'un État court à sa ruine, quand, pour assouvir une ambition malsaine, il prétend soumettre des nations trop différentes, ou trop obstinément résolues à défendre leur individualité pour être assimilées. Mais la raison humaine nous enseigne aussi que, pour le moment, et sans doute pour de longs siècles encore, les peuples et les hommes seront sujets à des accès de fureur belliqueuse, que la fièvre de la conquête est plus difficile à supprimer que la fièvre jaune ou le choléra, et que, par conséquent, un État se doit à lui-même d'assurer à ses sujets des garanties de sécurité, c'est-à-dire des frontières qui les mettent en mesure de résister à l'invasion.

La difficulté commence quand il s'agit de tirer des conséquences pratiques de ces considérations générales. Il y a beau temps qu'on a dit que la politique est un art plutôt qu'une science. Où s'arrêteront les conquêtes légitimes ? — Où commencera l'abus et, par conséquent, le danger ? — La théorie du glacis militaire, qu'invoquaient Guillaume II et de Moltke pour s'emparer de l'Alsace et de la Lorraine, est révoltante parce qu'ils dissimulaient sous un prétexte hypocrite une aveugle cupidité et qu'ils ne ressentaient pas les craintes qu'ils affichaient. L'événement a prouvé du reste qu'ils étaient hors d'état de s'assimiler les provinces annexées. Il n'y a de conquête légitime que celle qui réussit. Sous Napoléon, la prise de possession de la rive gauche du Rhin était équitable puisque sans ses folies elle se serait ai-

sément maintenue ; aujourd'hui, elle serait une absurdité criminelle. Le partage de la Pologne et l'annexion du Hanovre par la Prusse sont deux actes de moralité très différente.

A défaut de règles précises, impossibles à formuler, nous possédons du moins certaines indications qui sont de nature à éclairer la conduite des hommes d'État. Pour qu'une annexion ne suscite pas de résistances trop générales et trop durables, il faut — et, le plus souvent, il suffit — qu'elle ne s'applique pas à des groupes trop nombreux et trop compacts, de façon à ce que l'attraction du pays conquérant s'exerce facilement ; que les intérêts matériels de la population ne soient pas lésés ; que les traditions historiques antérieures ne soient pas trop anciennes et trop fortes ; que les résistances qui suivent toujours une conquête ne soient pas encouragées et soutenues du dehors par un appui très énergique ; et enfin que l'annexion ne paraisse pas aux vaincus entraîner une sorte de diminution morale et de régression sur le tableau hiérarchique de la civilisation. C'est surtout ce sentiment de dégradation civique qu'a ressenti l'Alsace quand elle a été incorporée à l'Allemagne, et c'est aussi ce que les Allemands lui pardonnent le moins. — Il faut que les peuples sachent non seulement ce qu'ils doivent désirer mais aussi ce qu'ils ne doivent désirer dans aucun cas, et que les diplomates n'aient pas de lubies, qu'ils ne changent pas d'aune et de mesure comme de chemise — que leurs décisions soient conformes à l'opinion moyenne de tous ceux qui ne sont pas directement intéressés dans la question.

Tout compte fait, il semble que, du côté du Tyrol, les exigences de l'Italie rencontrent une approbation assez générale et répondent aux conditions fondées sur le bon sens. La situation que lui créait jusqu'à présent l'étrange configuration de sa frontière septentrionale était intolérable,

et elle n'avait été ainsi délimitée que par la volonté de Bismarck, qui tenait à ce qu'elle restât sous le couteau de l'Autriche. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte pour voir le danger que crée aux plaines lombardes et vénitiennes la présence d'une armée étrangère à Trente et à Rovereto. La géographie est ici plus impérieuse que l'ethnographie et le souci le plus élémentaire de son existence nationale dicte à l'Italie l'obligation de reculer ses possessions jusqu'au Brenner et au Toblach.

Sans justifier ses prétentions dans toute leur étendue, l'histoire ne les condamne pas. La domination romaine qui s'était avancée jusqu'au Danube s'est maintenue longtemps sur le versant méridional des Alpes, et les traces de l'occupation latine ont survécu plusieurs siècles aux invasions. En plein Moyen-Age, Bozen avait un caractère italien, et, quand les pangermanistes, tout en reconnaissant qu'actuellement, au sud du Brenner, les Allemands du Tyrol ne sont que 240.000 en face de 360.000 Welches, affirment que, sans la faiblesse et la complicité du gouvernement autrichien, le pays serait habité par 450.000 Allemands contre 150.000 Italiens, il est évident que ces considérations hypothétiques ne sauraient avoir aucune valeur politique, d'autant plus qu'elles reposent sur des faits manifestement controuvés. Il est certain qu'au début des temps modernes, les Italiens débordaient même au nord du Brenner. « Au XVI^e^ et au XVII^e^ siècles, ils prédominaient dans la province ; sinon par leur nombre, au moins par leur influence, et sous le gouvernement de l'archiduchesse Claude-Félicité, une Médicis de Toscane, ils affluaient au point de provoquer les doléances des habitants autour d'Innsbruck [1] ». Leurs

[1] AUERBACH, *Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie*, 2^e^ éd., p. 118-119.

vignerons remontaient la haute vallée de l'Etsch, leurs banquiers et leurs changeurs tenaient le commerce de Méran et de Bozen ; pour arrêter leur invasion, « le conseil de la ville décrète que le droit de bourgeoisie ne sera accordé qu'aux Allemands » (1). Vers le Sud, il se produit sans doute des infiltrations allemandes, et quelques colonies tudesques existent encore aujourd'hui en plein territoire italien ; mais ces îlots étrangers, numériquement faibles, sont nécessairement destinés à disparaître avant peu. L'invasion germanique a été naturellement plus profonde dans les régions septentrionales, surtout le long du haut Adige ; au début du XVe siècle, toute la région au delà de Bozen est déjà allemande. Dans les hautes vallées des Alpes, les populations romaines résistent mieux et elles conservent leur dialecte particulier, le ladin. Les Ladins forment entre les Italiens et les Allemands une barrière ininterrompue, depuis le Rhin supérieur jusqu'à l'Adriatique par les Grisons, le Vorarlberg, la vallée de Nona et la plaine du Frioul.

Au milieu de ces fluctuations ethniques, dont nous ne connaissons pas encore très bien les péripéties et dont l'importance est probablement moins grande que ne l'affirment les polémistes des deux pays, un seul fait apparaît clairement, qui est une des conséquences de la structure du sol : c'est le sentiment très profond de l'autonomie locale, qui s'allie dans le Tyrol méridional avec une prédominance marquée des influences du Sud. Les évêques de Trente et de Brixen sont de très grands seigneurs, qui, en dépit de certaines défaillances momentanées, maintiennent d'habitude assez fermement leurs droits de princes immédiats, et qui tournent le plus souvent leurs regards vers Rome et l'Italie. Au XVIe siècle, Bernardo Clesio, qui réunit les évê-

(1) *Ibidem.*

chés de Trente et de Brixen, fait de Trente un des centres les plus magnifiques de la Renaissance, et ses successeurs, les Madruzzi, continuent ses traditions. En 1720, au moment où Charles VI travaille à assurer les droits de sa dynastie en faisant voter par les Diètes des diverses provinces la Pragmatique Sanction, il se heurte à la résistance obstinée des princes-évêques de Trente et de Brixen.

Ces considérations historiques ont, en elles-mêmes, assez peu d'intérêt, et elles ne mériteraient guère de retenir l'attention si elles n'avaient pas donné lieu à des luttes très âpres qui ont passionné le débat et en rendent la solution plus difficile. Plus les titres qu'invoque un parti lui paraissent antiques, plus il lui est douloureux d'admettre la prescription de ses droits. Comme d'autre part il est bien certain que, pendant une période aussi confuse et aussi troublée que le Moyen Age, au milieu de cet enchevêtrement de principautés ecclésiastiques ou laïques, dont l'étendue et le groupement sont sans cesse modifiés par des mariages, des achats, des contrats d'héritage ou des conquêtes, on trouve des arguments pour toutes les causes, et qui semblent irréfutables à ceux dont la conviction était faite auparavant, la lutte tend à s'éterniser sans grand intérêt. Le seul point important est de savoir quel écho ces luttes érudites trouvent dans les foules et dans quelle mesure le souvenir d'un passé disparu est encore de nature à susciter et à entretenir une opposition populaire, dans le cas où le Tyrol changerait de maître. [*A vrai dire, il n'est pas très sur que les Tyroliens dans l'ensemble nourrissent un très ardent désir d'être réunis à l'Italie*]. Profondément catholiques, très soumis à l'influence du clergé, ils n'éprouvent qu'une sympathie assez tiède pour la dynastie de Savoie. Avec un peu de souplesse et d'habileté, la maison d'Autriche aurait eu en eux des sujets très fidèles. Elle a tra-

vaillé de son mieux à s'aliéner leurs sympathies ; c'est le talent spécial des Habsbourgs et ils y sont passés maîtres. Le traité de 1866, qui donnait la Vénétie à l'Italie et le Trentin à François-Joseph, créait déjà pour la population de l'Adige supérieur une situation très pénible ; on la séparait de la plaine du Pô qui fournissait à son industrie les matières premières et qui lui achetait ses produits ; les manufactures de soie y occupaient, à ce qu'affirment les économistes italiens, 10.000 ouvriers à elles seules ; les fabriques de soie de Rovereto, connues dans le monde entier, consommaient une grande partie des cocons de la Vénétie et de la Lombardie ; Ala, qui n'est pourtant qu'un bourg, comptait onze fabriques de velours ; les vallées de la Sarca et de la Chiesa étaient animées par des verreries très prospères. Coupé de son marché naturel, le Tyrol dépérit ; des 10.000 ouvriers en soie, il n'en reste plus que 1.300 ; les papeteries, les verreries, les usines métallurgiques ont disparu. « Les mines qui avaient valu au pays le nom de Californie d'Europe, et qui avaient rapporté aux ouvriers, de 1100 à 1600, un milliard de salaires, ont été presque complètement abandonnées entre 1860 et 1870. »

Le portrait que nous tracent les Italiens est certainement poussé au noir, mais il est incontestable que le pays a été très éprouvé par la rupture brusque des relations économiques fort anciennes et très actives qui le rattachaient au royaume lombardo-vénitien. L'administration autrichienne, au lieu de chercher à améliorer la situation, l'a aggravée par ses phobies. Les Habsbourgs ont toujours été partagés entre deux passions difficiles à concilier, d'une part une ambition insatiable, et de l'autre une peur irraisonnée ; leur police est célèbre et ses victimes se comptent par certaines de mille ; mais la plus illustre, sinon la plus innocente, est la dynastie elle-même. A peine terminée la guerre de

1866, François-Joseph s'occupa de transformer le Trentin en un immense bastion retranché d'où une invasion était toujours prête à se précipiter sur Vérone, Venise et Milan, et tout fut sacrifié aux nécessités militaires.

« Les chutes d'eau, abondantes et magnifiques, représentent une force de 250.000 chevaux-vapeur, qui suffirait pour fournir à bon marché l'énergie nécessaire à deux provinces ; le Tyrol ne peut les vendre aux provinces septentrionales de l'Empire, trop éloignées ou déjà pourvues, et on lui interdit de les exporter en Lombardie. L'autorité militaire met obstacle aux communications télégraphiques et téléphoniques et s'oppose systématiquement à la jonction des chemins de fer des deux côtés de la frontière. « Je n'ai pas besoin de tramways entre le Tyrol et l'Italie », disait une fois François-Ferdinand. » (1)

Il n'est pas impossible que quelqu'un des faits que rapporte M. Gayda soit exagéré, et surtout il se trompe, j'en suis convaincu, en voyant dans la conduite de l'Autriche un dessein nettement délibéré et systématiquement poursuivi. Ce sera pour les historiens de l'avenir un sujet de discussion de savoir si les Habsbourgs ont été plus bêtes ou plus méchants. Je penche en somme plutôt pour la sottise, et je crois qu'il y a moins de calcul et plus d'inertie qu'on ne l'admet d'habitude dans leur politique et leur administration. Quelle que soit d'ailleurs l'hypothèse que l'on préfère, le résultat de leur conduite demeure, et il est déplorable. Dans le Tyrol méridional, la prospérité publique a certainement été sérieusement atteinte par la situation que lui a créée le traité de 1866. L'agriculture même a été en partie ruinée par des prohibitions absurdes : des règlements draconiens ont interdit l'entrée des troupeaux qui venaient autrefois estiver dans la montagne, parce que les bergers pouvaient être des officiers déguisés ; on proscrivait jus-

(1) Gayda, *Modern Austria*, p. 21.

qu'aux marchands de volailles, sous lesquels se cachaient peut-être des espions. M. Gayda raconte qu'une nuit un berger, à la recherche d'une brebis égarée, s'était aventuré trop près d'un fort ; la sentinelle tire et tue le pauvre diable ; l'officier, dans son rapport du lendemain écrivit : « C'était un Italien, probablement un espion. » Il n'avait peut-être pas tort, mais ce sont là de médiocres procédés pour conquérir la sympathie de la population.

Les Italiens du Trentin ont toujours protesté contre le régime qui, fort arbitrairement, les rattache à la province du Tyrol et les soumet ainsi à la domination des Allemands du Nord. Leurs plaintes se sont heurtées aux résistances insurmontables des ministres qui craignaient évidemment de surexciter les ambitions de l'Italie en créant une province distincte où sa langue dominerait. Pauvre prudence qui n'aboutit qu'à aggraver les conflits et à entretenir le pays dans une perpétuelle agitation ! Le Code permet au mari dont la femme s'est enfuie de la faire ramener par les gendarmes ; quelque respect qu'on professe pour le Code Napoléon, on jugera peut-être que cet article est vieilli et inopérant. L'Autriche n'a jamais compris que le seul moyen de retenir les peuples est de ne pas les enfermer dans une prison trop étroite. — Entre les deux parties du Tyrol, que le col du Brenner relie seul, le contraste est absolu. Au Sud, le paysage méditerranéen, le mûrier, le sol très morcelé, une foule de petits propriétaires paysans ; une population gaie, démonstrative, qui se plaît aux couleurs voyantes, alerte, spirituelle et nerveuse. Au Nord, les sombres forêts de pins, les terrains de chasse qui s'étendent sur de vastes solitudes, les murailles crénelées des châteaux du Moyen-Age ; des paysans renfermés, taciturnes, défiants. Comment deux populations que tout sépare, la langue, les traditions, les habitudes, les goûts, ne seraient-elles pas divisées par

une instinctive antipathie ? Et quelle folie que de vouloir confiner dans une étroite union des voisins qui n'ont aucun plaisir à se trouver ensemble ! Dans la Diète d'Innsbruck, les Italiens, qui n'ont qu'un tiers des sièges, sont pratiquement à la discrétion des Allemands qui n'ont pas l'habitude d'user de leurs droits avec modération et qui font lourdement sentir leur puissance à la minorité.

Pour achever, la tumultueuse poussée des sociétés pangermanistes, la bruyante propagande et l'indiscrète pression du *Volskbund* et de la *Südmark*, l'invasion des hôteliers allemands, le flot des touristes qui étalent leurs larges bottes sur le pays, les manœuvres louches des agents provocateurs, les dénonciations absurdes, les tracasseries niaises, les maladresses exaspérantes de la presse subventionnée, tout l'appareil déplaisant d'une police qui a moins de sens que de zèle et dont la balourdise révolte la finesse native et le goût des habitants.

Les Habsbourgs ont préparé de leur mieux le triomphe de la maison de Savoie et les Italiens du Trentin accepteront volontiers leur nouvelle destinée. Dans les districts du haut Adige, où la majorité de la population est incontestablement allemande, quelques îlots italiens ou ladins persistent, qui rendront plus facile l'assimilation. Il ne s'agit d'ailleurs que de groupes ethniques peu considérables, chez lesquels l'idée nationale allemande est assez peu développée et qui se résigneront très vite à leur sort nouveau pour peu que le gouvernement se garde des fautes commises par l'administration autrichienne, et qu'il ne s'avise pas de vouloir précipiter une évolution que la force même des choses amènera certainement dans un temps assez court.

II

Le Tyrol est, en réalité, la seule [*annexion*] qui soit absolument indispensable à l'Italie. Qu'on me passe une expression dont on a cruellement abusé mais qui se présente involontairement à l'esprit : il est vraiment la clé de la maison,et tant que cette clé sera entre les mains du voisin, le Royaume vivra sous la menace d'une catastrophe. La possession du Tyrol est pour l'Italie, une condition absolue et nécessaire de sécurité, — suffisante aussi.

Ce n'est pourtant pas de ce côté, mais vers la côte orientale de l'Adriatique que les écrivains italiens portent leur principal effort, sans doute parce qu'ici leur cause est plus scabreuse et qu'ils sentent par conséquent le besoin d'un assaut plus vigoureux. Peut-être aussi parce que l'homme dédaigne volontiers les biens essentiels pour les gains imaginaires. La France s'est offert plus d'une fois le luxe de guerres de munificence, ce qui la rend indulgente pour les velléités ambitieuses de sa sœur germaine. Au demeurant, c'est un luxe fort coûteux, et nos aventures, — qui furent souvent héroïques, — ne nous ont pourtant pas laissé un très bon souvenir. Nous y avons dépensé sans profit beaucoup d'hommes, d'argent et de temps, — ce qui compte en histoire. Notre exemple servira-t-il à nos voisins ?

Dans la Dalmatie, un fait brutal arrête aussitôt l'attention et tranche le débat. D'après le recensement, de 1910, sur 645.000 habitants, 610.000 sont Serbo-Croates et 18.000 Italiens.

Les statistiques autrichiennes ne méritent sans doute qu'une très médiocre confiance. M. Tamaro exagère cependant le talent des prestidigitateurs habsbourgeois,

quand il prétend que les Italiens sont en réalité 150.000 *au moins*. M. Dudan, plus modeste, se contente de 60.000. En réalité, leurs calculs ne reposent sur rien et ils sont contredits par les documents les plus précis et les plus divers. La statistique de 1833 donnait déjà 360.000 Serbo-Croates contre 16.000 Italiens, c'est-à-dire que les Italiens ne formaient que 1/24 de la population totale. A ce moment, les luttes nationales étaient assez peu ardentes, les municipalités étaient entre les mains des Italiens et le gouvernement les protégeait, il est par conséquent impossible de supposer que les chiffres avaient été falsifiés en faveur des Slaves. Depuis lors, la proportion des Italiens a certainement diminué, parce que la natalité est moins élevée chez eux que chez les Serbo-Croates, que les citadins ont moins d'enfants que les paysans, et enfin parce que, à mesure que l'idée nationale slave s'est développée, les indifférents, les timides ou les snobs, qui en dépit de leur origine slave, par indifférence ou par vanité, se donnaient encore en 1833 comme Italiens, sont revenus à leur nationalité véritable. C'est un fait d'ailleurs général que partout les minorités tendent à être absorbées par les majorités. En 1897, Donato Sanminiatelli, un des directeurs de la *Dante Alighieri*, ne réclamait qu'environ 40.000 Italiens, « en partie de sang ou d'origine slave ». En 1896, un des chefs du parti italien disait à la Diète de Zadar : « Nous qui sommes séparés de l'Italie par l'Adriatique entière, nous qui ne sommes que quelques milliers dispersés en îlots isolés, à travers un peuple qui compte, non pas des centaines de mille, mais des millions de Slaves, comment pourrions-nous penser à la réunion avec l'Italie ? » Au Parlement de Vienne, élu au suffrage universel, tous les députés de la Dalmatie sont Serbo-Croates ; les candidats italiens n'ont réuni que moins de 6.000 suffrages et sur ces 6.000 électeurs, combien ont voté pour des raisons

qui ne sont pas exclusivement nationales ? M. Bonich, de Zadar, a rallié ainsi nombre de voix par des discours et des proclamations en langue serbe. Sur 86 administrations communales, 85 sont entre les mains des Serbo-Croates. A la Diète, les Italiens comptent, il est vrai, encore 6 députés contre 35, mais parce que le régime électoral aussi compliqué qu'inégal, a été inventé pour fausser le résultat des élections.

~

Les Italiens n'insistent guère sur ce point ; ils préfèrent porter la discussion sur un terrain moins dangereux. Forcés d'avouer qu'ils sont actuellement une infime minorité en Dalmatie, ils affirment que, si les habitants sont slaves, la terre en quelque sorte est italienne. Elle leur appartient par droit de naissance, et leur héritage leur a été dérobé, depuis un temps relativement court, par des intrus qui n'ont dû leur victoire qu'à la protection du gouvernement autrichien. Cette population ne représente d'ailleurs qu'une foule ignorante et grossière que n'anime aucun sentiment national et qui acceptera sans résistance la domination italienne comme elle a obéi sans discussion aux ordres de la bureaucratie viennoise. L'intérêt même de cette pâte malléable et indigeste exige qu'on l'arrache à la barbarie slave, et l'Italie remplira un devoir d'humanité en l'associant à sa civilisation supérieure.

Arguments d'une valeur médiocre, au moins au point de vue rationaliste des démocraties modernes, et en opposition flagrante avec les principes sur lesquels s'est constituée l'Italie contemporaine. Nous n'admettons plus cette sorte d'hypothèque perpétuelle revendiquée au nom des dominations passées sur un territoire déterminé, et nous

condamnons sans réserve l'insolente classification en vertu de laquelle certains peuples européens sont considérés comme inférieurs et condamnés à subir la direction héréditaire des races aristocratiques. La Dalmatie eût-elle été italienne pendant des séries de siècles, nous ne voyons pas en quoi cette longue servitude diminuerait les titres de ses habitants actuels ; et, parce que la Renaissance a brillé d'un incomparable éclat, il ne saurait s'en suivre que des nations dont le développement a été plus tardif soient condamnées à une éternelle dépendance. Il n'est pas moins vain d'affirmer que les masses profondes de la population dalmate sont indifférentes à l'idée nationale, d'abord parce que ce sont des affirmations gratuites, que contredisent les faits les plus patents ; — et ensuite, parce que, dans tous les pays du monde, sans en excepter les plus avancés, l'idée nationale vit uniquement par le dévouement d'une élite morale et intellectuelle, et que la foule ne suit que de loin et péniblement l'impulsion qui lui vient d'en haut. Le *Risorgimento* est certainement un des plus magnifiques mouvements de l'histoire : combien faible, cependant, était en Italie, la proportion des hommes qui, en 1860, connaissaient même le nom des Gioberti, des d'Azeglio et des Mazzini ?

Si pourtant, sans nous en tenir à cette fin de non recevoir, nous essayons de discuter en elle-même la thèse des impérialistes italiens, il suffit d'un très rapide examen pour en apercevoir l'extrême fragilité. Depuis près de quinze siècles, la Dalmatie est un pays non pas italien mais slave. A partir du VII^e^ siècle, les éléments latins y ont été refoulés dans quelques villes isolées de la côte, où ils ont été presqu'aussitôt pénétrés et rapidement absorbés par l'immigration slave. Que le voisinage, les rapports commerciaux très actifs, la puissance de Venise, l'éclat surtout de sa civilisation, aient, longtemps encore après la transformation

ethnique du pays, maintenu l'influence de l'Italie sur la côte orientale de l'Adriatique, personne ne le conteste, et le contraire serait extraordinaire. Dans les ports de la Dalmatie comme sur toutes les côtes de la Méditerranée la « langue française » est très répandue, et la bourgeoisie a longtemps gardé pour l'italien littéraire une sorte de culte. Pendant des siècles, elle a demandé à l'Italie la substance de son esprit et la forme de sa pensée, et elle lui a fourni des artistes célèbres et des écrivains remarquables. Encore aujourd'hui, elle demeure en grande partie bilingue. C'est un phénomène que nous rencontrons dans divers pays : la plupart des Suisses instruits manient facilement plusieurs langues, les Tchèques de condition moyenne parlent l'allemand aussi couramment que le slave, et personne n'osera soutenir, pourtant, que Palacky et Rieger n'étaient pas des Tchèques de bon aloi, parce qu'ils réfutaient en allemand les arguties de leurs adversaires.

Ces Dalmates, que l'on nous représente comme italianisés, ont en réalité un sentiment national slave très réfléchi, très profond et très ancien ; nulle part peut-être, sauf en Bohême, l'idée slave ne s'est manifestée aussi vite, n'a inspiré des défenseurs aussi nombreux et aussi convaincus et n'a trouvé dans les masses une adhésion plus générale et plus ardente.

Ce qui est nouveau en Dalmatie, ce n'est pas l'idée slave, mais l'idée italienne dans le sens politique que lui donnent MM. Tamaro, Gayda et leurs amis. Elle ne date que d'un quart de siècle tout au-plus. Auparavant, les chefs de ce qui est devenu par la suite le parti italien ne représentaient qu'un parti autonomiste qui combattait non pas les Slaves mais l'union avec la Croatie. Les Italiens eux-mêmes en avaient une idée parfaitement claire, et les plus illustres apôtres de l'unité n'ont jamais songé à revendiquer la Dal-

matie. Ils la connaissaient de près et ils avaient sur elle des idées infiniment plus réelles et plus justes que les déracinés qui risquent aujourd'hui de compromettre par leur imprudence la cause de l'italianité qu'ils croient servir. Ils avaient suivi avec une attention sympathique les durs combats par lesquels les Dalmates avaient peu à peu arraché à l'administration autrichienne la reconnaissance de quelques-uns de leurs droits, et ils se souciaient aussi peu de s'attirer leur inimitié qu'ils ne trouvaient glorieux de reprendre les procédés de la bureaucratie viennoise. Ce qu'ils désiraient, c'était de maintenir par une politique de générosité l'influence morale que l'Italie devait à sa civilisation plus avancée et à la magnanimité naturelle de sa pensée. L'histoire n'est une maîtresse dangereuse que parce que des commentateurs infidèles en faussent souvent les instructions ; si on la consulte sans parti-pris, elle nous guide et nous éclaire. Dans peu de pays, elle nous apporte des clartés aussi lumineuses qu'en Dalmatie. Le passé nous y enseigne ce que doit être l'avenir : la Dalmatie ne peut être qu'un pays slave, largement ouvert aux influences italiennes, la porte par où les idées occidentales doivent se répandre largement dans la Péninsule Balkanique.

~

Nous sommes ici sur un terrain parfaitement connu et qui a été étudié par des érudits dont la compétence est incontestée, et dont l'impartialité, je dirai presque l'indifférence, est universellement admise. Parmi eux, une place éminente appartient à Constantin Jireček (1). Jireček,

(1) On vient d'apprendre ces derniers jours, la mort de Constantin Jireček. C'est une lourde perte pour la science européenne et, en particulier, pour la science slave. Il n'y a aucune exagération à dire que les ouvrages de Constantin Jireček sur

par la solidité de sa méthode, l'étendue de son érudition et la droiture naturelle de son esprit, se rattachait à l'illustre lignée des érudits du XVII^e siècle. Il en avait aussi la sereine indifférence ; les passions contemporaines n'arrivaient pas jusqu'à lui. Dans son mépris souverain pour la politique, il ne tirait aucune conclusion de ses recherches, et il ne songeait pas même aux résultats pratiques qui pouvaient s'en dégager. Je pense qu'il était patriote, mais à ses moments perdus, et on ne s'en apercevait guère. Au fond, il n'avait d'amour que pour les chartes et il ne se plaisait que dans les archives. Sa joie et comme sa raison d'être était de découvrir des documents inédits, de les reproduire fidèlement, de les classer et d'en donner une interprétation exacte et complète. Le reste lui importait peu. Rectifier une date l'intéressait plus qu'annexer une province. Il n'était pas très populaire parmi ses compatriotes, qui l'accusaient de tiédeur, et il est vrai qu'il n'eût jamais falsifié un texte, le salut de la Slavie en eût-il dépendu. Ses études sur les Romains dans les villes de Dalmatie (1) et ses recherches sur la chancellerie de Raguse (2) sont au nombre de ses travaux les plus achevés. Je ne peux que les résumer ici, et ce résumé trop succinct et trop sommaire ne saurait donner qu'une idée très imparfaite de la solidité en quelque sorte massive de la science de Jireček. Quand on l'a lu, toutes les tentatives pour modifier les conclusions qui ressortent naturellement des faits qu'il apporte paraissent simplement puériles.

Les plus anciens habitants de la Dalmatie sur lesquels

---

la Bulgarie et la Serbie marquent le début d'une ère nouvelle dans la connaissance des pays balkaniques.

(1) *Denkschriften der Kaiserlichen Akademie der Wissenschaften*, t. XLVIII et XLIX.

(2) *Archiv für slavische Philologie* de Jagić.

nous ayons quelques renseignements certains sont les Illyriens. Proches parents des Grecs et des Romains, ils s'étendaient de l'Épire aux Alpes Juliennes et au moyen Danube, et quelques-unes de leurs tribus s'étaient établies en Italie. Ils survivent encore aujourd'hui dans les Albanais, dont la langue cependant est pénétrée d'éléments latins qui témoignent de l'influence exercée sur eux par la longue domination romaine. Parmi leurs principales tribus se trouvaient les *Dalmates*, dont le centre principal, *Delminium*, était situé sur la Tzétina et qui ont laissé leur nom au littoral les *Liburnes*, qui habitaient le Nord et les îles ; les *Ardéens* ou *Vardéens*, de la Néretva à la Tzétina, étaient le clan le plus, nombreux et le plus puissant ; ces pirates poussaient leurs ravages jusqu'en Grèce et en Italie et, pour se débarrasser d'eux, les Romains, après leur victoire, les transportèrent en Herzégovine.

Les Grecs fondèrent de bonne heure sur les côtes une série de colonies : Apollonie, si célèbre plus tard par ses écoles, Epidamnos ou Dyrrachion (Dratch), Lissos (Alessio, Lièche) (1), Issa (Vis, Lissa), Pharos (Hvar, Lesina) ; Kerkyra, Melaïna (Corčula. Kortchoula) Epetion (Stobretch) près de Split (Spalato) et Tragurion (Troguir) étaient des centres actifs de commerce, et, de là, les produits grecs se répandaient au loin dans l'intérieur ; nous possédons des monnaies à inscriptions grecques frappées par des princes thraces ou illyriens, et elles nous prouvent la très active pénétration de la civilisation hellénique.

Après la conquête romaine, la culture grecque, qui se

(1) Il est illogique de désigner des villes slaves par des noms allemands ou italiens. J'indique seulement les noms italiens les plus répandus : Raguse (Doubrovnik), Spalato (Split), Sebenico (Chibénik), Zara (Zadar), Trau (Troguir), Durazzo (Dratch), Antivari (Bar).

maintint en Thrace et dans la partie orientale de la Péninsule Balkanique, disparut à l'ouest devant l'influence latine. En même temps que les Romains avaient fondé des établissements nombreux et prospères sur le Danube inférieur, la Drave et la Save, leurs colonies florissaient sur la côte dalmate et la transformaient. Salona (Soline), Jader (Zadar), Epidaurum (Doubrovnik-le-Vieux), étaient des cités florissantes. A l'intérieur, la colonisation fut beaucoup moins intense, mais le latin pénétra jusqu'aux vallées les plus reculées des Alpes Dinariques. La langue des inscriptions, fort incorrecte, indique sans doute une latinisation assez superficielle. Malgré cela, il n'est pas douteux qu'à l'époque de Dioclétien, le grand empereur que la Dalmatie a donné au monde antique, la province offrait l'apparence d'un pays complètement romain. De la langue parlée par les habitants est né par la suite un dialecte néo-latin, dont l'origine fort ancienne est prouvée par les nombreux archaïsmes qu'il renferme.

Au moment des invasions, la Dalmatie fut quelque temps occupée par les Ostrogoths (489-535) ; Justinien y rétablit un moment la domination romaine ; le pays fut ensuite traversé par les Gépides et les Lombards. Mais l'invasion la plus terrible, celle qui entraîna la ruine de la domination romaine et marqua pour la Dalmatie le début de l'ère nouvelle, fut l'arrivée des Slaves.

Leurs incursions avaient commencé dès le milieu du VI^e^ siècle. Elles continuèrent pendant tout le VII^e^, sans que les empereurs de Constantinople, retenus en Asie, fussent en état de les arrêter. Sous Phocas, dans les premières années du VII^e^ siècle, ils ravagèrent tout le pays et détruisirent les colonies de la côte, dont les populations, après avoir vainement essayé de défendre leurs murailles, cherchèrent un refuge dans les îles. C'est à ce moment qu'Epi-

daurum disparut et que les habitants fugitifs allèrent fonder Raguse (Doubrovnik). Salona fut détruite, et quand les colons revinrent peu à peu, trop faibles pour relever une aussi grande cité, ils s'établirent provisoirement au sud de l'ancienne ville, dans les ruines du palais de Dioclétien, les riches dans des maisons nouvellement construites, les pauvres dans les tours, les caves et les voûtes ; de là est sortie la ville de Split (Spalato).

Héraclius, après avoir détruit l'empire perse en 628, reporta son attention sur l'Europe, et il rétablit un peu d'ordre sur le littoral de l'Adriatique. Les Byzantins étaient de grands politiques et, par tout un système de bénéfices, de donations, de titres et d'hommages, ils amenaient les Barbares à reconnaître au moins l'apparence de leur domination. Mais, pas plus sur l'Adriatique qu'en Gaule, le rétablissement nominal de l'autorité impériale ne supprima les effets des invasions récentes et, dès ce moment, la Dalmatie a perdu son caractère romain. L'ancienne population est encore très loin d'avoir complètement disparu, et plusieurs siècles s'écouleront avant que le pays soit exclusivement slave ; sur la côte, en particulier, les éléments latins sont nombreux et vivaces ; ils se défendent avec énergie et souvent avec succès contre l'infiltration ennemie. Mais les colonies romaines ne sont plus que des écueils isolés au milieu d'un océan hostile, et elles perdent chaque jour du terrain.

Tant qu'ils le purent, les empereurs les protégèrent de leur mieux et, même dans l'intérieur du pays, ils avaient sans doute conservé quelques places où s'adossait leur résistance. Ténacité glorieuse, mais condamnée à une défaite prochaine. Les débris des vieux municipes ne pouvaient pas contenir l'irrésistible pression des tribus slaves de l'intérieur que la mer attirait invinciblement. Peu à peu, des relations

pacifiques se nouent entre les anciens et les nouveaux habitants ; les deux peuples voisins se pénètrent, et, avant même que les princes croates aient réussi à atteindre la côte, du IXe au XIe siècle, la fusion a déjà fait des progrès visibles. Elle coïncide avec les progrès de la langue slave qui se répand à mesure que la domination des empereurs se rétrécit. A l'époque de Constantin Porphyrogénète, le gouverneur de la Dalmatie est relégué à l'extrémité de la liste des dignitaires impériaux ; c'est un assez mince personnage, dont l'autorité ne s'étend plus que sur trois îles, Veglia, Cherso et Arbe (1), et, en terre ferme, sur les villes de Troguir, Split, Doubrovnik et Kotor (2) ainsi que sur le territoire de Zadar. — Les environs immédiats des villes sont dès lors entre les mains des Slaves.

Pendant la période précédente, tous les anciens habitants, Latins ou Illyriens romanisés, n'ont pas été exterminés ; beaucoup ont été massacrés ou sont morts de misère, mais l'invasion n'a pas sévi également partout ; dans les endroits les plus reculés, dans les montagnes que protègent leur éloignement et leur aridité, une partie de la population a trouvé un refuge, elle s'y maintiendra longtemps en y vivant de l'élève des troupeaux ; les Slaves la désignent sous le nom de Vlaques ; plus tard, pour distinguer ces Vlaques des colons de la côte, ils les nommeront les Vlaques noirs (*Maurovlacki*, *Morlaques*). Ces Vlaques, d'ailleurs, eux-mêmes ne tardèrent pas à se mélanger aux nouveaux venus et, d'après Novakovitch, dès le XIIIe ou le XIVe siècle, ils étaient complètement slavisés. Ainsi s'explique que leur nom, qui, au début, désignait un groupe linguistique, ait fini par s'appliquer à un groupe social, et que l'on ait confondu sous cette désignation de Vlaques les bergers nomades

(1) En serbo-croabe : Krk, Tzrès Rab.
(2) Cattaro.

qui poussaient leurs troupeaux dans les montagnes balkaniques, quel que fût d'ailleurs l'idiome qu'ils parlaient.

Sur les côtes et dans les îles, Prezzolini admet que la victoire des Slaves s'acheva vers la moitié du XII^e siècle. Quand, en 1100, les croisés traversent la Dalmatie, ils sont frappés du contraste entre la côte latine et l'intérieur slave. En 1177, au contraire, quand Alexandre III arrive à Zadar, il est conduit à la cathédrale par une procession qui chante des cantiques « en langue slave ». — Il est vrai que M. Tamaro a découvert que ce témoignage n'a aucune valeur : Alexandre III avait pris pour du serbe le dialecte latin local. Pauvre pape ! — « Le chant, écrit Prezzolini, restera toujours la manifestation spontanée de l'âme d'une nation. Les cantiques en langue populaire qui accueillaient le pontife à cette heure historique, sont la preuve que dès lors, la ville, au point de vue de la race et de l'idiome, avait cessé d'être latine. » Évolution parfaitement naturelle, puisque, comme le constate Brunelli, dans son histoire de Zadar, les chartes de 1200 nous montrent que la banlieue immédiate des villes était peuplée en grande majorité de Slaves.

L'histoire de l'Église en Dalmatie révèle de même le progrès de l'élément slave. Le christianisme avait pénétré dans la province bien avant l'invasion, et le clergé, qui restait latin, s'y opposa énergiquement à l'introduction de la liturgie slave que patronnaient le gouvernement de Constantinople et le patriarcat d'Aquilée. Il ne réussit pas cependant à l'extirper, et même Grégoire VII, en dépit de son désir d'unité et de ses instincts d'autorité, recula devant des mesures trop radicales ; il consentit même au rétablissement de l'évêché de Nona, un des foyers du slavisme religieux.

Les conciles provinciaux de Split (924, 1059-60, 1063 et 1075) condamnent la pratique de Méthode et interdisent de célébrer la messe « en langue barbare ou slave », sans que

leurs décrets, dont la répétition démontre l'inefficacité, réussissent à supprimer un usage auquel les fidèles étaient attachés. Un siècle plus tard, Innocent IV refuse de reconnaître archevêque de Zadar l'élu de la population, *non tam latinus quam barbarus*. — Mais peut-être Innocent IV était-il aussi incapable qu'Alexandre III de distinguer le slave du latin !

Les deux partis en présence tenaient à éviter une rupture complète : les Dalmates ne voulaient ni abandonner leur langue ni rompre avec l'Occident, et le Pape les ménageait, de crainte qu'ils ne se jetassent dans les bras des patriarches de Constantinople, dont on connaît les tendances libérales dans les questions linguistiques. On se tira d'affaire par un compromis. La légende se répandit que le plus ancien alphabet slave, la glagolite, avait été inventé par saint Jérôme, qui avait été l'apôtre de la Dalmatie, et, sous ce saint patronage, la liturgie slave se répandit sans obstacle du XIII^e^ au XV^e^ siècle. La lutte ne recommença que lorsque, dans les temps modernes, la Curie, qui ne redoutait plus la défection des Dalmates, s'efforça de faire triompher partout ses idées d'unité et de centralisation. Dans la Dalmatie septentrionale, les îles du Quarnero et de l'Istrie, on peut encore aujourd'hui observer le vieux conflit entre l'Orient et l'Occident ; la lutte entre la liturgie latine et la liturgie slave (en caractères glagolitiques) y cache une lutte ethnique. C'est la vieille opposition entre le Romanisme et le Slavisme, et, au XX^e^ siècle, comme au Moyen-Age, les éléments indigènes, qui sont slaves, se révoltent contre la prépondérance latine qui cherche son point d'appui au dehors.

Les catalogues de noms que nous donne Jireček nous permettent de nous faire une idée assez précise de la façon dont a eu lieu la slavisation progressive des villes et de la rapidité de l'évolution qui s'est accomplie. Les premiers

noms slaves sont surtout des noms de femmes : les patriciens de la côte se mariaient volontiers avec les héritières des environs ; par la suite, ces unions devinrent si fréquentes que les Vénitiens les interdirent, ou du moins exigèrent une autorisation spéciale du Doge. Naturellement, comme il arrive toujours en pareil cas, ces prohibitions légales furent souvent violées et vite oubliées. La prospérité croissante des cités et le développement du commerce attirent dans les villes une foule d'habitants des campagnes voisines ; ils y arrivent en qualité de journaliers, de jardiniers, d'artisans, de pêcheurs ; les plus industrieux ou les plus heureux commencent à s'infiltrer dans les rangs de l'ancienne bourgeoisie. Les vieilles familles patriciennes s'inquiètent de cette invasion d'un nouveau genre, serrent plus étroitement leurs rangs et défendent avec âpreté leurs privilèges. La lutte sociale, qui agite toutes les communes du Moyen-Age, se compliquait ici d'une lutte de races, et les neveux, plus ou moins authentiques, des colons romains, s'indignaient à la pensée de se confondre avec les représentants d'une race inférieure. Conflit éternel, qui s'est renouvelé des milliers de fois sur les points les plus divers du globe, et qui a toujours abouti au même résultat final : en dernière analyse, la victoire revient fatalement à la masse, à la foule, à la démocratie. Sous une forme un peu différente, l'évolution qui s'accomplit en Dalmatie est exactement la même que celle que nous constatons à Prague, à Cracovie et jusqu'à Kiev. Peu à peu, les éléments urbains sont absorbés par la population rurale qui les assiège.

D'habitude, les oligarchies ne capitulent pas sans conditions. L'homme supporte tout, la gêne, la misère, le travail accablant, plutôt que de subir ce qu'il regarde comme une déchéance. Ce qui fait la vraie différence entre les classes, ce n'est pas la richesse, mais l'éducation. Du jour où les

habitants d'un pays se plairaient aux mêmes distractions et emploieraient le même vocabulaire, la question sociale serait résolue. Les patriciens dalmates, lors même qu'ils eurent renoncé à barrer le chemin à l'intrusion slave, toujours plus débordante, se refusèrent à rompre le lien qui les rattachait à l'Italie. Ils aimaient en elle la gloire impérissable de ses souvenirs, l'éclat incomparable de sa civilisation, et la preuve de leur propre supériorité sociale ; plus leur situation était menacée dans leur pays, plus ils s'accrochaient à elle, et ils n'éprouvaient aucune peine à inoculer leur foi aux immigrés, heureux et fiers de participer à ce trésor de lumière et de vie. Ainsi naquit une des civilisation les plus originales, les plus fécondes et les plus brillantes de l'histoire. Bien que les quelques gouttes de sang romain qui coulaient encore dans leurs veines fussent depuis longtemps noyées dans le flot étranger, les Dalmates continuèrent à se regarder comme les héritiers légitimes des anciens conquérants de l'Illyrie ; dans leur imagination, la Slavie s'amalgama à l'Italie. Ils devinrent ainsi des patriotes slaves passionnés sans rien abandonner de la civilisation occidentale, et ils confondirent dans une même exaltation d'amour la race à laquelle ils appartenaient par leur naissance et la terre voisine à laquelle leur esprit les apparentait.

Les Italiens aiment à rappeler la foule d'artistes et d'écrivains qui sont venus de Dalmatie enrichir la luxuriante parure de leur sol. Ils ont raison, et leur catalogue reste toujours incomplet. Mais ces volontaires n'étaient pas des apostats. Sur le sol hospitalier qui s'engraissait de leur travail, ils n'oubliaient pas la terre dont ils étaient sortis, et, même quand ils étaient le plus complètement transformés par la culture italienne, leur œuvre gardait son originalité et sa marque familiale. Au milieu des séductions de leur patrie d'adoption, ils conservaient le souvenir de la terre

natale, et, s'ils augmentaient la richesse de l'Italie, c'est avec l'espoir qu'elle se répandrait comme une rosée fécondante sur la Péninsule des Balkans. L'Italie était la nourrice, mais la Slavie était la mère, et la pensée ne leur venait même pas qu'entre les deux ils pussent jamais être appelés à choisir. La première avait façonné leur âme, et la seconde les tenait par les fibres les plus intimes de la chair. Ils étaient tout prêts à se proclamer Italiens, à condition que l'Italie ne leur demandât pas de renier leur origine. Je sens bien qu'il est difficile de faire comprendre à des lecteurs français la complexité de ces âmes doubles qui vivent une existence multiple et qui, d'une même voix, élèvent leurs hymnes vers deux divinités différentes. Le cas dalmate n'est pas sans quelque lointaine analogie avec l'état d'âme des Alsaciens qui éprouvaient pour l'Allemagne une fidèle affection jusqu'au jour où celle-ci prétendit les séparer de la France. Ne voyons-nous pas sans cesse autour de nous des croyants sincères qui sont en même temps des patriotes convaincus et qui confondent dans un même culte Dieu et la France ? Toutes ces comparaisons d'ailleurs sont boiteuses et inadéquates. Si l'on veut saisir sur le vif l'esprit même de cette race dalmate, qui garde une éternelle reconnaissance à l'Italie, grâce à qui elle est devenue dans tout l'Orient une propagatrice de lumière, et qui s'est donnée à la Slavie avec un élan d'autant plus spontané qu'elle lui a rendu plus de services, le moyen le plus simple — et aussi le plus agréable — sera de livre l'ouvrage de M. de Voïnovitch. De chaque page de ce livre qui est une défense enflammée de la cause yougoslave monte comme un psaume de reconnaissance vers l'institutrice, l'*alma parens*, à qui il doit son culte de la justice et sa foi dans l'humanité. Il lui doit aussi la véhémence de sa dicussion, sa chaleur et son éloquence, l'abondance de ses démonstrations et jusqu'à l'éclat de ses métaphores

et l'audace de ses couleurs. L'Italie voudra-t-elle s'aliéner une clientèle si fidèle et si précieuse ? La mode est aujourd'hui à la politique réaliste, et les folies maximalistes ont porté un coup terrible à l'idéalisme. Encore faut-il s'entendre sur ce qu'il convient de regarder comme une conquête réelle. J'ai peine, pour ma part, à voir dans le partage de la Pologne un chef-d'œuvre d'habileté ; les nationalistes qui, pour acquérir quelques kilomètres de terres, risquent de transformer en adversaires irréconciliables des disciples enthousiastes, sont de pauvres calculateurs et font un marché de dupes.

~

A partir du début du XV^e^ siècle, la Dalmatie est définitivement conquise par Venise, dont la domination durera jusqu'en 1797. Prezzolini pense que le résultat de cette conquête fut de hâter et de faciliter la prépondérance slave ; il tendait, dit-il, à se développer sur la côte orientale de l'Adriatique une civilisation originale néo-latine, ainsi que le démontre l'existence d'un dialecte roman particulier, frère de l'italien, du roumain et du français ; elle a été étouffée par l'occupation vénitienne qui, en substituant une domination étrangère à l'élément autonome, a préparé le triomphe des Slaves. — En réalité, les Néo-Latins de Dalmatie étaient si peu nombreux que, quels que fussent les événements historiques, ils ne pouvaient pas résister longtemps à la pression des campagnes voisines. Il est certain du moins que Venise n'a jamais songé à répandre les idées et la langue italiennes. Les polémistes qui lui attribuent des préoccupations nationales commettent un anachronisme presque grotesque. Sa politique de conquête, que ne dictait aucune préoccupation ethnique, avait pour

but d'abord de s'assurer le monopole du commerce en se débarrassant de rivales dangereuses, et,plus tard,de trouver dans les pays soumis des marins pour ses flottes et du bois pour ses vaisseaux. Même à l'époque où elle est maîtresse incontestée de l'Adriatique, depuis le XI^e siècle jusqu'au moment où Bonaparte met fin à son existence par le traité de Campo-Formio, elle ne se préoccupe jamais que de ses intérêts matériels les plus directs, et les nationalistes italiens qui veulent enrôler les doges sous leur bannière témoignent surtout ainsi de leur complète mésintelligence de l'histoire. Il serait moins déraisonnable d'affirmer que Dupleix et Clive désiraient accroître les domaines de l'anglais et du français quand ils intervenaient dans les querelles du Grand-Mogol et de ses vassaux.

Dans toutes les annales de Venise, pas un fait qui indique la moindre velléité de s'opposer à l'achèvement de la slavisation du pays qu'elle occupe. Ajoutons pour son excuse — s'il en était besoin — qu'on ne voit pas comment elle s'y serait essayée. Les villes du Moyen-Age étaient pittoresques, mais les bourgeois d'alors se piquaient assez peu d'hygiène. La moyenne de la vie était faible et les épidémies fréquentes ; la peste noire de 1348 désola les cités du littoral et emporta ce qui restait encore des anciennes familles. Sans doute, dans les actes publics, le latin et l'italien restent en usage, et, en 1472, le Sénat de Doubrovnik interdit l'emploi du slave dans les débats publics ; le latin y demeurera la langue officielle jusqu'au moment où la fière et glorieuse république perd son indépendance et est rattachée par Napoléon aux Provinces illyriennes (1809). Il s'est conservé plus longtemps dans la Diète hongroise sans que personne se soit avisé de prétendre que les Magyars sont des Italiens.

Les invasions turques qui durèrent trois siècles continuèrent l'œuvre des pestes antérieures et précipitèrent la

transformation déjà fort avancée. Devant les bandes ottomanes, les habitants de l'intérieur fuyaient en masses vers les côtes et cherchaient un asile derrière les remparts des cités ; leurs flots sans cesse renouvelés achevèrent de submerger ce qui pouvait rester de l'ancienne population romaine. Si l'italien, ou plus exactement le vénitien, qui a remplacé peu à peu l'ancien dialecte romain, reste la langue des affaires et de l'administration, le slave est la langue maternelle, celle qui remonte naturellement aux lèvres dès que la passion agite les cœurs. — Prezzolini en cite quelques exemples caractéristiques. En 1571, la foule se rassemble sur la place de l'Église de Split, et une femme commence à énumérer ses misères « en sa langue » ; arrive un *maître* de la Commune, et, comme on ne veut pas le laisser passer, il s'emporte et injurie celui qui l'arrête : *Magaratz* (âne !). Dans toutes les bouches se trouve une *piesma* dont on ignore l'auteur : c'est peut-être, ajoute le chroniqueur, l'œuvre de Betuli, « qui est poète et lettré » (1574). Les mendiants demandent l'aumône en slave : « Que Dieu te donne une bonne santé, ma bonne dame. — *Bog ti dâ lipo zdravlié, moïa gospodaritza.* » — La République fait une distribution, un vieux soldat vient chercher sa part ; « après l'avoir reçue, il part en chantant en slave la chanson du Roi Marko, et toute la foule l'accompagne, parce que tous savent cette chanson ». « En somme, conclut Prezzolini, le peuple discute, se plaint, se querelle, supplie, rend grâces et chante dans une langue qui n'est pas l'italien. »

Au XVI^e^ siècle, nous dit Jireček, les Dalmates parlaient exclusivement serbe dans leurs familles. Le Florentin Serafino Ratazzi remarque que les jeunes gens de Raguse vont plus volontiers aux sermons slaves des franciscains et des dominicains qu'à la cathédrale où l'on prêche en italien, « langue qu'ils ne comprennent pas bien ». Le Vénitien

Giustiniano nous a laissé des notes de voyage très curieuses : « Le dialecte de Split a la même réputation chez les Dalmates que le toscan en Italie ; les habitants parlent la *lingua franca*, et quelques-uns s'habillent à la mode italienne, mais les femmes ne parlent que leur langue maternelle, bien que quelques-unes s'habillent à l'italienne ; à Troguir, les habitants savent l'italien, mais, chez eux, ils ne se servent que du slave, « à cause des femmes, parce que peu d'entre elles savent l'italien, et, si quelqu'une l'entend, elle ne veut parler que sa langue maternelle. » — Mais comment s'arrêter, remarque M. Tamaro, à des notes fragmentaires et à des observations que Giustiniano, qui était chargé d'une mission militaire, a négligemment jetées au hasard sur le papier ? — M. Tamaro ferait peut-être bien de méditer la parole de Talleyrand : surtout, pas de zèle.

A Zadar, vers 1527, les actes publics nous donnent en face de 328 noms slaves une vingtaine de noms italiens. On a conservé pour la même cité un recensement très précis et très complet de 1608 : dans les villages du littoral, les îles et les faubourgs, tous les noms sont slaves ; dans la ville même, quelques noms italiens : fonctionnaires, haut clergé, quelques rares marchands et artisans. Tableau extrêmement suggestif et qui nous donne une idée parfaitement claire et exacte de la situation : sur la masse slave, un petit nombre d'étrangers, attirés par leurs affaires ou attachés à l'administration. En 1732, le provéditeur Grimani, à propos du recrutement de l'armée, écrit : « Le gouvernement s'occupe déjà beaucoup de chercher les Italiens, mais pas en Dalmatie, où il serait impossible d'en trouver. » En effet, pendant toutes les campagnes du XVI^e^ au XVIII^e^ siècles, les bandes qui guerroient contre les Turcs sont exclusivement slaves et c'est tout au plus si les chefs sont Vénitiens. En 1798, quand les Autrichiens occupent Zadar, le général

demande en slave aux habitants s'ils veulent prêter serment de fidélité à l'empereur, et il leur adresse un discours véhément : « *Moïi dragui Dalmatinetzi.* » Le peuple, qui est venu assister à l'arrivée des Autrichiens, n'est pas médiocrement étonné, nous dit un témoin oculaire, d'entendre ces soldats parler le serbe comme lui, et porter les prénoms qui lui sont familiers. Quelques semaines auparavant, pour exciter la population contre les Jacobins de Venise, les franciscains et les aristocrates avaient répandu dans la ville une proclamation en langue slave adressée « à la noble nation croate. »

Que peut-il bien survivre aujourd'hui des anciennes maisons romano-italiennes ? — Presque rien. — A Raguse, Jireček note l'existence de descendants de neuf familles nobles qui étaient établies dans la ville avant le célèbre tremblement de terre de 1667, qui marque le début de la période de décadence. Il faut y ajouter quelques rares héritiers des familles de marchands des XV^e^-XVI^e^ siècles ; à Zadar, le comte Begna et le comte Fanfogna ; ailleurs, à peu près personne. La population rurale, elle-même, a été presque complètement renouvelée. Les paysans qui s'étaient établis dans ces régions au Moyen-Age ont été exterminés ou se sont enfuis ; ils ne se sont maintenus que sur quelques points où ils trouvaient une protection dans la nature du pays, et dans le voisinage des principales cités, sur le territoire de Doubrovnik, par exemple, ou dans la région accidentée de Polyica, près de Split et du golfe de Kotor. D'où sont venus les nouveaux habitants ? — Pas d'Italie dans tous les cas ; mais de l'intérieur, de l'Herzégovine surtout et de la Bosnie, qui, comme notre Massif Central, a toujours été un réservoir de peuples. L'inondation slave n'est même pas arrêtée par l'Adriatique ; les bandes dalmates transportent leur langue à Venise, où les gondoliers conservent leur idiome serbe. Le voyageur français Paul de Bourgoing,

note, en 1845, que devant le Palais des Doges, comme à Moscou, on se sert des mêmes expressions pour indiquer les directions : à droite, à gauche, *na pravo*, *na lievo*.

La tolérance indifférente et dédaigneuse avec laquelle Venise a toujours contemplé les progrès des Slaves, bien qu'elle ne s'inspirât pas de vues très généreuses, n'en eut pas moins des résultats très favorables. Quoiqu'elle ait abominablement exploité ce pays, sa domination fut acceptée sans révoltes, et elle n'a laissé chez les habitants aucun sentiment d'hostilité. Les Italiens exagèrent quand ils parlent de la douleur profonde avec laquelle les Dalmates auraient accueilli le traité de Campo-Formio, et il est certain, dans tous les cas, qu'ils se consolèrent vite ; mais une existence commune de plusieurs siècles avait créé des liens étroits entre la métropole et ses sujets. Les Vénitiens avaient aidé les Dalmates à défendre leur foi contre les Turcs, et ils n'étaient guère intervenus dans leurs affaires intérieures ; ils avaient respecté leur langue et leurs coutumes. Les habitants n'en demandaient pas davantage.

Comme leur nationalité n'était pas menacée et qu'ils n'avaient aucune raison de se mettre en défense, ils accueillaient avec joie les idées et les modes qui venaient de l'Italie et ils se mettaient volontiers à son école. Du XVI^e^ au XVIII^e^ siècles, ils lui ont fourni une foule d'écrivains et d'artistes, dont quelques-uns sont célèbres. A leur sujet, M. de Voïnovitch a écrit quelques pages très brillantes et très suggestives, qui ne m'ont pas cependant complètement convaincu. Il découvre dans les œuvres littéraires des Dalmates qui ont écrit en italien et dans les productions des artistes qui sont nés sur les côtes orientales de l'Adriatique,

un caractère spécifique slave, qui « atteste à merveille la puissance et la persistante fraîcheur de la race ». En dépit de Guillaume Rolfs, dont M. de Voïnovitch invoque l'autorité, est-il bien sûr que le palais des ducs d'Urbin nous dénonce les origines dalmates de Lucien Laurana ? Et la technique d'André Médoulitch suffirait-elle à nous révéler sa naissance, si nous n'étions pas avertis par son surnom, l'Esclavon ? Ces remarques subjectives sont sujettes à controverses et mieux vaudrait, peut-être, écarter de la discussion ces arguments impressionnistes. — Mais les raisonnements des Italiens ne sont-ils pas aussi frivoles, quand, pour revendiquer la possession de la Dalmatie, ils tracent le long catalogue des artistes qu'elle a fournis à la Renaissance, ou constatent que les styles de Venise ont inspiré les sculpteurs et les architectes de Doubrovnik et de Split ? Les faits sont exacts et personne ne les nie ; l'explication seule est fantaisiste et les conséquences inadmissibles. L'art a ses modes et nous ne prétendons pas annexer toutes les villes où nos maîtres maçons ont construit des églises ogivales, ou toutes les résidences qui se sont élevées sur le modèle de Versailles.

Il est naturel que beaucoup d'écrivains dalmates se soient servis de l'italien. Leurs œuvres, qui s'adressaient au public instruit à qui l'italien était familier, avaient ainsi des chances d'atteindre des lecteurs plus nombreux. Ce qui est remarquable — et ce qui a une tout autre portée, — c'est que beaucoup de ces auteurs écrivent aussi en slave et que, en dépit de la mode et des influences étrangères, l'idée slave se maintient vivante et ininterrompue. Malgré les divers travaux déjà publiés sur la littérature yougoslave, nous n'en connaissons encore l'histoire qu'assez superficiellement, mais il suffit de parcourir le livre de Perwolf sur les rapports réciproques des Slaves, si incomplet qu'il soit, pour consta-

ter la permanence et la profondeur de la tradition nationale. Dès la première moitié du XVII^e siècle, il existait une chronique slave que le prêtre Dioclée traduit en latin (« *ex sclavonia littera in latinam* »). Au début du XV^e siècle, le bénédictin de Doubrovnik, Louis Tzriévitch (Cerva) sait fort bien que les Tchèques, les Polonais et les Dalmates parlent la même langue ; il n'ignore pas que la différence de religion est la cause principale des haines qui divisent les Polonais et les Russes ; il vante l'esprit militaire des Tchèques : il n'est pas de peuple, pas de pays, qui possède de pareilles armées, et la vue de leurs soldats met en fuite les Allemands. En 1601, Mauro Orbini, sur la suggestion et avec l'appui d'un seigneur, Marine Boboulitch, publie à la gloire de ses compatriotes son ouvrage célèbre, et dont le retentissement fut si considérable, *Il regno degli Slavi* ; il prie sa nation de vouloir bien accueillir avec sympathie ses œuvres, « en souvenir et témoignage de la grandeur de ses ancêtres et preuve évidente de leur courage. »

L'idée nationale était dès lors assez forte pour étouffer même les préjugés religieux. Au milieu du XVIII^e siècle, le franciscain Katchitch-Miochitch déclare qu'il ne parlera pas mal des Serbes orthodoxes, parce qu'ils sont les fils « de notre nombreuse et illustre race slave ». Faust Vrantchitch de Split publie en 1585 son *Dictionnaire*, et il désigne sous le nom d'Illyrie tout le pays entre l'Adriatique, la Drave, le Danube la Macédoine et la Thrace ; et après lui paraissent de nombreux travaux de grammaire et de lexicographie dont les conclusions sont quelquefois assez aventurées mais qui prouvent, du moins, la place que la langue yougoslave tient dans la vie publique et privée, et l'intérêt qu'elle inspire aux lettrés. En 1583, Simon Boudounitch, de Zadar, fait imprimer en caractères latins et en caractères cyrilliques sa traduction slave du catéchisme de Canisius.

Rien de plus inexact que de supposer, comme on le fait souvent, que les écrivains yougoslaves ne s'adressent qu'à la foule et qu'ils ne se recrutent eux-mêmes que dans les classes inférieures. Il est bien évident que les ouvrages fort nombreux qui ont un caractère d'érudition sont composés pour une élite de lecteurs. Parmi les autres écrivains, les poètes surtout, dont la fécondité nous stupéfie, du XVI^e^ au XVIII^e^ siècles, à Doubrovnik en particulier, les patriciens abondent, et leurs contributions à la littérature nationale suffiraient à prouver qu'à ce moment toutes les grandes familles sont slaves et se regardent comme slaves. « La Dalmatie », a écrit Tommaseo, qui fut un des plus fervents apôtres du *Risorgimento*, « tout en ayant un gouvernement et une civilisation italiennes, n'a jamais oublié ses devoirs ni son invidualité. Elle a toujours su conserver sa propre nature, ses coutumes, son costume et sa langue. Elle s'est conservée slave mieux que l'Italie ne s'est conservée italienne.» Tommaseo était né à Chibénik en 1802 ; il connaissait à fond le pays, et l'on ne prétendra pourtant pas qu'il a pris pour du serbe un dialecte italien, pas plus qu'on ne soutiendra sans doute que c'était le gouvernement autrichien qui, en 1802, avait slavisé la contrée.

Je ne voudrais pas fatiguer le lecteur en entassant les témoignages et les faits, mais nulle part le patriotisme ethnique et l'idée de la solidarité slave n'ont été aussi universels et n'ont inspiré autant de témoins.

C'est que nous sommes ici sur une de ces frontières où, en face de l'étranger, l'instinct vital de la conservation tend toutes les forces de résistance et où le patriotisme, trempé par la continuité de la lutte et exalté par la pensée toujours présente du péril imminent, atteint une intensité inconnue aux peuples moins exposés. Les manifestations en sont touchantes dans leur candeur enfantine. Dans sa *Christiade*,

Palmotitch se réjouit de la faveur spéciale que le Sauveur réserve à la langue slave, qui étend sa domination des flots de l'Adriatique aux déserts de l'Océan arctique. Son drame, *Tzaptislava*, s'ouvre par un prologue qui est une apothéose de Raguse slave. Le roi Krounoslav soumet de nombreux peuples et il les laisse mener une vie paisible à condition qu'ils apprennent le slave. Quand, après d'invraisemblables triomphes, il vient chercher un repos bien gagné dans la ville d'Epidaure, d'où est sortie plus tard Doubrovnik, les Epidauriens abandonnent avec joie, à cause de lui, leur vieille langue latine, et ils donnent à leur cité le nom de la fille de Krounoslav, Tzaptislava. Le drame tout entier n'est qu'une cantate en l'honneur de l'union des Slaves, rassemblés sous la main protectrice de la Russie.

Les migrations incessantes des paysans refoulés par les Turcs brassaient dans un continuel va-et-vient les tribus de la Péninsule et maintenaient le sentiment de l'unité d'origine. De l'Adriatique à l'Égée, les proverbes, les légendes, les contes étaient semblables. Le roi Lazare, Miloche Obilitch, Marko Kraliévitch, Yanko Sibinianin, se retrouvent dans les poètes, Goundoulitch, les deux Palmotitch, Kavanin, etc. Nicolas Zrinski, le héros croate, est aussi un héros slovène et serbe. Du XIVe au XIXe siècles, le même thème domine toute la littérature dalmate : la gloire de la Slavie.

∾

A ce patriotisme profond, mais vague et nuageux, qui, faute d'objet concret, s'accroche à de fantastiques images, la domination napoléonienne apporte un élément nouveau, en lui donnant une forme plus concrète. Pour la première fois depuis la chute de l'empire romain, la Dalmatie se trouve réunie aux provinces de l'intérieur, et la langue slave

apparaît dans les actes administratifs. En même temps, de l'Italie, rassemblée sous la main du grand Empereur, et de la Serbie affranchie par Kara-Georges, arrivent les idées modernes. Les soldats de Marmont apportent dans leurs gibernes la Déclaration des Droits de l'Homme et le romantisme exhorte les écrivains à rajeunir leur génie à la source toujours jaillissante de l'inspiration populaire. Le peuple, secoué de son sommeil, commence à sentir sa misère et s'éveille de sa torpeur résignée. L'occupation française, trop courte pour entraîner un changement radical, prépare du moins l'éveil des esprits et favorise la propagande des apôtres de la Renaissance slave. Les jeunes Dalmates, qui fréquentent les Universités italiennes, en rapportent les idées nationales et libérales qui flottent alors dans l'Europe entière. Kollar, à son passage à Padoue, enflamme leur enthousiasme. Quand, vers 1830, Louis Gaï, le fondateur du mouvement illyrien, prêche l'union des Croates et des Serbes, son appel trouve aussitôt un écho en Dalmatie. C'est à ce moment que Tommaseo écrit son ode célèbre *A la Dalmatie*, qu'a traduite M. de Voïnovitch, et qui est tout un programme politique :

« Tu n'as jamais été ni tout à fait chose d'autrui ni tout à fait toi-même..... O ma Patrie ! tu ne seras plus un pauvre lambeau de terre entre la mer et la montagne, ni quelques îles éparses et dénudées, mais la Serbie ressuscitée. Et, confiante, tendant à l'Italie la main droite, à l'Hellade la gauche, tu les uniras dans une étreinte et des danses sacrées. »

En 1848, les Zaratins envoient au Congrès slave de Prague leur salut fraternel, et parmi les signataires de leur adresse se trouvent les représentants des familles les plus connues et les plus influentes. Ce mouvement spontané, essaiera-t-on de l'expliquer par les intrigues de la bureaucratie viennoise ?

En réalité, le gouvernement autrichien, quand, en 1815, il avait repris possession des Provinces illyriennes, avait aussitôt restauré les traditions de Venise et rendu à l'administration un caractère purement italien. Par habitude et tradition, François Ier et Metternich n'aimaient guère modifier l'ordre de choses anciennement établi. Par calcul aussi. Ils avaient besoin de fonctionnaires pour gouverner le royaume lombard-vénitien, et ils les recrutaient facilement dans un pays pauvre et qui n'éprouvait pas pour leur domination la haine qu'ils rencontraient sur les rives du Pô. Même après 1860, la politique des Habsbourgs ne s'est guère modifiée.

Certains polémistes les ont accusés d'avoir systématiquement poursuivi la ruine de l'élément italien en soulevant les classes inférieures contre la bourgeoisie urbaine. Le malheur est qu'ils n'appuient leur réquisitoire sur aucun document précis, et tous les faits vont à l'encontre de leurs affirmations. En 1862, sur les 157 écoles primaires de la Dalmatie, dans 23, l'illyrien est la langue de l'enseignement, et l'italien dans 9 ; mais dans les 125 écoles mixtes,tout l'enseignement se donne en italien, sauf l'instruction religieuse. Jusqu'en 1864, à l'école normale d'instituteurs, l'enseignement est exclusivement italien. Il faut arriver jusqu'en 1865 pour que les ministres de l'intérieur et de la justice exigent de leurs fonctionnaires une certaine connaissance du dalmate ; ce n'est qu'en 1887 que les tribunaux et les administrations se décident à répondre en slave aux communes qui leur écrivent dans cette langue. Chacune de ces concessions est péniblement arrachée à la mauvaise humeur du gouvernement par des luttes obstinées. La Diète demande

en 1870 l'égalité des langues serbo-croate et italienne, ce qui ne saurait vraiment passer pour une exigence excessive ; malgré ses démarches réitérées et ses protestations continuelles, elle n'obtient satisfaction qu'en 1909, après trente ans d'efforts, au moment où le gouvernement, en face de l'agitation provoquée par l'annexion de la Bosnie, sent la nécessité d'apaiser les esprits par quelques concessions.

Les Habsbourgs, s'ils avaient désiré favoriser les Slaves, avaient un moyen si simple et si naturel que, quelqu'ininintelligents qu'on les suppose, ils ne l'auraient pas négligé. Il leur suffisait de modifier le régime électoral et de le rapprocher du suffrage universel. Pourquoi ont-ils si longtemps toléré que les municipalités de Split, de Doubrovnik et de Kotor restassent entre les mains des Italiens ? — Pour les déposséder, aucune pression n'était nécessaire, il n'y avait qu'à modifier la loi qui, contrairement à la justice et aux principes du droit moderne, réduisait à l'impuissance la masse de la population et faisait dépendre le résultat des élections d'une minorité infime. C'est grâce à ce régime, dont on ne sait s'il est plus absurde ou plus inique, qu'à Zadar, où les Italiens ne forment qu'un tiers de la population urbaine, ils conservent encore la majorité dans le conseil municipal. — [*En réalité, en Dalmatie, le gouvernement autrichien s'est toujours appuyé sur le parti italien, ou, plus exactement, le parti italien n'existe et ne s'est développé et maintenu que grâce à la connivence du gouvernement.*] L'histoire de ce parti est certainement un des chapitres les plus curieux du livre de M. de Voïnovitch. Son témoignage est d'autant plus digne de notre intérêt qu'il n'apporte dans son récit aucune passion, et il parle même avec une sympathie manifeste de quelques-uns des chefs les plus éminents du mouvement italien à ses débuts ; il rend pleine justice à Bajamonti, qui fut en effet un remarquable

administrateur, et Split, qu'il transforma, a gardé à sa mémoire un souvenir fidèle. M. de Voïnovitch, qui a suivi de près l'évolution du parti autonomiste italien en parti irrédentiste, et qui connaît les raisons secrètes de cette transformation, n'a pas cru devoir nous les donner toutes ; il a craint sans doute de réveiller des haines mal éteintes et de provoquer d'inutiles polémiques. Discrétion louable, que ma curiosité d'historien ne saurait s'empêcher de regretter quelque peu. Ce qu'il nous dit d'ailleurs suffit pour que nous nous expliquions sans peine la suite des événements.

A l'origine, le parti qui est devenu par la suite le parti italien était simplement un groupe slave autonomiste, c'est-à-dire opposé à la réunion de la Dalmatie avec la Croatie. Que cette fusion dût soulever des résistances, il fallait le prévoir, et, dans des cas semblables, de pareilles oppositions se sont toujours manifestées. Au moment de se fondre dans un organisme plus étendu, les municipalités et les provinces qui ont vécu d'une vie indépendante mesurent les sacrifices qu'elles auront à consentir, et tous les habitants ne s'y résignent pas d'un cœur également résolu. Sommé de rompre avec le passé, le cœur se serre et l'on éprouve une sorte d'horreur sacrée avant de se précipiter dans un avenir inconnu. En Dalmatie, ce retrait devait être plus accentué, parce que la vie historique avait été plus riche et plus indépendante. Les Dalmates répugnaient d'autant plus à sortir du « splendide isolement » dans lequel ils avaient vécu jusqu'alors qu'ils se regardaient comme supérieurs aux Croates, et que leur civilisation était plus diverse et plus brillante ; justement fiers de leur passé, épris de liberté, ils craignaient de subir la domination d'une majorité timorée, prisonnière de préjugés étroits et qui s'affranchissait lentement de la domination de l'Église. Ces répugnances sincères et, dans une certaine mesure, respectables, s'aggravaient

de préoccupations égoïstes dans une partie de la bourgeoisie urbaine qui avait été jusqu'alors maîtresse exclusive du pouvoir et qui tremblait pour ses privilèges. Un instinct très sûr l'avertissait que les oligarchies ne se maintiennent que dans des cercles étroitement fermés, et les patriciens qui gouvernaient Split ou Kotor risquaient de se trouver perdus dans un État plus complexe. Ces tendances régionalistes ne supprimaient pas chez les autonomistes le souvenir de leur origine, et ils étaient parfaitement sincères en proclamant leur patriotisme slave. Leurs déclarations, aussi nombreuses que précises, ne laissent aucun doute sur ce point. « Messieurs », disait en 1861 le président de la Diète, dont la majorité était alors italienne, « ce serait une folie de contester que, des Alpes Dinariques jusqu'à la plus lointaine de ses îles, le pays et ses habitants sont slaves. » Le gouverneur Mamula, un des meneurs du parti autonomiste, renchérissait : « La Dalmatie est une terre slave, en douter est une folie » (26 septembre 1864). Bajamonti, en qui les Italiens vénèrent un des fondateurs de leur parti, n'était pas moins net : « En combattant l'union de la Dalmatie avec la Croatie, nous n'agissons pas contre notre langue et notre nationalité. Notre programme est celui-ci : Slaves, demain ; Croates, jamais. » — Encore en 1906 M. Ziliotto, un des partisans les plus fougueux du parti italien, repoussait avec indignation toute arrière-pensée de séparatisme.

L'immense majorité de la population avait admis plus vite la nécessité d'une fusion avec les Slaves des contrées voisines. Les autonomistes, qui s'obstinaient à maintenir un passé disparu, n'avaient aucune chance de ramener la foule, plus simpliste et par là même plus ouverte aux grands souffles de l'avenir. Leurs rangs s'éclaircissaient rapidement, et ils en vinrent à ne plus former qu'un petit groupe d'émigrés à l'intérieur. La poignée d'hommes qu'ils

réunissaient autour d'eux se composait d'éléments très divers : réactionnaires attachés à leur particularisme local, libéraux qui redoutaient la prépondérance du clergé, intellectuels orgueilleux de leur ancienne culture, grands bourgeois surtout et aristocrates qui refusaient d'abdiquer leurs privilèges. Les chefs du parti national auraient facilement rallié les meilleurs d'entre eux en ménageant leur amour-propre et en leur accordant quelques garanties. Exaspérée par la résistance qu'avaient longtemps rencontrée ses réclamations les plus légitimes, la majorité slave manqua quelquefois d'adresse et elle laissa passer le moment d'un compromis qui n'eût exigé d'elle que des concessions assez minimes et eût empêché une rupture définitive. Sommés de se soumettre sans conditions, et condamnés par le suffrage universel qui se prononçait avec une invincible persévérance pour une union étroite avec le reste des Yougoslaves, les autonomistes commirent le crime, si fréquent dans l'histoire des minorités vaincues : par vanité et par dépit, ils oublièrent leurs premiers aveux, modifièrent leur programme et préférèrent leurs prérogatives à la patrie. Pour retenir une autorité qui leur échappait, ils vendirent leur âme à l'étranger.

Par pudeur ou par précaution, ils n'accomplirent leur évolution qu'avec une extrême prudence et assez de discrétion pour ne pas couper les liens qui les rattachaient au gouvernement. Ils savaient trop bien qu'ils ne conservaient une apparence de vitalité que par sa complaisance et que, s'il leur eût retiré sa protection, ils eussent aussitôt disparu. La cour de Vienne se prêtait à leur jeu : elle ne se méfiait plus des Italiens depuis que la Triple-Alliance lui garantissait les intentions de la Consulta, et le parti italo-dalmate était trop faible pour lui inspirer la plus légère inquiétude : il ne se composait en effet que de quelques dizaines de

familles ambitieuses, d'origine en général assez récente, mais qui avaient acquis une certaine fortune et qui, grâce à l'appui de l'administration, réunissaient autour d'elles quelques milliers de pauvres hères, débiteurs insolvables, fermiers besogneux ou clients obérés, populace minable qui obéissait avec d'autant moins de scrupules à la consigne des patrons que sa défaillance ne tirait pas à conséquence et n'affaiblissait guère la cause nationale. Ce parti italien, que l'on voudrait nous représenter comme persécuté par la bureaucratie, était en réalité à sa dévotion ; il recevait docilement ses instructions de Vienne et accablait les Habsbourgs de ses protestations. Encore au moment où l'Italie déclarait la guerre à l'Autriche, il se mettait à plat ventre devant les Habsbourgs. « Nous avons hérité de nos pères la fidélité envers notre empereur vénéré et envers les institutions de cet État. Nous sommes les citoyens dévoués de la monarchie, et notre fidélité, nous la prouverons de la façon la plus loyale. » Ce n'est pas la *Neue Freie Presse* qui parle ainsi, mais un journal italophile et slavophobe, *Il Dalmato*.

Ne connaissez-vous pas, nous objectera-t-on, les rigueurs de la censure autrichienne, et quelle valeur attacher à des professions de loyauté écrites sous le couteau ? — Combien de volontaires cependant, et combien de martyrs les Italiens de Dalmatie ont-ils offerts à la cause qu'ils prétendent servir ? — La liste est vite terminée. — Qu'on la compare aux centaines, aux milliers de Slaves dalmates qui, depuis le début de la lutte d'où doit sortir la Yougoslavie nouvelle, ont donné leur vie pour la cause nationale. — Et sur qui, dès l'ouverture des hostilités, s'est abattue la main implacable de la police autrichienne, sinon sur les députés slaves, sur les maires slaves, sur les instituteurs et les prêtres slaves ? — Des milliers de volontaires dalmates ont rejoint

l'armée de Poutnik, et, même après l'écrasement de la Serbie, ils n'ont pas déposé les armes ; ils étaient au premier rang des soldats qui, dans la Dobroudja, ont plusieurs jours arrêté la marche des Bulgares. Ce peuple, qui a traversé des siècles de domination étrangère sans que sa foi ait été altérée et sans que son courage ait faibli, serait-il si facile de l'asservir et de le dompter ?

A bout d'arguments, les nationalistes italiens invoquent la nécessité de protéger la sécurité du Royaume : la côte occidentale de l'Adriatique est menacée tant qu'ils ne sont pas les maîtres des deux rives. Ces arguments sont pour nous de vieilles connaissances. C'est la théorie du glacis, en vertu de laquelle Guillaume Ier nous a enlevé Strasbourg et Metz. Qu'en est-il sorti ? La guerre actuelle. L'Allemagne même, qu'a-t-elle gagné à ces conquêtes immorales ? — Son esprit en a été corrompu, ses institutions ont été viciées, elle a attiré sur sa tête la haine de l'univers. Médiocres avantages, et peu faits pour lui valoir des imitateurs.

Sur cette voie, une fois qu'on y est engagé, on ne s'arrête plus. Les Italiens veulent aujourd'hui reculer leur frontière jusqu'aux Alpes Dinariques, mais l'histoire prouve que, pour posséder la côte, il faut être maître de l'intérieur. Après avoir annexé la Dalmatie, restaureront-ils l'ancienne province romaine qui s'étendait jusqu'au Danube et à la Save ? Pourquoi pas, après tout ? — Ils y auraient les mêmes droits que sur Doubrovnik, Split et Zadar.

∾

Au moment où je terminais cet article, je viens de recevoir un livre écrit par deux Italiens, MM. Marinelli et Salvemini ; il ne m'est pas possible de me rallier à toutes leurs

conclusions, mais leur œuvre témoigne d'un généreux effort de droiture et de loyauté, et certaines de leurs propositions sont si nettes qu'il me semble utile de les reproduire.

« En conquérant la Dalmatie », écrivent-ils, « l'Italie la priverait de toute possibilité de développement économique en la détachant de son arrière pays ; elle se condamnerait elle-même à une politique de répression et de déloyauté en face de la grande majorité de la population ; elle mériterait la haine du monde entier — comme il est arrivé à l'Autriche, — et s'attirerait l'inimitié permanente des Yougoslaves, qu'elle jetterait dans l'alliance allemande [1]... Toute conquête sur le continent dalmate serait pour l'Italie une cause, non pas de force mais de faiblesse ; pour être maîtresse de la mer et pour que ses côtes soient à l'abri de tout danger, il lui suffit de Pola, Vallona, et de quelques îles extérieures de l'Archipel dalmate... [2]. Commercialement, la conquête de la Dalmatie serait funeste, et non pas utile à l'Italie » [3].

Le lecteur qui a quelque habitude du journalisme s'attend certainement qu'après ces citations je conclue par la phrase traditionnelle : l'annexion de la Dalmatie ne serait pas seulement un crime, ce serait une faute. Malgré tout mon désir de lui être agréable, je ne le dirai pas. Je le penserai peut-être, mais je ne l'écrirai pas, d'abord parce qu'en matière si délicate, il convient d'éviter avec soin tout ce qui risquerait de passionner le débat, ensuite parce qu'il faut éviter les poncifs.

J'admettrai même, si l'on y tient, que quelques-uns des aphorismes de MM. Marinelli et Salvemini, en dépit de l'assurance avec laquelle ils nous les présentent, peuvent prêter à discussion. Je suis assez sceptique, pour ma part,

---

[1] *La questione dell'Adriatica*, p. 147.
[2] *Idem*, p. 175.
[3] *Idem*, p. 200.

en matière de prévisions économiques, et les calculs les plus vraisemblables et les plus solidement étayés se sont trouvés quelquefois démentis par les événements. On m'accordera bien, en revanche, que les gains que les nationalistes se promettent de l'annexion de la Dalmatie sont aléatoires et que l'affaire se présente comme assez douteuse. Les pertes, par contre, sont certaines : discrédit jeté sur la cause des Alliés par une politique contraire aux principes du droit moderne et aux exigences de la conscience contemporaine ; rancunes inexpiables des Yougoslaves et ruine de l'influence italienne dans la Péninsule ; perspective de guerres nouvelles ; nécessité, pour contenir la résistance certaine de la population, de mesures de rigueur et d'un régime de répression dont souffrira fatalement la politique intérieure du Royaume ; lourdes dépenses exigées par l'occupation militaire. Quel que soit l'art avec lequel l'Italie maniera la géographie électorale, tous les députés dalmates seront des protestataires ; les Italiens ne se font aucune illusion à ce sujet et l'habileté proverbiale de M. Giolitti lui-même ne les préserverait pas d'un semblable échec. Avoir le bonheur de n'avoir à Montecitorio que des hommes qui, au milieu de leurs divergences d'opinions, sont unis par un semblable dévouement à la patrie commune, et y introduire une opposition intransigeante, quelle misérable combinaison ! — Renier l'héritage de Cavour pour revêtir la défroque de François-Joseph ! — *De gustibus non est disputandus*, disait Frédéric II, qui n'était pas très familier avec la langue de Cicéron. — Tout de même, certains goûts sont étranges.

Urbain VIII Barberini écrivait des Ragusains qu'ils étaient plus unis à l'Italie par l'amour qu'ils n'en étaient séparés par l'Adriatique (*magis caritate conjuncti quam mari divisi*). L'injustice et l'oppression sont des barrières plus infranchissables que la mer. L'État Yougoslave, a dit M. Bis-

solati, se fera avec l'Italie ou contre elle. A l'heure solennelle que nous traversons, que ses hommes d'État se rappellent la parole de Mazzini : « Quand l'Italie ressuscitera, elle ressuscitera au nom d'un principe, elle ressuscitera comme sœur de tous les peuples opprimés qui ont comme elle le droit d'être une nation. »

III

Les questions du Tyrol et de la Dalmatie sont relativement simples, et la solution en est facile, pour peu que l'on accepte les indications du sens commun et que l'on écarte les exagérations de quelques ultras : le Tyrol au royaume d'Italie, la Dalmatie aux Yougoslaves, les grandes lignes du futur traité de paix se dessinent assez clairement.

Il en est tout autrement pour la province qui, au nord de l'Adriatique, s'étend de la Sotcha (Isonzo) au golfe du Quarnero.

En dépit des apparences, la presqu'île de l'Istrie est loin d'être une région géographiquement une ; les limites ethnographiques n'y coïncident pas toujours avec les divisions physiques, et la complexité des désignations politiques, administratives ou historiques, accroît encore la confusion des idées, en favorisant les équivoques et les tours de passe-passe. — Vénétie Julienne, Liburnie, Frioul, comtés de Goritza et de Gradichca, Istrie, Littoral, autant de termes plus ou moins synonymes qui reviennent tour à tour ou simultanément dans la discussion, sans qu'on ait toujours soin de les définir, sans qu'on se rende compte aussi des sens divers qu'ils ont pris aux diverses périodes de l'histoire. Les imprudents qui s'engagent sans être avertis dans ce maquis broussailleux s'y égarent tout de suite ; ce qui est

pire, les polémistes trop habiles s'établissent avec une assurance de conquérants sur ce terrain difficile et, forts de quelques témoignages obscurs et contestables, après avoir donné à chacun de ces termes le sens qui plaît à leurs desseins, ils tirent d'un passé hypothétique les plus redoutables conséquences pour l'avenir. En fait, l'incertitude même et les variations de ces souvenirs historiques reflètent les vicissitudes d'un pays tiraillé entre des influences contradictoires et disputé depuis des siècles par des races différentes.

~

Quelle est la frontière politique de l'Istrie ? — Sur ce point déjà, les opinions divergent. Les extrémistes italiens la poussent jusqu'à ce qu'ils nomment la frontière géographique, de manière à y comprendre la Liburnie avec son port de Riéka (Fiume). — Les géographes les plus autorisés admettent au contraire que, dans la région carsique, les limites naturelles sont si difficiles à fixer qu'il est puéril de leur attribuer une valeur quelconque, et les écrivains militaires les plus sérieux reconnaissent que la meilleure ligne de défense est formée par le Monte Maggiore et le Caldiero, qui constituent une frontière « haute, courte, dominant les passages qui conduisent à la Croatie et les vallées qui descendent vers l'Adriatique ».

Le gouvernement italien ne semble pas être arrivé sur ce point à une doctrine précise. Dans le Traité du 26 avril, il réclame Kastav, Matouglié et Volosco ; du moins il s'est séparé des nationalistes les plus intransigeants, puisqu'il abandonne Riéka (Fiume), concession importante, qui rend le débat beaucoup plus facile à résoudre.

Actuellement Riéka, à la suite d'un faux qualifié contre

lequel les Croates n'ont jamais cessé de protester, est rattaché à la Hongrie propre. Dans la cité même, la majorité est italienne (24.000 contre 15.000 Slaves) ; mais Riéka n'est séparée que par un ruisseau insignifiant, la Rétchina, de son faubourg Sušak (Souchak) qui fait administrativement partie de la Croatie, et dont la population est à peu près exclusivement slave. Dans le groupe urbain Riéka-Sušak, qui forme un tout indissoluble (60.000 habitants), les Slaves sont sensiblement plus nombreux que les Italiens, et leur supériorité s'accroît de jour en jour par l'afflux des campagnes voisines, exclusivement slaves. Le développement de Riéka est tout récent, et elle doit sa rapide prospérité à la politique du gouvernement magyar, qui voulait s'affranchir de l'Autriche et posséder sur la mer une sortie qui lui appartînt en propre. Pour équiper le port et assurer ses communications avec l'intérieur, il n'a reculé devant aucune dépense, et ses sacrifices n'ont pas été infructueux, puisque le tonnage est passé de 300.000 tonnes en 1871 à plus de 6 millions en 1912. Dans une cité ainsi improvisée, les souvenirs historiques laissent assez indifférents les esprits, absorbés par leurs intérêts économiques. Les Italiens de Riéka savent le croate, le parlent volontiers, entretiennent avec les Slaves d'excellentes relations d'affaires et s'unissent sans difficulté avec eux pour des entreprises communes ; il n'y a pas dans la ville de parti irrédentiste, parce que l'union avec le royaume d'Italie compromettrait l'avenir du port. Elle rencontrerait d'ailleurs l'opposition très vive des Juifs, qui sont maîtres aujourd'hui de la banque, de l'industrie, et qui jouent un rôle de premier plan dans la navigation et le commerce. Actuellement, ils se couvrent du drapeau magyar, mais ils s'intéressent surtout à leurs affaires, et le gouvernement italien qui, par la force des choses, serait amené à favoriser Trieste à leur détriment, trouverait en

eux des adversaires irréconciliables. D'un travail manuscrit que M. de Martonne a bien voulu me communiquer, se dégagent certaines conclusions d'autant plus dignes d'être retenues que l'auteur ne s'est laissé dominer par aucune préoccupation nationale.

« Le port de Fiume », écrit-il, « exporte plus qu'il n'importe : des bois, des sucres, des farines, des légumes. Ses compagnies subventionnées vont chercher au loin les produits coloniaux. Entre les mains d'une puissance dont la frontière ne dépasserait pas les crêtes calcaires qui dominent la ville, son sort ne semble pas douteux. A moins d'une entente douanière étroite avec les pays de l'intérieur, c'est la ruine. Réunie à un État yougoslave, Riéka semble au contraire destinée à un brillant avenir. Dût-elle perdre l'arrière-pays magyar, il lui resterait la Croatie, la Slavonie, les riches plaines de la Bosnie et de la Choumadia, peut-être même le Banat, sans parler des relations possibles avec la Roumanie. »

Dès à présent, les Croates tiennent une place importante dans le mouvement économique de la ville : les principaux armateurs sont croates, de même que tous les marins, équipages et officiers ; dans les grandes compagnies de navigation, les actionnaires sont en grande majorité slaves ou juifs, et les Italiens n'occupent qu'un rang très secondaire ; les principales banques sont croates.

Les annexionnistes avouent avec une franchise un peu cynique qu'ils ne désirent posséder le port de Riéka que pour le ruiner et supprimer ainsi une concurrence dangereuse pour Trieste. De semblables aveux sont décisifs. Ils nous ramènent en plein Moyen-Age, quand Venise se réservait le monopole du commerce de l'Adriatique. Depuis lors, il n'est pas bien sûr que l'humanité soit devenue beaucoup meilleure, et les pessimistes trouvent dans la guerre actuelle d'assez nombreux motifs pour justifier la morose

sévérité de leurs jugements. Sur un point cependant, un certain progrès est visible. Si chacun de nous est toujours prêt à trouver des arguments pour excuser ses propres usurpations et démontrer que ses intérêts sont conformes aux principes, la conscience universelle est devenue plus délicate et plus chatouilleuse, et l'opinion publique accepte avec moins d'indulgence qu'autrefois certains abus de la force. Saluons avec la modestie qui convient ce léger développement de la moralité politique, ne le dédaignons pas cependant ; il marque la naissance d'une époque nouvelle, plus soucieuse de justice et moins docile aux arrêts de la violence. Ce sentiment des droits de l'humanité, qui condamne sévèrement certaines opérations que pratiquait sans scrupules la diplomatie de l'ancien régime, les rend plus difficiles et plus aléatoires, et il oppose aux ambitions excessives une digue qui suffit quelquefois à les contenir. Le respect humain est souvent une faiblesse, et la peur du qu'en dira-t-on est une des mesquineries de la bourgeoisie. C'est un frein utile cependant, et qui arrête sur la pente du vice plus d'une âme hésitante que l'amour de la vérité n'aurait pas toujours suffi à protéger. — Nous voulons annexer Riéka pour la ruiner ! — Il était difficile au gouvernement italien d'endosser la doctrine des extrémistes, et il a préféré renoncer à une conquête dont il ne saurait tirer aucun profit.

~

Si l'on déblaye ainsi peu à peu le terrain, en écartant quelques agités, qui soulèvent beaucoup de poussière, mais n'ont derrière eux à peu près personne, et dont les politiques se servent surtout pour occuper le tapis et augmenter le prix des concessions auxquelles ils sont résolus d'avance le litige qui divise les Yougoslaves et les Italiens se réduit à

la seule province de l'Istrie, prise dans son sens étroit. Aucun homme d'État italien de sens rassis ne saurait songer sérieusement à la Dalmatie ou à Riéka. Les prétentions qu'ils mettent en avant sur ces pays n'ont évidemment d'autre objet que de se les réserver comme une monnaie d'échange, pour décider les Yougoslaves à leur abandonner toute la région septentrionale. Le malheur, c'est que les Yougoslaves se refusent, — et l'on ne saurait s'en étonner — à voir une concession dans cette prétendue générosité de l'Italie : ils trouvent injuste que, pour leur remettre l'héritage qui leur est incontestablement acquis, on exige d'eux l'abandon de certains de leurs droits.

Ces finesses diplomatiques n'ont eu jusqu'à présent pour effet que de compliquer le débat, et il serait préférable de laisser de côté ces procédés qui rappellent un peu trop les procureurs du XVII^e siècle. Mieux vaut étudier isolément et en elle-même la question de l'Istrie. Elle est des plus compliquées, si grosse de difficultés que, si on l'aborde avec une réelle loyauté, on n'arrive pas à une conclusion nette et qui s'impose nécessairement à l'esprit.

Aujourd'hui, la région qui s'étend entre l'Adriatique et les contreforts occidentaux des Alpes Juliennes, de l'Isonzo (Sotcha) au Quarnero, est subdivisée en trois provinces autonomes, qui ont chacune une diète distincte, mais sur qui s'étend l'autorité d'un même gouverneur, le comté de Goritza et Gradichca, le margraviat d'Istrie et la ville de Trieste.

D'après le recensement de 1910, la population est ainsi répartie :

	Slovènes et croates	Italiens
	—	—
Goritza	154.000	90.000
Trieste	59.000	119.000
Istrie	233.000	147.000
	446.000	356.000

Les Slaves forment donc incontestablement la majorité ; mais cette majorité n'est pas très forte, et il y aurait une brutalité évidente à s'appuyer sur ces chiffres pour décider du régime futur de ces pays. *Summum jus, summa injuria.* — S'il est vrai qu'en théorie et au point de vue de la justice absolue une majorité quelconque, quelqu'écrasante qu'elle soit, ne saurait imposer à un groupe de citoyens l'abandon de sa nationalité, dans la pratique quotidienne de la vie nous sommes bien forcés de compter avec la réalité, et les minorités se soumettent d'habitude avec une résignation paisible aux nécessités inéluctables. Quand, cependant, la disproportion des forces n'est pas telle que la résistance soit impossible, le seul moyen d'éviter des luttes éternelles est de chercher un compromis.

Les Italiens contestent d'ailleurs l'exactitude des statistiques officielles. Mais, si leurs doutes sont parfaitement justifiés par les pratiques courantes de la bureaucratie habsbourgeoise, dans le cas particulier, ils semblent assez mal fondés. En réalité, il est au contraire extrêmement vraisemblable que les opérations du recensement ont abaissé outre mesure le nombre des Slaves. Il a pour base, en effet, non pas la langue maternelle, mais la *Umgangssprache*, la langue usuelle. Un pareil système est évidemment favorable aux classes qui disposent de l'influence sociale. Les Italiens, de plus, sont surtout représentés dans les centres urbains, où ils détiennent l'autorité, et ils y ont souvent abusé de la situation avec une telle exagération que, devant les protestations indignées des habitants, le pouvoir central a été plus d'une fois obligé d'intervenir. Je ne dis pas que les Slaves auraient été plus scrupuleux à l'occasion, et les partis sont partout les mêmes ; mais la matière leur faisait en quelque sorte défaut, puisque, dans beaucoup de districts où ils dominent, ils sont seuls ; avec la meilleure volonté du monde,

il leur a été impossible de diminuer des minorités qui n'existent pas.

Quelques faits significatifs montrent l'absence de scrupules des municipalités italiennes. Le recensement de 1900 indique pour trois districts 2.700 Slovènes ; dans ces districts, en 1908, on compte 1.820 électeurs slovènes, c'est-à-dire 1.820 hommes au-dessus de 24 ans. C'est beaucoup sur une population totale de 2.700 ! — A Goritza, où les Italiens affirment être plus de 15.000 contre 9.000 Slaves, ils ne conservent la majorité qu'en se coalisant avec les Allemands. A Pola, que l'on nous présente comme une ville italienne en très grande majorité, aux dernières élections, le candidat slovène a obtenu 3.245 voix contre 3.576 au candidat italien. Dans la ville de Trieste, en 1908, 11.000 voix se sont portées sur les candidats slovènes, ce qui prouve que le chiffre des habitants slovènes indiqué par le recensement n'a été nullement grossi. A la suite des conférences récentes qui ont marqué un rapprochement si heureux entre les Italiens et les Yougoslaves, il est permis d'espérer que les journalistes renonceront à des arguments dont la futilité est manifeste et qui enveniment inutilement le débat.

Il est aussi puéril de contester la majorité des Slaves en Istrie que d'attribuer leurs progrès à la protection du gouvernement de Vienne, alors que les faits les plus patents démontrent sans contestation possible que la bureaucratie habsbourgeoise ne leur a jamais témoigné que des sentiments d'hostilité. En 1885, le sous-préfet de Poretch [1], dans un toast retentissant, buvait à la victoire du candidat italien et, de 1889 à 1897, les Slaves étaient combattus avec une implacable violence par le gouverneur Rinaldini. — Les Italiens accusent le gouvernement d'avoir arbitrairement

[1] En italien : Parenzo.

fixé les limites des circonscriptions électorales dans l'intention de favoriser leurs adversaires. Ils oublient que cette répartition électorale, dont ils se plaignent et qui est en effet très singulière, est leur œuvre propre et que leurs représentants n'ont pas reculé devant l'obstruction pour l'imposer aux ministres ; grâce à elle, ils ont dans la Diète autant de députés que les Slaves, bien qu'ils ne forment dans le pays qu'une minorité. Sur onze écoles secondaires de la région julienne, quatre sont allemandes, cinq italiennes ; le gymnase de Goritza est allemand avec des classes parallèles d'italien et de slovène, enfin le gymnase de Pisino (1) est croate.

Les Italiens ont protesté avec indignation et dénoncé comme un criant abus de justice la création de ce gymnase croate dans un arrondissement où les Croates forment plus de 94 % de la population. C'est en 1899 seulement que les autorités ont consenti à l'établir, et c'était la première école secondaire instituée pour les 225.000 Slaves de l'Istrie. Était-ce donc une marque extraordinaire de bienveillance que de créer un lycée dans une cité qui, suivant la remarque de Vouk Primorac, compte 1.500 Italiens contre 2.500 Croates, alors surtout que l'arrondissement est habité par 42.000 Croates ; et les Italiens étaient-ils bien inspirés quand ils organisaient des meetings d'indignation contre un acte de si tardive justice ? Pour sauver Goritza de la slavisation, écrit le même auteur, l'Autriche a réuni administrativement le Frioul italien, qui se trouve au delà de l'Isonzo (la Sotcha) et est habité exclusivement par des Italiens, à la province de Goritza, en faisant de cette ville le chef-lieu d'une agglomération absolument artificielle. Est-ce aussi par sympathie pour les Slaves que l'adminis-

(1) En serbo-croate : Pazine.

tration conserve l'italien comme langue officielle de la flotte ; que, dans toutes les écoles de marins, l'instruction est uniquement donnée en italien et que, dans le « gouvernement maritime » de Trieste, on n'emploie pas d'autre langue ?

Un seul fait suffit à démontrer le véritable caractère de la politique autrichienne en Istrie. Pour assurer la prépondérance aux Slovènes qui possèdent dans la province une majorité numérique considérable, le gouvernement n'aurait eu qu'à modifier les lois électorales, qui, en dépit de toute équité, laissent aux Italiens une majorité factice. Si aujourd'hui encore, à la Diète d'Istrie, les Italiens (147.000) disposent de 25 voix contre 19 aux Slovènes (223.000), ils le doivent au système des curies, en vertu duquel cinq députés sont nommés par 107 grands propriétaires et deux par 13 membres de la chambre de commerce de Rovigne. Même en 1908, ainsi que le remarque encore M. Vouk Primorac, quand on a introduit une cinquième curie avec le suffrage universel, les Italiens ont été traités avec une bienveillance singulière : une circonscription slovène compte 21.000 électeurs, en face d'un collège italien qui en a moins de 6.000. La bureaucratie viennoise a vraiment des façons étranges de manifester sa sympathie pour les Slaves !

Les Italiens ont lancé de virulents anathèmes contre la politique du gouverneur, M. de Hohenlohe, le fameux prince rouge. Il est fâcheux qu'ils se soient toujours soigneusement abstenus de préciser leurs griefs contre lui. En réalité, le prince rouge était un politique fort avisé, qui cachait sous des manières populaires une extrême finesse et l'art de ménager ses chefs. Il connaissait la vraie pensée de l'autocrate François-Joseph, et s'il lui arrivait, à l'occasion, de rudoyer les Italiens quand ils dépassaient la mesure, dans la pratique des affaires il les ménageait fort et s'arran-

geait pour ne pas leur donner de griefs légitimes. « Sur le terrain brûlant de Trieste », écrit Chlumecky, qui n'est pas suspect de partialité pour les Slaves, « il réussit à se faire bien venir de la population » ; — ce qui prouve sans doute, qu'il ne menaçait pas bien sérieusement la situation de la majorité.

La politique de l'Autriche en Albanie, où elle se heurtait directement à la concurrence du cabinet de Rome, confirme d'une manière éclatante les dispositions réelles de la cour de Vienne, qui n'ont absolument aucun rapport avec celles que lui prêtent MM. Tamaro et Gayda. « Est-il vraiment nécessaire », demandait Chlumecky en 1907, « que nous apprenions aux Albanais l'italien et rien que l'italien, que nous leur envoyions des missionnaires italiens et des prêtres italiens ? — Nous avons préparé le sol où par la suite les Italiens ont jeté leur semence ». Chlumecky est un ennemi de l'Italie, je le sais ; mais les faits qu'il rapporte sont palpables et faciles à vérifier ; les Italiens, d'ailleurs, ne les contestent pas. Dans les écoles des jésuites, entretenues par les larges subventions de Vienne, quelle était la langue obligatoire ? — L'italien. — Le directeur de l'école était un Italien. M. di San Giuliano, dans ses lettres sur l'Albanie, nous a raconté avec une délicate ironie l'émotion qu'il ressentit quand, dans cette ville de Skâdar où l'influence de l'Autriche était jadis absolument prépondérante, il fut accueilli par les enfants des écoles aux accents de la marche royale et aux cris de : *Viva l'Italia e viva il Re* ! —

Que cette politique fût très heureusement inspirée, c'est une autre affaire. Mais, en Autriche plus encore que dans n'importe quel autre pays, il serait téméraire d'affirmer que les ministres n'ont pas adopté une ligne de conduite, sous prétexte qu'elle était contraire au sens commun. Leur attitude était d'ailleurs beaucoup plus facile à expliquer et

même beaucoup moins déraisonnable qu'il ne paraît à première vue. D'abord, tenons grand compte de la tradition et de l'habitude qui sont toujours de si puissants facteurs, en Autriche, en particulier. Les hommes d'État de Vienne, — s'il est permis de parler ainsi, — continuaient les errements de leurs prédécesseurs. Après tout, pourquoi y auraient-ils renoncé ? Les manifestations irrédentistes, qui se produisaient de temps en temps en Italie, ils ne les prenaient pas au sérieux, et, dans le Royaume même, personne n'y ajoutait aucune importance ; elles avaient tout juste la valeur des motions que votaient périodiquement les Chambres françaises sous le règne de Louis-Philippe pour la restauration de la république polonaise. Comment l'Autriche n'aurait-elle pas été pleinement rassurée par les protestations constantes des ministres qui se succédaient à la Consulta et qui, à quelque groupe qu'ils appartinssent, rivalisaient de zèle pour mériter les bonnes grâces du Ballplatz ? N'était-elle pas d'ailleurs garantie contre les revendications des partis extrêmes par la Triple-Alliance et par la surveillance omnipotente de l'Allemagne, qui, depuis 1882, avait réduit l'Italie au rôle de satellite ? La plupart des cabinets autrichiens se préoccupaient d'abord de s'assurer une majorité dans le Reichsrat. Contre les attaques des Slaves, ils trouvaient à bon compte un appui dans les députés italiens qui, après quelques grogneries, finissaient presque toujours par voter avec les Allemands. Vivante rappelle que le vice-président du conseil municipal de Trieste était le principal fournisseur des bois de la flotte impériale. Une opposition qui cherche ses chefs dans les traitants qui vivent du Trésor n'est jamais bien redoutable. Quand, en 1911, un député istrien, Barloti, veut prononcer dans les Délégations un discours séparatiste, il faut qu'il commence par sortir du groupe des députés istriens et se déclare « sau-

vage ». Que l'on compare à ces rapports idylliques qu'entretient avec l'autorité le parti italien la brutalité dont sont l'objet les Slovènes de Styrie, de Carniole ou d'Istrie, et l'on verra sans peine de quel côté penche le gouvernement.

La rapidité même du progrès des Slovènes est d'ailleurs une preuve évidente qu'il ne saurait s'expliquer par l'action officielle, et les polémistes qui l'attribuent aux manœuvres de la bureaucratie font montre d'une assez pauvre psychologie et d'une complète ignorance des lois historiques. Quand, dans un pays, nous constatons un profond changement ethnique, nous le voyons précédé et déterminé par un bouleversement qui modifie radicalement les conditions de l'existence, vastes migrations de peuples qui entraînent dans leur marche des masses considérables, épidémies qui désolent une région, longues périodes de dévastations et de guerres. Le pouvoir des interventions bureaucratiques, en pareille matière, a toujours été, au contraire, extrêmement limité, même quand les résistances nationales étaient somnolentes. De nos jours, où la défense est organisée et où les consciences individuelles sont encadrées et soutenues par la vigilance des partis, la contrainte gouvernementale aboutit surtout à exaspérer les haines de races. L'administration prussienne est singulièrement plus constante et plus énergique que la bureaucratie viennoise ; quels résultats a-t-elle obtenus en Pologne, ou même en Alsace, où les conditions extérieures lui étaient cependant favorables ?

Les succès des Slaves, il faut en chercher l'origine dans des phénomènes sociologiques d'ordre général, qui se rattachent à l'évolution démocratique du monde. Les classes inférieures, qui jadis subissaient docilement l'ascendant de la bourgeoisie riche ou de la noblesse, se sont peu à peu émancipées, à mesure que l'instruction s'est répandue. En Istrie, les chefs du parti national ont apporté dans leur pro-

pagande une activité et une énergie qui leur donnaient un avantage marqué sur les Italiens, somnolents dans l'exercice d'un pouvoir que depuis longtemps personne ne leur disputait et surpris dans leur dolente quiétude par une insurrection subite. Quand, par la suite, ils se sont organisés pour la lutte, il était déjà trop tard et il leur a été impossible de regagner le terrain une fois perdu, pour une excellente raison : c'est que ce terrain ne leur appartenait pas, et qu'ils n'en étaient maîtres que par erreur.

Le cultivateur slovène, accoutumé depuis longtemps à la misère, est sobre, laborieux et économe. Dans la lutte pour la vie, il a un avantage écrasant sur l'Italien, plus affiné, moins robuste et plus exigeant. Si l'immigration slovène a pris dans les villes une si rapide extension, c'est que les travailleurs qui arrivaient des villages se contentaient de salaires minimes, et qu'ils acceptaient les besognes les plus ingrates. Comme cependant leurs besoins étaient très faibles, quelque maigre que fût leur gain, ils rassemblaient peu à peu un petit pécule, qui leur permettait de s'élever à une condition sociale supérieure. Dans son roman si curieux et si vivant, *L'Invasion*, M. Bertrand nous a décrit l'envahissement de Marseille par les immigrés italiens ; un phénomène identique s'est accompli à Trieste, avec cette différence qu'ici les Italiens, qui représentaient le peuple le plus évolué, étaient refoulés par les Slaves. Vivante a prouvé par des exemples topiques que les transformations que l'on voudrait complaisamment attribuer à des calculs machiavéliques de la cour, ne sont en réalité que la conséquence de lois économiques fatales et universelles. Si, par exemple, dans les postes inférieurs de l'administration, les Slaves sont plus nombreux que les Italiens, ce n'est pas le moins du monde que les autorités les recherchent et les favorisent ; elles sont forcées d'accepter les candidats qui se présentent,

et elles choisissent les Slaves, uniquement à défaut des Italiens, qui dédaignent ces emplois médiocrement rétribués. Dans tous les pays d'ailleurs, les races longtemps opprimées ont le grand avantage de parler les deux idiomes, alors que les classes privilégiées, par paresse et par snobisme, ne connaissent pas ou connaissent mal l'idiome populaire. Il est bien évident pourtant qu'une municipalité, même italienne, s'il s'agit de nommer un agent de police, des conducteurs de tramways, ou des inspecteurs de marchés, sera obligée de donner la préférence à des employés qui sont en état de se faire comprendre de la masse des citoyens.

Ce n'est pas en Istrie seulement que les géographes constatent l'attraction des villes sur les campagnes, et le phénomène de l'urbanisme est assez universel pour qu'on s'explique mal la stupeur désolée où il plonge quelques observateurs italiens. Nous avons signalé des changements analogues en Dalmatie. Si, en Istrie comme en Dalmatie, il a pour corollaire la slavisation progressive des cités, c'est que les campagnes sont slaves ; à mesure que le flux rural dévale dans les cités, il submerge les oligarchies étrangères, ou du moins les use et les désagrège.

Cette œuvre d'absorption a été naturellement beaucoup moins rapide et complète en Istrie qu'en Dalmatie, parce que la proportion des deux races en présence est très différente dans les deux provinces. Elle ne s'en explique pas moins par les mêmes causes ; elle est spontanée et légitime, en ce sens qu'elle est dans la logique des choses. Bien entendu, cela n'entraîne pas qu'elle doive aboutir, au moins dans un laps de temps rapproché, à une disparition complète de l'élément italien. Il paraît plus probable, au contraire,

que peu à peu un certain équilibre s'établira, que les luttes ethniques deviendront moins furieuses, et que les deux peuples voisins se réconcilieront dans un travail commun.

La première condition de cet apaisement, c'est que les Italiens renoncent à considérer les Slaves comme des intrus introduits par ruse et perfidie sur une terre qui ne leur appartient pas. Affirmations regrettables, démenties par les faits les plus précis et les témoignages les plus authentiques.

Dès 601, les Slaves commencent à pénétrer dans la Péninsule, et le nom même de Slovènes, qu'ils conservent encore, est un titre de très ancienne origine, puisque c'était sous ce nom générique que l'on désignait l'ensemble des Slaves, avant que leurs diverses tribus se fussent séparées et eussent commencé leur existence particulière. Dès ce moment, les Slaves poussent leurs avant-postes jusque sur le littoral de l'Adriatique, dans la région de Capo d'Istria et de Castel Nuovo.

Jetés en extrême grand-garde du monde slave, les Slovènes n'arrivèrent pas à se constituer en États indépendants, et ils subirent, dans l'intérieur des terres, la domination des seigneurs allemands, tandis que sur la côte s'étendait l'influence vénitienne. Mais, sous leurs maîtres étrangers, ils n'en gardèrent pas moins leur langue et leur nationalité. Pendant les premiers siècles du Moyen-Age, l'Istrie est un des centres du mouvement littéraire et religieux qui se rattache à la glagolite, et les érudits contemporains ont rapporté de leurs pérégrinations dans ses villes et ses campagnes une riche collection de manuscrits paléo-slaves. Comment s'en étonner, puisque le célèbre manuscrit connu sous le nom de *Glagolita Clozianus* vient de l'île de Krk (Veglia) ? Un autre manuscrit dont s'enorgueillit la *Hofbibliotek* de Vienne, le commentaire des Psaumes, est l'œuvre d'un prêtre de Lindar, près de Pazine (Pisino).

Les épidémies du XIVe siècle, qui dépeuplèrent la côte de l'Adriatique et, par la suite, les invasions turques, amenèrent une nouvelle poussée des Slaves ; les paysans, qui fuyaient devant les hordes musulmanes, étaient accueillis avec empressement par les seigneurs qui avaient besoin de colons. Ils acceptaient sans choix tous les travailleurs que leur amenait la fortune. La tourmente apportait pêle-mêle dans son flot bourbeux des détritus de races fort différentes, non seulement des représentants des diverses tribus slaves de la Péninsule, mais des descendants des plus anciennes populations, des Illyriens par exemple, plus ou moins latinisés jadis, à demi-slavisés par la suite. Peut-être est-ce à cette époque qu'il convient de faire remonter l'origine de ces îlots valaques que l'on constatait encore il y a moins d'un demi-siècle, répandus çà et là dans l'Istrie ; et de ces Tchitchi, qui parlent un idiome néo-roman mêlé de slave. Toutes ces populations, qui, depuis des siècles, vivaient dans un étroit contact avec les Slaves, étaient naturellement destinées à disparaître peu à peu et à se fondre dans la nationalité dominante. Dès le XVe siècle, le caractère nettement slave du pays frappe les observateurs et est constaté par les historiens : « *Istri hodie Schiavi sunt* », écrit Æneas Silvius, « *quamvis maritimae urbes italico sermone utuntur, utriusque linguas peritiam habentes.* »

Comme en Dalmatie, la tyrannie soupçonneuse et jalouse de Venise avait achevé l'œuvre des terribles épidémies du XIVe siècle et des guerres incessantes ; les villes de la côte, où se maintenait l'élément latin, et qui avaient ensuite subi la domination des doges, étaient complètement ruinées. Aujourd'hui encore, à l'exception bien entendu de Trieste et de Pola, les bourgades maritimes de l'Istrie ne sont que des ports de pêche assez misérables ; elles n'ont évidemment aucune force de rayonnement ; et il n'y a aucun para-

doxe à affirmer que, si elles ont échappé jusqu'ici à la pénétration slave, il faut en chercher uniquement la cause dans leur pauvreté et leur insignifiance mêmes. Elles n'attiraient pas les paysans des environs, qui n'avaient évidemment aucun avantage à quitter leurs campagnes pour s'établir sur des points où la vie était moins facile et le travail rare.

Au XVI^e siècle, en dehors de la lisière maritime occidentale, les Slaves occupent l'Istrie presque entière. Primus Troubar prêche en slovène à Goritza, et peut-être à Trieste. Quand Paul Vergerius, après avoir longtemps poursuivi la réconciliation des dissidents avec Rome, passe à la Réforme, il prépare une traduction slovène et croate de la Bible, et il trouve un protecteur généreux dans Sigismond Ungnad, autour de qui se groupent les réfugiés yougoslaves. Son principal collaborateur est Étienne Consul, originaire de Piagmonte, dans le diocèse de Trieste ; le glagolitique était en usage dans l'église de Piagmonte comme dans la plupart des églises de l'Istrie. A côté d'Étienne Consul, parmi les hommes qui travaillent à la traduction de la Bible, nous relevons les noms de plusieurs istriotes, Georges Yourichitch de Kastav, par exemple, et Mathieu Faliamitch de Pazine. Contrairement à l'opinion qui prétend que les Slaves sont de nouveaux venus, l'histoire littéraire nous démontre ainsi qu'au XVI^e siècle, ils dominent dans plusieurs des centres qui ont été italianisés par la suite.

Au moment de la Contreréforme, les meneurs qui dirigent le mouvement catholique recourent au slave pour combattre l'hérésie. Un des plus ardents, François Glavinitch, provincial de l'ordre des Franciscains, originaire de Canfanaro, en Istrie, s'occupe de fonder à Riéka une imprimerie glagolitique. M. Antoine Klovitch, dans son étude sur la littérature en Istrie et en Dalmatie (*Die œsterreichische-*

ungarische Monarchie in Wort und Bild, Vienne, 1891), à qui nous empruntons ces renseignements, constate que la liturgie glagolitique était encore très répandue en Istrie au XVII^e^ et au XVIII^e^ siècles. A Morniano, qui est aujourd'hui complètement italianisé, le joupan Bourine demanda à l'évêque, en 1762, d'interdire de célébrer la messe en latin.

Les Églises sont conservatrices et l'usage du slave dans le service religieux pourrait être une survivance qui ne démontrerait pas à elle seule la nationalité de la population. Mais le slave n'est pas relégué dans le temple ; on l'emploie pour les actes juridiques, « Le *Razvod istrianski*, de 1275, nous a été conservé dans une copie de 1545. C'est un acte volumineux, qui fixe les limites de plusieurs communes de l'intérieur de l'Istrie. Deux notaires avaient assisté aux travaux de la commission d'enquête, et avaient rédigé l'acte final en allemand pour les seigneurs, en latin pour les Italiens et en croate pour le peuple. » (Klovitch). Pour le XIV^e^ et le XV^e^ siècles, nous possédons tout une série de textes analogues. — En présence de documents aussi nombreux, il est tout à fait vain de parler de slavisation artificielle et récente de l'Istrie.

Il va sans dire que je n'entends tirer de ces constatations historiques ou philologiques aucune conséquence concrète. Je l'ai déjà déclaré à diverses reprises, et je le répète volontiers, parce qu'il est dangereux de laisser se créer des dogmes nouveaux : je ne juge ni possible ni désirable une reconstitution de l'Europe sur une base purement linguistique ; les diplomates qui traceront les futures limites de l'Italie et de la Serbie auront à tenir compte de considérations très diverses et ne se laisseront pas exclusivement guider par les frontières ethnographiques, même sur les points où le sentiment des populations est parfaitement clair et où elles ont manifesté nettement leur volonté d'être rattachées à un

État slave. La vie est faite de compromis, et la politique serait vraiment trop aisée si elle n'avait qu'à enregistrer les décisions des grammairiens ; il est vrai qu'ils ne s'accordent pas toujours entre eux et qu'il se trouverait sans doute dans leurs rangs des érudits autorisés qui fourniraient aux diplomates les arguments qui leur seraient nécessaires. Fussent-ils unis, je ne leur reconnais pas le sceptre du monde. Pour qu'un traité soit viable, il faut qu'il s'inspire de considérations multiples et qu'il concilie dans une mesure aussi raisonnable que possible les passions contradictoires et les intérêts divergents.

On a justement reproché au Congrès de Vienne d'avoir préparé les difficultés de l'avenir en méprisant de parti-pris les désirs des populations ; ce n'est pas une raison pour demander aux diplomates de demain de se placer à un point de vue purement idéaliste et abstrait. Seulement, les écrivains et les érudits qui ont pour mission de préparer l'œuvre du futur congrès et de lui fournir les éléments de ses résolutions, font fausse route quand ils se servent d'arguments frelatés. A chacun son métier, et rien n'est dangereux comme de fausser les genres. Si les irrédentistes italiens ont des raisons sérieuses de réclamer l'annexion de l'Istrie, qu'ils les présentent franchement, sans essayer de les renforcer par des considérations suspectes qui rendent impossible toute discussion amicale. On peut parfaitement supposer que les Yougoslaves soient amenés, dans l'intérêt de la paix européenne, à abandonner quelques-uns des territoires qu'ils occupent légitimement ; ils ne s'y résigneront que si on aborde les questions avec une parfaite bonne foi, c'est-à-dire si on avoue loyalement qu'on leur demande un sacrifice, et non pas si on leur conteste des titres qui sont au-dessus de toute discussion.

Pas plus qu'il n'est raisonnable de nier la valeur des droits historiques des Slaves de l'Istrie, il n'est sensé de discuter la sincérité de l'attachement qu'ils portent à leur race et l'ardeur de leur patriotisme national.

Pendant le XVI^e^ et le XVII^e^ siècles, leurs relations avec les autres Yougoslaves avaient été très actives, entretenues par la marée des populations qui alternativement étaient poussées vers la côte par la terreur des razzias ottomanes, et, à la moindre éclaircie, essayaient de revenir vers leurs anciennes habitations. Les chansons populaires serbes et croates étaient alors devenues le trésor commun de toute la race de l'Adriatique à la Mer Noire et de la Sotcha au Vardar ; Marko Kraliévitch ou Lazare n'étaient pas moins célèbres sur le Karst que dans les vallées de la Morava. Plus tard, quand, vers la fin du XVII^e^ siècle, les victoires du prince Eugène eurent décidément refoulé le péril musulman, l'Istrie vécut d'une existence plus particulariste, et l'idée yougoslave y trouva moins de retentissement.

Même alors cependant, comme l'a montré Kloditch, le mouvement littéraire slave ne cesse pas, et un assez grand nombre d'ouvrages paraissent encore au XVIII^e^ siècle. Littérature des plus médiocres, évidemment, qui se compose surtout de catéchismes ou d'ouvrages de piété. Elle ne s'adresse guère qu'au peuple, et ne suffit pas à satisfaire les besoins plus raffinés des classes supérieures. Les hommes qui désirent une nourriture moins pauvre sont attirés par les auteurs français et allemands, qui leur arrivent dans des traductions italiennes. A ce moment, Trieste, qui, sous le règne de Charles VI, avait moins de 4.000 habitants, grandit et s'enrichit rapidement, grâce à Marie-Thérèse, qui y établit un port-franc ; devenue un des grands ports de la

Méditerranée, elle attire de nombreux étrangers, et, comme la langue italienne y domine, les Slaves, qui y accourent en grand nombre, subissent sans résistance l'action de l'aristocratie financière ; sous sa tutelle ils s'ouvrent à la bienfaisante influence d'une civilisation plus avancée. Le slovène tend à devenir une sorte de patois qui semble destiné à disparaître. C'est une situation assez analogue à ce que nous voyons à Prague pour le tchèque vers la même époque, et les observateurs hâtifs constatent le triomphe des mœurs et de la langue italiennes. Ne nous laissons pas cependant tromper par les apparences. Pas plus qu'en Bohême, l'idée slave n'est éteinte et elle reparaîtra à la première occasion, plus vivace que jamais.

En Istrie, comme dans tout le reste de la monarchie, les Habsbourgs n'ont d'autre pensée que d'étouffer tout esprit d'indépendance et toute vie intellectuelle. Pas d'écoles. Une censure soupçonneuse, ignorante, toujours prête à voir dans les ouvrages les plus inoffensifs un danger pour la dynastie et l'ordre public. Les impôts sont écrasants, mal répartis ; le pays est pauvre ; le paysan, ruiné par les longues guerres antérieures, est exploité sans merci par le propriétaire qui, pour le tenir sous sa coupe, lui avance quelques fonds pour lesquels il exige des intérêts usuraires ; il y a quelques années encore, le taux des intérêts hypothécaires atteignait 16 %. Comment le campagnard, sans chefs, sans ressources, mourant de faim, songerait-il à la patrie ? — Nous savons tous qu'un certain degré de souffrance, en supprimant l'espoir, tue jusqu'au désir de l'indépendance, abêtit l'âme et anéantit la pensée. Ce sera l'œuvre des historiens yougoslaves de demain de nous révéler pas à pas les progrès de la langue italienne dans cette période récente, d'étudier, commune par commune, comment, sous l'action combinée de la bourgeoisie et de l'administration, certains

villages, jadis entièrement slaves, prennent peu à peu un caractère bilingue, pour accepter docilement à la longue l'idiome du capitaliste étranger.

Conversion d'ailleurs moins fréquente et surtout moins profonde qu'on ne serait tenté de le supposer. La plupart des paysans qui quittent leur village n'y reviennent pas, parce que la vie y est trop dure ; les quelques isolés qui y retournent sont vite repris par le milieu, oublient l'italien qu'ils avaient appris tant bien que mal. En dépit de quelques fluctuations, la frontière ethnographique dans l'ensemble ne se modifie guère. Sans doute, les Slaves sont affaiblis par la migration continue qui pousse vers la côte les plus actifs et les plus intelligents d'entre eux ; mais la masse reste solide, protégée contre la défection par sa faiblesse et son ignorance mêmes, fidèle avec l'obstination passive des classes rurales à son idiome et au souvenir des aïeux. Son patriotisme instinctif et somnolent se réveillera dès que de son sein sortiront quelques hommes qui lui rappelleront ses origines.

Le réveil est plus lent que chez les autres Slaves, parce que l'Istrie est à la périphérie du groupe yougoslave, et qu'elle est partagée entre les Slovènes et les Croates, qui parlent des dialectes un peu différents et qui n'obéissent pas toujours aux mêmes influences. De là, des tiraillements, des incertitudes, des hésitations, qui sont la conséquence des rivalités inévitables nées de la diversité des souvenirs et de la variété des directions. Assez vite cependant, le mouvement illyrien de Louis Gaï, le réveil de la Dalmatie, les appels de Šafařik, de Kollar et de Hanka éveillent un certain écho dans le pays. En 1848, la révolte de Yélatchitch et des Serbes contre les Magyars rencontre de nombreuses sympathies à Trieste. Au cœur de la cité, au *Tergesteo*, se fonde une société slave et, sous la présidence du poète slovène

Vessel, des Serbes, des Croates et des Slovènes célèbrent la solidarité slave. Enfantin balbutiement d'une pensée qui se cherche ! Plainte incertaine d'une nation qui souffre de sa déchéance et ne sait à quoi rattacher son espoir de renaissance. — Le mouvement est à peine organisé ; ni chefs, ni cadres, ni programme précis ; quelques enthousiastes se grisent de mots vagues et essayent de galvaniser la foule qui, un moment soulevée par leurs appels, retombe vite dans son apathie et apporte docilement à l'urne les bulletins que les aristocrates lui ont mis dans les mains. Il faut bien cependant que ce mouvement ne soit pas absolument sans portée puisque les Italiens, qui veulent secouer le joug du despotisme viennois, comprennent la nécessité de rechercher l'alliance des Slaves, rappellent avec insistance la fraternité qui, depuis quatorze siècles, a toujours rapproché les deux peuples, et leur offrent le partage de l'Adriatique. Valussi, dans son journal, le *Précurseur*, et Tommaseo prévoient sans envie l'heure où le slavisme dominera sur toute la côte de l'Adriatique. « Dans quelques siècles, la Dalmatie et les autres pays du littoral deviendront tout à fait slaves », écrit Valussi. « ... Persuadons nos frères italiens de rester les bons amis des Croates et des autres Slaves ; qu'ils soient comme un terrain de rencontre entre l'Italie et la Slavie. »

Le réveil slave est brusquement interrompu par le despotisme autrichien de Schwarzenberg et de Bach. Mais, au milieu du silence apparent, l'idée nationale continue sa marche, et, dès que s'ouvre la période constitutionnelle, les Slovènes s'essayent à la vie politique. A la Diète, ils ne sont d'abord que deux sur trente députés ; quelque précaution cependant qu'ait prise la loi électorale pour assurer la domination de la grande propriété et de la bourgeoisie, ils ne cessent de gagner du terrain. Les députés de la majorité s'inquiètent de leurs progrès rapides et, malgré la résistance

de quelques-uns de leurs collègues, plus tolérants ou plus perspicaces, font décider que l'italien sera la seule langue de la Diète.

Politique de provocation et de compression maladroite qui, par une réaction inévitable, favorise la propagande nationale. En 1867, au moment du Compromis, quand la bureaucratie viennoise, — dans le but sans doute de favoriser les Slaves ! — livre les Serbes à la tyrannie magyare, fait voter à Zagreb par un Sabor de contrebande une *Nagodba* qui asservit les Croates au Parlement de Budapest, et, en dépit des nécessités économiques les plus évidentes, des traditions historiques les plus authentiques et du sens commun, rattache la Dalmatie à la Cisleithanie, les Yougoslaves s'organisent pour défendre leur nationalité compromise. En 1870, le journal *Naša Sloga* prend la tête du mouvement, et la grande assemblée populaire de Kastav fixe le programme du parti.

A partir de ce moment, non seulement l'offensive italienne est complètement arrêtée dans les campagnes, mais les communes rurales, qui subissaient docilement jusque-là les ordres de quelques grands propriétaires étrangers, échappent à leur domination et élisent des conseils municipaux slaves. Fait plus grave : dans les villes, où jusqu'alors les classes inférieures ne résistaient guère à l'influence italienne, les minorités slaves s'organisent, et les apostasies deviennent de plus en plus rares.

Les chefs du parti slave, qui sortent en général de la très petite bourgeoisie ou du peuple, trouvent naturellement les paroles qui conviennent à leurs compatriotes, et leur propagande nationaliste est facilitée par les perspectives qu'elle ouvre d'émancipation sociale. Ils ont pour auxiliaire le clergé rural, inquiet des tendances pseudo-libérales des ministres qui, à Vienne, veulent, à l'instar de Bismarck, avoir leur

Kulturkampf, et, avec plus de fracas que de sérieux, prétendent affranchir l'État de l'ingérence cléricale.

Contre cette insurrection des esprits et des intérêts, la bureaucratie, vieillotte et ânonnante, fouille ses vieux tiroirs et n'y ramasse que des remèdes éventés : confiscation des journaux, amendes, procès ridicules ou scandaleux, toute la défroque d'une police désuète, qui exaspère l'opposition et la force à s'organiser plus solidement. L'État et les pouvoirs publics refusent aux Slovènes les écoles qui leur sont indispensables ; des sociétés se constituent pour fonder des écoles privées, avec un tel succès que, si l'on ne tient compte que des jeunes gens de moins de trente ans, les Slovènes, au point de vue de l'instruction primaire, viennent en Autriche aussitôt après les Tchèques et les Allemands, et dépassent les Italiens. Les sociétés de Sainte-Hermagore éditent des ouvrages d'instruction populaire : agronomie, hygiène, économie domestique ; la *Matitza slovinska*, qui date de 1864, et qui s'adresse à un public plus éclairé, compte, en 1898, plus de 3.000 souscripteurs. En 1864, les Slovènes n'avaient qu'un seul journal, avec quelques centaines d'abonnés ; en 1912, ils en ont 122.

Pour apprécier à sa juste valeur l'importance de ces résultats, il faut songer au point de départ, aux difficultés vaincues, à l'hostilité de l'administration, à la pauvreté matérielle du pays, à la rudesse du sol, à la misère des habitants sur qui pèsent les charges d'un passé de famine et qui, sur leurs salaires dérisoires, économisent les quelques sous qu'on sollicite de leur dévouement. Que de fois n'ai-je pas surpris un sourire de scepticisme sur les lèvres de beaucoup de mes auditeurs quand je leur parlais des Slovaques ou des Slovènes ! Que de fois des hommes graves, instruits, mûris par l'expérience, et qui se croyaient sages parce qu'ils ne tenaient compte que des réalités acquises, ont accueilli

mes paroles avec une courtoise et sympathique ironie : Ces Slaves, me répétaient-ils, à qui vous voulez nous intéresser, ne sont encore que des barbares ; quel plaisir trouvez-vous à parcourir leurs livres enfantins, la pauvre piquette de raisins dont les peuples occidentaux ont déjà recueilli le moût le plus savoureux ? — Mais l'honneur de la démocratie n'est-il pas d'appeler à la civilisation les races qu'un destin hostile a longtemps condamnées à l'ignorance et à l'inertie ? Ne serait-ce pas une insigne folie, dans la lutte que l'humanité soutient contre l'injustice et la souffrance, de dédaigner les masses qui s'agitent encore tumultueusement dans l'ombre et qui sont la réserve de l'avenir ? Ces réserves, nous ne l'avons vu que trop clairement depuis quelques mois, peuvent nous apporter de cruelles surprises ; les condamnerons-nous après une première épreuve, si lamentable qu'on la suppose ? N'est-ce pas avec les volontaires qui s'étaient débandés à Mons et à Quiévrain que la France a arrêté les Prussiens à Valmy et battu les Autrichiens à Jemmapes ? Gardons-nous d'ailleurs des jugements sommaires et des condamnations en bloc : oublierons-nous, à cause de la folie des bolcheviks, l'héroïsme des Serbes et la merveilleuse ténacité des Tchèques, et les milliers de martyrs qui, en Dalmatie, en Istrie, en Croatie, pour ne parler que des Yougoslaves, ont préféré la mort à la trahison ?

Ces masses slaves, que nous appelons à l'indépendance, elles sont peut-être encore trop souvent indisciplinées, incertaines de leurs voies, exposées aux surprises de l'imagination, faciles à tromper ; elles n'ont ni notre expérience ni la netteté de pensée et la solidité de décision que nous devons

à nos ancêtres. Mais quel trésor de bonne volonté, quelle confiance dans l'appel qu'elles nous adressent, quelle foi dans l'hymne qu'elles entonnent en l'honneur du soleil de demain !

Les Italiens commettent une lourde erreur, qui nous attribuent une basse pensée de jalousie ou d'ignobles calculs quand il nous arrive de défendre contre leurs réclamations excessives la cause des Dalmates ou des Istriotes. Après les victoires qui ont brisé l'invasion étrangère comme Bouvines, Denain ou la Marne, aucune, dans notre glorieuse histoire, ne nous est plus précieuse et plus chère que celle de Magenta. Tout récemment, j'assistais à une discussion où l'on rappelait les erreurs sans nombre et les crimes inexpiables dont reste souillé le nom de Napoléon III ; après une diatribe enflammée, l'orateur, un républicain de la vieille école, dont le père avait été une des victimes des commissions mixtes, s'arrêta, et il dit à mi-voix : « Et pourtant, il a affranchi l'Italie ! » Un frisson parcourut l'assemblée ; et les Alsaciens, qui étaient nombreux dans la salle, oublièrent un moment leurs rancunes, comme les ouvriers du Faubourg Saint-Antoine avaient un moment abdiqué leurs haines pour acclamer le despote qui avait étouffé la liberté française, mais qui se rachetait en évoquant un peuple à la vie. La reprise de l'Alsace-Lorraine, l'émancipation définitive et complète de l'Italie, la fondation d'un État yougoslave ne sont à nos yeux que des formes différentes d'une même question, la préparation d'un monde nouveau fondé sur le respect des peuples et l'union des nations affranchies.

Les Yougoslaves, comme les Tchèques et les Slovaques, nous sont particulièrement chers parce qu'ils se sont faits eux-mêmes, qu'ils se sont élevés par l'effort des masses anonymes, qu'ils sont l'incarnation la plus pure et la plus éclatante de l'idée démocratique. Sans appui, sans alliés,

au milieu d'une Europe indifférente, distraite ou hostile, ils ont peu à peu usé leurs chaînes et créé les organismes de leur vie politique et économique. A force d'énergie, de constance et de privations, ils ont envahi les rangs de la bourgeoisie et l'ont convertie ; les fils des paysans et des ouvriers sont devenus des instituteurs, des prêtres, des avocats, des médecins, des ingénieurs, et, par la suite, ils ont conquis le grand commerce et l'industrie. Leurs ressources étaient modestes ; ils les ont multipliées par l'association. L'*Union des associations coopératives*, dont le centre est à Tzélyé en Styrie, comprend près de 600 associations, dont 69 en Istrie. L'*Union des associations coopératives économiques*, fondée en 1904 à Goritza, en compte 80. La Banque adriatique de Trieste, qui date de 1905, a un capital de 8 millions de couronnes. A Trieste même, M. Alberti, un des protagonistes de l'idée italienne, est obligé de reconnaître que ses compatriotes ont été absolument impuissants à arrêter l'invasion des capitaux et des industriels allemands, et que seuls les Slaves ont réussi à soutenir la concurrence germanique. Dans les ports de l'Adriatique orientale, les banques sont allemandes ou slaves. M. de Martonne constate que, dans les entreprises de navigation, le capital allemand représente 48 °/₀, le capital italien, 19 °/₀, le capital slave, 32 °/₀.

~

Naturellement, à une époque où les luttes nationales sont ardentes et où la prospérité des entreprises commerciales dépend dans une large mesure de l'attitude des pouvoirs publics, chaque progrès économique des Yougoslaves leur rendait plus intolérable la sujétion politique à laquelle ils étaient réduits, et leur faisait plus clairement comprendre

les inconvénients d'un régime de morcellement qui les séparait de l'arrière-pays.

Leurs aspirations nationales s'accordaient ainsi avec leurs intérêts et y trouvaient un nouvel élément d'activité et d'ardeur, tandis que, chez les Italiens, elles étaient atténuées, au moins en partie, par la préoccupation du retentissement commercial qu'entraînerait pour eux leur réunion au Royaume. Depuis ses plus lointaines origines, remarque Vivante, Trieste, « dès qu'elle peut en toute liberté contempler la mer et les collines qui l'entourent, n'a devant elle, sur ses flancs et même derrière ses remparts, qu'un seul ennemi qui veut et doit vouloir sa mort. Cet ennemi, c'est Venise. » On lui a objecté qu'il y aurait une certaine mauvaise foi à invoquer contre les aspirations actuelles de l'Italie les rivalités de générations depuis longtemps disparues. — L'objection serait valable si ces rivalités étaient vraiment éteintes, mais il est difficile d'admettre qu'une lutte ininterrompue de dix siècles n'ait pas eu des causes profondes, et n'ait laissé aucune trace dans les esprits. Quand, en 1382, c'est-à-dire au moment même où se fonde véritablement la puissance de Venise par la ruine du patriarcat d'Aquilée, les oligarques triestins acceptent le protectorat des Habsbourgs, ils sont guidés dans leur résolution par un instinct très sûr : ils sentent que leur cité ne peut se développer qu'en concurrence avec l'orgueilleuse maîtresse de l'Adriatique, et à condition d'être le débouché de l'Europe centrale sur la Méditerranée. En fait, l'histoire de Trieste n'est intelligible qu'en fonction de la puissance autrichienne, et elle date sa prospérité de Marie-Thérèse, dont le nom est resté populaire parmi ses habitants.

Je sais que les hommes sont moins conduits par leurs intérêts que par leurs instincts et leurs passions. De nos jours, beaucoup d'Italiens de Trieste, — la majorité, si l'on

veut, — oublient les dangers qui menacent sa fortune ; une seule pensée les guide, la crainte de subir la domination d'une race qu'ils se sont accoutumés à regarder comme inférieure et barbare. Pour éviter ce que leur orgueil considère comme une intolérable déchéance, ils sont prêts à tous les sacrifices, — d'autant plus qu'ils n'en imaginent pas très clairement l'étendue, et qu'ils ont foi d'ailleurs dans leur habileté et leur expérience pour en atténuer la gravité. En dehors cependant de quelques meneurs, qui sont le plus souvent des étrangers, l'avenir les préoccupe, et leur enthousiasme italien ne va ni sans remords ni sans défaillance. A l'heure décisive, les intransigeants ne risqueraient-ils pas d'être abandonnés par nombre de leurs partisans habituels ? Dans un plébiscite loyal, tous les Slovènes et les Croates se prononceraient sans hésitation pour leur réunion avec la Serbie ; parmi les Italiens de Trieste, beaucoup se résigneraient sans une amertume excessive au maintien du *statu quo*. C'est un signe caractéristique, que les Slaves ont plus d'une fois parlé de s'en remettre au vote populaire, et que leur proposition n'a trouvé aucun écho chez les irrédentistes.

Les Triestins sont des méridionaux ; ils aiment les paroles sonores et les manifestations exubérantes ; ils sont fort étonnés quand on les prend au tragique. Ils menaient contre la bureaucratie viennoise une campagne plus bruyante que sérieuse, et ils s'arrangeaient de manière à ne jamais rendre impossible une réconciliation lucrative. Le parti séparatiste, en tant qu'il existe, est de bien fraîche date et de complexion assez frêle. Les deux plus illustres promoteurs de l'italianisme, Domenico Rosserti et Pierre Kandler, « ont la conviction profonde que l'épanouissement de la région julienne est inséparable de l'union politique avec l'Autriche. » Pendant qu'en 1848 l'Italie se soulève, le

général Gyulai félicite Trieste de sa fidélité. Même quand le triomphe des Schwarzenberg et des Windischgraetz rejette les libéraux dans l'opposition, ils demeurent loyalistes, et Valussi, ardent patriote italien, mais observateur sincère et averti, raille les « forfanteries des journalistes qui ont exposé au ridicule notre pauvre nation en parlant d'agréger à l'Italie Trieste, l'Istrie, la Dalmatie, bref, tout pays où il y a quelqu'un qui parle l'italien. » Même la formation du royaume d'Italie ne modifie pas la disposition des esprits ; le parterre applaudit la fausse nouvelle de la victoire de Gyulai à Magenta, et François-Joseph exprime à la députation triestine qui vient le saluer après Villafranca sa reconnaissance « pour l'attitude exemplairement loyale et patriotique de la ville ».

A ce moment, sous l'influence de quelque écrivains — il est curieux de constater que, parmi ces parrains de l'irrédentisme, on ne rencontre aucun Triestin de naissance, — et par réaction contre la politique germanophile des Bach et des Schmerling, la fameuse Diète de *Nessuno* (Personne), refuse d'élire des députés pour le Parlement de Vienne. Cette révolte n'a pas de lendemain ; la Diète dissoute est remplacée par une assemblée docile qui envoie au Reichsrat le gouverneur, un Allemand, et l'évêque de Parenzo, un Slave. Pendant la période qui suit, le parti italien, soutenu par les appels du dehors, se démène avec quelque fracas, sans modifier sérieusement la tendance générale des esprits : la célèbre tentative d'Oberdank (1882) n'est que le suicide désespéré d'un jeune fanatique, qui espère ressusciter par son sacrifice l'irrédentisme triestin expirant.

Depuis lors, l'idée italienne a repris une certaine vigueur, et ses partisans sont devenus plus intransigeants, à mesure que les Slovènes se montraient plus redoutables. Mais ce mouvement a sa source moins dans un instinct vital nourri

par des luttes séculaires que dans l'orgueil froissé d'une aristocratie qui veut à tout prix défendre contre la marée montante du slavisme la situation privilégiée qu'elle a longtemps conservée grâce à sa langue et à sa civilisation plus avancée. Il tient moins d'une lutte nationale que d'une lutte de classes. Je ne voudrais pas dire qu'il est artificiel, parce que ce serait méconnaître, contre toute justice, la sincérité et le dévouement de ses meneurs. Mais il est superficiel. Il n'a ni la spontanéité ni la continuité qui sont les caractères distinctifs des mouvements vraiment populaires. Il ne saurait en aucune manière être comparé à la Renaissance slave en Dalmatie, qui a sans doute été soutenue par des influences extérieures, mais qui est sortie directement de l'âme même de la foule, et qui ne disparaîtrait que si le peuple entier était exterminé. Il n'en a pas non plus la précision et la clarté, l'emportement et l'audace ; il est fuyant, timide, s'enlise dans des formules vaseuses et s'entrave dans des déclarations amphibologiques, sans cesse gêné et arrêté par des combinaisons subtiles, des possibilités lointaines et les ménagements diplomatiques que lui imposent les intérêts de ceux mêmes qu'il prétend délivrer. Pour ne pas effrayer leurs adhérents, les plus hardis en sont réduits à dissimuler leurs desseins, et leurs audaces s'obscurcissent d'étranges réticences ; leurs désirs les plus lointains n'osent pas rompre ouvertement avec le passé, et, quand ils lèvent contre l'Autriche le drapeau de l'insurrection, ce n'est jamais sans une secrète terreur de lui porter des coups trop décisifs. On dépasserait sans doute la mesure en parlant à propos des irrédentistes de Trieste de l'opposition de Sa Majesté ; il est évident, du moins, que jusqu'à la dernière heure ils ont évité les paroles irréparables. Encore une fois, il ne s'agit pas le moins du monde de mettre en doute la loyauté de leur culte pour l'Italie ; mais le patriotisme a ses

degrés, de même que la vertu, et on a l'impression que, sinon les chefs irrédentistes, du moins beaucoup de leurs soldats accepteraient sans trop de déchirement la continuation d'un régime qu'ils combattaient surtout par amour-propre et qui leur assurait somme toute une situation matérielle fort avantageuse et une primauté morale suffisante.

IV

Mes sympathies pour les Slaves sont anciennes et les terribles épreuves qui se sont abattues sur les Serbes m'inclinent naturellement à penser que la fortune leur doit de très larges compensations. En dépit de ma volonté d'être impartial, ne suis-je pas dominé par des impressions sentimentales ? Ce n'est nullement impossible. « Le Père Tournemine et moi, nous nous sommes brouillés », répétait volontiers Montesquieu, « il ne faudra pas nous croire quand nous parlerons l'un de l'autre. » — Il y a fort longtemps que Pyrrhon d'Élée et quelques autres après lui nous ont appris que nous ne voyons jamais le monde qu'avec nos yeux.

Deux choses, pourtant, rassurent ma conscience. En premier lieu, l'affection très profonde que je n'ai jamais cessé d'avoir pour l'Italie, et qui ne le cède guère à celle que j'éprouve pour les Slaves. Un des souvenirs les plus splendides de mon enfance est le retour de l'armée victorieuse après la campagne de 1859 ; depuis lors, la gloire de la France et la grandeur de l'Italie sont restées inséparables dans mon âme, et, même aux heures troubles où l'Allemagne avait réussi à séparer les deux sœurs latines, je n'ai jamais douté de leur réconciliation prochaine. Dans la société future des nations, qui n'exclura pas les amitiés plus intimes, la France et l'Italie n'auront pas trop de leurs forces

rassemblées pour maintenir, dans un monde de furibonde activité industrielle et de mercantilisme déchaîné, le respect de la tradition, le culte désintéressé du beau et cette religion de la mesure et du goût qu'elles ont reçue de la Grèce et de Rome. Nos ennemis nous accusent souvent de manquer d'esprit pratique, et ils nous reprochent de n'avoir pas le sens de l'organisation. Affirmation quelque peu ridicule adressée aux héritiers du monde romain et aux fils de cette France qui, à tant de reprises, a donné au monde ses institutions. Elle signifie seulement que les Latins ont un sens plus large de la vie, et qu'ils croient qu'elle vaut la peine d'être vécue non pas seulement pour l'action qu'elle permet d'exercer, mais pour le plaisir qui naît du plein développement de toutes nos facultés. A ce point de vue, il est vrai que nous demeurons, en dépit des transformations de l'Europe contemporaine, des artistes, des virtuoses, et que notre joie suprême consiste dans l'épanouissement symphonique des instincts supérieurs de l'âme humaine. Cette qualité, — bonne ou fâcheuse, peu importe, — créé entre les Italiens et les Français comme une harmonie préétablie, et tout désaccord durable entre nous paraît comme un scandale et une faute de goût.

Dans la question italo-slave, mon désir éminent a toujours été de trouver une solution assez équitable pour être acceptée par tous et ne laisser d'aucun côté ni amertume ni remords. Au début de la guerre, les tentatives de conciliation étaient assez mal accueillies dans le Royaume, et elles soulevaient les protestations frénétiques des nationalistes extrêmes. Heureusement, ils étaient moins nombreux que bruyants, et bien qu'ils affirmassent avec fracas qu'ils avaient derrière eux l'immense majorité du peuple, ils n'en représentaient qu'une assez minime fraction.

Leur succès momentané s'explique par des raisons assez

diverses, qu'il serait intéressant d'analyser en détail, et que je ne puis qu'indiquer sommairement. — Tout d'abord, l'influence détestable exercée par l'Allemagne sur les hommes mêmes qui la combattaient avec acharnement. Les doctrines de ses philosophes avaient envahi le monde latin en même temps que ses capitaux et ses méthodes industrielles : beaucoup de professeurs et d'écrivains en avaient subi la contagion diffuse, et, quand ils brisaient leur boulet, leurs pieds en traînaient les anneaux. — L'Italie, rivée depuis un tiers de siècle à la Triplice, menacée dans son indépendance, étouffée dans les embrassements d'une amitié chaque jour plus envahissante, tirait sur sa chaîne et avait soif de libération ; comment s'émanciper sans un brusque sursaut d'énergie ? — Pour arracher le gouvernement et la foule à la dangereuse torpeur où ils s'assoupissaient, il était nécessaire d'en appeler aux forces actives de l'âme, et il n'y avait chance de les réveiller que si on présentait aux ambitions un but concret à atteindre. Si les adversaires de l'Allemagne s'étaient adressés d'emblée aux instincts idéalistes et qu'ils eussent uniquement insisté sur la nécessité de défendre la liberté du monde menacée par l'envahissement continu du pangermanisme, ils auraient peut-être entraîné le peuple ; il est douteux qu'ils eussent persuadé les politiques qui s'enorgueillissent de leur myopie et n'aperçoivent que les périls où se casse leur nez ; avant de les convaincre, on eût laissé passer l'heure favorable. Pour leur donner le courage d'une décision qui, ainsi que les événements l'ont montré, n'était ni sans risques ni sans souffrances, il était urgent d'offrir aux esprits timides et aux cœurs vulgaires qui forment partout l'immense majorité un appât alléchant et un butin facile à apprécier. Par la force des choses, les chauvins prirent ainsi bientôt la tête du parti de la guerre et, pour enflammer les concupiscences du

vulgaire, ils multiplièrent les surenchères et offrirent aux convoitises un tableau flamboyant de conquêtes nécessaires et d'annexions indispensables. Ce fut le triomphe de ce qu'on appelle la politique réaliste, ainsi nommée parce qu'elle est le contraire de la politique et ne vit que d'illusions. L'Allemagne obtint cette suprême victoire, — suprême dans le sens de dernière — que, pour un moment, ses adversaires adoptèrent ses méthodes et prolongèrent ses procédés.

Le résultat fut immédiat, et le réveil fut cruel. Menacés dans leurs espoirs les plus légitimes, les Slaves, à qui on ne laissait que le choix de la servitude, hésitèrent dans leurs résolutions. Le gouvernement viennois, habitué de longue date à se servir des peuples les uns contre les autres, profita adroitement de cette minute de fléchissement. Au moment de l'entrée en ligne des Italiens, si les Alliés avaient solennellement déclaré qu'ils étaient résolus à reconnaître aux races opprimées le droit de régler désormais librement leurs destinées, la monarchie dualiste, déjà ébranlée jusque dans ses fondements, se serait effondrée du coup. Ils ne l'osèrent pas, par crainte en partie de mécontenter l'Italie, et leurs incertitudes donnèrent aux Allemands une arme redoutable, et valurent aux Habsbourgs un répit inattendu.

L'expérience est assez claire et assez dure pour que nous ne retombions plus dans d'aussi lamentables erreurs. En dépit de quelques attardés qui s'obstinent à ne pas comprendre le sens des événements, l'Italie revient à ses meilleures traditions, et ses plus remarquables écrivains lui ont rappelé que sa grandeur, qui est comme le fruit savoureux et splendide de l'arbre de la liberté, la voue au service de la Révolution et du progrès. Tommaseo, Mazzini, Cavour, les précurseurs et les fondateurs de l'unité, n'ont jamais varié sur ce point : son rôle n'est pas de conquérir le

monde, mais de l'aider à s'affranchir ; sa mission n'est pas de s'annexer des territoires, mais des âmes. Elle a mieux à faire qu'à continuer la politique des Habsbourgs ; il faut qu'elle en supprime jusqu'au souvenir.

« Il y a sur les terres de l'Empire », disait Cavour en 1848, dans un discours justement célèbre, « une race nombreuse, énergique, audacieuse, mais éprouvée depuis plusieurs siècles, la race slave. Elle s'étend des bords du Danube aux montagnes de la Bohême. Elle veut obtenir son entière libération, reconquérir sa nationalité. Sa cause est juste et noble, elle est soutenue par des légions encore inexpérimentées, mais audacieuses et vaillantes ; elle est donc sûre du triomphe dans un avenir peu éloigné. »

Comme Mazzini, il revendiquait pour sa nation la direction morale et la maîtrise intellectuelle des peuples balkaniques qui s'éveillaient alors à la lumière de l'indépendance. Avec l'extraordinaire lucidité d'esprit et l'intrépidité morale qui sont les marques essentielles de son merveilleux génie, il sentait que la liberté de l'Italie avait pour condition préalable la disparition de l'Autriche : « Nous ne pourrons être tranquilles tant que l'Autriche demeurera une grande puissance. » Comme, d'autre part, la ruine de l'Autriche suppose la fondation d'une série d'États slaves, — Pologne, Bohême, Yougoslavie, — ne serait-il pas absurde, pour des gains médiocres et qui demeureraient toujours aléatoires, de s'aliéner la sympathie de ces nations jeunes qu'il est facile de s'attacher par une politique de générosité et de justice ?

La Marmora, qu'il ne viendra à l'esprit de personne de comparer à Cavour, mais qui avait été un de ses collaborateurs de la première heure et qui s'était formé à ses leçons, n'était que le traducteur de sa pensée quand il écrivait en 1866 :

« Sous le nom de possessions italiennes, je n'ai jamais songé,

— en dehors de la Vénétie, — qu'à la partie vraiment italienne du Tyrol, jamais à Trieste... Cette ville est entourée de populations slaves et allemandes qui n'ont rien à faire avec les populations italiennes..... Si, par hasard, Trieste appartenait à l'Italie, cette possession serait pour notre royaume une source de difficultés très graves. »

Depuis lors, la plupart des chefs de la politique italienne sont restés, en somme, fidèles aux mêmes doctrines. Crispi a combattu avec une implacable rigueur les cercles Oberdank et Barsanti. « Revendiquer Trieste comme un droit », écrivait M. Sonnino dans la *Rassegna Settimanale* du 29 mai 1881, « serait une exagération du principe des nationalités. » M. Vivante, qui rappelle ce témoignage, n'est-il pas autorisé à en conclure que l'irrédentisme dans le royaume d'Italie n'a jamais eu de racines profondes, qu'il est toujours demeuré vague et tumultuaire, qu'il ne répond pas aux besoins instinctifs de la nation, mais qu'il a été surtout une arme dont les partis extrêmes se sont servis pour combattre la monarchie ?

On affirme que, depuis quelque dix ans, la propagande irrédentiste a exercé une assez grande influence sur une certaine partie de l'opinion. C'est possible, encore que la preuve n'en soit pas faite, et que cette propagande, qui ne s'est manifestée que par soubresauts, entrecoupés de longues intermittences, n'ait pas osé le plus souvent avouer nettement ses intentions. Il est vraisemblable que les véhémentes campagnes de l'*Idea nazionale* et les abondantes publications des Ligues patriotiques n'ont pas laissé le pays absolument indifférent. Je ne m'étonne pas que les opinions de M. Sonnino, pour ne citer qu'un exemple, se soient modifiées, et qu'il ne se regarde pas comme lié par ses déclarations de 1881 ; il n'est pas le premier homme d'État qui ait été touché de la grâce en entrant au ministère, et il peut

alléguer, pour justifier ses variations, des raisons parfaitement valables. Personne ne nie que l'Italie a supporté depuis 1915 de très lourdes pertes, et qu'elle a droit de ce chef aux plus larges compensations ; l'intérêt général exige qu'elle revienne satisfaite du Congrès de la paix. Ne demandons aux peuples, comme aux individus, qu'une vertu raisonnable. Est-il impossible, même en tenant compte des passions et des faiblesses humaines, de découvrir un terrain d'entente sans imposer aux Slaves des sacrifices qu'ils ne consentiraient qu'avec la secrète pensée d'obtenir une prompte revanche ? Avec quelque bonne volonté réciproque, on finira bien par trouver le compromis qui fondera sur des bases solides l'entente italo-slave.

~

Quelques points essentiels du futur traité semblent désormais acquis.

Tout d'abord, les Italiens recevront tout le Tyrol méridional jusqu'au Brenner, qui est la clé de leur maison ; les événements récents ont apporté une preuve nouvelle de la nécessité d'une annexion sans laquelle l'indépendance du royaume demeurerait toujours précaire ; il serait absurde que Venise et Milan continuassent à vivre sous la menace constante d'une invasion.

Autant les prétentions de l'Italie sur le Tyrol sont légitimes et naturelles, autant les exigences des extrémistes qui réclament pour elle la Dalmatie sont arbitraires et vaines. [*Ses titres ici sont nuls, et*] son intérêt lui commande de ne pas occuper une côte qu'elle ne conserverait qu'à la condition d'étendre sa domination sur l'intérieur de la péninsule balkanique. Les arguments militaires ou géographiques qu'ont mis en avant quelques publicistes pour justifier la

saisie de la rive Est de l'Adriatique ont tout juste la même valeur que ceux des Allemands quand ils réclament Anvers et Calais pour protéger contre l'Angleterre la liberté des mers. Au point de vue du droit absolu, l'établissement même des Italiens à Valona donnerait lieu à de très sérieuses objections. C'est un de ces cas où il convient de montrer quelque indulgence à la misère humaine : qui veut faire l'ange, fait la bête, a écrit un philosophe qui était pourtant plutôt rigoriste. Après tout, l'occupation de Valona ne blesse, en somme, aucune prétention légitime [*et, puisque les Albanais ne sont encore ni un peuple ni un Etat, passons condamnation sur le fait accompli.*] La prise de possession de Valona par l'Italie a d'ailleurs un avantage : elle lui assure une telle maîtrise dans l'Adriatique que [*les inquiétudes qu'elle alléguerait désormais devraient paraître peu sérieuses.*] Après une telle conquête, les nationalistes les plus intransigeants seront pleinement autorisés à affirmer qu'ils ont réalisé leur programme et fait de l'Adriatique un lac italien.

Reste l'Istrie, le Littoral. Ici, les Slaves, qui n'ont jamais songé à réclamer ceux de leurs congénères qui habitent les environs d'Udine, ne contestent pas à leurs voisins la possession des deux rives du Bas-Isonzo, et les Italiens de leur côté semblent disposés à renoncer à la région orientale de la Péninsule, au district de Volosco qui s'étend au delà des monts della Vena et du mont Majeur, et dont les 50.000 habitants sont presque exclusivement slaves. Le pays contesté se borne donc à Trieste avec son territoire, à l'Istrie occidentale et à la région de Goritza, où les Slaves et les Italiens se balancent très approximativement. En tout, une population d'environ 700.000 habitants.

Avant tout partage qui, pour peu qu'il ait chance d'être équitable, ne contentera aucune des deux parties, il sera

indispensable d'édicter quelques règles générales qui, en garantissant le droit des minorités, auront pour résultat immédiat d'atténuer les haines ethniques et de rendre plus faciles les rapports entre les diverses races. En premier lieu, il faut que les Slaves et les Italiens soient sûrs d'obtenir largement et sans discussion toutes les écoles qui leur sont nécessaires. Rien n'a plus contribué à aggraver et à aigrir les conflits que la politique qui tend à transformer l'école en instrument de dénationalisation. Ces tentatives qui visent à éloigner les enfants de leurs parents sont indignes d'un siècle de liberté, et elles créent des rancunes farouches, sans compter qu'elles n'ont jamais donné aucun résultat réel ; l'expérience démontre en effet que les gouvernements et les factions s'exagèrent d'une façon ridicule l'influence de l'enseignement, et l'exemple des Allemands en Posnanie démontre assez la vanité de semblables efforts.

On renoncera de même aux systèmes compliqués par lesquels on s'évertue à fausser les élections. La liberté est une grande réconciliatrice, et, dès qu'elles ne se sentent plus victimes d'un régime de fraudes et d'arbitraire, les minorités s'inclinent sans révolte devant le verdict des majorités.

Enfin, dans l'intérêt commun, des mesures seront prises pour faciliter les communications des ports avec l'intérieur.

En dépit des intentions les plus loyales, les gouvernements, quels qu'ils soient, feront sagement de s'attendre dans les territoires mixtes, à de sérieuses difficultés, et ils auront besoin d'un réel courage pour résister aux exigences de leurs amis. L'héritage d'une dynastie misérable, telle que celle des Habsbourgs, qui n'a jamais su qu'entretenir les haines réciproques des peuples, imposera à ses liquidateurs une tâche difficile, et les passions qu'a savamment suscitées sa perfidie ne désarmeront pas du jour au lende-

main. Il est permis cependant d'affirmer, sans excès d'optimisme, qu'elles deviendront rapidement moins acerbes. Les partis seront progressivement rapprochés par la communauté fondamentale de leurs intérêts, et, en dehors des meneurs, qui demeureront irréconciliables, parce que leur intérêt personnel les condamne à envenimer les débats, la grande masse des habitants sera heureuse d'échapper à des querelles mesquines et stériles pour se consacrer à la prospérité du pays. Déjà avant la guerre, des symptômes heureux révélaient la naissance d'un nouvel esprit, et des tentatives de conciliation s'étaient produites. Depuis lors, autant que mes renseignements me permettent de l'affirmer, les souffrances communes semblent leur avoir donné plus d'intensité, et, tout récemment encore, une entente a été obtenue entre quelques-uns des représentants des groupes slovène ou italien. Une administration bienveillante et adroite saura mettre à profit ces dispositions, et elle y réussira d'autant plus facilement que les plaies de la guerre sont plus profondes et qu'il ne faudra rien de moins que le dévouement de tous ses enfants pour rendre à l'Istrie sa prospérité si gravement compromise.

Sous la réserve de ces garanties générales, le partage nécessaire sera moins douloureux, à condition que l'on n'exige d'aucune des races en présence des sacrifices excessifs. M. Salvemini, qui travaille dans un si noble esprit à convaincre ses compatriotes de la nécessité d'une politique de conciliation, réclame cependant pour eux Goritza, Trieste et l'Istrie occidentale. Sur un pareil programme [*l'entente avec*] les Yougoslaves [*serait problématique et ils*] seraient difficilement convaincus par les raisons qu'il invoque. Il est parfaitement vrai que la plupart des villes des régions qu'il revendique sont italiennes. Mais on voit mal pourquoi le vote des citadins pèserait plus dans la balance que celui

des paysans, et il n'est nullement démontré que tel petit artisan de Maggia ou de Parenzo soit animé d'un plus vif sentiment national que le cultivateur du faubourg. La nécessité de trouver une frontière militaire est aussi un de ces arguments impérialistes qu'il vaut mieux laisser aux Allemands, et il suffirait pour résoudre la difficulté de décider qu'on ne construira dans une zone déterminée ni forteresse ni travail de défense.

Il faudra sans doute que les Yougoslaves se résignent à renoncer à Trieste, mais il est juste qu'en échange de cet abandon, qui leur est singulièrement pénible, ils obtiennent une bonne part de l'Istrie [*et en particulier Goritza qui est en grande majorité slave et*] qui leur a fourni quelques-uns de leurs chefs les plus ardents et les plus remarquables.

~

Je n'ai naturellement le droit d'engager personne, et aucun gouvernement slave ni aucun Comité ne m'a chargé de faire des propositions en son nom. Je cherche seulement à trouver les termes d'un accord dont les événements ont appris à tous la nécessité.

Il est aujourd'hui établi, sans qu'aucun doute demeure possible, que l'Allemagne a voulu la guerre et qu'elle l'a délibérément recherchée, non pas pour accaparer tel ou tel territoire, mais pour écraser ses rivaux et pour établir sa domination universelle. Il n'est pas moins évident que l'Autriche est absolument incapable de se soustraire à la domination germanique, et que Charles Ier, même s'il en avait la ferme volonté, serait hors d'état de secouer le joug de Guillaume II. En même temps, la défaillance de la Russie, même si on espère comme nous une réaction du patriotisme russe, laisse à nos ennemis une pleine liberté

d'action vers l'Ouest et le Sud. Pour briser leurs ambitions et museler leurs fureurs, l'union de tous les peuples libres du monde est indispensable. Aucun de ces peuples n'est plus menacé par la mégalomanie teutonne que l'Italie ; Rome a toujours excité les convoitises des Césars tudesques, et la victoire de Guillaume II aurait pour conséquence immédiate de réduire à une demi-servitude et à une complète impuissance politique l'imprudente nation qui a osé secouer les chaînes qu'il lui avait passées autour du cou.

Que les Italiens et les Slaves y songent : de leur désunion, l'Allemagne seule bénéficierait. Pendant qu'ils se disputeraient une proie imaginaire, elle mettrait la main sur le gage convoité. Pour que l'Adriatique ne devienne pas une mer germaine, il faut que les races qui habitent ses rives se coalisent pour en barrer l'accès aux Barbares du Nord.

L'Italie a la juste fierté de son passé. Qu'elle s'inspire des Antonins, qui, par leur sagesse, réconcilièrent l'univers avec le peuple-roi. Laissons les Allemands hurler qu'il n'y a de droit que la force, et que seules les conquêtes comptent qui se chiffrent par milles carrés de territoires et par millions de têtes humaines. La justice et la générosité préparent les grands États et fondent les dominations durables. A plusieurs reprises déjà, l'Italie a porté la lumière de sa civilisation parmi les populations des Balkans. Elles sont toutes prêtes à se mettre à son école et à accepter sa direction. Elle ferait un triste marché si elle préférait aux sympathies qui ne demandent qu'à venir à elle quelques lambeaux d'un sol où elle ne trouverait que des embarras et des ennemis.

P.-S. — Au moment où nous imprimons ces lignes, nous recevons les comptes rendus des conférences où se sont réunis à Rome les représentants des diverses nationa-

lités opprimées par l'Autriche. Leurs délégations, après avoir à l'unanimité proclamé leur volonté d'indépendance, ont été solennellement reçues par M. Orlando, le président du Conseil, qui les a assurées de la sympathie du gouvernement italien.

Les paroles du ministre ne sont peut-être pas aussi précises que nous l'aurions désiré, et il eût mieux valu qu'il se servît de formules moins vagues. Il a sans doute jugé nécessaire de préparer peu à peu l'opinion. Telle qu'elle, sa déclaration n'en indique pas moins une évolution remarquable. M. Orlando reconnaît formellement que la paix future du monde doit avoir pour base la dislocation de l'Autriche. Un semblable aveu implique fatalement une étroite collaboration avec les Yougoslaves. Le président du Conseil, dont le monde connaît la droiture et la perspicacité, sera sans doute amené dans un délai rapproché à accepter les conditions qui seules rendront cette collaboration efficace.

LA NOUVELLE SOFIA [1]

Jacques Ancel, *L'Unité de la Politique Bulgare* (1870-1919). (Éditions Bossard, 1919, 75 p., in-12.)

La librairie française traverse une crise sérieuse et les éditeurs se heurtent à de très graves difficultés. Notre reconnaissance n'en est que plus grande pour les quelques maisons qui ne se laissent pas décourager et qui mettent une élégante crânerie à continuer leur activité. Parmi elles, il est de stricte justice de placer en très bon rang les Éditions Bossard. Personne n'aura plus contribué que leurs directeurs à répandre dans le public le goût et l'intelligence des questions de politique étrangère. En même temps qu'ils ne reculent pas devant les vastes entreprises, telles que *l'Europe au Jour le Jour*, de Gauvain, qui compte déjà sept volumes, et qui, après avoir été pour les contemporains un guide inappréciable, demeurera, pour les historiens de l'avenir un document de premier ordre, ils nous donnent de petits livres alertes et solides, où l'érudition n'est jamais offensante, de pensée ferme et de ton courtois, de tournure vraiment française par la franchise du

[1] Paru dans *La Revue Yougoslave*, septembre-octobre 1920.

jugement autant que par la modération du langage. Ces livres, dont le succès fait honneur au public, en même temps qu'ils lui apportent la somme de renseignements qui lui est strictement nécessaire, sont singulièrement utiles aux personnes qui ont eu déjà l'occasion d'étudier les questions qui y sont résumées.

Le volume de M. Jacques Ancel, *L'Unité de la politique bulgare*, me semble un des mieux venus de la série. Le moindre de ses mérites, qui sont nombreux et divers, n'est pas de venir à son heure. Depuis dix-huit mois, nous assistons en effet au plus paradoxal des spectacles. C'était une croyance généralement accréditée que nous avions été attaqués par l'Allemagne, que ses bandes de soudards avaient ravagé et dévasté nos villages et nos villes, que les Bulgares avaient razzié la Serbie, que les Croates et les Dalmates avaient désorganisé la flotte autrichienne et préparé la décomposition de la Monarchie des Habsbourgs. Des publicistes de tout poil et de tout acabit s'attachent à nous démontrer que nous nous trompions grossièrement et ils s'acharnent à nous enseigner une histoire complètement nouvelle. A les en croire, ce n'est pas la Prusse, c'est le militarisme français qui menace la paix de l'Europe ; ils nous révèlent que les Italiens seuls ont gagné la guerre et que leur héroïsme singulier a été récompensé par la plus noire des ingratitudes. Attendons-nous à apprendre un de ces jours que ce n'est pas la cathédrale de Reims qui a été bombardée, mais celle de Cologne, et que M. Troumbitch, à la tête d'une bande de comitadjis, a occupé Venise. Ces manœuvres qui finissent par troubler quelques cervelles débiles, ont un but très précis : il s'agit de nous apitoyer sur le sort de ces pauvres Allemands, de ces innocents Magyars et de ces candides Bulgares que détroussent impitoyablement des voisins impudents.

Nous avons eu le tort de ne pas prendre au sérieux cette campagne de mensonges et de ne pas nous souvenir que les affirmations les plus absurdes, pourvu qu'elles soient répétées avec persistance, pénètrent dans les esprits. Une fois de plus, nous nous sommes laissé surprendre par l'offensive brusquée de l'ennemi. Hâtons-nous de réparer le temps perdu et de démasquer l'épaisse niaiserie des arguments par lesquels nos adversaires espèrent troubler l'opinion européenne. En Orient en particulier et dans la Péninsule Balkanique, il est indispensable de combattre les erreurs qu'accréditent des politiciens intéressés et qu'accueille avec une coupable légèreté une presse ignorante ou distraite. A ce point de vue, le travail de M. Ancel a le grand avantage de mettre clairement en lumière un certain nombre de faits essentiels, qu'il importe d'avoir sans cesse présents à l'esprit.

Un point, d'abord, ressort de son récit, avec une aveuglante clarté : depuis le premier jour de son existence, la Bulgarie n'a été que l'instrument et le jouet de l'Allemagne, sa caudataire et sa complice. — Pourquoi ? — Avant tout, sans doute, par ambition et par cupidité. Aucun peuple n'est plus aveuglément dominé par ses intérêts immédiats, plus cynique dans ses convoitises, plus détaché de toute considération morale. — « Il faut traire la vache qui donne le plus de lait », dit le ministre Liaptchef. Le correspondant de la *Vossische Zeitung* lui écrit de Sofia (7 janvier 1917) qu'un grand homme d'État Bulgare, — je suppose qu'il veut dire un politicien qui occupe un rang élevé, — après avoir examiné les raisons qui pouvaient le pousser vers Vienne ou Pétrograd, a conclu avec une aimable désinvolture : « Pour nous, la bonne tante est celle qui nous donne le

plus grand gâteau. » — Tous les moyens sont justifiés pourvu que nous ne soyons pas vaincus. — Qui parle ainsi ? — Le *Préporetz*, journal socialiste, à cheval sur les principes et grand défenseur de la morale.

La Bulgarie penche vers Berlin par calcul sans doute, mais encore plus par cette sorte d'entraînement instinctif qui naît de la similitude des goûts et de l'affinité des tempéraments. Elle revendique la gloire d'être la Prusse des Balkans, et de la Prusse elle a en effet l'incoercible gloutonnerie, la frénésie passionnée des jouissances matérielles, la brutalité impitoyable ; comme elle, elle se plaît à la servitude. Pas plus que les Allemands, les Bulgares n'ont ni le goût ni le sens de la liberté : de toutes les nations balkaniques, aucune n'a supporté avec autant de calme et de résignation le joug ottoman ; les quelques hommes qui, vers le milieu du XIX^e^ siècle, bien longtemps après la Serbie et la Grèce, ont songé à l'indépendance, sortaient des écoles serbes ou russes et, sans les secousses et les exhortations venues de l'étranger, l'idée même de la révolte n'aurait jamais effleuré l'esprit de ces médiocres agitateurs. Quant à la masse de la population, indifférente et inerte, elle acceptait passivement son destin, et, pendant la campagne de 1877, son inertie complète stupéfiait les officiers russes. On ne trouverait sans doute pas de peuple au monde qui ait eu moins de part dans l'œuvre de sa libération.

La liberté que leur avait conquise le tsar Alexandre II, les Bulgares s'en sont aussitôt débarrassés et ils ont accepté avec une infatigable docilité le despotisme de tous les tyrans qui les ont fouaillés. Avec la même complaisance et la même platitude ils ont léché la main sanglante de Stamboulov et adulé l'agent général de la firme Hohenzollern-Habsbourg, Ferdinand de Cobourg. Leurs maîtres ont pu supprimer à leur guise les garanties constitutionnelles, fausser tous les

rouages du régime parlementaire sans que leurs incartades et leurs facéties aient jamais révolté la conscience publique ; ils n'ont jamais atteint la limite du servilisme de leurs sujets. « La vie politique bulgare, écrit très justement M. Ancel, a les étiquettes européennes ; il n'y a pas moins de dix partis. Mais les groupes ne sont que des clans. » Il serait encore plus exact de dire : des bandes de coupe-jarrets que tiennent à leur solde des forbans assoiffés d'argent et prêts à tous les coups de main. « Corruption générale, violences incessantes », c'est ainsi qu'un historien favorable à la Bulgarie résume la situation. — « Posez, si vous voulez, la candidature d'un âne, dit l'auteur de *Baï Gagnau*, et je le ferais élire. » Les faits prouvent que le satiriste n'exagère pas. Ferdinand de Cobourg, en 1907, appelle au ministère Malinov, dont le parti à la Chambre compte en tout 11 députés ; aux élections suivantes, les candidats ministériels l'emportent dans 140 circonscriptions. « Lorsque Radoslavov prit le gouvernement en 1913, il ne disposait que de 6 voix au Sobranié ; les premières élections lui donnèrent la majorité qu'il conserva jusqu'à sa chute. » De même, quand, par inadvertance, les députés à Berlin montraient quelque velléité d'indépendance, Bismarck et Bülow congédiaient sans façon les députés, et les électeurs, dociles au moindre signe, écartaient sans discussion les représentants qui avaient osé s'émanciper. Pas plus que le Reichstag, le Sobranié n'a jamais été un Parlement, mais une chambre d'enregistrement. Les ministres de même, à Sofia comme à Berlin, sont les instruments passifs de la volonté du souverain. Triste métier quand le souverain est un tyran byzantin, capricieux et sournois, cruel et fourbe. On ne l'accepte qu'à cause des profits matériels qu'il rapporte et que le maître encourage parce qu'il tient ainsi ses séides à sa discrétion. Pour s'en débarrasser il lui suffit de leur retirer sa protec-

tion et de les abandonner à la justice qui les guette. « Tous les hommes politiques bulgares ont successivement passé devant les tribunaux », constate M. Ancel.

Ce sont les mœurs du pays et personne ne s'en scandalise. Une condamnation, si fortement motivée qu'on la suppose, ne déshonore personne : au bout de quelques années ou de quelques mois, les coupables reviennent au pouvoir et reprennent le cours de leurs malversations. Chaque peuple comprend l'honneur à sa manière. Les Bulgares se font gloire de ne pas connaître les vains scrupules de la civilisation occidentale ; comme les Huns qu'ils revendiquent pour aïeux, ils se vantent de n'avoir pas été touchés par la sensiblerie contemporaine. Un contrat ne les lie que dans la mesure où il favorise leurs intérêts ou aussi longtemps qu'il leur est imposé par la force. Les Allemands le savaient bien, et ils n'ont pas été surpris quand, dès que la fortune a paru changer de camp, les Bulgares ont mis la crosse en l'air et imploré le pardon de l'Entente.

~

L'important pour eux était d'arriver bons premiers à l'heure de la défection, de manière à obtenir des conditions favorables. M. Ancel n'insiste pas sur les ménagements invraisemblables qu'ils ont rencontrés au moment de l'armistice, et c'est à mon avis une des lacunes de son travail. Ils avaient su conserver quelques amis — peu nombreux — mais actifs et bruyants, les mêmes qui, en 1914 et en 1915, nous affirmaient sur l'honneur que l'on n'obtiendrait jamais des Bulgares qu'ils combattissent contre les Russes et qui nous sommaient, au nom du droit des peuples, de leur restituer la Macédoine, en dépouillant nos alliés, les Serbes. Quels arguments invoquaient-ils en 1918 comme en 1915 ?

Un seul. Ils affirmaient que les Macédoniens se servent de l'article que les Serbes ne connaissent pas. En admettant que le fait fût général, ce qui est loin d'être établi, serait-il donc si décisif ? J'ai infiniment de respect pour la grammaire, mais à condition qu'elle reste dans son domaine, et les philologues infatués de leur science sont une gent redoutable et pernicieuse. Comme je n'ai jamais cessé de le répéter, et comme l'ont constaté tous ceux qui ont vu les choses de près et n'ont jugé que sur la réalité, sans se laisser dominer par des théories pseudo-scientifiques, en Macédoine, « liens de race, de langue, religieux ou historiques, s'effacent ou s'exaspèrent ; mais ils n'apparaissent qu'en fonction d'une distinction primordiale : *il n'y a que des aspirations du dehors*. C'est l'attraction de la nation voisine la plus stable qui donnera à la Macédoine, — et sans rigueur, — sa nationalité définitive ». La presse bulgare se plaît à comparer la Macédoine à l'Alsace ; comparaison ridicule et impie ! Quand ils se permettent ce rapprochement odieux, les Bulgares mentent, et ils le savent. Ils nous en ont donné la preuve, puisque, quand la trahison leur a livré pour quelque temps cette terre qu'ils prétendaient leur appartenir par les liens du sang et de l'amour, ils l'ont soumise à la plus abominable tyrannie. « Dans l'œuvre *difficile* de l'extermination des Serbes, dit un rapport de l'inspection militaire de la Morava, nous devons utiliser tous les moyens, si petits qu'ils soient. »

Ils ne mentent pas moins effrontément quand ils se plaignent de la lourdeur de l'indemnité qui leur a été imposée par le Traité de Paix. En réalité, ces indemnités ont été absolument dérisoires : ils ont dévasté à fond, rançonné sans pitié les provinces qu'ils ont traversées ; ils ont enlevé tout ce qui pouvait être transporté et détruit le reste ; eux-mêmes n'ont souffert que relativement peu, et uniquement

de la part des Allemands. M. Ancel nous apporte sur ce point des renseignements précis : durant la période critique de la guerre, les Bulgares n'ont manqué ni de pain, ni de viande, ni de lait ; ils avaient des légumes en abondance ; les dépôts des banques augmentaient dans des proportions considérables et elles distribuaient des dividendes de 25 %. Pendant ce temps, la Serbie agonisait, et que d'années ne lui seront-elles pas nécessaires pour panser les horribles blessures par lesquelles s'écoulait sa vie ?

~

Dans le livre très suggestif et très brillant qu'il vient de publier : *Les volets du diptyque*, M. Fournol a montré que les résolutions des Alliés pendant les négociations de Versailles ont été inspirées par la notion de faute et de châtiment qui dominait les Anglais et les Américains. « La responsabilité, écrit-il, la punition, idées puritaines par excellence, familières aux peuples plus nourris encore de la Bible que de l'Évangile. L'idée de la culpabilité de l'Allemagne engendre toutes les mesures inscrites dans les quatre cents articles du traité et dans les nombreux paragraphes des divers articles ou annexes dont ces articles principaux sont parsemés. » La culpabilité évidente de l'Allemagne et de ses complices explique sans doute et justifie ces préoccupations morales ; je n'en suis pas moins convaincu que l'action de cette idée mystique a été funeste ; rien n'a contribué davantage à obscurcir la situation et à prolonger les débats ; les négociateurs ont été acculés à des stipulations qui, insuffisantes au point de vue du droit civil, prennent une apparence de rigueur excessive. La cause de la civilisation et de la paix n'a certes rien gagné à la substitution des conceptions religieuses anglo-saxonnes aux méthodes

laïques que nos représentants ont vainement cherché à faire prévaloir.

C'est que le rationalisme réaliste français repose sur une psychologie plus exacte et plus vraiment humaine. S'il s'agit en effet de dresser le bilan des dommages causés et des réparations dues, on se trouve sur un terrain solide, tandis que si l'on prétend établir les responsabilités, on ouvre la voie à des discussions infinies. Il est certain que Guillaume II a déclaré la guerre ; mais, dans quelle mesure a-t-il entraîné ou suivi son peuple, et ce peuple lui-même n'a-t-il pas été corrompu par l'action des générations précédentes ? Treitschke a faussé l'esprit des étudiants, mais les doctrines qu'il leur prêchait, il ne les a pas inventées de toutes pièces.

Comme le remarque très justement M. Ancel, et comme l'indique le titre même de sa brochure, la politique de la Bulgarie pendant la guerre n'a été que l'aboutissement nécessaire de toute son évolution historique. La génération actuelle a été à la fois complice et victime des événements. Il en résulte que notre conduite à son égard ne saurait être dictée par un esprit de punition et de vengeance. La conception traditionnelle du châtiment, de la régénération par la souffrance, très généreuse et très noble, dérive de l'idée religieuse et ne s'accorde pas avec l'idée laïque sur laquelle se fondent les États modernes. Aucun homme n'a de lumières suffisantes pour déterminer la responsabilité réelle du coupable ; c'est une tâche qui n'appartient qu'à Dieu. Dans nos sociétés, imparfaites et faillibles, le juge n'a pas mission de venger la morale, mais de défendre la société et de prévenir le retour d'actes qui mettent en péril l'ordre public. Quelles que soient ainsi les conséquences déplorables qu'ait eues l'attitude de la Bulgarie, ni les Serbes ni les Alliés ne s'inspirent dans leurs rapports avec elle d'un esprit de représailles. Nous entendons seulement la mettre

hors d'état de nuire. Ce résultat une fois assuré, nous désirons qu'elle se développe normalement, et notre intérêt même nous oblige à ne lui dicter que des conditions raisonnables ; rien n'est plus loin de la pensée des Serbes que de la réduire au désespoir, et de provoquer fatalement ainsi de nouvelles convulsions. On ne lui demande qu'une chose : c'est de se contenter de sa part légitime et d'abdiquer ses folles espérances.

Rien n'indique malheureusement encore que la conversion que nous sommes en droit d'exiger, parce qu'elle est la seule garantie sérieuse d'une paix durable, soit près de s'accomplir, et c'est le troisième point que met en lumière M. Ancel. Dès qu'elle s'est aperçue que la victoire abandonnait l'Allemagne, la Bulgarie s'est retournée vers l'Entente, non pas dans un esprit de renoncement et de contrition, mais avec l'espoir de se faire payer sa conversion ; elle a changé de camp, mais non de pensée. « Les buts n'ont pas varié, seuls, les moyens diffèrent. Les Bulgares renoncent à l'Allemagne, à la force qui a fait faillite, ils ne se délestent pas de leurs ambitions. La Macédoine, par la paix. »

Malinov a beau succéder à Radoslavov, pour passer ensuite la main à un gouvernement de gauche que préside Théodorof ; nous entendons toujours les mêmes sophismes ; les hommes qui ont renversé Ferdinand de Cobourg n'ont répudié ni ses méthodes ni ses visées annexionnistes. Les journaux socialistes eux-mêmes, depuis le *Narod*, modéré, jusqu'au *Rabotnitchevski Viestnik*, bolcheviste, ne cessent pas de réclamer la Dobroudja, la Morava, la Macédoine et la Thrace. « Un comité macédonien reconstitué à Sofia envoie des émissaires armés en Thrace grecque, en Macédoine serbe ». Politique singulièrement dangereuse et dont les récentes et cruelles expériences auraient dû, semble-t-il,

guérir la Bulgarie. Qu'ils ne se laissent pas tromper par les fallacieuses complaisances des quelques amis attardés qu'ils ont conservés chez les Alliés. Ils semblent oublier qu'il y a eu la guerre et qu'elle nous a apporté des enseignements qui nous protègent contre le retour des imprudences anciennes. Nous espérons qu'un jour viendra où les peuples balkaniques se rapprocheront, et nous saluerons avec joie l'aurore des réconciliations nécessaires. Mais la réconciliation ne sera possible que le jour où les vaincus auront accepté leur défaite et ne prétendront plus à une hégémonie que rien ne justifie. Les véritables amis des Bulgares sont les hommes qui, comme M. Ancel, les mettent en garde contre des illusions funestes et, en éclairant l'opinion européenne, préservent les Alliés de complaisances dangereuses et d'hésitations regrettables, qui prépareraient de nouvelles catastrophes.

P.-S. — Cet article était déjà écrit depuis plusieurs mois quand j'ai eu l'occasion de lire dans la *Revue de Paris* un article enthousiaste sur la Bulgarie. (*Le cas bulgare*, 1er septembre 1920). C'est la continuation de la campagne qui a pour objet de décider la France à favoriser ses ennemis et à rompre avec ses amis. Nous avons vu pendant la guerre les résultats déplorables qu'a produits cette politique. Nous aurions cru qu'ils nous auraient au moins débarrassés pour longtemps des Magyarophiles et des Bulgaromanes. Certaines folies sont, paraît-il, incurables. Nous invitons du moins tous ceux qui auraient encore quelque hésitation à parcourir les textes publiés sur l'occupation bulgare en Serbie ; ils y trouveront des témoignages qui ne sauraient laisser aucun doute, et ils y verront ce qu'il faut penser des protégés de la *Revue de Paris*.

Nous ne désirons pas la mort de la Bulgarie ; nous espé-

rons qu'un jour viendra où elle pourra reprendre sa place dans le concert yougoslave. Mais il faut d'abord qu'elle reconnaisse et qu'elle expie ses fautes et ses crimes. Les écrivains qui flattent ses ambitions inopportunes sont ses plus dangereux ennemis. L'auteur de la *Revue de Paris* lui reconnaît toutes les supériorités ; il en est une cependant qu'il a oubliée, c'est l'art de la réclame. Les gouvernements de Sofia y ont toujours excellé, et à ce point de vue leur supériorité sur la Serbie est incontestable. Les Bulgares finissent malheureusement par se faire illusion à eux-mêmes. La modestie seule convient à leur cas ; il ne saurait s'agir pour eux de réclamer aucun des territoires qui leur ont été justement enlevés. Quand ils paraissent si facilement l'oublier, on s'explique que M. Ancel soit disposé à trouver excessive l'indulgence avec laquelle on les a traités.

CONSTANTIN JIREČEK (YIRÉTCHEK) ET LA CIVILISATION SERBE AU MOYEN-AGE [1]

Une des ambitions de l'Institut d'Études Slaves est de devenir le centre des relations intellectuelles entre les Slaves et le Monde Occidental. Il se propose de présenter au public les travaux essentiels des savants russes, polonais, tchèques ou yougoslaves. Nous avions espéré donner, pour

(1) *Comme premier numéro de la Série Historique des publications de l'Institut d'Etudes Slaves, parut en* 1920 *une brochure sous ce titre :* La Civilisation Serbe au Moyen-Age. *Cette traduction de deux importants chapitres de l'*Histoire de Serbie *publiée en langue allemande par le grand historien Constantin Yirétchek, en* 1911, *a été faite sous la direction de* M. Louis Eisenmann. *Ernest Denis écrivit l'article ci-dessus pour préfacer cette première publication de l'Institut d'Etudes Slaves.*

commencer, une traduction complète de l'*Histoire de Serbie* que Constantin Yirétchek a publiée en 1911, et dont l'édition allemande a paru dans la collection : *Geschichte der europaeischen Staaten*. En attendant que les circonstances soient redevenues plus favorables pour une entreprise aussi importante, nous croyons utile de détacher de cette traduction les deux chapitres qui forment l'introduction du tome II et qui sont consacrés à l'histoire de la civilisation serbe au Moyen-Age.

Quelles raisons ont déterminé notre choix ?

Avant tout, le désir de donner ainsi un témoignage de sympathie et d'affection au jeune Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Les relations entre la Serbie et la France étaient déjà fort actives avant 1914 ; la guerre a noué entre les deux pays des liens particulièrement étroits. Ce n'est un secret pour personne que la France a été la première à comprendre l'importance des événements qui se déroulaient dans la Péninsule des Balkans et si, en 1915, la Serbie a été secourue trop tard, ce n'est pas à la France qu'en revient la responsabilité. Personne n'ignore non plus que, si les Alliés se sont maintenus à Salonique, le mérite en appartient surtout au Gouvernement de Paris ; dans l'histoire de la fondation de l'indépendance yougoslave, les noms de Sarrail, de Guillaumat et de Franchet d'Espérey demeureront inséparables de ceux du voïévode Poutnik et du Roi Pierre. Depuis, pendant les négociations difficiles qui ont suivi l'armistice, et qui ne sont pas encore terminées, la cause des Serbes, qui se confond en réalité avec la cause du droit, a trouvé chez nous ses défenseurs les plus convaincus et les plus fidèles. Nous voulons que ces souvenirs ne s'effacent pas et que l'amitié qui s'est scellée sur les champs de bataille trouve un élément nouveau dans les travaux pacifiques. Pour cela, il est nécessaire que nous ayons une

connaissance exacte et précise de la Serbie, de son histoire, de son passé, de sa civilisation, et le livre de Yirétchek, malgré les imperfections que nous ne nous dissimulons pas, nous a paru spécialement approprié à l'œuvre d'instruction que nous nous proposons.

La lecture n'en est pas toujours facile, et il déroute un peu nos habitudes classiques, mais il est riche en substance et il ouvre à la réflexion de très vastes et de très diverses perspectives. C'est la deuxième raison qui a décidé de notre choix. Le mérite essentiel des chapitres qu'a traduits M. Eisenmann est en effet qu'en dehors des spécialistes de l'histoire de la Serbie, il est de nature à intéresser tous ceux qui s'occupent du Moyen-Age. On sait combien, malgré les patientes investigations et les découvertes des érudits, nombre de points de cette histoire nous demeurent encore obscurs, et précisément à propos des sujets qui sollicitent le plus notre curiosité : formation de la noblesse, rapports des classes, condition des paysans, situation économique. Du x^e^ au xv^e^ siècle, en dépit du schisme grec, l'évolution politique et sociale des divers États de l'Europe a suivi dans ses lignes générales une marche analogue, et l'apport d'une série de données précises sur un pays qui était pendant longtemps resté presque en dehors du champ commun des recherches des historiens occidentaux, peut servir à compléter nos connaissances, susciter des hypothèses fécondes, éclairer d'une lumière inattendue des problèmes difficiles. Fustel de Coulanges a mis en lumière avec beaucoup de force les dangers de la méthode comparative, mais ces dangers viennent surtout de la médiocre valeur des renseignements sur lesquels les savants sont souvent forcés d'appuyer leurs conclusions. Avec Yirétchek nous avançons sur un terrain solide. Je ne veux certainement pas dire que nous ayons le droit de nous servir d'un texte serbe pour

conclure à ce qui se passe ailleurs et pour affirmer que le développement des institutions ou des événements a été le même en Pologne, en Bohême ou en Russie que dans la Péninsule des Balkans. En fait cependant, les rapprochements que suggère Yirétchek sont nombreux et suggestifs. L'analogie ne suffit à rien, et elle restera toujours une méthode dangereuse ; en la rejetant sans appel, on se priverait néanmoins d'une ressource précieuse ; il suffit de ne jamais oublier qu'elle demande à être maniée d'une main experte, délicate et prudente.

Pour la Péninsule des Balkans, — en donnant à ce mot le sens le plus large — les études de Yirétchek sont particulièrement importantes. Pénétration byzantine, lutte des influences grecques et occidentales, rapports des Églises, survivance des traditions et des populations latines, développement de l'industrie, disparition de l'esclavage, etc., sur toutes ces questions, l'auteur nous apporte, non pas des affirmations et des thèses, mais des faits et des textes. Les événements les plus contemporains s'en trouvent éclairés, et les polémistes qui contestent à la Serbie la possession de la Dalmatie, s'il y en a parmi eux de sincères, liront avec profit ce qu'il nous apprend de Doubrovnik (Raguse) et de Kotor (Cattaro).

Non pas certes que Yirétchek ait le moins du monde songé aux conclusions politiques qui se dégagent naturellement de son œuvre. Au moment où il écrivait, personne ne prévoyait la dissolution de l'Autriche, et que sa succession deviendrait un sujet de procès entre Rome et Belgrade. La politique d'ailleurs ne le préoccupait guère, et il vivait trop absorbé dans le passé pour prendre parti dans les conflits contemporains. Il nous a semblé utile de répandre dans le public lettré le nom d'un homme qui fut un savant de premier ordre, un érudit d'une autorité indiscutée et qui,

indifférent à la renommée et dédaigneux du succès, ne connut jamais d'autre ambition que de compulser des archives, d'autre joie que d'expliquer des textes, et d'autre vanité que de tirer d'un document toute la moelle qu'il renfermait.

~

Quand je rencontrai Constantin Yirétchek, en 1874, il avait vingt ans. Nous nous liâmes d'une amitié assez étroite : il me montrait quelque sympathie, parce qu'il était naturellement aimable, d'une extrême simplicité, sans fatuité ni pédantisme. Pour ma part, à l'affection sincère que j'éprouvais pour lui, se mêlait une sorte d'étonnement et comme d'effroi. J'étais stupéfait et presque épouvanté de sa science. Sa mémoire était prodigieuse. Il parlait facilement à peu près toutes les langues de l'Europe et expliquait en se jouant les textes les plus obscurs. Il citait par cœur de longs passages des chroniques.

Il avait de qui tenir. Son père, Joseph Yirétchek, était un philologue et un historien de premier ordre. Son *Manuel pour l'histoire de la littérature tchèque jusqu'à la fin du XVIII*e *siècle* (1875), biographie et bibliographie, reste encore un livre indispensable pour quiconque s'occupe de la Bohême. L'oncle de Constantin, Herménégild Yirétchek, s'était consacré à l'histoire du droit et son *Codex juris bohemici*, qui comprend une douzaine de volumes, est un incomparable recueil de documents. Joseph Yirétchek avait épousé la fille de Chafarik. Constantin Yirétchek était donc le petit-fils de l'illustre auteur des *Antiquités slaves*. Par ses origines, il était voué à la science, et plus particulièrement, à l'histoire des Slaves du Sud.

Grand voyageur, ayant exploré l'Europe presque entière, l'œil aigu et malicieux, prompt à dépister les faiblesses et

les ridicules, sans grandes illusions sur les hommes, il a répandu dans les revues tchèques des articles innombrables sur les sujets les plus divers. Aucun d'eux n'est sans valeur, et la plupart mériteraient d'être recueillis. Il n'attachait lui-même aucune importance à ces productions hâtives. Son attention s'était une fois pour toutes fixée sur les Balkans et, après ses courses rapides, il y revenait sans cesse. Dans l'*Osvéta* et le *Journal du Musée bohême* à Prague, dans l'*Archiv* de Yaguitch (Jagić) ou dans les *Denkschriften* de Vienne, aussi bien que dans les revues de Bosnie ou de Belgrade, il a publié sur la Péninsule, ses routes, sa population, ses inscriptions, ses ruines, ses chroniques, une série de travaux qui ont fait de lui le véritable initiateur de l'histoire scientifique de ces régions. Les articles qu'il a donnés à la Grande Encyclopédie d'Otto (*Slovnik Naučny*) sur les Yougoslaves, les Serbes, etc., sont admirables de précision et de solidité.

Il avait vingt-deux ans quand il fit paraître son histoire des Bulgares, qui est restée classique et qui, du premier coup, lui valut une renommée européenne. Solidité de l'érudition, étendue et variété des connaissances, précision des détails, clarté de vues, pénétration, toutes ces qualités qui exigent d'habitude un long apprentissage, il les possédait d'instinct. Chafarik (Šafařik), comme tous les romantiques, avait moins l'instinct que la volonté et la passion de la science ; son petit-fils, grandi dans une époque réaliste, n'avait gardé aucune des tares des grands initiateurs du début du siècle. Il était de ceux qui, quand ils abordent un sujet, s'en emparent définitivement ; là où il avait passé sa griffe, personne ne s'aventurait. Les Bulgares, qu'Alexandre II venait d'affranchir de l'oppression turque, le supplièrent de venir les aider à organiser leur enseignement ; il resta cinq ans à Sofia, ministre de l'Instruc-

tion publique, puis président du conseil permanent de l'Instruction publique. En 1884, il revint à Prague et se renferma dès lors dans ses fonctions de professeur, à Prague d'abord, puis à Vienne jusqu'à sa mort (1917).

Le séjour de Sofia lui avait laissé des souvenirs assez fâcheux. Bien qu'il ne se livrât pas volontiers, de temps en temps des demi-confidences lui échappaient qui prouvaient que les Bulgares n'avaient pas su conquérir son affection. Il les jugeait tumultueux, vantards, épris de gloriole et de faste, légers de scrupules, jaloux, prompts aux défections lucratives, plus ménagers de leur bourse que de leur conscience.

Cette épreuve lui suffit. Il n'avait d'ailleurs jamais eu beaucoup de goût pour la vie publique, et il refusa toujours obstinément de se mêler aux luttes politiques. Ses compatriotes lui en gardaient quelque rancune et ils l'accusaient de ne pas remplir complètement les devoirs que lui imposait son nom. Son père et son oncle avaient compté parmi les chefs du parti national ; en 1871, son père avait fait partie de ce ministère Hohenwart qui se proposait de transformer les institutions de l'Autriche et qui, s'il eût réussi, aurait sauvé les Habsbourgs. Hohenwart avait été naturellement trahi par François-Joseph. Ces souvenirs n'étaient pas de nature à inspirer au fils un désir très vif de prendre à son tour le harnais.

Les luttes parlementaires, avec leurs rivalités mesquines et les compromissions qu'elles entraînent, lui inspiraient un dédain qu'il ne se donnait pas la peine de dissimuler. Il avait trop le sens de la rigueur scientifique pour descendre aux concessions qu'exigent les relations humaines, et sa raideur intellectuelle et morale éloignait de lui les « camarades » sans lesquels, en Bohême, comme ailleurs, on ne réunit guère de suffrages. Il préférait à l'influence

l'autorité, et le respect à l'éclat de la renommée. Il aimait sa patrie, mais il jugeait puéril et un peu mesquin d'afficher son patriotisme ; il a toujours pensé que le meilleur moyen pour lui de servir son peuple était de se renfermer dans le domaine où il était le maître incontesté.

Depuis trente ans, il s'était consacré à préparer une histoire de la Serbie. La première partie seule a paru. A-t-il laissé la fin en manuscrit ? Je l'ignore.

Souhaitons qu'une main pieuse rassemble les lambeaux épars de son œuvre. Même incomplet, l'édifice qu'il nous laisse est d'un prix rare et tel que personne autre que lui n'aurait été en état de le mettre sur pied.

Constantin Yirétchek était un ascète scientifique ; non seulement, il ne sacrifiait pas aux grâces, mais il se faisait un devoir d'imposer à son lecteur un effort permanent d'attention. Il affectait de se défier des idées générales et, quand il ne réussissait pas à les écarter, il les dissimulait avec une sorte de pudeur. Il avait un tel respect des textes qu'il ne se croyait autorisé à omettre aucun détail, et il estimait que c'était déjà donner une entorse à la vérité que de ne pas suivre très exactement l'ordre chronologique des faits. Personne n'a eu plus que lui le dédain du profane. M. Seignobos a prévu le moment où les historiens n'écriront plus que pour les spécialistes : Constantin Yirétchek a réalisé cette conception.

J'avoue sans embarras que cet idéal n'est pas le mien et je préfère pour ma part des vertus moins inhumaines. Les livres de Yirétchek ne sont pas faits pour être lus, mais pour être étudiés. Ils veulent être consultés, et non pas parcourus. C'est une critique et un éloge. Ils ne séduisent pas ni ne charment, ils durent, — ce qui, après tout, n'est pas un mince avantage.

Un de ses compatriotes, qui ne l'aimait pas beaucoup, a

comparé Yirétchek aux peintres pointillistes. La comparaison n'est pas si fausse et, quoi qu'en pensât le critique, ce n'est pas une condamnation bien sévère. Par petites touches, avec de menus coups de pinceau, Yirétchek arrive plus d'une fois à nous donner l'illusion de la vie et de la lumière. Les gens pressés et inattentifs n'aperçoivent pas les grandes lignes qui se dégagent de ces couleurs entassées ; est-ce la faute du peintre si leurs yeux n'ont pas su s'adapter ?

Avec ses défauts, qui sont surtout des défauts extérieurs et superficiels, et ses qualités, qui sont éminentes, Yirétchek est un excellent représentant d'un groupe de l'école historique tchèque, le plus nombreux et le plus fécond. La Bohême, en le donnant à la Yougoslavie, a acquis envers celle-ci des droits de reconnaissance que les Serbes n'oublieront pas. Puisse la traduction de ces fragments servir de lien nouveau entre les deux peuples qui ont été les premiers à apporter à l'Institut d'Études Slaves leur appui effectif.

Puisse aussi cette traduction amener les Tchèques et les Yougoslaves à se demander s'ils ont toujours été bien inspirés en se mettant trop exclusivement à l'école de l'Allemagne. Qu'ils viennent en France, ils s'apercevront que nos méthodes, pour être moins hérissées que celles qu'on enseigne à Berlin — et que d'ailleurs les Allemands réservent à l'usage des étrangers, sans se croire obligés de s'y conformer pour eux-mêmes — ne sont pas moins scrupuleuses, et qu'il n'est peut-être pas nécessaire, pour instruire le lecteur, de lui imposer un effort trop pénible. Clio était une Muse austère, mais enfin c'était tout de même une Muse.

LES TCHÉCOSLOVAQUES ET LES YOUGOSLAVES

THOMAS G. MASARYK (1)

Mesdames, Messieurs,

Notre ami M. Nemeček, notre dévoué secrétaire de la Section Tchécoslovaque, a jeté quelque alarme parmi vous en vous disant que j'allais prononcer un discours sur M. le Président Masaryk. Certes, la matière serait belle et il faudra bien que nous l'abordions franchement un jour. Mais, — calmez vos effrois et remettez-vous d'une alerte si chaude, — ce n'est pas encore aujourd'hui que je me risquerai à une si haute entreprise, et je ne compte pas m'imposer trop longtemps à votre attention. Nous nous sommes

(1) *L'Institut d'Études Slaves à Paris a célébré le jubilé du Président de la République Tchécoslovaque M. T. G. Masaryk. C'est par ce discours que M. Denis, président de l'Institut d'Etudes Slaves, salua le soixante-dixième anniversaire de ce grand Slave et grand ami, frère des Yougoslaves.* (Paru dans *La Revue Yougoslave*, mai-juin 1920).

réunis ce soir, très simplement, entre amis, pour une petite fête de famille. Nous nous sommes promis d'éviter tout ce qui pourrait en altérer le caractère intime et je vous dois l'exemple de la sobriété, — que nous imposeront tout à l'heure, — au buffet, — nos modestes ressources.

La célébration des anniversaires est universelle ; plus générale cependant, et, si je ne me trompe, plus impérieuse chez les Slaves, et comme plus rituelle. — Peut-être parce qu'ils sont plus près de la nature, plus prompts à se résigner, moins amoureux de la vie et de l'action, avec un besoin plus vif de contemplation et de retraite intérieure. Chez nous, l'analyse est plus aiguë et nous sentons davantage quelle mélancolie diffuse et pénétrante se mêle toujours à la douceur de semblables commémorations. Je puis en parler avec une certaine expérience, puisque, il n'y a pas très longtemps, j'ai dû subir moi-même cette épreuve. La reconnaissance naturelle que vous inspirent les sympathies qui viennent vers vous se nuance de tristesse ; si flatteuses que soient les paroles que l'on vous adresse, elles n'étouffent pas le fameux accompagnement ironique qui, dans la partition de Mozart, court au-dessous des déclarations d'amour de Don Juan et, au fond du cœur, l'on entend, comme un avertissement : Ta vie s'est écoulée, l'heure s'approche des derniers renoncements, en attendant celle du suprême repos.

Tout âge cependant a ses privilèges, et la vieillesse, quand elle n'est pas accompagnée de trop cruelles infirmités et qu'elle n'a pas altéré les facultés morales, a ses joies qui ne sont pas méprisables. La plus précieuse et la plus pure est de pouvoir se dire, quand on jette derrière soi un regard attentif et loyal sur la longue étape achevée, qu'on n'a rien abandonné sur la route des espoirs et des croyances qu'on avait emportés avec soi, qu'on est demeuré obstinément

fidèle aux idées qu'on avait reconnues justes et aux causes auxquelles on s'était voué. Cette joie se mêle d'un certain orgueil, — le plus légitime et le plus noble des orgueils, — quand on a le sentiment que votre effort n'a pas été inutile, que votre vie n'a pas été perdue et qu'on a l'assurance que votre dernier regard verra la patrie plus grande et plus libre que ne l'avaient connue vos premières années.

Cette joie plus qu'humaine, puisqu'elle dépasse notre personnalité et qu'elle se prolonge au delà des limites bornées de notre existence, personne sans doute ne saurait la goûter plus pleine, plus complète, plus magnifique que M. le Président Masaryk. Il a fait une œuvre que les anciens auraient nommée divine, puisqu'il a créé un peuple ; si je ne craignais pas de choquer vos cœurs républicains et d'employer des métaphores désuètes, je dirais qu'il a enrichi la couronne de l'Europe d'un nouveau fleuron : la Nation Tchécoslovaque. Oh ! sans doute, Messieurs, nous ne l'oublions pas, et Masaryk serait le premier à nous le rappeler si nous n'y insistions pas, son œuvre aurait été impossible si elle n'avait été préparée par des générations de martyrs, de soldats et de travailleurs ; pour que la République Tchécoslovaque naquît, il était nécessaire que Hus et Jérôme de Prague mourussent sur le bûcher de Constance ; que Zizka, Procope et Podiébrad anéantissent les hordes allemandes, que Komensky et des milliers de captifs traînassent leur vie dans les larmes et les angoisses de l'exil ; que, pendant des siècles, des générations de serfs enrichissent de leurs sueurs les sillons de la patrie et que leur fidélité éperdue protégeât la langue nationale et les traditions des ancêtres contre les empiétements d'une race ennemie et la persécution d'une dynastie aveugle ; que Havlitchek mourût de consomption et de désespoir, tragique victime de la police habsbourgeoise. La victoire de la Bohême

nouvelle a été méritée par la foi de ses apôtres, le labeur obstiné de ses savants, l'obscur dévouement de ses paysans et de ses ouvriers, l'héroïsme enfin de ses volontaires qui, de la Somme au Pacifique, ont rappris au monde étonné le respect des légions hussites. Mais, — et cela suffit à sa gloire, — Masaryk a senti que tant de souffrances et tant de luttes annonçaient la résurrection. Il fallait un signal pour que les dernières chaînes tombassent. Il a été le prophète, dont l'appel fait tressaillir le sol, et à sa voix la vieille geôle austro-hongroise s'est écroulée.

Le prophète ! — *Vox clamans in deserto*, dit l'Écriture. Combien étions-nous à croire à la victoire complète, quand, au mois de juillet 1915, nous nous sommes rencontrés, Masaryk et moi, dans un modeste hôtel de Genève, et qu'il m'a révélé ses espoirs et ses projets ? Parmi ses amis mêmes de Bohême, les prudents et les sages l'accusaient de témérité et s'effaraient de la hardiesse de ses conceptions : — Était-il possible qu'un sociologue de profession tel que lui méconnût à tel point les lois générales de l'histoire ! *Natura non facit saltus*. Ménageons les transitions et ne brûlons pas les étapes : on ne connaît aucun exemple d'un peuple qui d'un bond soit passé de la servitude à l'indépendance complète ; bornons nos désirs à améliorer la constitution de l'Autriche ; ce sera déjà un grand succès si les Tchèques arrachent aux Habsbourgs des libertés un peu moins précaires et moins limitées. — Des Habsbourgs, leur réplique Masaryk, on n'obtiendra absolument rien ; jamais. Leur bouche est menteuse et leurs promesses sont vaines. Insensé, trois fois insensé, quiconque attend sa nourriture du figuier stérile ! François-Joseph aurait pu jouer un rôle

magnifique ; vingt fois, nous l'avons averti ; cent fois, nous avons essayé de lui ouvrir les yeux ; *oculos habent et non videbunt.* La Providence et l'Histoire ont leur justice et réclament le châtiment des coupables. C'est nous qui avions tort quand nous offrions l'amnistie aux Ferdinand II, aux Léopold Ier ou aux François Ier. Il n'y a plus qu'à mettre la hache au tronc de cette dynastie vermoulue.

Vous n'ignorez pas, Messieurs, la puissance des préjugés et avec quelle difficulté les esprits les plus hardis acceptent la nécessité de changements radicaux. La tyrannie habsbourgeoise se maintenait depuis le XVIe siècle ; on en concluait qu'elle était immortelle. Il ne suffit pourtant pas que l'usurpation dure pour qu'elle se transforme en légitimité. En 1915, le vrai sens de la guerre n'apparaissait pas encore clairement, et de longs efforts ont été nécessaires pour persuader l'opinion, et surtout ceux qui la dirigent, que le plus sûr et le plus rapide moyen d'amener l'effondrement de l'Allemagne était de morceler la Monarchie Dualiste. La cohorte qui comprenait et soutenait Masaryk était ardente, mais singulièrement réduite. Si le toit de la chambre venait à s'effondrer, disait Palacky vers 1830, il écraserait tout le parti tchèque. Nous aurions de même facilement pu réunir dans une seule pièce les hommes qui, dès la première heure, avaient pris à tâche de renverser la dynastie de honte et de sang qui régnait à Vienne : quelques professeurs, deux ou trois journalistes, Chéradame, Gauvain, dont les merveilleuses campagnes sont la gloire — je dirais volontiers le rachat — de la presse française ; trois ou quatre parlementaires, qui avaient eu la curiosité d'aller de leurs propres yeux étudier l'Europe orientale, — parmi eux, au premier rang, M. Fournol, qui devait nous prêter l'appui de son crédit et de son talent.

On souriait de notre candeur et de notre petit nombre.

On nous prodiguait les sarcasmes, on nous accablait de questions ironiques, cette fameuse ironie qui n'est le plus souvent que le masque de l'étroitesse de l'esprit et de la sécheresse du cœur ! — Alors, vous allez, à vous seuls, déboulonner l'Autriche ! — Les plus aimables nous appelaient Don Quichotte ; les plus sincères nous conseillaient le séjour de Charenton.

Et voici que l'invraisemblance est devenue la réalité. Un simple professeur qui, même dans son pays, n'avait jamais recruté un parti très nombreux, qui, au Reichsrat, ne comptait qu'une jointée de disciples et d'amis, soutient une gageure que les sages déclarent absurde : il engage à lui tout seul un duel à mort contre une dynastie millénaire ; il a contre lui l'indifférence des foules, le scepticisme des chancelleries, et sa propre loyauté qui ne lui permet, en face d'un ennemi habile à toutes les intrigues et prompt à toutes les trahisons, d'employer d'autres armes que la franchise et le bon sens. — Le résultat, vous le connaissez : une fois de plus, David a vaincu Goliath. C'est qu'il avait pour arme le droit et pour bouclier la foi. Heureux sont les hommes qui combattent pour la justice, et qui, quand l'heure de la lutte a sonné, ne se demandent pas quelle est leur force, mais quel est leur devoir. La victoire les attend. De l'ancienne Autriche, fourbe, hypocrite et perverse, que reste-t-il aujourd'hui ? Les ruines mêmes en ont disparu ou plutôt, car des paroles si nobles ne conviennent pas en face de ce cadavre en décomposition, et les mots les plus triviaux sont seuls en situation : l'Autriche, on la ramasse aujourd'hui à la cuillère.

~

Et savez-vous, Messieurs, ce qui me paraît le plus éton-

nant ? Ce n'est pas que Masaryk ait accompli l'œuvre qu'il s'était proposée ; c'est qu'après la victoire, la voix unanime de l'Europe et de la Bohême ait proclamé la part éminente qu'il y avait prise, et que, dans un élan spontané, il ait été choisi pour diriger les premiers pas de la République qui lui devait sa naissance.

Certes, son activité avait été prodigieuse ; on l'avait vu tour à tour à Paris et à Londres lutter avec les préjugés des diplomates ; à Pétrograd et à Moscou, organiser cette armée tchécoslovaque dont la magnifique équipée provoqua un mouvement universel d'admiration, à une époque cependant où l'héroïsme courait les rues et où les soldats de la Marne, de l'Yser et de Verdun nous avaient habitués aux prodiges. Grâce à lui, il avait paru un moment que les Alliés allaient pouvoir rétablir un front oriental, et, si on avait écouté ses conseils, la Russie n'aurait pas connu les hontes et les douleurs au milieu desquelles elle se débat encore. A Washington, il avait gagné à sa cause les sympathies du Président Wilson et enflammé l'enthousiasme de ces colonies slovaques et tchèques, dont le dévouement n'a pas eu de défaillance et dont les sacrifices ont fourni au parti de l'indépendance bohême les ressources matérielles sans lesquelles il lui eût été impossible de continuer le combat. Mais ces mérites et ces services, dont aucune réclame ne répandait la renommée, la foule, la masse saurait-elle les apprécier à leur juste mesure ? Le rôle des vainqueurs n'est-il pas le plus souvent d'être ensevelis dans leur triomphe ? — Il était certain que, Masaryk mort, on lui dresserait des statues ; il l'était beaucoup moins qu'on accepterait sa direction.

Notre Ronsard a écrit :

La Vertu précieuse
De l'homme, quand il vit, est toujours odieuse :

Après qu'il est absent, chacun le pense un Dieu.
La rancœur nuit toujours à ceux qui sont en vie ;
Sur les vertus d'un mort, elle n'a plus de lieu,
Et la postérité rend l'homme sans envie.

Masaryk, Messieurs, nous réservait un dernier étonnement : en dépit du proverbe, il aura été prophète dans son pays. Il n'avait recherché ni désiré l'honneur ni la gloire ; c'est peut-être encore le meilleur moyen de les conquérir. Il a été porté au premier rang par la volonté unanime du peuple.

Comment expliquer ce choix instinctif, cette poussée presque inconsciente de la nation, cette spontanéité d'acclamation ? —

Les moyens, honnêtes ou non, de rallier autour de soi les suffrages des peuples, sont assez nombreux et divers. Le plus sûr, le plus connu, et je serais assez disposé à dire le meilleur, c'est le prestige militaire, l'éclat de la victoire. Aujourd'hui, nous admirons surtout les vertus civiles de Washington : nous oublions trop qu'il avait commencé par commander les armées insurgées. M. Masaryk n'a pas conduit les armées, et quand il s'est agi, ces derniers mois, de refouler l'invasion magyare en Slovaquie, il n'a pas, que e sache, proposé de plan de campagne au général Pellé.

Les foules sont facilement séduites par l'éclat de la parole, la somptuosité des images, la sonorité de la voix, la magnificence sculpturale du geste ; elles se laissent volontiers dominer par le verbe d'un Danton ou d'un Gambetta. — L'éloquence de Masaryk s'adresse à la raison plus qu'à l'imagination ; elle convainc plus qu'elle ne transporte ; elle ne vise pas à l'émotion, écarte de parti pris les effets d'audience, raisonnable, discrète et comme volontairement assourdie.

Rien chez lui par conséquent qui, à première vue, ex-

plique l'élan avec lequel la Bohême tout entière est venue à lui et, avec la tranquille confiance d'un enfant qui prend la main de son père, lui a demandé de guider ses premiers pas.

Le mot de l'énigme, si je ne me trompe, c'est que la Bohême a reconnu dans Masaryk l'âme même de sa race et les traits essentiels de son caractère permanent, de sa nature intime : à côté d'un patriotisme passionné, le sentiment très vif de la solidarité slave, et un instinct puissant d'humanité ; l'audace de la pensée, unie à un sens très subtil de la réalité ; par-dessus tout, la soif de la justice et de la vérité. Avec des nuances, ces instincts primordiaux de la nation tchécoslovaque sont aussi ceux de la France et, par ces affinités, plus encore que par la communauté de périls et d'intérêts, s'explique l'amitié qui, depuis longtemps, tend à rapprocher Prague de Paris.

Pour expliquer ma pensée, il serait nécessaire de passer rapidement en revue l'histoire de la Bohême depuis ses origines, et quelque succinct que fût le tableau, il exigerait d'assez longs développements. Vous me reprocheriez justement alors de ne pas tenir ma promesse du début. Je devine vos impatiences, bien que votre courtoise sympathie réussisse à les dissimuler. La jeunesse s'accommode mal d'une éloquence trop soutenue ; elle a besoin de mouvement et il est bon qu'elle soit joyeuse et qu'elle trouve dans le chant et la danse la satisfaction de son activité. Aussi, pour ne pas m'imposer trop longtemps à votre attention, je me bornerai à indiquer rapidement quelques points essentiels, où apparaît avec une particulière précision l'identité du Peuple Tchécoslovaque et de son Président.

Dès le Moyen-Age, à une époque où, dans la plus grande partie de l'Europe, les rivalités ethniques ne jouent dans l'histoire qu'un rôle secondaire, parce que la conscience

individuelle de chaque race est encore somnolente, les Tchèques, avertis, peut-être par le malheur des Polabes que leur esprit d'isolement et leurs divisions intestines ont livrés à l'extermination, sentent que, pour résister à la pression germanique, ils doivent chercher un renfort dans une étroite union avec les groupes voisins de même origine qu'eux. Depuis Otakar, dans toutes les grandes crises, reparaît en Bohême, vague d'abord et confuse, puis de plus en plus précise et réfléchie, la pensée d'une alliance avec la Pologne, avec la Russie de Kiev et de Vilna, et même avec les Yougoslaves, jusqu'au moment où, au XIX^e siècle, Kollar, Chafarik, et plus tard Rieger et Kramař deviennent les apôtres d'une réconciliation nécessaire qui serait seule capable d'assurer une digue infranchissable à la ruée tudesque.

Cette idée de la solidarité slave, Masaryk en est à notre époque comme l'incarnation. Par ses origines, il est Slovaque, c'est-à-dire qu'il se rattache au groupe où l'idée slave a toujours été particulièrement puissante, et qui forme comme un trait d'union naturel entre les Russes, les Polonais et les Tchèques. Toutes les langues slaves lui sont familières et sa sympathie semble se partager également entre les diverses branches de la race. L'*Athénaeum*, la grande revue scientifique dont l'action a été si profonde dans le mouvement contemporain, et dont il est le principal inspirateur, a surtout pour objet de répandre en Bohême l'étude méthodique et probe des questions slaves ; dans le *Čas*, il s'attaque avec le courage et la loyauté qui sont un des traits essentiels de son caractère, aux rapports de la Pologne et de la Russie. Son livre sur la Russie, en dépit des critiques de détail et des réserves qu'il a provoquées, abonde en vues profondes et en remarques suggestives. Quand, en 1908, d'Æhrenthal, au risque de déchaîner une guerre

européenne, annexe à l'Autriche-Hongrie la Bosnie-Herzégovine, Masaryk dénonce ses manœuvres criminelles, marque du stigmate d'infamie les Rauch, les Tarrabachi, les Accurti, les Forgach, les juges prévaricateurs et les faussaires, dignes acolytes des bandits de droit commun qu'ils racolent et soudoient, les Vassitch et les Nastitch, les chauvins magyars et la clique militariste qui se groupe autour de Conrad d'Hœtzendof et de l'archiduc François-Ferdinand, qui, sûrs de l'appui de Berlin, ont ourdi un ténébreux conflit pour préparer l'asservissement des Serbes en les déshonorant aux yeux de l'Europe. Au milieu du silence indifférent ou complice des chancelleries et des peuples, un homme se dresse pour dénoncer leurs desseins et flétrir leurs machinations. Ce jour-là, Masaryk a acquis des droits immortels à la reconnaissance des Yougoslaves. *Notre* Masaryk, écrit le Dalmate Smodlaka ; notre Masaryk, répètent les centaines d'étudiants croates ou slovènes qui se groupent autour de sa chaire et qui attendent de lui leur mot d'ordre et la règle de leur vie.

Cette règle, elle est simple : se mettre en présence de la réalité, se défier des prestiges de l'imagination, chasser les spectres et les vaines terreurs qui affolent l'esprit, dédaigner les clameurs de la foule inconstante et aveugle, ne pas acheter par le sacrifice de sa conscience une popularité suspecte et fragile ; il faut servir le peuple et ne pas le flatter, et le premier devoir est de lui dire la vérité, si amère qu'elle paraisse d'abord, et dût-elle provoquer les colères des ignorants et les représailles des agités. J'ai écrit jadis — et on me l'a souvent reproché parce qu'on n'a pas toujours bien compris ma pensée, — que Masaryk était un grand dénicheur de merles. J'entendais qu'il n'est pas dupe des opinions établies, qu'il n'a aucun respect pour les idoles, fussent-elles consacrées par le prestige des années, et qu'il

ne redoute pas le scandale. Comme notre Descartes, il a l'âme d'un iconoclaste ; jamais esprit ne fut plus libre, moins porté à accepter sans examen les doctrines courantes, plus loyal et plus probe en face de lui-même comme en face des autres.

Aucun vice ne lui est aussi odieux que le mensonge, même quand il se couvre du masque du patriotisme. Par là, il se rattache aux plus illustres représentants de la race tchèque, à Hus qui accepte la mort plutôt que d'avouer qu'il a prêché des doctrines hérétiques, à Cheltchicky qui ne pardonne pas leur palinodie aux sectaires qui, les mains rouges de sang, prétendent préparer le règne de Dieu sur la terre, à Dobrovsky, qui, au milieu de l'effervescence romantique, maintient les droits de la méthode strictement scientifique, à Havlitchek, dont la rude franchise raille avec tant de courage et d'esprit les puériles fantaisies d'un nationalisme ostentatoire, plus bruyant qu'actif, dont l'héroïsme est à bout de souffle quand il a remplacé la redingote par la *čamara*.

Comme Havlitchek aussi, — et là encore, je crois reconnaître un des traits caractéristiques du Peuple Tchécoslovaque, — Masaryk a le sens du possible et du réel. Les Slaves, c'est un de leurs charmes et aussi un de leurs défauts, — sont une race imaginative et sentimentale, ce qui s'explique surtout parce qu'ils sont apparus relativement tard sur le théâtre du monde et qu'ils n'ont pas derrière eux, comme nous, la longue expérience des nations méditerranéennes. Ils se conduisent moins par raison que par enthousiasme ; prompts à l'entraînement, faciles aux séductions, leurs engouements sont violents et brusques, et leurs apostasies sont fréquentes et radicales. Les Tchèques, sans doute parce qu'ils sont depuis très longtemps en contact avec la civilisation occidentale, et aussi parce qu'en face du

péril constant qui les menaçait, ils ont été obligés de se surveiller de très près et d'apprendre à dominer leurs instincts, sont plus tenaces, moins accessibles aux surprises de la pensée et du cœur, moins fermés au spectacle du monde qui les environne et aux leçons du passé. Les mystiques sont relativement assez rares parmi eux, et aussi les métaphysiciens. La théologie n'a eu qu'un rôle relativement secondaire dans la Réforme hussite, et les discussions dogmatiques y tiennent moins de place que les préoccupations morales ; le romantisme n'a conquis la Bohême que parce qu'il était une arme contre l'oppression de Joseph II et de François Ier.

Il y avait ainsi une sorte d'entente préalable entre le Peuple Tchécoslovaque et le héraut de son indépendance. Son élection a été moins un choix qu'une *reconnaissance* ; entendez le mot dans ses sens les plus divers, mais surtout le plus ancien et le plus intime. La Bohême s'est reconnue dans son nouveau chef ; elle aime en lui l'homme à la fois hardi et modéré, le réformateur qui, loin d'appliquer au hasard des règles absolues, tient compte des situations données, ménage les transitions, et ne rompt avec les traditions que quand elles sont dangereuses, le révolutionnaire qui sait que le passé a ses droits comme l'avenir, et qui n'oublie pas que la vie n'est possible sur la terre que par des concessions mutuelles. — *Matter of fact*, disent les Anglais, et c'est peut-être parce qu'ils reconnaissent dans Masaryk quelques-unes des qualités qui leur sont le plus précieuses, qu'ils ont tout de suite éprouvé pour lui une sincère sympathie.

~

La tâche qu'a assumée Masaryk est difficile et lourde, et, quel que soit son courage, on s'explique qu'à certaines

heures, il ressente, sinon de la fatigue, du moins une sorte de nostalgie du temps où une charge aussi lourde ne pesait pas sur ses épaules. Nous baignons tous d'ailleurs dans la même atmosphère et nous n'échappons jamais complètement aux courants qui l'agitent. Aujourd'hui nous avons grand'peine à résister à la vague de pessimisme qui ébranle le monde. Il me semble qu'il se dégage des dernières manifestations du Président comme une vague odeur de déception : en Bohême, comme, hélas ! dans les autres pays, la guerre n'a pas transformé les hommes, ni anéanti les passions des partis ; les ambitions individuelles ne désarment pas ; l'esprit de sacrifice est rare, et le patriotisme s'affaisse sous les égoïsmes individuels ou collectifs. — Qu'est-ce à dire ? — Que nous nous apercevons, — ce que nous avions oublié, — que la victoire n'a pas réglé toutes les questions, et qu'elle ne nous a pas libérés de nos devoirs. A chaque jour suffit sa peine. L'œuvre que nous avons accomplie est assez grande pour que nous puissions envisager sans terreur la tâche qui nous attend encore. Quoi qu'on en pense, il est moins malaisé de maintenir sa fortune que de la fonder. Pas plus que son aînée, la République Française, la jeune République Tchécoslovaque n'échappera aux crises et aux embarras ; elle devra faire ses expériences, qui plus d'une fois lui coûteront cher ; elle commettra des fautes, qu'elle expiera durement. C'est la vie. Du moins, dans les épreuves qui l'attendent, elle a pour elle les richesses naturelles de son sol, la vaillance, l'intelligence et l'activité de son peuple, la splendeur de son passé. Un peu de chance aussi lui sera nécessaire ; espérons qu'elle ne lui manquera pas, et, de fait, la fortune qui lui a été si longtemps hostile, paraît aujourd'hui disposée à lui prodiguer ses faveurs. Elle l'a montré, en suscitant, à l'heure propice, le chef qui, par la droiture de son esprit et la générosité de son âme,

était le mieux fait pour soutenir ses pas encore hésitants.

Vous savez, Messieurs, que vos succès ne seront nulle part salués avec une aussi vive sympathie qu'en France. Jusqu'à la guerre, votre Président ne nous connaissait peut-être pas très bien, ou du moins, il connaissait mieux notre histoire et notre littérature que la France actuelle. Nous n'étalons pas volontiers nos qualités, et nous jugeons nos défauts avec une si vigoureuse franchise que nos ennemis ont beau jeu à dénoncer à l'univers notre légèreté, notre scepticisme et notre libertinage. Nous ne méditons pas assez la parole du sage : Ne dis jamais du mal de toi-même ; tu trouverais trop de gens empressés à t'approuver.

Les calomnies, pour peu qu'on les répète avec assez d'acharnement, s'infiltrent sournoisement dans les âmes et nos meilleurs partisans, sans croire absolument à notre dégénérescence, s'en affligeaient. La guerre les a rassurés à notre égard.

Le Président Masaryk, pendant son séjour à Paris à une heure particulièrement critique, a aperçu et aimé quelques-unes de nos qualités maîtresses. Comme tous les peuples, le peuple de France a ses faiblesses et je ne réclame pour lui aucune primauté. Deux vertus du moins ne sauraient guère lui être contestées : la rapidité de l'intelligence et la générosité du cœur. Le premier, il a nettement aperçu le sens de la guerre et qu'il ne s'agissait pas uniquement de l'Alsace et de la Serbie, mais qu'une ère nouvelle devait s'ouvrir pour le monde ; le premier aussi, il a vu que notre victoire ne serait réelle que si elle était assez complète pour que tous les fers fussent brisés et tous les bagnes ouverts. C'est qu'il a l'intelligence du cœur. Aucune nation n'est capable d'éprouver pour l'injustice une haine aussi universelle et aussi spontanée, soulevée contre l'iniquité comme par un mouvement réflexe, une révolte instan-

tanée de l'instinct ; elle souffre comme de sa propre souffrance de la douleur des autres peuples et elle a froid à l'âme quand elle assiste au triomphe de la violence et du mal. C'est une éternelle amoureuse altérée de *sympathie*...

Aussi a-t-elle toujours été une grande émancipatrice. Au berceau des nations libres qui se sont constituées à notre époque, vous la trouverez toujours, comme une fée souriante et douce, consolatrice et secourable. Elle s'avance dans un cortège d'amies. De ces amies, la Tchécoslovaquie sera une des plus chères, et le Président Masaryk, qui n'oublie pas que c'est en France que son appel a trouvé le premier écho, travaillera à resserrer cette alliance des intérêts, des esprits et des cœurs.

Puisse la destinée le conserver longtemps à ses concitoyens et lui permettre de poursuivre dans l'ordre et la paix l'œuvre magnifique qu'il a commencée !

DE VARSOVIE A BELGRADE [1]

LA PETITE ENTENTE

Il serait évidemment exagéré de prétendre que le traité de Versailles et les diverses conventions qui l'ont complété ont été accueillis en France avec une satisfaction unanime, et il est certain qu'ils prêtent à d'assez graves critiques. Les reproches qu'on leur adresse sont cependant au moins excessifs ; on les jugerait avec plus d'équité, si les gouvernements alliés avaient pris soin d'en expliquer le sens général et d'en dégager l'idée essentielle.

Depuis les quarante siècles que l'histoire nous raconte les tribulations de l'humanité, elle nous la montre faisant la guerre et poursuivant la paix. A toutes les époques, les nations se sont ruées les unes sur les autres, tandis que les philosophes et les hommes d'État s'évertuaient à élever une digue assez solide et assez haute pour contenir les ambitions déréglées qui menacent sans cesse le repos du monde. Travail ingrat où, jusqu'à présent, les diplomates ont assez mal réussi et qui leur a valu d'amères ironies ; leurs inten-

[1] Paru dans *Le Monde Nouveau*, novembre 1920.

tions du moins étaient généreuses, si leurs procédés furent souvent maladroits. Pendant les derniers siècles, ils s'étaient flattés d'avoir découvert une panacée définitive dans la doctrine de l'équilibre, fort décriée pour le moment, ce qui ne veut pas dire qu'elle soit condamnée sans appel ; de cette doctrine s'était inspiré le Congrès de Vienne, dont il est de mode aujourd'hui de médire, mais qui n'en a pas moins assuré un demi-siècle de paix à l'Europe et dont l'œuvre aurait parfaitement pu se maintenir encore assez longtemps, si elle eût été discrètement remaniée par des mains expertes et délicates. Elle fut bousculée par la violente irruption des méthodes démocratiques et par le tumultueux triomphe du principe des nationalités, qui trouva dans Napoléon III un prophète exubérant et balourd.

Le principe des nationalités, qui s'est développé sous l'influence du Romantisme et de la Révolution française, a déchaîné des passions dont il était impossible en 1815 de prévoir la violence. Il a modifié profondément les rapports des peuples, les conceptions politiques et les règles mêmes de la vie morale. Il commence à être discuté et il est probable qu'il ne conservera pas toujours sur les âmes l'emprise exclusive qu'il exerce maintenant ; il s'atténuera comme se sont atténuées les haines religieuses. Actuellement il est impossible de ne pas en tenir compte, et les hommes qui ont négocié le traité de Versailles se sont très loyalement efforcés d'appliquer dans la plus large mesure possible les idées démocratiques généralement répandues de nos jours, et réclament pour les populations le droit de disposer d'elles-mêmes. Comme l'Europe pourtant n'est pas une terre vierge et que les siècles passés y ont laissé des traces profondes, ils n'étaient pas libres de travailler en *plein drap* et ils ont sauvé de leur mieux le système de l'équilibre, en l'adaptant aux conceptions nationalistes. De là, des incohérences et des

hésitations regrettables, mais qu'ils n'étaient pas maîtres d'éviter.

Il était évident, pour tout homme de bon sens, que les vaincus de la dernière guerre n'accepteraient pas sans résistance leur défaite et qu'il s'écoulerait un temps assez long avant que l'Allemagne abdiquât ses rêves de domination. Les oripeaux démocratiques dans lesquels elle s'enveloppait, ne trompaient personne et, dès le lendemain de sa capitulation, elle étalait sa volonté de revanche avec une jactantieuse ostentation ; elle semblait prendre à tâche de nous rappeler que nous avions devant nous un adversaire irréconciliable qu'il fallait surveiller de près. L'homme primitif, — et l'Allemagne, en dépit de sa culture scientifique, en est toujours à la période des cavernes, — est un animal brutal et féroce qui ne s'élève à la moralité que par la contrainte. Le seul moyen de créer chez nos voisins l'idée du droit est de les convaincre que, s'ils essayent de reprendre leurs projets de domination, leurs intentions criminelles seront durement châtiées. — A quel procédé devrions-nous recourir pour les désarmer et les mettre définitivement hors d'état de nuire ? Il y en avait un, très naturel et très simple, le seul peut-être qui eût été absolument efficace et qui nous aurait garanti la sécurité que nous avions le droit d'exiger : c'était de morceler l'Allemagne et, d'une manière ou d'une autre, de borner ses frontières au Rhin. Cette solution a été aussitôt écartée par l'opinion française. En dehors même de l'instinctive répugnance que nous éprouvions tous à ouvrir notre foyer à des populations que nous sommes autorisés à juger moralement inférieures, puisqu'elles ont approuvé jusqu'au bout la politique de Guillaume II et qu'elles n'ont protesté ni contre les déprédations ni contre les crimes par lesquels les généraux prussiens ont « déshonoré la guerre », notre démocratie, idéaliste et pacifique,

tenait par-dessus tout à ne pas donner aux vaincus des griefs qui auraient prêté à leurs désirs de vengeance une apparence de légitimité. Elle n'aurait pas permis qu'une guerre entreprise pour la défense du droit se terminât par un traité dont les rigueurs auraient été sans doute largement justifiées par les procédés de nos adversaires, mais qui aurait donné à notre politique une fâcheuse couleur d'impérialisme. Nos scrupules n'ont-ils pas été excessifs et ne risquons-nous pas de payer un peu cher notre générosité ? Heureux les pacifiques, dit l'Écriture, le royaume du ciel leur appartient. Ce n'est pas extrêmement rassurant pour cette terre, mais la France est un pays de courage et de foi, et elle accepte sans terreur les risques de sa générosité.

Elle ne pousse pas cependant la grandeur d'âme jusqu'à la niaiserie. Du moment que nous renoncions bénévolement à la barrière du Rhin, qui seule nous eût sérieusement protégés contre de nouvelles invasions, il était indispensable de constituer en arrière de l'Allemagne des États qui auraient le même intérêt que nous à surveiller ses desseins. Rien n'était plus logique et plus facile, puisqu'il suffisait pour cela d'affranchir les peuples que, jusqu'en 1914, elle tenait asservis, soit directement, soit par la dynastie de paille qui gérait à Vienne les intérêts des Hohenzollern. La restauration de la Pologne, la fondation de la République tchécoslovaque, et la réunion dans un même royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, sont ainsi le corollaire et la correction du maintien de l'Unité germanique. Elles sont conformes à nos principes et l'Allemagne ne saurait se plaindre d'être spoliée, puisque la grande majorité des populations dont les traités nouveaux proclament l'indépendance n'était en rien rattachée à l'Empire germanique et que celles qui en faisaient partie jusqu'alors ne s'étaient jamais résignées au joug qu'elle leur avait imposé. Elle n'en

a pas moins aussitôt repris ses lamentations sur l'encerclement dont elle est menacée. Criailleries futiles et qui ne trompent plus personne. Que pourrait-elle craindre en réalité de ses nouveaux voisins qui sont beaucoup trop faibles pour songer à la provoquer et qui n'ont pas d'ailleurs le moindre désir de s'agrandir à ses dépens ? Mais il est vrai que nous comptons sur eux pour la surveiller. Un peuple qui a dans son passé *la dépêche d'Ems*, l'*affaire Schnaebelé*, le *coup d'Agadir* et les *avions de Nuremberg*, aurait vraiment mauvaise grâce à s'étonner que, suivant l'expression populaire, « on ne lui donne pas le bon Dieu sans confession ». Du jour où elle retomberait dans ses erreurs coutumières et méditerait un mauvais coup, elle déclancherait la coalition des intérêts que menacerait son entreprise et nous comptons sur la peur légitime que lui causera cette perspective pour la préserver des accès de folie furieuse auxquels elle a trop souvent succombé.

« Le temps respecte peu ce qu'on a fait sans lui. » J'avoue que j'ai une médiocre confiance dans l'avenir de la Lettonie, de la Lituanie ou même de l'Azerbejdjan. Le sort de l'Europe m'inquiéterait fort si la formation sur la frontière orientale de l'Allemagne d'une série d'États indépendants était une conception arbitraire sortie de l'imagination tumultueuse de Clemenceau ou de la conscience messianique du président Wilson. Heureusement pour nous, ils n'ont rien inventé : leur rôle s'est borné à réparer d'antiques injustices historiques. Ils ont peut-être cru innover ; en fait, ils ont repris la pure tradition nationale, puisque, depuis le XIV^e^ siècle, nos souverains, pour se protéger contre leurs redoutables et peu scrupuleux voisins, ont toujours cherché un appui chez les peuples dont l'existence était menacée par les chefs du Saint Empire romain. A l'heure actuelle, il était d'autant plus urgent de revenir à cette politique de

conservation que la Russie est momentanément hors de jeu. A quel moment reprendra-t-elle son rôle en Europe ? — Nous l'ignorons et il est même prudent de supposer que, pendant une période plus ou moins longue de reconstitution, elle subira l'attraction germanique. Raison de plus pour chercher ailleurs les garanties que nous trouvions depuis un quart de siècle dans notre alliance avec Pétersbourg.

Je suis donc convaincu que les négociateurs de Versailles ont été bien inspirés et que, si les détails de leur œuvre sont discutables, leur pensée générale était à la fois généreuse et raisonnable. Ils ont cherché, sans violer les principes essentiels de la morale politique contemporaine, à assurer à la France le maximum de sécurité possible. Admettons cependant, si l'on y tient, qu'ils se sont radicalement trompés dans leurs résolutions ; un fait du moins demeure : nous nous trouvons en face d'une réalité acquise ; le traité a établi une situation qu'il ne nous appartient plus de modifier et dont il convient par conséquent de tirer le meilleur parti possible. Il s'en suit que nous devons désirer très vivement que les États nouveaux qui sont dès à présent constitués s'affermissent, puisque leur prospérité est un des postulats de l'ordre européen. Notre intérêt exige que leurs rapports réciproques soient dominés par une pensée de loyauté et de concorde, et notre politique doit s'appliquer à prévenir et à aplanir les conflits qui peuvent s'élever entre eux. On éprouve quelque pudeur à répéter de pareils truismes ; mais, plus on vit, plus on s'aperçoit que les vérités les plus banales ont besoin d'être sans cesse démontrées à nouveau et que les principes les plus élémentaires ne doivent jamais être tenus pour acquis.

Comment en effet expliquer autrement que par une inintelligence prodigieuse l'émotion et l'inquiétude qui se sont manifestées dans une partie de l'opinion et de la presse

quand on a appris qu'une entente se préparait entre la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Roumanie ? Je dis : se préparait, parce qu'en somme il semble bien que, si l'idée générale d'une collaboration amicale est acceptée sans discussion à Belgrade et à Bucarest comme à Prague, les détails n'en sont pas encore complètement arrêtés et que l'union se heurte à des susceptibilités qui ne désarment pas. Notre rôle — et il est fort beau — doit être de dissiper les malentendus qui subsistent encore et de faciliter entre nos amis un rapprochement toujours plus intime. Plus leurs relations seront cordiales, mieux sera assurée la paix générale, qui nous importe avant tout. Ce n'est que par une étrange aberration qu'on a pu voir une menace pour la France dans le récent succès diplomatique de M. Beneš et qu'on a parlé à ce propos d'ingratitude, et presque de trahison.

~

Entendons-nous d'abord une bonne fois à propos d'un sujet qui donne matière à beaucoup de déclamations et de bavardage. Les sentiments jouent un rôle en politique — et souvent un rôle fort important. On rappelle volontiers à ce propos — et avec raison — le mot fameux de Bismarck sur les « impondérables ». L'opposition des tempéraments et des civilisations a toujours entretenu une certaine gêne entre l'Italie et l'Allemagne ; alliées, elles n'ont jamais été sincèrement amies, même quand Crispi allait docilement solliciter auprès de Bismarck la permission de nous attaquer ; si les États-Unis sont intervenus dans la guerre, c'est que le souvenir de Lafayette et l'analogie de nos institutions et de nos doctrines politiques avec les leurs les disposaient à sentir la barbarie des méthodes germaniques. Les hommes d'État qui se piquent de réalisme et qui ne font aucune place

dans leurs calculs aux instincts émotifs s'exposent donc à de fâcheuses surprises. Il n'en serait pas moins puéril de prétendre fonder un système d'alliances sur de pareilles impressions. Les peuples sont naturellement ingrats, comme les enfants, parce qu'ils vivent pour l'avenir et dans l'avenir ; on ne conserve leur affection que si on la réacquiert sans cesse. Les Tchèques et les Serbes garderont la mémoire des services que nous leur avons rendus, mais à une condition, c'est que nous ne leur demandions rien qu'ils soient obligés de nous refuser et que nous prenions soin de leur montrer que nous continuons à les aimer. Ces règles primordiales de conduite, il ne semble pas que nous les ayons toujours eues à la mémoire pendant ces dernières semaines.

Nos gouvernants répètent à satiété et avec plus d'insistance peut-être qu'il ne serait indispensable, que nous n'avons nullement l'intention d'aggraver la condition de nos ennemis, et il est vrai que nous ne poursuivons aucune politique de vengeance et de haine. Mais quelques-uns de nos diplomates et de nos publicistes poussent vraiment un peu loin le pardon des injures et il est tout de même excessif de nous demander d'oublier la guerre. On nous rebat les oreilles avec les souffrances des Viennois et il a fallu que le Dr Calmette, qui a vu de près la conduite des Allemands à Lille, rappelât à la pudeur ces philanthropes hystériques et leur signalât qu'avant de nourrir les petits Autrichiens, il conviendrait tout d'abord de donner du lait aux milliers d'enfants français dont les maisons ont été démolies par la grosse artillerie de François-Joseph. On essaye de nous persuader, contre toute vraisemblance et en dépit des textes les plus irréfutables, que la nation bulgare a été entraînée malgré elle dans la guerre par une poignée de politiciens et on nous vante avec des trémolos dans la voix ses

vertus patriarcales, sa loyauté — qui s'est marquée assez clairement sans doute par l'infâme attaque de la Brégalnitza et les odieuses incursions des comitadjis bulgares à la veille de la bataille du Roudnik ! — son honnêteté foncière, — dont témoignent les déprédations commises en Serbie par ses officiers, — et son affection sincère pour la France, — comme si son intervention dans la guerre n'avait pas retardé de deux ans notre victoire et n'avait pas coûté la vie à des milliers de nos enfants. Si vraiment l'immense majorité du peuple bulgare était opposée à la politique de Ferdinand, que ne l'a-t-il montré au moment opportun, et quelle confiance mérite-t-il, si, aux heures décisives, il est incapable, je ne dis même pas d'imposer sa volonté, mais de la manifester ? Que Pierre Loti pare de la magnificence sonore de sa rhétorique la banalité des vieilles formules allemandes sur les Turcs, « les seuls gentilshommes de l'Orient », c'est affaire entre sa conscience et lui, et son opinion n'a pas en elle-même grande importance et ne saurait provoquer qu'une légère émotion. Il est plus grave de voir la respectueuse indulgence avec laquelle ses paradoxes sont accueillis par les critiques, qui, par camaraderie, timidité, ou pour ne pas compromettre leurs ambitions académiques, n'opposent à ses affirmations les plus invraisemblables que des réserves ambiguës confites dans des éloges enthousiastes. Une revue qui, grâce à M. Gauvain, avait acquis une réelle popularité chez nos amis des Balkans, et où nous étions habitués à chercher des études sérieuses, accueille des fantaisies où nos alliés les plus sûrs sont scandaleusement dénigrés, publie des articles lyriques sur la carnavalesque aventure de d'Annunzio et ne trouve pas un mot de blâme pour le guet-apens dont nos soldats ont été victimes à Riéka.

La presse est libre en France et chacun a le droit de pu-

blier son opinion, si absurde soit-elle. Il conviendrait cependant de ne pas oublier la parole de Bismarck : à la longue, tout pays est responsable de ses journaux et il arrive un moment où il doit payer les vitres qu'ils cassent. Comment ces articles regrettables, dont à l'étranger on s'exagère la portée, ne finiraient-ils pas par créer une atmosphère d'inquiétude, surtout quand divers symptômes semblent indiquer que, parmi les hommes qui dirigent notre politique, tous ne sont pas très sûrs de leurs intentions et que quelques-uns se donnent au moins la fâcheuse apparence de chercher une orientation nouvelle.

Les préjugés ont la vie dure et rares sont les esprits assez fermes pour accepter courageusement les situations nouvelles, qui choquent la paresse de leurs conceptions traditionnelles. Courir après son argent est le plus sûr moyen de se ruiner ; personne ne l'ignore, mais on n'en tient aucun compte dans la politique. Pleurons, si vous le voulez, le démembrement de l'empire des Habsbourgs et la ruine de la Turquie, mais rappelons-nous la parole de l'Écriture et laissons les morts ensevelir les morts. Quels que soient les miracles de la science contemporaine, elle n'est pas encore arrivée à rendre la vie aux cadavres. Dans l'état actuel de l'Europe, il serait aussi vain que dangereux de songer à tourner les traités de Saint-Germain ou de Trianon, en essayant de constituer une fédération danubienne, et ce serait une action criminelle que de leurrer les Magyars d'espoirs insensés et de flatter ainsi leur mégalomanie chronique.

L'aristocratie magyare unit à des qualités exquises des vertus héroïques ; elle a tenu contre le bon sens et l'esprit du siècle une gageure folle et peu s'en est fallu qu'elle ne forçât la victoire. Toutes les médailles ont leur revers ; l'intelligence s'allie souvent à la présomption et, quand on

est sûr de son courage, on risque facilement des imprudences. Les seigneurs de Budapest, plus adroits et plus souples que les socialistes et les nationaux libéraux de Berlin, font aujourd'hui bonne mine à mauvais jeu ; ils affectent d'accepter la situation qui leur est faite ; ils dissimulent leurs espoirs de revanche, ils ne renoncent en réalité à aucune de leurs ambitions et ils demeurent prisonniers de leurs conceptions surannées. Ils ont réussi jusqu'à présent à maintenir leur domination dans leur propre pays, ce qui prouve leurs qualités de gouvernement et leur énergie. Raison de plus pour que leurs voisins se défient de leurs projets et que nous ne favorisions pas des tentatives suspectes ! Financiers fort avisés et hommes d'affaires très avertis, ils allèchent nos banquiers et nos négociants en faisant miroiter à leurs yeux des avantages qui, à l'épreuve, seront terriblement réduits, et, en attendant le jour lointain des règlements de comptes, ils espèrent de notre simplicité qu'elle leur payera largement la bienveillance qu'ils nous témoignent et qui ne leur coûte pas grand chose. Ils ont marqué un premier avantage quand on a parlé de placer à Budapest le siège de la Commission du Danube, alors que le choix eût dû naturellement se porter sur Belgrade, ou, si des circonstances matérielles s'y opposaient, sur Bratislava. Nous avons été médiocrement satisfaits en France quand on a décidé que Genève serait le siège de la Société des Nations, et Bruxelles, à tous les points de vue, était évidemment plus indiqué. Mais, enfin, Genève ne nous avait pas ménagé les marques de sympathie et elle avait mérité notre reconnaissance par sa résistance inébranlable au courant germanophile qui, à certaines heures, a menacé d'emporter la Suisse. Il suffit d'un peu de réflexion pour deviner l'amertume que de semblables erreurs provoquent chez les Serbes : pendant un an leur capitale a été exposée à un bombarde-

ment aussi stupide que sauvage ; ses édifices publics sont en ruines, la population s'entasse dans des logis délabrés, et on vient leur dire : Vous avez été fidèles jusqu'à l'héroïsme et à la mort ; vous avez subi les pires misères sans que votre courage ait un moment faibli ; nous vous plaignons du fond du cœur et nous compatissons à vos malheurs ; mais, vraiment, vous auriez trop de peine à nous fournir des demeures confortables parmi vos décombres ; nous allons nous installer à Budapest ; les femmes y sont belles et les bains luxueux ; les concerts des tsiganes y sont suggestifs et les théâtres excellents. Vivent les Magyars !

— Mais il y a eu la guerre ! — Croyez-vous ? Après tout, vous avez raison ; mais c'est fini. Songeons à l'avenir. Le danger aujourd'hui, c'est le bolchevisme : les Magyars l'ont écrasé chez eux et ils nous offrent leur concours pour le combattre en Russie ; pourquoi ne l'accepterions-nous pas ? En échange on leur accorderait quelques rectifications de frontières, un morceau de Banat, une tranche de Slovaquie. — Quel accueil le gouvernement français a-t-il accordé à ces étranges insinuations ? — Nous n'en savons rien et nous sommes absolument convaincus qu'il ne les a pas prises au sérieux une minute. Il s'est toujours défendu d'avoir exercé la moindre pression sur les cabinets de Belgrade, de Bucarest et de Prague, et nous ne mettons pas en doute ses affirmations. Il est toujours fâcheux cependant d'avoir à se défendre contre certaines attaques ; elles indiquent que quelques imprudences ont été redoutées. — « Je veux croire qu'au fond il ne se passe rien, mais enfin on en cause, et cela n'est pas bien. » Il est entendu que la mission du général Joffre en Roumanie « a été purement une solennité militaire. » Le moment n'était pas très heureusement choisi. Nous désirons tous la chute du régime des Bolchéviks et je ne pense pas que MM. Take Jonesco,

Vesnitch ou Beneš aient la moindre sympathie pour la bande de fous furieux et de bandits qui entourent Lénine et Trotsky. Encore faut-il reconnaître que, dans l'état actuel de l'Europe, certaines opérations de police sont impossibles. Quel est l'homme d'État chez nous qui oserait ordonner une mobilisation générale pour une expédition en Russie ? Pour supposer une minute que l'on obtiendrait la collaboration active des Serbes et des Tchèques dans une semblable entreprise, il fallait à la fois une ignorance prodigieuse de l'histoire et une inintelligence psychologique qui ne sauraient être comparées qu'à celle des Bethmann-Hollweg et des Forgatch. — Et quelle compagnie que celle où l'on prétendait les enrôler ! — *eine besondere Gesellschaft* — pour reprendre l'expression de François-Joseph. — « Les Français, disait récemment le Premier hongrois, M. Teleki, à la *Taegliche Rundschau*, auraient été heureux de voir se refroidir nos relations avec l'Allemagne ; mais la grande majorité du peuple magyar veut que notre amitié avec notre vieille alliée demeure entière. » Et ce sont ces bons apôtres à qui l'on aurait voulu que la Roumanie ouvrît la Transylvanie et que la Bohême livrât les Slovaques !

Par une série de fausses manœuvres, d'imprudences et de manifestations malencontreuses, nous avons donné à nos amis l'impression — et il était impossible qu'ils ne l'eussent pas, — que nous éprouvions quelque regret et quelques remords de l'œuvre que nous avons accomplie ; ils se sont demandé si les traités de Saint-Germain, de Trianon et de Neuilly n'allaient pas être remis en question ; ne risquaient-ils pas « de se retrouver un vilain matin devant la façade reconstituée de la monarchie Habsbourgeoise et d'être entraînés dans le remous bourbeux d'une confédération danubienne, » qui ne serait que l'ancien dualisme plus ou moins masqué (l'*Indépendance romaine*, 15 septembre)

La Petite Entente n'est pas née de cette crainte puisqu'elle se préparait depuis longtemps et qu'elle répond aux besoins logiques et aux intérêts permanents des États qui l'ont signée. Il est vraisemblable du moins que les incidents de cet été en ont hâté la formation.

Que se propose-t-elle ? Rien que de très simple : maintenir les traités existants et donner un avertissement aux agités qui en désireraient la révision.

~

Que les politiques aventureux d'outre-Rhin se soient étonnés et scandalisés de cette Entente, c'est naturel, puisqu'ils travaillent à troubler l'eau pour en ramener quelque butin, plus ou moins abondant. La France doit se réjouir de leur déconvenue, et M. Beneš, qui semble bien avoir été la cheville ouvrière de ce rapprochement, nous a rendu un service éminent.

On le répète sans cesse — mais il arrive malheureusement souvent que l'on finit par ne plus saisir le sens complet des formules que l'on ressasse — notre intérêt, ou plus exactement, notre salut, exige le respect méticuleux, l'application intégrale, l'exécution littérale du traité de Versailles. Mais ce traité perdrait sa valeur et nos garanties disparaîtraient si nous laissions ébranler les conventions qui l'ont suivi et qui en sont l'arc-boutant nécessaire. Tous les accords qui ont pour objet ou pour résultat de mettre hors de discussion les conditions que nous avons dictées aux vaincus, ne doivent par conséquent être accueillis par nous qu'avec une satisfaction profonde, puisqu'ils garantissent la paix générale et accroissent notre sécurité.

Les craintes qui se sont manifestées çà et là à propos de l'attitude des Tchèques ne sauraient être sincères, tant elles

sont extravagantes. S'imagine-t-on par hasard que le Président Masaryk désire voir renaître une Allemagne impérialiste ? Le moindre succès de Berlin n'aurait-il pas aussitôt pour effet d'exaspérer la résistance des Allemands de Bohême ? N'est-il pas évident que, pour qu'ils se résignent à la perte de la domination qu'ils ont toujours exercée en Autriche, il faut qu'ils soient convaincus que leurs récriminations n'ont aucune chance d'être appuyées au dehors ? — Ou bien M. Vesnitch compte-t-il sur les sympathies de MM. Scheidemann ou Simons pour que les plébiscites qui fixeront la frontière septentrionale du Royaume Yougoslave, tournent en faveur des Serbes ?

En réalité, notre diplomatie, si elle veut servir utilement les intérêts du pays, travaillera à rendre la Petite Entente plus solide et s'emploiera à la fortifier en y ralliant la Grèce et la Pologne. Trop de questions restent encore en suspens qui peuvent menacer l'union à peine conclue, en diminuer la portée ou en limiter l'action. L'affaire du Maramourech paraît avoir été arrangée à la commune satisfaction des deux parties pendant la visite de M. Beneš à Bucarest. Mais, entre les Yougoslaves et les Roumains, bien des difficultés subsistent : le Banat, l'Albanie, la condition des Roumains de Macédoine et du Timok. Aucune n'est insoluble et il suffira d'un peu de bonne volonté réciproque et d'intelligence politique pour trouver un terrain de conciliation. Il ne s'agit en somme que d'intérêts relativement secondaires et les ministres de Belgrade et de Bucarest sont trop avisés pour subordonner à des considérations d'ordre inférieur l'avenir de leur pays. Ni les Serbes ni les Roumains, en dépit des accusations frivoles de certains journaux, ne sont animés d'un esprit de fanatisme et de persécution. Ils connaissent par une expérience directe les fruits empoisonnés que produit l'intolérance et ils sont fermement

résolus à accorder aux minorités ethniques que renferment leurs territoires les plus larges libertés et les garanties les moins équivoques. Assez rapidement, s'ils pratiquent cette politique de prudence et d'humanité, les rancunes s'apaiseront et les défiances qui subsistent encore disparaîtront. Il y faudra malgré tout un temps appréciable et, pendant cette période de transition, les partis, qui sacrifient souvent à leurs rancunes les intérêts généraux, s'efforceront d'attiser les passions et d'entretenir les vieilles divisions. Notre rôle est de les rappeler au calme, d'apporter des conseils de patience et de concorde, d'encourager les Tchécoslovaques, les Roumains et les Yougoslaves dans la voie excellente où ils se sont engagés.

Par leurs origines, leur tempérament et leur histoire, ils sont destinés à devenir les pionniers de la civilisation occidentale dans l'Europe de l'Est ; leur action n'a jamais été plus nécessaire qu'aujourd'hui, plus magnifique, plus lourde aussi.

Quand la Russie sortira enfin de l'épouvantable tourmente où elle se débat, on s'apercevra mieux des pertes énormes qu'elle a subies. Je crains bien que la plupart de nos hommes d'État ne jugent sa situation actuelle avec un optimisme excessif et ne se préparent ainsi de lourdes déconvenues. On rappelle avec complaisance les immenses ressources naturelles dont elle dispose et qui lui permettront de retrouver rapidement dans le monde la place qu'elle a tenue au XIX^e siècle. Mais ce sont des ressources latentes, virtuelles. En définitive, les hommes seuls font la force et la grandeur d'un pays. Ces hommes, où seront-ils ? Que restera-t-il de l'intelligence russe ? Que sera devenue la bourgeoisie, déjà si peu nombreuse avant 1914, si instable et si fragile ? Sans bourgeoisie, sans classe dirigeante, une nation n'est qu'une masse amorphe, et si on a pu en douter

quelquefois, l'expérience bolchéviste a démontré aux plus aveugles que le travail n'est productif que s'il est organisé ; chaque atelier exige un patron, des ingénieurs, des contremaîtres. Après notre Révolution, il a fallu un quart de siècle pour rendre à la France son équilibre : la rafale de 1793, si courte, n'avait cependant aucun rapport avec le cataclysme bolchéviste, et la classe moyenne qui, à toutes les époques et dans tous les pays, forme l'ossature solide de la prospérité nationale, avait une autre vigueur et des traditions autrement résistantes que les quelques milliers de libéraux perdus dans l'immense mer paysanne de la Moscovie.

Les Russes que n'aveugle pas une vanité nationale puérile, sont les premiers à reconnaître que leur patrie, laissée à elle-même, resterait embourbée dans le gâchis pour une période de plusieurs siècles. Elle aura absolument besoin, pour se relever, de l'appui du dehors. A qui s'adressera-t-elle ? — A l'Allemagne ? — Mais celle-ci, malgré ses présomptueuses ambitions et ses rodomontades, est en réalité trop atteinte pour apporter à ses voisins une aide sérieuse ; elle aura assez à faire à se rétablir elle-même, sans charger encore ses épaules amaigries d'un poids aussi colossal. Tant mieux d'ailleurs, pour nous d'abord, et pour la Russie ensuite, puisque la Russie ne saurait retrouver sa prospérité que dans un régime de liberté démocratique et, qu'en pareille matière, les Allemands, après comme avant leur pseudo-révolution, sont décidément de mauvais maîtres. Il ne s'agit pas de recommencer une seconde fois l'expérience de Pierre le Grand ; elle a donné vraiment de trop médiocres résultats.

La Russie normale, la Russie régénérée, la Russie qui pourra vraiment devenir l'amie et la sœur de notre démocratie, elle ne peut devoir sa renaissance et la splendeur

nouvelle que nous désirons pour elle qu'aux idées et aux traditions françaises ; mais ces traditions n'agiront utilement ou, du moins, ne donneront leur plein résultat que si elles lui parviennent traduites et comme filtrées par les peuples qui sont en contact direct avec elle, qui ont parcouru une évolution analogue, qui sont rapprochés d'elle par la langue, l'origine et les mœurs, qui ne l'aiment pas sans doute plus que nous ne l'aimons, mais qui l'aiment depuis plus longtemps et qui sont plus capables de lui parler son langage, de comprendre ses instincts et de la mettre en garde contre des défauts qu'ils ont connus eux-mêmes. A ces maîtres seuls, elle s'abandonnera avec confiance, parce qu'ils ne seront pas des étrangers dont la tutelle, quelque légère qu'elle soit, révolte toujours les susceptibilités de l'instinct national, mais des frères qui panseront ses plaies d'une main délicate et tendre et protègeront sa douloureuse convalescence.

Comment les Slaves de l'Ouest et du Sud s'attelleraient-ils à un devoir si lourd, s'ils n'étaient pas absolument rassurés sur leur propre destinée ! Ils seraient hors d'état de l'essayer et de l'accomplir jusqu'au bout si la paix générale n'était pas solidement assise et elle ne le sera réellement que le jour où la Pologne aura à son tour pris loyalement sa place dans l'Union de l'Europe orientale, que l'on ne pourra plus guère alors appeler la Petite Entente, puisqu'elle comprendra 75 millions d'hommes.

~

Les psychologues affirment que les amants les plus épris sont les plus exigeants et les moins capables d'indulgence. C'est sans doute parce que nous éprouvons pour les Polo-

nais une affection que le temps a scellée sans la rendre moins vive, que nous jugeons souvent avec amertume leurs erreurs et leurs défauts. Ils en ont certes, et qui sautent aux yeux, d'autant plus que, comme nous autres Français, ils les étalent volontiers. On les leur pardonnerait peut-être plus aisément s'ils ne s'accompagnaient de vertus éclatantes, et s'il ne leur arrivait de temps en temps, entre deux crises et sans presque avoir l'air de s'en apercevoir, de sauver l'Europe et sa civilisation. Leur plus réel malheur, c'est d'avoir derrière eux une trop glorieuse histoire et d'avoir été condamnés, depuis un siècle et demi, par la situation qui leur était faite, à ne vivre que dans le passé. Quelques dures épreuves que nous ait réservées la Providence, nous avons eu du moins l'ineffable bonheur de conserver toujours notre indépendance et notre existence nationale, ce qui nous rend fort malhabiles à comprendre, ou mieux encore, à sentir l'état d'âme des Polonais. On s'en fera peut-être une idée approximative en se rappelant ce qui s'est produit chez nous pendant la première Restauration. A ce moment, après l'abdication de Napoléon à Fontainebleau, des milliers de soldats sont rentrés en France, qui revenaient de captivité ou avaient maintenu victorieusement le drapeau tricolore sur les forteresses d'Espagne, de Pologne, d'Italie ou d'Allemagne ; ils n'avaient connu que de loin, incomplètement, Leipzig et Craonne et les détails du drame qui avait détruit par degrés l'édifice de la grandeur impériale ; ils avaient les yeux et le cœur encore pleins de la majesté napoléonienne et ils vivaient dans le souvenir enivrant d'Austerlitz, d'Iéna et de Friedland ; le contraste entre le passé et le présent fut trop brusque et trop violent pour qu'ils pussent se résigner à la situation humiliée qui leur était faite. Ce sont ces grognards qui ramenèrent Napoléon de l'île d'Elbe et portèrent son étendard de clocher en clocher jusqu'aux

tours de Notre-Dame. Leur folie coûta cher à la France : elle est si magnifique cependant et elle était surtout si naturelle, si humaine, que l'on n'ose pas les condamner. Sancho, clopinant derrière Don Quichotte, songeait que le chevalier n'avait pas le sens commun ; il le suivait pourtant, le pansait à l'occasion et ne cessait pas de l'aimer, même quand il subissait par la faute de son maître de cuisants horions. Nous nous piquons d'être un peuple raisonnable, et nous sommes en effet revenus de beaucoup de vanités ; nous avons cependant dans notre histoire quelques folies héroïques, dont quelques-unes ne sont pas très vieilles. Nous en repentons-nous ? Peut-être, mais sans cesser d'en être fiers, et je ne dis pas que nous les recommencerions, du moins, regrettons-nous le temps où notre jeunesse nous permettait de courir les aventures. Les Polonais ont sommeillé cent cinquante ans : comment s'étonner que leur réveil soit quelque peu tumultueux et que leur liberté nouvelle se manifeste par des éclats bruyants, comme des écoliers lâchés dans la rue après une classe trop longue.

Nous les accusons de mégalomanie, sans nous demander si nous ne sommes pas en partie coupables de leurs exubérances. Quand, en 1914, le grand-duc Nicolas, dans sa proclamation fameuse et fumeuse, les a appelés à l'indépendance, il a fort imprudemment évoqué les souvenirs de 1772. Il n'était d'ailleurs nullement besoin de cette phrase dangereuse pour réveiller des espoirs qui n'avaient jamais été abandonnés. Depuis les partages, les Polonais vivaient hypnotisés dans la hantise d'une idée fixe : la reconstitution de leur patrie, et cette patrie ne pouvait être pour eux que celle qu'ils avaient connue, la seule qui eût réellement existé, la patrie des Jagellons, la Pologne magnifique qui couvrait de sa gloire et de son épée l'Europe orientale presque entière. Les diplomates méprisent les professeurs,

et je n'affirmerais pas qu'ils aient tort, parce que les professeurs manquent de souplesse et qu'ils connaissent mal l'art de manier les hommes et de s'adapter aux circonstances. Il est fâcheux seulement que les diplomates étendent leur dédain de ceux qui enseignent l'histoire à l'histoire elle-même et qu'ils ne tiennent pas toujours assez compte du pouvoir qu'elle exerce sur les âmes. Ils sont portés aussi à exagérer l'importance des combinaisons artificielles et des intrigues personnelles qui ne sont certainement pas sans influence, mais seulement dans les circonstances ordinaires ; ils font bon marché des tendances permanentes et des instincts profonds des masses, dont la brusque intervention balaye ensuite les plus subtils calculs.

Avec la moindre réflexion, il était facile de prévoir que les Polonais, à peine échappés à l'oppression étrangère, essayeraient de reprendre la place qu'ils avaient longtemps occupée en Europe, et que leurs revendications risqueraient de soulever autour d'eux les plus graves conflits. La plus vulgaire prudence ordonnait donc de déterminer nettement, dès le premier jour, les limites où l'on croyait sage de les enfermer ; il va sans dire que ces limites devaient être assez larges pour satisfaire leurs ambitions légitimes et pour garantir à la Pologne des territoires que la géographie lui attribuait et sans lesquels il lui est impossible de vivre, comme Dantzig ; on a fait dépendre de plébiscites, qu'il est toujours possible de fausser, le sort de territoires tels que la Haute-Silésie, dont les Allemands eux-mêmes ne contestent pas le caractère polonais. Scandaleux déni de justice qui ont exaspéré les esprits les plus modérés et déchaîné les ambitions nationalistes. Vous êtes malvenus à me prêcher le respect de la propriété si vous commencez par me dépouiller de mon patrimoine.

Comment expliquer ces erreurs ? — Ignorance ? —

Respect servile des principes prétendus démocratiques ? Sans doute, mais aussi marchandages intéressés, convoitises cupides, espoir que l'on arrachera aux Polonais des avantages économiques si on laisse les questions pendantes, de manière à ouvrir la voie à de futures négociations. Dans tous les cas, calculs égoïstes ou pauvreté d'intelligence, les résultats de cette tactique hésitante et peu loyale ne pouvaient être que désastreux.

Comment la Pologne aurait-elle réussi à s'organiser, alors qu'elle ne savait pas où finissait son territoire ? — Quelle sagesse divine ne lui eût pas été nécessaire pour borner ses ambitions, quand on prenait plaisir en quelque sorte à aiguiser ses appétits. — Regarde tous ces domaines, ils sont à toi. — Le Sauveur a résisté aux offres du Démon, mais nous ne sommes pas le Sauveur, nous ne sommes que de pauvres pécheurs qui devons chaque jour demander à Dieu de nous préserver de la tentation. — De là, conflit, — avec les Russes, grands et petits, avec les Lithuaniens, avec les Tchécoslovaques. Il est juste de reconnaître que nous avons essayé de faire triompher une politique plus saine et plus souple ; nous n'avons pas réussi à vaincre l'obstination de l'Angleterre qui, pendant toutes ces négociations, n'a montré ni générosité ni clairvoyance. Mais nous sommes solidaires de nos alliés et nous portons la peine de fautes que nous n'avons pas su et pas pu prévenir.

Un exemple assez topique des difficultés qui ont été comme créées à plaisir, c'est l'affaire de Tiechin, qui a exercé sur la marche des événements une influence déplorable et absolument hors de proportion avec son importance réelle. Aujourd'hui encore et bien qu'elle soit définitivement résolue, le souvenir des luttes passionnées qu'elle a déchaînées entre les Polonais et les Tchèques empoisonne leurs rapports réciproques. Or, rien n'était plus simple que

de prévenir ce conflit, et il eût suffi, pour cela, d'un peu de décision et de clarté d'esprit.

Les Polonais les plus exaltés sont obligés d'admettre que, depuis le XIVe siècle, la Silésie, dont le territoire de Tiechin n'est qu'un fragment, n'a pas cessé de faire partie du royaume de Saint-Venceslas. Était-ce à la France et à ses Alliés de démembrer le territoire des Tchèques ? — Étrange moyen vraiment de récompenser les services éminents qu'ils nous ont rendus et leur lutte implacable contre les Habsbourgs, dont la puissance se serait écroulée sous leurs coups dès 1914, pour peu que les Russes eussent été raisonnablement commandés ? Si, dès la première heure, nous avions déclaré nettement aux Polonais que nous n'entendions pas dépouiller nos amis, ils n'auraient pas insisté. D'autant plus qu'il ne tenait qu'à nous de leur offrir des compensations assez avantageuses pour les consoler de leurs renonciations. En définitive, il ne s'agissait pas pour eux d'une perte, mais d'un manque à gagner.

Au lieu de cela, le fameux Conseil suprême s'est laissé arrêter par des scrupules que l'on ne rencontre que chez les néophytes et dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils étaient inattendus chez les hommes qui, au début de la guerre, garantissaient à la Turquie l'intégralité de son territoire, et qui, en avril 1915, signaient avec l'Italie le traité de Londres, de fâcheuse mémoire. Du jour au lendemain, le principe des nationalités, dans son sens le plus grossier, était devenu un dogme intangible, une règle infaillible, que l'on applique mécaniquement et qui abolit toutes les autres considérations économiques, historiques et géographiques.

Il ne faut abuser de rien, ni de la logique, ni de la vertu. L'exégèse est une science admirable et elle a renouvelé nos connaissances ; mais elle réclame avec une longue pratique un sens délicat et des âmes subtiles ; maniée par des pri-

maires, elle aboutit à des niaiseries. C'est une race redoutable que celle des grammairiens, envahissante, intolérante et batailleuse ; ce n'est plus seulement le style qu'ils prétendent aujourd'hui régenter, mais le monde. Que les politiques les consultent, on ne saurait que les en féliciter, pourvu seulement qu'ils se réservent le droit de libre critique et ne prennent pas pour articles d'évangile les arrêts d'une science qui n'est pas infaillible et qui prête à des interprétations contradictoires.

Même dans des pays aussi évolués que la France, la Belgique ou l'Allemagne, il est fort malaisé de fixer la frontière des nationalités : que dire de ces provinces d'Europe orientale où les langues se mêlent, où les races se confondent et où les populations hésitent encore sur leurs volontés ! Sous son apparence de loyauté et de simplicité, le plébiscite n'est le plus souvent qu'un trompe-l'œil et il a pour résultat d'exaspérer les passions et de favoriser les intrigues les plus répugnantes.

Errare humanum est ; sachons gré à la Conférence des ambassadeurs de n'avoir pas persévéré. Grâce à la décision et à la prudence de M. Beneš, la question de Tiechin est aujourd'hui réglée d'une manière qui doit être assez équitable puisqu'elle n'a satisfait complètement aucune des deux parties. Mais il n'est au pouvoir de personne de faire que le passé n'ait pas existé ; quand on dit qu'une faute a été réparée, on se sert d'une expression vicieuse : toutes les fautes sont irréparables. Même quand la tempête est passée, la mer reste houleuse, et, à Prague comme à Varsovie, la mémoire demeure des injures qu'on s'est lancées réciproquement à la tête et des procédés incorrects où se sont compromis les comités locaux et les autorités du territoire contesté. Notre rôle doit consister à prêcher l'apaisement et l'oubli et à rappeler aux adversaires que notre

maladresse a placés un moment dans des camps ennemis, qu'ils ont besoin les uns des autres. Contre le bolchévisme expirant, mais dont l'agonie nous réserve peut-être de redoutables surprises, et contre les épileptiques fureurs de l'Allemagne, travaillons à fortifier la Petite Entente et à la compléter.

M. Goll, un des représentants les plus éminents de la grande école historique tchèque, a rappelé dans un livre classique et qu'il serait utile de traduire en français, combien, au Moyen-Age, les relations avaient été intimes entre la Pologne et la Bohême. Le parallélisme de leurs destinées est remarquable ; elles ont souffert des mêmes misères, ont traversé des crises analogues et ont failli également devenir victimes de l'insolence et de l'ambition germaniques. Aujourd'hui, si la Pologne était sérieusement affaiblie, l'indépendance de la République Tchécoslovaque serait par là même compromise et les Polonais, de leur côté, ne peuvent défendre la Prusse orientale, la Silésie et la Posnanie, auxquelles la Prusse ne renonce pas, que si leurs flancs sont couverts par la loyale amitié de la République sœur. Nous avons en France les meilleures raisons du monde pour ne pas méconnaître l'importance de la question du charbon. Ce serait un bien maladroit calcul pourtant de la part de Varsovie que celui qui aboutirait, en dernière analyse, à livrer à l'Allemagne toute la houille de Silésie, plutôt que d'en abandonner une partie à Prague.

~

L'Autriche avait pour devise : diviser pour régner. Elle lui a en somme trop médiocrement réussi pour que nous soyons tentés de la reprendre à notre compte et elle répond aussi peu à nos instincts qu'à nos principes et à notre tem-

pérament. Nous avons tout fait pour éviter la guerre et elle nous laisse en présence de difficultés trop grandes pour que nous n'employions pas tous nos efforts à éviter le retour d'un semblable cataclysme. Pour nous rétablir, nous avons besoin, non seulement que la paix se maintienne, mais qu'elle soit solidement garantie et que nous n'ayons pas à craindre les accès de démence dont nos aimables voisins sont trop capables. Cette paix, qui nous est indispensable et qui répond en même temps qu'à nos intérêts, aux instincts profonds de notre démocratie, elle ne peut être que fonction de la prospérité des États nouveaux qui se sont constitués dans l'Europe centrale. Par quels moyens réussiront-ils à triompher des difficultés qu'ils rencontrent sur leur chemin ? Nous n'en savons rien, et nous n'avons pas la ridicule outrecuidance de leur dicter leur politique. « Ma collaboration n'est pas une tutelle », a dit je ne sais plus quel écrivain, qui n'était pas un grand poète, mais qui se rattachait à l'école du bon sens. Les peuples, comme les individus, ont à régler eux-mêmes leur destinée et il faut qu'ils fassent leurs expériences. Nous n'avons d'autre prétention que de mettre à leur service les quelques lumières que nous avons acquises au milieu de longues et dures épreuves. Nous nous réjouissons aujourd'hui de les voir s'engager d'eux-mêmes dans la voie qui est la nôtre. Au moment où le Président du Conseil de la République Tchécoslovaque, M. Tusar, a remis sa démission au Président Masaryk, celui-ci, en le remerciant de l'œuvre qu'il avait réussi à accomplir, a rappelé avec une légitime satisfaction les conventions qui ont proclamé la solidarité des Tchécoslovaques, des Yougoslaves et des Roumains contre les intrigues sournoises et les projets agressifs d'adversaires que leurs désastres ont irrités sans les convertir. Avec les regrets de Masaryk, le cabinet Tusar emporte ceux de la France, dont il a servi la cause,

puisqu'il a donné à son pays une sécurité plus grande. M. Beneš, qui conserve son portefeuille dans le nouveau ministère, continuera l'œuvre qu'il a entreprise sans se soucier des criailleries de quelques échauffés. Nous comptons sur son esprit de prudence et de courage pour donner à son œuvre son couronnement nécessaire, je veux dire pour préparer l'entrée dans l'Entente de la Pologne victorieuse, satisfaite et apaisée.

Qu'il se hâte. Le moment peut surgir bientôt où il s'agira de prendre en mains la restauration de la Russie. Il faut que ce jour-là tous les peuples slaves se trouvent amis pour tendre la main à leur grande et malheureuse sœur. Ils savent que, pour cette tâche sainte, nous ne leur marchanderons pas notre appui, de même que nous savons que leurs forces accrues s'uniront aux nôtres pour surveiller l'Allemagne et pour répandre les idées de justice, de paix sociale et de progrès qui nous sont communes.

TABLE DES MATIÈRES

La Serbie triomphante 17
La Yougoslavie (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) 37
Du Vardar a la Sotcha 62
Un livre sur les Slovènes 94
La physionomie morale des Bulgares 101
L'Italie, l'Autriche, et la Yougoslavie 172
La nouvelle Sofia 286
Constantin Jireček et la Civilisation Serbe au Moyen-Age 298
Les Tchécoslovaques et les Yougoslaves 307
De Varsovie a Belgrade (Petite Entente) 323

Imprimé sur caractères spéciaux
des « Éditions Bossard »

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE BUSSIÈRE

Collection des Textes intégraux de la Littérature russe.

IVAN BOUNINE, de l'Académie russe. — **Le Monsieur de San Francisco,** traduit par MAURICE. Avec un portrait de l'auteur dessiné par BAKST. Un vol. in-12 Bossard ..... **5 fr. 50**

DMITRI MÉREJKOWSKY. — **Quatorze Décembre.** *Roman,* traduit par DUMESNIL DE GRAMONT. Avec un portrait de l'auteur, gravé sur bois par OUVRÉ. Un vol. in-12 Bossard ..... **6 fr. 50**

ALEXANDRE KOUPRINE. — **Le Duel.** *Roman,* traduit par Henri MONGAULT. Avec un portrait. Un vol. in-12 Bossard ..... **5 fr. 50**

IVAN TOURGUÉNIEV. — **Théâtre :**

VOLUME I { *Le déjeuner chez le Maréchal de la Noblesse.* / *Un mois à la Campagne.*

traduit par DENIS ROCHE. Un vol. in-12 Bossard avec un portrait de l'auteur, gravé sur bois par OUVRÉ et 4 planches de mise en scène ..... **7 fr. »**

VOLUME II { *Pas d'argent.* / *Trop tirée la Corde casse.* / *Au Foyer d'Autrui.* / *La Provinciale.* / *Un soir à Sorrente.*

Prix ..... **7 fr. 50**

FÉDOR SOLOGOUB. — **Le Démon mesquin.** *Roman,* traduit par PERNOT et STAHL. Avec un portrait de l'auteur. Un vol. in-12 Bossard ..... **7 fr. 50**

DMITRI MÉREJKOWSKY. — **Compagnons Éternels.** Traduit du russe par MAURICE. Un vol. in-12 Bossard ..... **7 fr. 50**

B. GRÉBENSTCHIKOV. — **Les Tchouraïev.** Histoire d'une famille sibérienne. *Roman,* traduit par Henri MONGAULT. Avec un portrait de l'auteur. **7 fr. 50**

IVAN BOUNINE, de l'Académie russe. — **Le Village.** *Roman,* traduit par MAURICE. Un vol. in-12 Bossard ..... **7 fr. »**

DMITRI MÉREJKOWSKY. — **Le Mufle-Roi** (*L'avènement du Cham*), traduit par Denis ROCHE. Un vol. in-12 Bossard ..... **5 fr. 50**

DMITRI MÉREJKOWSKY. — **Théâtre Tragique :**

La Mort de Paul I^er^, traduit par Paul de CHÈVREMONT.
Le Tsarévitch Alexis, traduit par DUMESNIL DE GRAMONT ;
Michel Bakounine. — — —
La joie sera. — — —
Un vol. in-12 Bossard ..... **8 fr. 50**

ALEXANDRE KOUPRINE. — **Le Bracelet de Grenats.** Traduit du russe par Henri MONGAULT ..... **5 fr. 50**

LÉON TOLSTOI. — **La Sonate à Kreutzer.** *Roman,* traduit par O. SIDERSKY. Un vol. in-12 Bossard ..... **3 fr. »**

DMITRI MÉREJKOWSKY. — **L'Ame de Dostoïewsky.** Traduit par Jean CHUZEVILLE. Un vol. in-12 Bossard ..... **5 fr. 40**

CONSTANTIN BALMONT. — **Visions Solaires.** MEXIQUE, EGYPTE, INDE, JAPON, OCÉANIE. Traduit par Ludmila SAVITZKI. Avec un portrait de l'auteur. Un vol. in-12 Bossard ..... **7 fr. 50**

ALEXANDRE KOUPRINE. — **La Fosse aux Filles** (*Yama*). *Roman,* traduit par H. MONGAULT ..... **7 fr. 80**

IVAN BOUNINE, de l'Académie russe. — **Le Calice de la Vie.** Traduit par MAURICE. Un vol. ..... **7 fr. 80**

ZÉNAIDE HIPPIUS. — **Le Pantin du Diable.** Traduit par Paul DE CHÈVREMONT. Avec une introduction et un portrait. Un vol. ..... **7 fr. 80**

PROCHAINEMENT, les « Éditions Bossard » publieront les traductions *intégrales* [*inédites*] des chefs-d'œuvre de DOSTOÏEWSKY, en commençant par **les Frères Karamazov** (2 vol. de 700 pages chacun.

Demander le catalogue des « Éditions Bossard », 43, rue Madame, Paris, VI^e^.

PARIS. — SOC. GÉNÉR. D'IMPR. ET D'ÉDIT., 71, RUE DE RENNES.

Purchased for the

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

from the

CANADA COUNCIL SPECIAL GRANT

for

SLAVIC STUDIES

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

DR
357
D4

Denis, Ernest
Du Vardar à la Sotcha

UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 11 14 08 02 013 9